

Serge Cosseron

Dictionnaire de l'extrême gauche

LAROUSSE à présent

DK 417. C6

Dictionnaire de l'extrême gauche





Photo de couverture : © Zeng Nian/Gamma
Conception graphique : François Junot

© Larousse 2007
Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la nomenclature et/ou du texte contenus dans le présent ouvrage, et qui sont la propriété de l'Éditeur, est strictement interdite.

ISBN : 978-2-03-582620-6

Depôt légal : mars 2007

Serge Cosseron

Dictionnaire de l'extrême gauche

LAROUSSE à présent

Dans la même collection

Dictionnaire de la gauche

sous la direction d'Hélène Hatzfeld, Julian Mischi et Henri Rey

Dictionnaire de la droite

sous la direction de Xavier Jardin

Dictionnaire de l'extrême droite

sous la direction d'Erwan Lecœur



À Nadine, chère *Jamais contentes.*

À Pierre Souyri, initiateur à un marxisme serein, laïc et sans illusion

À Jules Chancel, éditeur attentif et amical

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

https://archive.org/details/dictionnairedele0000serg

l'extrême gauche en questions

Depuis 1995, l'élection présidentielle est l'occasion pour l'extrême gauche de recueillir des scores de plus en plus importants suscitant surprise et inquiétude. Surprise car cette fraction de la gauche radicale semblait avoir achevé son rôle historique dans les années 1960 et 1970. Inquiétude, parce que les causes de mécontentement social et de révolte morale s'accumulant, la disparition progressive, depuis 1991, d'un mouvement communiste lisible sinon réformiste laisse un vide dans le paysage politique.
L'extrême gauche est-elle aujourd'hui capable de représenter les révoltes de la jeunesse et le désespoir des laissés-pour-compte de la France d'en bas, que le réformisme socialiste ou social-démocrate n'a pas réussi à capter ?
À l'heure où les problèmes qui se posent à l'humanité ont pris une dimension objectivement planétaire, l'extrême gauche – diverse dans ses expressions théoriques, plurielle dans ses comportements politiques, colorée dans ses traditions militantes – est-elle la mieux placée pour présenter aux peuples ou aux classes subalternes un projet politique inscrit dans son temps ?
Les cinq questions qui suivent devraient permettre au lecteur de mieux situer la mouvance dans sa globalité et d'apprécier si celle-ci peut espérer, dans la société d'aujourd'hui, répondre au défi qui est sien : changer le monde.

L'extrême gauche en France : une anomalie européenne ?

La présence de trois candidats trotskistes à l'élection présidentielle n'est plus en France un événement depuis longtemps. À plusieurs reprises déjà, en 1974, 1995 et 2002, la famille marxiste révolutionnaire de l'extrême gauche s'est présentée en nombre au scrutin majeur de la Ve République. En 2007, les trois organisations trotskistes historiques ont décidé de renouveler l'expérience. Avec comme référence les 10,44 % de suffrages exprimés le 21 avril 2002 qui se sont portés sur Arlette Laguiller, Olivier Besancenot et, dans une moindre mesure, Daniel Gluckstein.

En dépassant pour la première fois un total à deux chiffres, l'extrême gauche a obtenu en cette occasion son meilleur résultat. L'Europe s'est alors une fois de plus étonnée que la France accorde autant de suffrages à des représentants d'organisations qui prétendent faire la révolution. Espoir pour un petit nombre, inquiétude pour le plus grand nombre, la présence de cette troïka trotskiste – formée par une pasionaria vieillissante au discours sans surprise,

un étonnant petit postier enjoué, jeune et moderne, et un apparatchik sans charisme – s'est toutefois fait voler la vedette par l'absence du candidat socialiste au second tour. Certes, l'extrême gauche n'a pas renouvelé sa performance lors des élections de 2004 – européennes (le mode de scrutin adopté lui étant moins favorable) et régionales –, mais elle a pesé dans la mobilisation contre le projet de Constitution européenne en 2005. Le souvenir du séisme de 2002 jouera peut-être en 2007 à son désavantage, au profit du Parti socialiste. Toujours est-il que l'extrême gauche vaut aujourd'hui au moins 5 %, voire plus, de l'électorat hexagonal. Qu'en est-il ailleurs en Europe ?

Un constat assez général, la montée des extrêmes

L'extrême gauche est présente dans de nombreux autres pays européens, ceux de la « Vieille Europe ». En Europe de l'Est, la gauche de la gauche est plutôt de nature nostalgique et ne s'inscrit dans aucune histoire de mouvements sociaux. À l'Ouest, plusieurs expériences montrent que les plus grands pays (Allemagne, Italie, Grande-Bretagne) connaissent, à des titres divers et dans des conditions historiques différentes (histoire de la gauche, rapport au communisme, état de la démocratie), une évolution sociopolitique semblable. Une évolution qui se transcrit, sur le plan politique, par un double mouvement. D'un côté, on assiste à un recul des grands partis de la droite conservatrice et de la gauche réformiste, dont les résultats marquent tendanciellement une certaine décrue, avec en contrepoint une augmentation de l'abstention (même dans des pays où le vote est obligatoire et le refus de vote passible d'une amende). De l'autre côté, on note la progression de partis ou d'alliances de forces extrémistes, qu'ils soient, à droite, nationalistes et conservateurs (Autriche, Danemark, France, Pays-Bas) ou, à gauche, communistes, internationalistes et révolutionnaires plus ou moins mâtinés d'écologie (Espagne, France, Italie, Portugal).

Depuis le début des années 1990, avec l'apparition du courant altermondialiste puis le développement des mouvements contre la guerre en Irak, plusieurs organisations se font l'écho de la nécessité de regrouper différentes forces d'extrême gauche dans le cadre d'alliances électorales larges portées par une organisation pivot.

La construction d'alliances électorales pour peser à gauche : le modèle de l'Europe du Sud

Au Portugal, trois formations ont constitué le Bloco da esquerda (Bloc des gauches), l'União democraticã popular, le Partido socialista revolucionãrio, trotskiste, et Política XXI, qui a obtenu 2,7 % des voix en 2002. Les Verts,

divisés en plusieurs partis, ont décidé de faire une alliance avec le Parti communiste portugais, le plus stalinien d'Europe avec le KKE grec, la Coligação democrática unitária (CDU, Coalition démocratique unitaire), qui, en chute constante, n'a obtenu que 6,9 % (perte de 4,3 % en huit ans). L'extrême gauche pèse donc environ 10 %, en y incluant un PC en perte de vitesse.

En Italie, le pari de la coalition la plus large a été fait par les forces de gauche et d'extrême gauche au sein de L'Unione (L'Union) de Romano Prodi (dirigeant de L'Ulivo), principale force de la coalition anti-Berlusconi), qui a gagné de justesse l'élection d'avril 2006. De l'ancien creuset communiste émergent le Partito comunista d'Italia (2,32 %) et surtout Rifondazione comunista (5,84 %). Quant aux libertaires du Parti des radicaux de Marco Pannella, alliés aux socialistes dans la coalition la Rosa nel pugno (La Rose au poing), ils n'ont rassemblé que 2,60 % des voix. Il n'y a aucune présence trotskiste notable dans la péninsule, mais une culture électoraliste d'extrême gauche qui remonte aux années 1970 (Il Manifesto) et qui s'est portée sur les communistes de Rifondazione comunista et les Verts, qui, quels que soient les scrutins, recueillent un peu plus de 2 % des voix. Une extrême gauche italienne qui, sur un très large spectre, avoisine encore une fois un peu moins de 10 %.

En Grèce également, l'extrême gauche occupe une certaine place sur l'échiquier politique. À côté d'un des partis communistes les plus sectaires d'Europe (le KKE), le parti Synaspismós (Coalition de la gauche et du progrès) offre un espace où se regroupent diverses tendances d'extrême gauche dans une structure qui, dans un passé pas trop éloigné, était plus portée vers des compromis que vers une stratégie uniquement tribunitienne. Récemment, de 2002 à 2004, le parti a effectué un recentrage sur les luttes et les mouvements politiques et sociaux. L'organisation répond plus aux aspirations de la classe moyenne et des intellectuels que des couches populaires. Aux élections de mars 2004, Synaspismós a recueilli 3 % des suffrages. La fonction tribunitienne est principalement assurée par le KKE (parti communiste grec), très influent dans la jeunesse et qui rassemble 6 % de l'électorat.

En Europe du Nord, d'autres alliances à gauche de la social-démocratie

En Europe du Nord, fief de la social-démocratie, les organisations à la gauche de la gauche dominante consistent le plus souvent en petits partis communistes – plus ou moins rénovés –, ou en organisations plus larges traversées par le débat stratégique : devenir une force d'appoint du Parti social-démocrate ou un parti d'opposition radicale. En Finlande, l'Alliance de gauche, fondée

en 1990, héritière du Parti communiste, connaît une crise en 2006 autour de son orientation réformiste. Ce parti a en effet siégé au gouvernement de 1998 à 2003 avec les sociaux-démocrates, les Verts et même les conservateurs. Il a représenté, au début des années 1990, 10 % de l'électorat finnois et se trouve à la croisée des chemins.

En Grande-Bretagne, l'heure est également à la coalition, pour lutter contre le New Labour de Tony Blair, dont la politique intérieure et internationale a suscité une large opposition dans la société britannique. Un regroupement large intitulé RESPECT - The Unity Coalition (Respect, Equality, Socialism, Peace, Environmentalism, Community and Trade Unionism), héritier du mouvement Stop the War Coalition, est soutenu par les trotskistes du SWP (Socialist Workers Party, principal animateur de la Tendance socialiste internationale), et par ceux de l'ISG (International Socialist Group, organisation membre de la IVe Internationale, comme la LCR). Fait très symptomatique de la société britannique, du moins avant 2005, cette coalition comprend également la MAB (Muslim Association of Britain), principal mouvement politique musulman né en novembre 1997, dont le premier objectif est de « promouvoir et diffuser les principes d'interaction positive des musulmans avec tous les éléments de la société afin de refléter, de projeter et de diffuser le message de l'islam dans sa forme pure et dure ». Créé en 2004, RESPECT a réussi, en 2005, à envoyer à Westminster George Galloway, premier député à gauche du Labour depuis 1945.

Plus au nord, en Écosse, le SSP (Scottish Socialist Party), fondé en 1998, qui rassemble la gauche écossaise, indépendantiste et anticapitaliste, connaît une belle progression (4,2 % en 1999 ; 5,21 % aux européennes, en 2004 ; 3,1 % aux législatives britanniques ; et 7,8 % en 2003 aux élections pour le Parlement écossais de Holyrood, avec un score maximal de 25 % dans un quartier de Glasgow (Pollok).

Aux Pays-Bas, le SP (Socialistische Partij), né dans les années 1980 sous l'égide de Mao Zedong, a fait ensuite une mue profonde qui, d'organisation confidentielle, l'a conduit à devenir un véritable parti de masse rassemblant les déçus du réformisme social-démocrate et les activistes de différents mouvements sociaux. Cette structure large s'est transformée en une véritable force politique, plus proche désormais d'un PSU que d'une LCR. Forte de ses 44 000 militants, elle est devenue, aux élections législatives de novembre 2006, le troisième parti du pays avec 16,6 % des suffrages exprimés et vingt-six députés. Ce succès place sans doute le parti à la croisée des chemins, d'autant que les Verts de gauche ont, pour leur part, reculé.

La plus importante transformation du paysage politique à gauche a eu lieu récemment en Allemagne, où l'on a assisté à une des dernières étapes de la réunification du pays: l'insertion des anciens communistes de l'ex-RDA dans la gauche « fédérale » (de l'ex-RFA), avec la formation d'un nouveau parti à la gauche du SPD, le Linkspartei (le parti de la Gauche). Celui-ci regroupe les sociaux-démocrates critiques, les altermondialistes – guidés par l'ancien candidat à la chancellerie dans les années 1990, Oskar Lafontaine, et organisés dans la WASG (Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit, l'Alternative électorale travail et justice sociale) – et les néocommunistes d'Allemagne de l'Est. Ces derniers, réunis dans le PDS (Partei des demokratischen Sozialismus, Parti du socialisme démocratique) ont totalisé 8,7 % des suffrages aux dernières élections législatives allemandes, en septembre 2005. L'alliance du Linkspartei s'inscrit dans un échiquier politique spécifique, car il ne s'agit pas de la manifestation d'un renouvellement de la gauche, comme avait pu l'être, dans les années 1980, le développement du mouvement écologiste des Grünen (Verts), qui a modifié pour un temps le regard qu'une partie de l'extrême gauche portait sur la possibilité de l'exercice du pouvoir. En 2006, après la défaite de la coalition rouge-verte (SPD et Verts, personnalisée par Gerhard Schröder et Joschka Fischer) et la contribution, même critique, des Verts à la politique sociale-démocrate (Hartz IV et Agenda 2010, programmes de rigueur économique et sociale lancés par le gouvernement Schröder), qualifiée de néolibérale, l'aggiornamento des Verts apparaît inévitable. Marqués par leur passé stalinien, les néocommunistes veulent profiter de ce contexte pour sortir du ghetto des Länder « ossis » (de l'ex-Allemagne de l'Est) et réaliser sous leur égide la greffe, jusqu'alors non réussie, entre eux et le reste de la gauche de la gauche dans la nouvelle Allemagne. Si cette gauche sage fait parler d'elle, l'extrême gauche allemande, qui a surmonté les années de plomb (1970), est toujours aussi nombreuse, hétérogène et imprégnée des anciennes idéologies communistes.

Ce panorama des forces d'extrême gauche en Europe montre que la composante française est plus idéologique que ses voisines du fait de la forte prégnance du mouvement trotskiste dans l'Hexagone. Nombre d'organisations européennes rassemblent plusieurs courants différents sans idéologie marquée et s'inscrivent le plus souvent dans une tentative à court ou moyen terme de s'insérer dans l'aire parlementaire. *A priori*, on peut penser que ce n'est pas le cas – ou non encore avoué – des trotskistes français, qui affirment vouloir avant tout peser sur la gauche et redonner aux salariés confiance dans les luttes futures par leur progression électorale. Un pari possible quand on voit la force de l'anticapitalisme en France: en 2006, selon un sondage, seuls 36 %

des Français considèrent que l'économie de marché et la mondialisation sont meilleurs pour l'avenir du pays alors que la proportion est de 66 % chez les Britanniques et de 65 % chez les Allemands.

⤑ Europe

Les habits neufs de l'extrême gauche : la tradition est-elle soluble dans la modernité ?

Depuis les années 1970, quand les gauchistes ont voulu rejouer octobre 1917 – lorsqu'ils portaient encore aux nues Lénine, l'Allemagne de 1919 ou la Hongrie de 1956 –, quand ils étaient antistaliniens et nostalgiques de Rosa Luxemburg et plaçaient leurs espoirs dans les conseils ouvriers, l'extrême gauche a vu apparaître au fil des décennies de nouveaux mouvements sociaux. Les yeux rivés sur les luttes ouvrières et sur le terrain privilégié de l'usine, ces « gauchistes traditionnels » ont assisté non seulement à la critique du modèle révolutionnaire par ce que l'on appelait la gauche autogestionnaire, mais également à l'émergence de conflits nouveaux, expressions d'un monde en cours de transformations technologiques et géopolitiques.

La crise du gauchisme après 1973 (autodissolution de l'organisation maoïste la Gauche prolétarienne, connue pour son journal *la Cause du Peuple*, et dissolution de la Ligue communiste par le ministère de l'Intérieur à la suite de l'affrontement avec la police à l'occasion du meeting tenu à La Mutualité à Paris par Ordre Nouveau, organisation d'extrême droite), puis celle des utopies révolutionnaires dans les années 1980, ont remis en cause un certain nombre de certitudes sur la nature du monde pour lequel il vaut la peine de se battre – le socialisme ou le communisme ? – , et, plus concrètement, sur la manière de se battre contre la société capitaliste que l'on affronte quotidiennement – quelles luttes pour quel projet révolutionnaire ? Paradoxalement, l'effondrement de l'Union soviétique et la révolution libérale gérée par le Parti communiste chinois ont libéré l'horizon des interrogations et des velléités révolutionnaires : au monde de la guerre froide, coupé en deux, a succédé, pour les politologues, un monde multipolaire, mais pour les révolutionnaires, un seul monde, dominé par les États-Unis. Au cours de ces quarante dernières années, l'extrême gauche, qui par essence se considère comme une avant-garde, a donc vu apparaître

dans son rétroviseur – ou bien était-ce loin devant elle ? –, des « objets » dont elle ne soupçonna pas au début les potentialités. Le féminisme et l'écologisme ont émergé quasiment en même temps, suivis vingt ans plus tard par l'altermondialisme, signifiant que les données du monde prévalant dans les années 1920-1930 avaient changé. L'extrême gauche devait donc, pour continuer à exister, se confronter à ces trois défis.

Paradoxalement, le féminisme fut celui qu'elle a pu le mieux surmonter, même si les organisations d'extrême gauche subirent, au début des années 1970, la contestation féministe, qui eut pour première conséquence des départs massifs de militantes. Cependant, l'intégration de la revendication d'égalité des femmes ne se heurta pas à des débats majeurs et ne remit pas en cause la validité du schéma révolutionnaire.

Il n'en fut pas de même des deux autres, l'écologisme et l'altermondialisme, version française de l'antimondialisme. Le défi était bien plus important, car il démontrait, sur la durée, que l'extrême gauche perdait en faculté de mobilisation, puisque les grands mouvements des années 1990 et 2000 n'avaient pas été à son initiative. Au-delà du conflit en paternité des révoltes ou des mobilisations, voici des mouvements qui contestent le discours gauchiste ou marxiste révolutionnaire et qui désirent s'y substituer. La radicalité ne naît pas de et ne se dirige plus vers l'usine et de là vers le pouvoir, mais de la société elle-même, voire de la planète entière, à travers des expériences nouvelles de luttes et de dénonciations.

Défi écologiste

Nourrie des inquiétudes de plus en plus prononcées sur la capacité de la société contemporaine à maîtriser des technologies considérées comme étant de moins en moins contrôlables, confortée périodiquement par l'effroi et la rage produits par des catastrophes aux conséquences dramatiques pour l'environnement (marées noires, graves accidents nucléaires et industriels), ainsi que par la présence inquiétante de cette épée de Damoclès que constituait la course Est-Ouest aux armements nucléaires, la revendication écologiste se développa largement : populaire aux yeux de l'opinion publique et des médias, elle suscita au début des sourires sur les visages des tenants des lignes « prolétariennes » ou « ouvrières ». D'autant que le discours écologiste intègre des valeurs pacifistes et participatives étrangères à leurs traditions. Dans un premier temps, la majeure partie de l'extrême gauche organisée fut prise de court par l'inventivité déployée dans les actions. Développant ses propres modes d'organisation et de mobilisation sur un large spectre, du recours à l'expertise de scientifiques alliés

aux coups de main médiatiques plus ou moins audacieux, en passant par les pétitions si méprisées par certains, le mouvement écologiste français défricha trois terrains de lutte principaux : le nucléaire, l'opposition à l'installation d'un camp militaire sur le plateau du Larzac et les marées noires.

Les modalités de la rencontre sur le terrain entre mouvance écologiste (militants venant d'autres courants de la jeunesse, chrétiens, pacifistes et régionalistes) et tendance gauchiste se firent à la fois dans l'opposition à la politique de l'État (antimilitarisme) et dans le rejet de la stratégie des entreprises privées (armateurs et pétroliers) et publiques (la politique énergétique du pays). De plus, la lutte antinucléaire impliquait également la critique d'une société devenant de plus en plus contrôlée (policière). Ces trois ingrédients ont permis la participation commune à de très larges mobilisations (contre les centrales nucléaires de Creys-Malville en 1977 et de Plogoff en 1980), qui donnèrent parfois lieu à des affrontements d'une grande violence, signes d'un défi majeur lancé à l'État.

La gestion de cette synergie pose alors la limite de ces mouvements. Ou bien l'exercice de la violence est maîtrisé faisant l'objet d'un véritable débat au sein des organisations et du mouvement, et il ne met alors pas en danger la continuité de celui-ci, ou bien la violence n'est pas maîtrisée et le mouvement éclate : celui-ci est alors contraint soit à inventer de nouvelles formes d'action, soit à se replier sur lui-même. Ce fut le plus souvent ce dernier cas qui se produisit. Les premiers écologistes virent les gauchistes et autres extrémistes comme des dangers. De son côté, le gauchisme organisé regarda le mouvement écologiste de deux manières : celle de la famille libertaire, qui s'inscrivit dans ces luttes « écologistes » parce qu'elle y voyait l'apparition de nouveaux aspects de la lutte contre l'État, et celle de la famille trotskiste, qui resta plus réservée. Si la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) s'inscrivit de plain-pied dans les mobilisations et participa aux différentes structures locales ou régionales, en application de sa ligne « mouvementiste », Lutte ouvrière (LO) eut pour réflexe dominant de railler le « bougisme » de sa rivale préférée, coupable d'abandonner le seul terrain qui compte, l'usine, au profit de mobilisations dont les acteurs venaient de tous bords (« Dis-moi avec qui tu manifestes, je te dirais qui tu es »).

Plus sensible aux revendications « sociétales », la LCR est plus proche des Verts que de LO sur la condamnation du nucléaire. Ainsi, la permanence d'un pôle d'extrême gauche dans le paysage des luttes antinucléaires, la reconnaissance de l'universalité de la lutte écologiste par les éléments libertaires et maoïstes (Alain Lipietz est un ancien de la GOP, la Gauche ouvrière et paysanne, fraction maoïsante du PSU), ont permis à l'extrême gauche de jouer un

rôle important dans l'histoire des Verts, ceux-ci triomphant de leurs camarades qui voulaient être « ni gauche ni droite », à l'image d'Antoine Waechter ou bien encore de Brice Lalonde, deux figures historiques du mouvement écolo. Ils ont sans doute, de l'intérieur comme de l'extérieur, empêché le parti écologiste français de partager le moralisme vert cher aux écologistes purs et durs de la *deep Ecology* (« écologie profonde », voire sectaire).

Rivalité altermondialiste

On est confronté de nouveau à cette différence d'appréciation au sujet du deuxième habit que l'extrême gauche a revêtu à partir de 1995-1996, quand le mouvement antimondialisation est devenu à l'échelle internationale le mouvement altermondialiste, développant le slogan « Un autre monde est possible ». Derrière cette formulation poétique, voire rimbaldienne, et ouverte sur le futur, disparaissaient les revendications ultimes des révolutionnaires « à l'ancienne », à savoir le renversement du vieux monde, la révolution. Première ambiguïté : parle-t-on d'un autre monde, que l'on pourrait édifier à côté de l'autre, celui que l'on combat, ou bien d'un nouveau monde qui doit succéder au monde de la globalisation ? Deuxième ambiguïté : l'adoption de la forme organisée des forums internationaux est symptomatique. Il s'agit là de véritables foires aux idées, où chacun apporte sa lutte et sa spécificité. On y fait nombre, mais comment avancer vers une lutte commune sans projet plus construit ? On y retrouve même un large spectre de positions politiques : des réformistes de gauche aux révolutionnaires. Ces grandes messes censées mettre en valeur le monde des diverses luttes en face de celui représenté lors des offices des grandes puissances et des organisations mondiales (G8, Forum de Davos et OMC) devaient avoir pour tâche d'échanger les expériences. Elles ont souvent été d'immenses machines à balbutier, sauf quand des questions polémiques d'importance ont affleuré comme le débat sur l'islam lors du forum de Londres en 2004.

Pour la LCR, le mouvement altermondialiste représente le large éventail des luttes contemporaines dont une organisation révolutionnaire doit se faire l'écho et à laquelle elle doit apporter son soutien critique – rappelons qu'à ce titre, la démocratie participative pratiquée dans la ville-phare de l'altermondialisme, Porto Alegre, au Brésil, a été pratiquée de 2000 à 2004 par une municipalité dont le premier édile était membre de la section brésilienne de la IVe Internationale, à laquelle la LCR est affiliée. Pour LO, l'altermondialisme est un rassemblement hétéroclite qui apparaît plutôt comme une voie de repli pour réformistes bon teint (socialistes) ou pour anciens apparatchiks (anciens du PCF) en mal de mouvement de masse. N'est-il pas qualifié d'essentiellement réformiste

dans un document de LO d'octobre 2003 : « Le courant "altermondialiste", aux frontières mal définies, au langage contestataire mais dans le cadre de l'ordre établi, aux objectifs utopiques bien que dérisoires car destinés à convaincre les autorités politiques » n'est qu'« un avatar réformiste caricatural. »

En 2007, rapprochements...

La popularité de mouvements contestataires qui s'épanouissent en dehors des organisations d'extrême gauche n'est pas un phénomène nouveau. L'extrême gauche organisée y a répondu de manière différente selon leur nature. Avec la mouvance écologiste, on a vu plus haut que celle-ci n'a pas pu exercer une OPA sur le parti des Verts, mais elle a réussi à modifier son parcours en établissant avec la minorité du parti écologiste des relations étroites dans le cadre des comités pour le « non » (au référendum sur l'Europe de 2005) puis dans le cadre du collectif national d'initiative pour un rassemblement antilibéral de gauche et, enfin, des candidatures communes, en vue des élections présidentielle et législatives de 2007. En sera-t-il de même pour le mouvement altermondialiste, dont le positionnement politique et institutionnel n'est pas de type « partidaire » (dans le cadre d'un parti) ? Les modalités sont un peu différentes, car le mouvement altermondialiste développe une idéologie et un mode de fonctionnement spécifiques. Les organisations d'extrême gauche ont pris selon les cas l'habitude de répondre à ces nouveaux mouvements de deux manières : par le rejet, plus (quand on désigne des bonnes volontés qui se trompent) ou moins poli (quand on fustige des masses bernées par des traîtres) ; ou par l'attraction, en y participant et en débattant afin d'infléchir leurs positions dans le sens défini par l'organisation.

À l'extrême gauche, l'adoption des orientations écologiques et altermondialistes est le fait de militants qui ont tenté, dans les années 1970 et 1980, de maintenir le plus longtemps le PSU. Leurs héritiers actuels sont les Alternatifs. Comme le PSU, ceux-ci occupent un rôle de charnière, se situant à la frontière des marxistes révolutionnaires comme la LCR et le parti des Verts, avec des liaisons avec les rénovateurs du PCF. Résistant à la longue mort du PSU – de 1981 à 1989, date de son autodissolution –, ces militants ont assuré une transformation sémantique du défunt parti en formant une nouvelle organisation, l'Alternative rouge et verte (AREV), regroupement de militants issus des comités Juquin, qui s'étaient constitués à l'occasion de l'élection présidentielle de 1988 sous la direction de l'ancien dirigeant communiste, devenu alors le porte-parole des rénovateurs. L'Alternative rouge et verte s'est appelée en 1997 le

mouvement les Alternatifs, dont le nom révèle les principaux nouveaux habits de l'extrême gauche : l'écologie, l'autogestion, sans oublier le féminisme.

… et contradictions

S'ils se retrouvent dans toutes les grandes mobilisations politiques, militants d'extrême gauche, écologistes et altermondialistes ne poursuivent pas les mêmes buts. Les traditions d'extrême gauche et écologiques ne sont pas solubles l'une dans l'autre sur le plan politique. On l'a vu en 2005, dans la polémique lors de la campagne du référendum sur le traité constitutionnel européen : si les premiers ont rejeté le traité, la majorité des seconds a appelé à voter « oui ». L'élection présidentielle de 2007 est une autre occasion de voir comment des intérêts divergents (construire ou non l'avant-garde ; primat des luttes ouvrières ou bien sociétales) peuvent déboucher sur une convergence autour d'une seule personnalité.

À l'heure où le mouvement altermondialiste affronte ses limites (à travers une crise interne à l'occasion du renouvellement de la direction d'ATTAC-France), et une crise de développement (en s'interrogeant sur les moyens de dépasser la politique des forums internationaux qui risque, à l'avenir, de tourner en rond), on peut se poser des questions sur l'importance réelle des convergences entre ces mouvements. Sa profondeur a déterminé la candidature de José Bové à l'élection présidentielle. Personnification du mouvement altermondialiste, le dirigeant paysan alternatif symbolise, avec le Larzac et la lutte anti-OGM, un certain nombre de caractéristiques de la radicalité, à la fois dans l'action revendicatrice (usage de l'illégalité maîtrisée) et dans le positionnement universel (porte-parole des producteurs pauvres du monde entier). Toutefois, cette candidature s'est heurtée – phénomène inimaginable de temps auparavant – à la présence du Parti communiste, qui n'a pas accepté la nomination d'un « candidat unique des luttes » qui ne soit pas de son bord.

→ Altermondialisme, Écologisme, Féminisme, Porto Alegre

Trop multiple pour exister dans le champ politique ?

Il y a une quinzaine d'années, on ne donnait pas cher de l'extrême gauche, réduite semblait-il à quelques organisations ossifiées au sein desquelles dif-

férentes générations de militants s'étaient succédé depuis une trentaine d'années, et dont le procès avait été instruit (par exemple dans *la Pensée 68*) par un futur ministre de l'Éducation nationale, Luc Ferry. Les ouvrages de sciences politiques ne lui consacraient pas un seul chapitre et se limitaient, au détour d'analyses sur les crises diverses des partis socialiste ou communiste, à quelques rares informations sur les groupes trotskistes, maoïstes ou anarchistes.

Une puissance électorale nouvelle ?

En dépit de sa présence récurrente dans de nombreux conflits sociaux ou mouvements de révolte estudiantins ou lycéens, l'extrême gauche était disqualifiée au nom de sa faiblesse organisationnelle et de sa topographie complexe et éclatée.

Il a fallu l'irruption de l'altermondialisme à l'échelle internationale, l'approfondissement de la crise sociale et politique dans l'Hexagone à la suite de l'échec de Lionel Jospin à l'élection présidentielle de 2002, et la participation de l'extrême gauche – dans sa grande majorité – à la victoire du « non » au référendum sur le projet de Constitution européenne d'avril 2005 pour que celle-ci se transforme en un acteur à part entière des échéances de 2007.

L'extrême gauche serait donc devenue une force électorale reconnue, même si, pour la plupart de ses composantes organisées, la participation aux scrutins n'a de vertu que propagandiste, puisque celles-ci inscrivent leurs actions dans la perspective d'un dépassement, ou pour être plus clair, d'une abolition de la démocratie représentative. Ce paradoxe ne l'empêche pas de recueillir de plus en plus de suffrages (2,5 % des voix à la présidentielle de 1974, 10,44 % à celle de 2002, mais 3,33 % seulement aux élections européennes de 2004, contre 5,18 % à celles de 1999). Mieux, chaque organisation – plus particulièrement les trois formations trotskistes qui participent depuis de nombreuses années aux élections d'abord présidentielles, puis, dans la mesure de leurs moyens, législatives, municipales et européennes – connaît une tendance durable à la croissance de ses résultats. Faisant de la dénonciation du rôle des socialistes au pouvoir (de 1997 à 2002) son cheval de bataille, l'extrême gauche profite, lors des élections de 2002, de l'effondrement du Parti communiste et de la désaffection de nombreux socialistes pour représenter un espace politique plus large que celui occupé autrefois par le seul PCF. Elle entend désormais remplir la « fonction tribunitienne » que les spécialistes de sciences politiques avaient attribuée à ce dernier et que le politologue Georges

Lavau avait définie, en se référant au Parti communiste, comme consistant à représenter en priorité les exclus du système politique et social.

L'extrême gauche ne se réduit pas aux seules organisations trotskistes. Rassemblant plus de 10 % de voix au premier tour de la présidentielle de 2002, cette sensibilité politique semble correspondre à une part notable et négligée de l'opinion publique, qui rejette la politique des réformistes, la gestion économiste du pays, voire la politique en général. Cependant, la présence de cette mouvance n'est pas nouvelle en France. On l'a retrouvée à plusieurs reprises lors de grandes échéances électorales, à travers des mouvements de l'opinion favorables à des candidatures qui se voulaient hors système ou qui proposaient un dépassement de celui-ci: telle la liste de Daniel Cohn-Bendit aux élections européennes de 1999 (9,72 % des suffrages), à laquelle on pourrait même ajouter celle de Bernard Tapie (12,3 %) en 1994.

Une autre partie de l'extrême gauche s'inscrit de manière traditionnelle dans le courant anti-électoraliste, au nom d'une abstention révolutionnaire, d'un refus de participer à un marché de dupes, en arguant du fait que l'on ne change pas la réalité sociale par un bulletin de vote mais seulement par la lutte collective. Cet argument classique du courant libertaire est également utilisé par les organisations qui se présentent aux élections, puisque leur rhétorique insiste sur l'importance relative de cette manifestation de la volonté démocratique et le primat de la lutte sociale.

Quoi qu'il en soit, l'existence d'une importante culture d'extrême gauche en France est le produit d'une histoire presque quarantenaire.

L'évolution depuis 1968, du « gauchisme » à la « gauche de la gauche »

• **De 1968 à 1981.** L'extrême gauche sort de l'anonymat lors de la révolte estudiantine et de la jeunesse, relayée par la grève générale ouvrière, en mai-juin 1968. À la suite de la défaite politique subie par le mouvement (les syndicats ouvriers obtiennent, quant à eux, à travers les accords de Grenelle, de substantielles augmentations de salaire), le « gauchisme » – c'est le terme utilisé depuis 1920 par la III[e] Internationale pour qualifier, péjorativement, tous les mouvements se situant à la gauche du Parti communiste –, connaît une histoire riche et agitée: luttes ouvrières symboliques (par exemple, le mouvement des ouvriers horlogers de Lip, au début des années 1970), manifestations historiques, participation à l'éclosion de nouveaux mouvements sociaux ou sectoriels (féminisme) et tentation de l'exercice de la violence organisée (création de groupes clandestins ou intervention violente dans les conflits, comme celui

des aciéries de Longwy, en 1978-1979). Cette histoire qui suit l'explosion de Mai-68 s'achève par la victoire de François Mitterrand en 1981. Durant ces treize années, malgré une présence forte dans l'actualité politique du pays, l'extrême gauche pèse toutefois très peu dans la balance des voix de gauche, au sein desquelles, le plus souvent, elle se perd ou, pour une plus grande partie, elle refuse de se compter.

• **De 1981 à 1995.** Durant plus d'une dizaine d'années, l'extrême gauche connaît une sorte de traversée du désert, comme si l'alternance instaurée sous la présidence de Mitterrand et les réformes menées par le gouvernement Rocard (1988-1991), notamment l'établissement du RMI, avaient anesthésié l'esprit de révolte. Pourtant, plusieurs mobilisations sociales se sont alors produites, entre autres, la lutte antinucléaire autour de la centrale de Chooz en Lorraine, en 1982. Par ailleurs, des mouvements de grande importance pour l'avenir ont en même temps vu le jour, démontrant la capacité des socialistes à gérer une partie des nouvelles luttes sociales. On pense à la reconnaissance des jeunes de banlieue en 1983, lors de la Marche des beurs, dont une délégation fut reçue à l'Élysée, puis, à travers la mobilisation antiraciste, à SOS Racisme, une association créée en 1984, très liée au PS et qui rencontra un grand succès auprès de la jeunesse. À la même époque, l'espace médiatique est accaparé par l'activité terroriste d'Action directe (1985-1986), qui s'achève par l'arrestation des quatre leaders de l'organisation en février 1987.

• **De 1995 à 2006.** La renaissance de l'extrême gauche intervient en 1995-1996, dans la foulée du mouvement de grève des fonctionnaires contre le plan Juppé en décembre 1995, dont l'un des acteurs majeurs est le syndicat émergent SUD (officiellement créé en 1998), qui comprend de nombreux militants d'extrême gauche. Implantée dans la fonction publique, celle-ci profite également des critiques de plus en plus sévères formulées contre la gestion du gouvernement Jospin (1997-2002) par d'anciens communistes ou par des socialistes. Alors que de nombreux militants rejettent la forme de militance partidaire (au sein d'un parti), d'autres s'investissent dans les associations diverses qui organisent des mouvements sectoriels (nucléaire, sans-logis, sans-papiers) ou des espaces de débats politiques. En trouvant sa place au sein ou parfois à la tête de ces mouvements, l'extrême gauche augmente en visibilité.

L'altermondialisme redonne de la vigueur à la critique du système global, relayée par l'engagement d'un Pierre Bourdieu, par exemple. La « mondialisation libérale » devient le bouc émissaire. L'écroulement du PCF et l'embellie électorale de 2002 placent désormais la « gauche de la gauche » sous les feux

de l'actualité. Il ne s'agit pas seulement d'un glissement sémantique : l'outrance gauchiste et activiste du front des refus ayant été abandonnée au profit d'un nouveau strapontin dans le spectre de plus en plus large qui marque la gauche, du trotskisme au blairisme, il s'agit d'une sédimentation de plusieurs générations différentes de militants et d'une confirmation, celle de la crise de fond du Parti communiste.

Devenue une puissance regroupant de 5 à 10 % de l'électorat français, la gauche de la gauche a désormais un poids dans l'opinion que n'ont jamais connu auparavant aucune des oppositions gauchisantes aux partis de la gauche gouvernementale. La chance de survie électorale du Parti socialiste, principale victime de la montée de cette mouvance avec laquelle il entretient des rapports quasiment incestueux (un grand nombre des membres de son bureau national ont été membres d'organisations d'extrême gauche, trotskistes principalement), réside à court terme dans l'éparpillement de cette gauche de la gauche. Elle se situe aussi dans l'écart abyssal existant entre la présence réelle de cette famille politique dans les luttes et la faiblesse de sa représentation dans les fonctions électives.

L'univers de l'extrême gauche : galaxie et nébuleuse

L'extrême gauche est une galaxie, mais aussi une nébuleuse. C'est une galaxie, car on peut y repérer de nombreuses organisations disposant d'une presse périodique plus ou moins stable et apparaissant en groupe dans des mouvements ou des manifestations, et dont l'activité principale est de se renforcer par prosélytisme et exemplarité. C'est une nébuleuse, car elle comprend aussi des milliers de personnes qui préfèrent s'investir dans des mouvements spécifiques (comités de soutien, de lutte, associations politiques, de quartier) et qui rejettent la logique partidaire. Parmi ces dernières, les partisans de l'ultra-gauche forment un cas à part : organisés dans des groupes affinitaires, ils apparaissent dans le débat politique de leur milieu de manière plus ponctuelle (bulletins et revues, le plus souvent éphémères). Aux modes de fonctionnement d'avant 1995, il faut ajouter tout ce qu'Internet autorise : la multiplication des lieux de discussions et d'échanges, la création de sites de contre-information ou d'informations alternatives.

Les familles de la galaxie

Si l'on tente de définir l'extrême gauche dans sa globalité, on peut classer les différents courants qui la composent en plusieurs familles dont la distinction renvoie à l'histoire des mouvements anarchistes et communistes, aux grandes

révoltes du XXe siècle et aux différentes conceptions du rôle et de la stratégie d'une avant-garde politique. Sans préjuger de leur positionnement sur l'échiquier du radicalisme politique, on peut distinguer par ordre alphabétique les familles altermondialiste, écologiste, libertaire, marxiste-léniniste-stalinienne (ou maoïste), marxiste révolutionnaire (principalement trotskiste), terroriste et l'ultragauche. À ces courants principaux, il faut ajouter des itinéraires singuliers, comme celui de Daniel Cohn-Bendit, très « écolo-lib » (écolo-libertaire), dont les positions transgressent les courants écologiste et libertaire.

• **La famille altermondialiste.** Elle comprend les organisations qui ont impulsé les mouvements de masse lors des grands rassemblements de dirigeants internationaux de ces dernières années, comme le G8 ou le Forum de Davos, et organisé différents contre-forums sociaux, comme ceux de Porto Alegre, au Brésil. Leur critique de la mondialisation et des politiques néolibérales a rassemblé une mouvance importante autour d'ATTAC (Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens), d'un côté, et de l'autre, de José Bové, l'ancien porte-parole de la Confédération paysanne, qui jouit d'un capital charismatique nourri par sa participation notable à la lutte contre l'implantation d'un camp militaire sur le plateau du Larzac, durant les années 1970, et contre les OGM. Plus largement, le courant altermondialiste comprend des centaines d'organisations et de militants investis dans des combats sectoriels et des mouvements sociétaux.

• **La famille écologiste.** Soutien des luttes contre le nucléaire, contre les armements de destruction massive, contre l'usage de l'automobile, contre toutes les pollutions et pour le respect de la planète, la famille écologiste n'est pas naturellement de gauche en France. À l'origine, dans les années 1970, « ni de droite ni de gauche » (selon la formulation d'Antoine Waechter), les écologistes ont « gauchi » leur engagement au cours des années 1980 avec l'entrée de militants d'extrême gauche chez les Verts (comme, par exemple, Alain Lipietz, ancien maoïste). Membres de la gauche plurielle depuis 1997, ces derniers sont écartelés entre une volonté de participer à l'action gouvernementale et leur engagement radical dans la dénonciation active et militante des comportements polluants des États et des entrepreneurs privés.

• **La famille libertaire.** Courant historique du mouvement social et ouvrier français, le courant anarchiste est antiautoritaire, antimilitariste, anticapitaliste, et plus ou moins hostile à l'avant-gardisme des groupes léninistes (qualificatif englobant toutes les entités se réclamant du marxisme). À côté de l'anarchisme traditionnel de la FA (Fédération anarchiste) s'est développé un courant

anarcho-communiste, comme l'Organisation communiste libertaire (OCL), à partir des années 1970.

• **La famille marxiste-léniniste-stalinienne ou maoïste.** Elle a connu ses plus belles années entre 1968 et 1973 avec la saga de la Gauche prolétarienne (militance dans les usines, dénonciations virulentes des puissants, tentation terroriste, vite abandonnée, notamment du fait de l'influence de Jean-Paul Sartre), voire de VLR (Vive la révolution !). Mais le maoïsme français est traversé par les mêmes clivages que l'extrême gauche dans sa totalité, entre des courants autoritaires (la construction du parti avant tout) et des courants basistes ou spontanéistes (la lutte jusqu'au bout menée par des groupes de base ou des « coordinations »).

• **La famille marxiste révolutionnaire.** Elle comporte historiquement des organisations qui se rattachent à la tradition inaugurée par le dirigeant soviétique en exil Léon Trotski et par la IVe Internationale. Elle comprend également des tendances qui ont fait la critique radicale du trotskisme (comme Socialisme ou Barbarie, animé par les philosophes Cornelius Castoriadis et Claude Lefort), tout en gardant les outils conceptuels marxistes.

La famille trotskiste est traversée elle-même par plusieurs courants politiques, dont les trois principaux sont Lutte ouvrière (UCI), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), dite frankiste (du nom de Pierre Frank, figure de la IVe Internationale), le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPTT, devenu, en 1991, le parti des Travailleurs), dit lambertiste (du nom de Pierre Lambert, partisan de l'entrisme, ou noyautage, dans les organisations ouvrières). Elle rassemble également les pablistes (du nom de Michel Pablo, autogestionnaire et tiers-mondiste) de l'ex-AMR (Alliance marxiste révolutionnaire). À l'échelon international, il existe d'autres traditions trotskistes, particulièrement en Amérique latine, comme les posadistes (du nom du dissident de la IVe Internationale, l'Argentin Juan Posadas). Le mouvement trotskiste est en France la principale famille d'extrême gauche tant par le nombre de ses membres que par sa notoriété.

• **La famille terroriste.** Adepte de l'action directe et de l'usage de la violence dite « révolutionnaire », cette famille trouve sa naissance au cours des années 1970 dans le cadre du mouvement maoïste NAPAP (Noyaux armés pour l'autonomie populaire), puis à la marge des mouvements autonome et libertaire (Action directe). Auteur de plusieurs assassinats de personnalités du monde militaire et industriel, ce dernier groupe a été démantelé par la police en 1987.

• **La famille ultragauche.** Elle est principalement constituée de petits cercles défendant les idées conseillistes (primat des organes que se donnent les révolutionnaires durant la lutte sur les partis) ou cryptosituationnistes. Ces dernières reprennent la tradition des années 1960 et 1970, celle de l'Internationale situationniste, mouvement artistique et intellectuel révolutionnaire, dont l'apport théorique et rhétorique, notamment celui de Guy Debord, influence encore largement leur littérature.

On peut aussi compter dans ce courant tous les groupes qui se donnent comme référence la révolution allemande de 1918-1923 et son organisation phare, le KAPD.

• **Le courant autonome.** Sans famille, mais non sans quelque résonance et renommée, le courant autonome est d'inscription récente dans le paysage politique de l'extrême gauche française – le début des années 1970. Tirant son argumentation théorique de l'opéraïsme (ouvriérisme) italien, il a trouvé en Toni Negri un porte-voix subtil, qui a dérangé les traditions politiques autochtones.

La culture d'extrême gauche : un socle de valeurs communes

En dépit des différences stratégiques, les membres de ces sept (ou huit) familles de l'extrême gauche partagent certaines valeurs, anticapitalistes, antimilitaristes, antiautoritaires, etc. Ce n'est pas le moindre problème pour un parti de gouvernement comme le Parti socialiste que de devoir affronter cette nébuleuse, qui, globalement, rejette toute idée de politique réformiste d'essence sociale-démocrate. En tout état de cause, force est de reconnaître qu'un certain nombre de valeurs et de rejets de cette mouvance s'inscrivent de manière permanente dans le paysage politique hexagonal (un sondage indiquait ainsi, en 2006, que près de 60 % des Français se méfiaient de l'« économie de marché »).

Les différents courants de l'extrême gauche partagent généralement une critique radicale du capitalisme de type marxiste –, même si leurs analyses du système peuvent diverger sensiblement – et la conviction profonde que la lutte des classes est une réalité déterminante de l'évolution des sociétés contemporaines. Si le renversement du modèle capitaliste reste à l'ordre du jour, les groupes révolutionnaires critiquent de manière tout aussi énergique les tentatives d'amélioration du système que mettent en place les réformistes, qu'ils appartiennent aux partis de droite ou à la social-démocratie. Mais, alors qu'il y a vingt-cinq ans, les socialistes pouvaient être jugés sur leurs actes, désormais ils sont qualifiés de suppôts du « social-libéralisme », incapables d'amender sérieusement le système et réduits à se faire les agents zélés

et pseudo progressistes du libéralisme dominant. Ce passage a eu lieu lors du gouvernement Jospin (1997-2002). On remarquera, en se reportant aux notices des différentes organisations trotskistes, que l'usage conjoint des termes « anticapitaliste » et « antilibéral » dénote un clivage clair entre les organisations. Ainsi, LO ne fera alliance avec d'autres forces que dans un cadre anticapitaliste et pas seulement antilibéral, le libéralisme n'étant considéré que comme un aspect, une variante moderniste, d'un mal plus grand encore, le capitalisme. Une rigueur sémantique à laquelle la LCR accepte de se plier lors des élections, mais qu'elle sait abandonner dans sa pratique militante au sein du mouvement altermondialiste.

Un « anti » disparu

Jusqu'en 1989, date de l'écroulement de l'Union soviétique, la critique du stalinisme – plus ou moins radicale – faisait partie du corpus commun des groupes organisés de l'extrême gauche (les maoïstes purs et durs exceptés), et l'antistalinisme était une valeur partagée par de nombreux militants. Aujourd'hui, après la disparition de l'URSS, le changement d'orientation de la Chine, les deux derniers États staliniens de la planète sont Cuba et la Corée du Nord. De plus, dans l'Hexagone, les « staliniens » (qualificatif réservé par l'extrême gauche aux membres du PCF), ne sont plus ce qu'ils étaient. Après la déroute électorale de 2002 (3,37 %, le plus mauvais score d'un candidat communiste à l'élection présidentielle), le PCF doit accepter le voisinage des ennemis héréditaires, trotskistes et autres.

Quant à l'antiparlementarisme, si la participation à la course électorale pourrait faire penser à un renoncement, il ne faut pas oublier que la nature même de la démocratie représentative fait l'objet d'un refus global de l'extrême gauche : on lui préfère la rotation dans l'occupation des fonctions de délégation et le mandat impératif.

Ces quatre valeurs « anti » (capitalisme, militarisme, réformisme, stalinisme) en côtoient une seule positive, largement partagée celle-là : l'internationalisme. Communauté de pensée anticapitaliste, fédération de tous les exploités, l'extrême gauche prend en charge la défense de tous les « damnés de la Terre » et aspire, sinon à la liberté, du moins à l'égalité entre les hommes. Ces valeurs sont constitutives de la formation du mouvement ouvrier. Elles remontent très loin dans le temps, puisque les références les plus anciennes de l'extrême gauche renvoient à Spartacus, l'esclave dressé contre l'Empire romain, comme symbole de toutes les révoltes et rébellions.

Récemment, seule la revendication écologique a ajouté un nouvel adjectif à la panoplie idéologique de l'extrême gauche. Encore n'est-elle pas adoptée par tous avec la conviction qu'on pourrait attendre.

La constitution d'un parti révolutionnaire, le recours à la violence : des questions qui fâchent

Ce terreau de valeurs communes ne résiste pourtant que très rarement aux grands clivages qui divisent profondément l'extrême gauche. Si on veut simplifier les lignes de fracture entre les différents courants, on s'attardera sur les méthodes que chacun met en avant pour assurer le renversement du capitalisme.

• **L'avant-garde et le parti.** Une première ligne de clivage concerne le rôle de l'avant-garde révolutionnaire. Aux léninistes – trotskistes, maoïstes, bordiguistes (du nom d'Amedeo Bordiga, léniniste italien des années 1920) –, chantres du rôle dirigeant du parti indispensable et nécessaire à la préparation du prolétariat pour la prise du pouvoir, s'opposent les spontanéistes – libertaires, communistes de conseils, luxemburgistes (se référant à l'œuvre de Rosa Luxemburg), autonomes, voire situationnistes – pour qui l'organisation sur le lieu de travail ou de vie doit passer avant l'organisation en parti, par définition extérieur à la lutte. Pour reprendre la thématique marxiste, on dira qu'il y a ceux pour qui la conscience de classe s'acquiert à l'intérieur du parti et de ses organisations, et ceux pour qui celle-ci réside dans le mouvement des masses en acte. Cette différenciation essentielle conduit les premiers à construire le parti contre vents et marées, et les seconds à considérer leur rôle militant comme une mission d'accompagnement des luttes ouvrières ou sociales, leur organisation servant alors de caisse de résonance.

• **La deuxième ligne de clivage touche le recours à la violence.** Une grande partie de l'extrême gauche (sauf certains éléments du mouvement libertaire et le mouvement écologiste) partage l'idée que la violence est une des composantes centrales de l'histoire et qu'à ce titre, en tant que manifestation de la révolte des opprimés ou des exploités, son recours est ou sera indispensable. Si la violence des masses, lors de grèves, d'occupations de locaux ou d'affrontements avec la police, est soutenue par toute la gauche de la gauche, elle l'est beaucoup moins si elle dégénère en pillages. Les organisations léninistes dénoncent ces actions qu'elles réprouvent au nom de la morale révolutionnaire. En revanche, ces mêmes actions trouvent un écho positif chez les militants de l'ultragauche qui estiment qu'elles valent bien de longs discours politiques.

Il n'y a pratiquement plus personne pour prôner la violence lorsque celle-ci devient l'unique moyen d'action choisi par des groupes clandestins qui peuvent emprunter deux voies, l'une centrée sur la destruction de biens matériels symboliques, l'autre sur l'élimination physique. En clair : le terrorisme.

Multiple et bigarrée, inquiétante ou inventive, l'extrême gauche est-elle encore en expansion dans le cadre politique français ou s'inscrit-elle, alors que l'on ne l'attendait plus, dans un nouveau cycle de luttes politiques, cette fois à l'échelle du monde ? Sa diversité laisse à penser que certains courants représentent une intelligence du présent, tandis que d'autres résonnent comme de vieux tambours dont la peau se craquelle.

→ Altermondialisme, Anarchisme, Internationale, Maoïsme, Situationnisme, Trotskisme

Un discours passéiste ou d'avant-garde ?

Située à la marge de l'échiquier politique et attentive à toutes les révoltes et rébellions, l'extrême gauche, dans sa diversité, est la mieux placée pour saisir les dysfonctionnements de la « société capitaliste », qu'elle se propose de renverser à plus ou moins longue échéance. Attachés à organiser la solidarité avec les luttes salariales, environnementales ou identitaires, quand ils ne créent pas eux-mêmes des lieux de conflictualité avec l'État (par exemple, l'agitation autour des comités de soldats en 1971-1974) ou avec le patronat, les révolutionnaires s'affirment les plus qualifiés pour lire l'évolution de la lutte entre le capital et le travail. Mais avec quelles paires de lunette analysent-ils la réalité sociale ? C'est en répondant à cette question que l'on pourra affirmer si les différentes familles de la « gauche de la gauche » comprennent véritablement le système qu'elles ont décidé de combattre.

La droite et la gauche reprochent à l'extrême gauche de manière générique de développer des discours d'un autre temps. Celle-ci serait archaïque par ses références historiques, par ses modalités d'action et par ses projections. Le communisme – même défendu par des marxistes révolutionnaires antistaliniens – n'a-t-il pas été condamné par l'histoire avec l'implosion du système soviétique ? Ne parlons pas de l'idéal anarchiste d'une société sans État dont l'impossibilité historique serait évidente à tout questionnement « raisonnable ». Autrement dit, l'extrême gauche n'aurait pas compris l'évolution du capitalisme mondial et en serait restée à une phase désormais dépassée de celui-ci, celle du capitalisme industriel. Cette critique s'applique à certains courants et familles, mais ne saurait s'appliquer à tous.

Invariance du projet prolétarien

L'une des caractéristiques de la famille marxiste révolutionnaire (tendances Lutte ouvrière et parti des Travailleurs) et de la famille ultragauche est de défendre envers et contre tout l'invariance du projet prolétarien. Pour chacune elles, le capitalisme, en dépit des modifications qu'il a connues depuis 1850-1880, moment de la critique formulée par Karl Marx, obéit aux deux mêmes ressorts : l'extraction de la plus-value, signe de l'exploitation d'une classe par une autre, fonctionne de manière toujours aussi cruelle, volant le temps de vie des prolétaires ; l'ouvrier, qui se trouve à l'endroit crucial ou nodal de la société capitaliste, porte en lui la capacité de changer le monde en se faisant l'acteur de la révolution. Le salut de l'humanité réside donc dans l'approfondissement de la lutte des classes, destinée à mettre un point final à l'exploitation capitaliste. Le socialisme puis le communisme s'imposeront comme le dépassement inéluctable de la société bourgeoise. Les références programmatiques de la majorité de ces groupes remontent à la révolution d'octobre 1917 ou à la révolution allemande de 1918-1921, auxquelles s'ajoute, pour les trotskistes, le programme de transition de Léon Trotski, publié en 1938.

L'invariance dans la description de la place et du rôle de la classe ouvrière laisse en fait de côté toutes les modifications sociologiques liées à sa reproduction, à sa place dans le processus de travail et dans la production en général. Ces modifications étant balayées comme non pertinentes au regard du projet révolutionnaire, on ne s'étonnera pas d'assister à la répétition inlassable des analyses et recettes politiques, organisationnelles et programmatiques tirées des expériences du passé : « réaliser le front unique des organisations ouvrières », « dévoiler les trahisons des directions réformistes ou staliniennes qui trompent les ouvriers », « annoncer l'aggravation décisive de la crise », « proclamer que la seule solution réside dans la révolution prolétarienne ». Pour ces révolutionnaires aux réflexes ankylosés par l'histoire de leur courant, tout recul, ou toute absence, de mobilisation durable des masses populaires est expliqué par l'inexistence, l'immaturité du « parti des travailleurs », qui n'est pas encore le « futur parti bolchevik », capable de mener les masses à la victoire. Comme si dans chaque conflit, révolte ou mouvement social, se jouait l'avenir de la révolution sociale.

Le même type de postures, de comportements et de discours politiques se retrouve chez les marxistes-léninistes ou maoïstes, même si les références sont plus exotiques, avec des renvois à la révolution chinoise, notamment.

Déplacement altermondialiste vers le citoyen

Dans la famille altermondialiste, les références sont plus récentes et semblent moins dogmatiques, car elles ne s'appuient pas uniquement sur la démarche marxiste, revue par Lénine ou par Trotski. En effet, la centralité de la classe ouvrière dans le processus théorique est abandonnée au profit de celle du citoyen, qui s'adresse à l'État pour que celui-ci prenne en compte des réformes indispensables à l'exercice de la justice. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la multiplication des thèmes de lutte (défense de l'environnement, rapports Nord-Sud), car le lieu de la confrontation à la logique capitaliste ne s'inscrit pas uniquement dans le domaine de la production tant à l'intérieur des frontières nationales que sur le plan mondial, mais aussi au niveau du droit et de la fiscalité, dans le cadre d'une institutionnalisation des rapports mondiaux à travers les organisations supranationales. Le principe sous-jacent est que le combat contre le système est partout, et peut être mené par tous. Le citoyen est ainsi appelé à faire pression sur l'État national pour résoudre un certain nombre de contradictions qui lui sont imposées par le processus de mondialisation en marche : les aberrations de la politique de dérégulation et de délocalisation, l'aggravation des inégalités sociales, la destruction de la nature, etc. La critique du capitalisme mondialisé et libéral s'exprime, puisqu'on ne prétend pas ici conduire une classe à la prise du pouvoir, principalement par, d'un côté, le recours aux experts – économistes surtout (comme René Passet, auteur de *l'Économique et le Vivant*, 1979, réédité en 1996, et de *l'Illusion néolibérale*, 2000) ou politologues (comme Susan George, auteur de *Un autre monde est possible, si...*, 2004) – et, de l'autre, par la mise en scène médiatisée de l'indignation morale en s'attachant à dénoncer les évolutions récentes du capitalisme d'une manière virulente et passionnée. Ainsi, l'essayiste et critique Viviane Forrester s'impose, malgré ses outrances et ses imprécisions de non-spécialiste, comme une médiatrice efficace à travers plusieurs ouvrages dont *l'Horreur économique* (1996) ou *Une étrange dictature* (2000). Elle a fortement contribué à populariser les idées altermondialistes dans l'opinion publique. Le mouvement trouve également ses boucs émissaires dans les grandes marques (Nike, Coca Cola...), dont les stratégies (délocalisation de leurs centres de production, marketing agressif) sont dénoncées avec précision par la journaliste canadienne Naomi Klein dans son best-seller *No Logo*. Toutefois, la disparition d'un sujet révolutionnaire pivot (jusqu'à la fin des années 1980, l'ouvrier spécialisé des grandes concentrations industrielles) pose problème pour répondre à la question : comment cela peut-il changer ?

Ambiguïtés des écologistes

C'est la même question qui hante les relations entre l'extrême gauche organisée et le mouvement ou parti écologiste. L'écologie politique, en s'ancrant à gauche, n'offre pas de réponse satisfaisante aux courants marxistes : même si sa critique de la situation politique est radicale, la pratique qu'elle tend à mener s'inscrit toujours dans une stratégie possibiliste – on est prêt à formuler des solutions concrètes et transitoires immédiatement applicables et, si besoin est, à être associé au pouvoir « pour faire avancer les choses », ce que récusent les révolutionnaires. Depuis son apparition dans le champ politique en France, en 1974, lors de l'élection présidentielle, le courant écologiste n'a manifestement pas résolu cette contradiction, d'autant qu'il n'a pu implanter véritablement une « idéologie verte » dans le pays.

À la recherche d'un nouveau paradigme

À l'extrême gauche, rares sont les groupes ou revues qui ne se limitent pas à la dénonciation répétée des maltraitances faites aux ouvriers, à la nature ou aux citoyens par le Moloch que constituent, selon les chapelles, le capital, l'État, la multinationale ou la mondialisation.

On peut évoquer toutefois, dans les années 1960-1970, l'Internationale situationniste, animée par Guy Debord, dont la dénonciation, très novatrice à l'époque, de « la société spectaculaire et marchande » est restée une œuvre esthétique plus qu'un programme d'insurrection. Plus en phase avec les derniers développements de la contestation mondiale, on peut s'attarder sur deux propositions nourries par les nouvelles radicalités qui s'expriment depuis 1997-2000 au niveau mondial. La multiplication des champs d'affrontement rend sans doute obsolète la question du « Que faire ? », mais impose celles du « comment ? » et du « pourquoi faire ? ». Elle s'inscrit en premier lieu dans une réflexion sur le rôle et la nature de l'État. Issu de la tradition libertaire, l'économiste et philosophe irlandais John Holloway s'appuie à la fois sur l'héritage anarchiste et les pratiques altermondialistes – en particulier l'expérience du sous-commandant Marcos au Mexique (constitution d'une sorte d'État communautaire avec les Indiens du Chiapas) – et sur la critique des stratégies de prise du pouvoir d'État, qui finissent soit par la désillusion, quand elles sont menées par des réformistes ou des révolutionnaires dans le cadre de Front populaire ou d'alliances de partis de gauche, soit par la dictature, quand elles débouchent sur des régimes de parti unique. Installé au Mexique, Holloway met en avant les pratiques de résistance dont le développement,

l'extension et l'enracinement dans la société seraient capables de « changer le monde sans prendre le pouvoir », expression centrale de ses *Douze thèses sur l'anti-pouvoir.* Dénonçant le caractère anti-révolutionnaire de la démocratie représentative, qui a pour fonction de casser les mobilisations sociales pour imposer une médiation illusoire, Holloway propose à l'ensemble du mouvement social mondial une perspective ambitieuse.

Autre lieu de réflexion qui s'appuie sur une analyse « postmoderne », ou post-industrielle, de la réalité sociale et politique : le courant dit « operaiste » (du mot « ouvrier » en italien, et situant l'origine de cet approfondissement du marxisme apparu dans les années 1960-1970) puis autonome – aujourd'hui regroupé autour de la revue *Multitudes*. Il n'a eu de cesse de rechercher dans l'évolution du capitalisme contemporain les sujets historiques (l'ouvrier masse des grandes usines, puis l'immigré, le chômeur, le précaire) de son dépassement révolutionnaire (*Empire*, Michael Hardt et Toni Negri, 2000). Après avoir cherché à dégager une figure sociale centrale, les auteurs appartenant à ce courant voient dans le surgissement de la multitude – nomade et métissée – la forme de la révolte universelle contre le nouveau stade auquel est parvenu le capitalisme. Prenant à contre-courant les autres lectures marxistes du *Capital* de Karl Marx, en s'intéressant plus aux transformations qu'à l'invariance du système, ils développent l'idée de la formation en cours d'un « capitalisme cognitif » (Yann Moulier-Boutang, *le Capitalisme cognitif*, 2007), défini non pas comme le système d'exploitation de la force de travail mais comme celui de la disponibilité de celle-ci, « de sa capacité à rester vive et à coopérer en réseaux, non seulement technologiques mais humains ». À l'heure où l'ensemble de l'extrême gauche parle de mondialisation et adopte des positions de défense des acquis sociaux – le plus souvent devenus inégalitaires –, ils donnent une perspective égalitaire au mouvement social en évoquant la perspective d'arracher au pouvoir un revenu universel d'existence, qui permettrait de renverser la donne. La précarité et la flexibilité imposées par toutes les politiques économiques actuelles, réformistes ou néolibérales, seraient alors atténuées par l'existence d'un tel filet de sécurité (plus large que le RMI), dont l'instauration aurait pour conséquence de subvertir à terme le système dominant.

Voir le monde en marche, énoncer ses tendances les plus lourdes et proposer une alternative, c'est, pour ces avant-gardes intellectuelles, la seule manière de redécouvrir le projet marxien et d'éviter que l'extrême gauche ne s'use sur fond de mauvaise conscience à répéter de vieilles leçons mal digérées.

→ Altermondialisme, Autonomie, Écologie, Trotskisme

Héritage du communisme ou passion pour l'égalité ?

Qu'est-ce qui pousse de plus en plus de Français à se reconnaître – à des degrés variables – dans des candidats de l'extrême gauche ? Celle-ci – quand elle est visible, c'est-à-dire quand elle participe aux élections – est fortement redevable à François Mitterrand, qui, avec la maestria politique qu'on lui connaissait, a réduit le Parti communiste à une organisation « groupusculaire », comme on qualifiait, vingt ans auparavant, les organisations trotskistes, maoïstes ou anarchistes. Certes, « Tonton » n'a pas fait cela tout seul : il s'est inscrit dans une tendance historique et européenne, car dans toute l'Europe du Sud, les partis communistes ont perdu, depuis les années 1980, la place éminente qu'ils occupaient jusqu'alors. Faut-il donc voir dans la crise du communisme la seule raison de la réapparition de la taupe rouge que l'on disait agonisante à la fin des années 1980 ?

L'écroulement électoral, politique et social du PCF

Oui, en grande partie parce que l'écroulement électoral du Parti communiste (qui représentait environ 15 % des suffrages dans les années 1980) est impressionnant. Le PCF a perdu environ les deux tiers de son pouvoir d'attraction – 3,37 % avec Robert Hue à la présidentielle de 2002, 4,82 % aux législatives organisées dans la foulée, puis 5,24 % aux européennes de 2004. Il a donc laissé à sa gauche des espaces de plus en plus larges, dans lesquels s'est engouffré un rassemblement hétéroclite d'ex-communistes, d'alternatifs et de trotskistes, sans oublier ceux qui refusent de participer à la « farce électorale », mais qui, occasionnellement et selon l'ambiance politique – présence menaçante d'un candidat jugé extrémiste... de droite, par exemple –, acceptent de mêler leur voix à un concert que d'ordinaire ils n'apprécient pas.

Le vivier des générations post-soixante-huitardes

Cependant, l'extrême gauche ne peut prétendre prendre le relais d'un PCF en cours de rénovation ou de déstalinisation. Elle n'a pas construit de contre-société comme l'a fait celui-ci pendant un demi-siècle. Son vivier électoral est constitué de générations d'anciens militants politiques provisoirement désabusés ou démotivés, mais fidèles à quelques valeurs « anti », d'autres qui ont également fui les organisations politiques ou syndicales pour mieux se concentrer sur des luttes de proximité (associations de défense, comités de

soutien, collectifs de quartier). À ces anciens s'ajoutent des générations plus jeunes qui ont surfé sur les mouvements lycéens des années 1980-1998 et, plus récemment, qui ont participé, en 2006, à la large mobilisation anti-CPE (contrat première embauche). Il faut compter encore tous ceux, jeunes ou pas, aux préoccupations altermondialistes, qui s'investissent dans le large spectre politique allant de ATTAC (Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens) à l'association des membres des Amis du *Monde diplomatique*, ou bien aux nouveaux syndicalistes, tels que ceux de SUD.

Le champ de l'extrême gauche est en mesure d'occuper et de mobiliser, de manière suivie ou conjoncturelle, entre 3 et 4 millions de Français. Un chiffre non négligeable à l'échelle du pays, et dont l'extension et l'augmentation peuvent inquiéter toute opposition de gauche ou toute coalition de gauche au gouvernement. Car il ne s'agit pas seulement d'une aire du refus momentané, qui se contenterait d'une tribune épisodique. C'est sans doute désormais une culture d'opposition plus ou moins radicale qui peut et veut peser sur la gauche de gouvernement avec laquelle des liens existent (mieux vaut un réformiste que la droite au pouvoir), mais que de profonds sentiments de méfiance éloignent (entre les paroles et les actes, la social-démocratie n'est pas avare en fausses promesses, ce que l'extrême gauche appelle la « traîtrise sociale-démocrate »).

Une situation mûre pour la gauche de la gauche ?

Un PCF affaibli, un vivier « historique » nourri par une succession de luttes de grande ampleur – rappelons que depuis 1986, plusieurs grandes mobilisations, plus particulièrement dans le secteur scolaire, se sont soldées par des reculs de divers gouvernements (1986, renoncement à la loi Devaquet ; 1994, abrogation du CIP balladurien ; 2003, retrait de la loi Ferry ; 2006 défaite cachée de Villepin à propos du CEP, sans oublier, bien sûr, le mouvement de décembre 1995 contre le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale) – ont modifié la donne politique au sein de la gauche et, tout naturellement, à la gauche de la gauche. L'extrême gauche française ne se laisse pas emprisonner dans le soutien critique au réformisme. D'autant que la situation politique et sociale mobilise un pôle très large, plus impressionnant par ses capacités d'engagement que véritablement puissant en termes d'enracinement permanent – au niveau des assemblées et municipalités. Ainsi, à l'issue des élections régionales et cantonales de 2004 et municipales de 2001, le ministère de l'Intérieur comptabilise dans les communes de plus de 3 500 habitants sous le label « extrême gauche » (comprenant les organisations trotskistes et

alternatives) 3 conseillers régionaux, 7 conseillers généraux et 224 conseillers municipaux. Par comparaison, les Verts sont respectivement 65, 21 et 1271 et les communistes 172, 222 et 6354. Une goutte d'eau au sein de la gauche. Par ailleurs, en 2004, aux élections européennes, l'extrême gauche avait perdu ses cinq députés élus en 1999, du fait de la modification de la loi électorale.

La crise institutionnelle de la Ve République, marquée par trois cohabitations entre 1986 et 2002, l'écartèlement du Parti socialiste sur son projet européen (après la « rébellion » fabiusienne en 2005), l'effondrement du PC déjà mentionné, l'échec relatif du modèle réformiste de la CFDT, le processus de destruction/recomposition du salariat autour de la flexibilité et de la précarisation des emplois, le chômage de masse, l'impuissance politique devant le modèle économique dominant et ses délocalisations, les réformes qui affaiblissent le modèle de l'État protecteur : tous ces facteurs contribuent au maintien d'un réflexe de rejet global dans l'électorat français. Toutefois, si l'extrême gauche a dénoncé depuis deux décennies l'approfondissement des contradictions sociales, ethniques et religieuses au sein de la « nouvelle classe ouvrière » reformatée sur l'immigration, elle n'a pas su se greffer dans les banlieues sur l'« apartheid mou » qui y sévit.

Il y a là comme un paradoxe. L'extrême gauche, force dénonciatrice par essence, est capable de surfer sur le sentiment croissant d'une profonde méfiance envers les partis de gouvernement incapables de répondre aux inquiétudes d'une population insatisfaite. Mais, dans le même temps, elle fait sienne une vision nostalgique d'un « modèle » juridique et social, le « modèle français » étatiste, remis en cause par la mondialisation.

La France rebelle

Cinquième (ou sixième) puissance économique mondiale, la France est le pays industriel où la durée de travail légal est le moins élevée (35 heures par semaine pour tout travail salarié dans les grandes entreprises), mais aussi celui, selon les managers, où les relations sur le lieu de travail sont les plus conflictuelles entre hiérarchie et salariés. Ainsi, selon une enquête menée en 2005 auprès des dirigeants d'entreprises, la France est au dernier rang des puissances industrielles pour la « qualité » de ses relations sociales.

Elle serait donc un pays aux mœurs sociales non pacifiées et dont l'importance de l'extrême gauche ne serait qu'un des nombreux symptômes. La disponibilité au conflit demeure sans doute, dans la continuité d'une longue tradition historique, une des spécificités de la société française et de son « conservatisme congénital » dénoncé par les tenants du libéralisme et de la

réforme. Cette caractéristique explique ainsi l'impossible social-démocratisation du Parti socialiste (un « Bad Godesberg » à la française, par allusion à ce congrès du SPD de 1959, où le parti social-démocrate allemand a rejeté expressément toute référence au marxisme) tant espérée, hier, par Michel Rocard et, aujourd'hui par Dominique Strauss-Kahn.

L'explication de la présence gauchiste organisée en France renvoie donc en fait au face-à-face permanent entre, d'un côté, les révoltes et les radicalités – qu'elles soient d'ordre politique, économique ou social – et, de l'autre, l'État.

Dans le système politique français initié par la Ve République, l'extrême gauche a-t-elle pour fonction uniquement celle de dire « non » au système, comme le PCF le fit jusqu'en 1981 (François Mitterrand s'attacha alors celui-ci en faisant désigner par Georges Marchais quatre ministres communistes dans le premier gouvernement Mauroy), ou bien l'horizon s'ouvrira-t-il dans quelques années avec, dans un premier temps, le soutien d'un parti trotskiste à une coalition gouvernementale de gauche ? Stratégiquement, aucun militant de la LCR ne peut honnêtement en rejeter la possibilité, puisque cela est arrivé dans certains pays d'Amérique latine très récemment (Brésil), mais il faudrait pour cela que les règles électorales changent avec l'introduction d'une large proportionnelle (le recours à la proportionnelle aurait, dans un premier temps, une plus grande incidence à droite, avec, comme en 1986, une large présence de l'extrême droite à l'Assemblée nationale). Dans la configuration actuelle, on assisterait très probablement à une situation de « double pat », pour reprendre une figure du jeu d'échecs (quand la partie est bloquée), à gauche comme à droite, les 5 à 9 % de l'extrême gauche jouant le même rôle paralysant à gauche que les 15 à 20 % du Front national à droite. Dans ces conditions, une éventuelle VIe République serait-elle plus gouvernable que la Ve ?

Une spécificité française

On peut conclure que, par sa réalité sociologique et ses comportements politiques, le « vivier d'extrême gauche » n'est pas réductible à une seule opposition « révolutionnaire » au système en place. Sa spécificité réside d'abord, on l'a vu, dans la coexistence de militants, différents par leur âge ou par leurs aspirations, dans les différents mouvements contestaires, ce qu'exprime la juxtaposition, à la tête de cette mouvance bigarrée, de figures emblématiques mais aussi contrastées que Arlette Laguiller, Alain Krivine, José Bové, Dominique Voynet, Olivier Besancenot ou Clémentine Autain, des vieux, des jeunes, des ouvriéristes et des écolos plus ou moins réformistes. La singularité de l'extrême gauche tient aussi à des raisons plus strictement politiques, à

savoir l'impossibilité des socialistes français d'instaurer clairement avec leur électorat naturel un pacte social-démocrate. En intégrant les dimensions écologistes et altermondialistes, l'extrême gauche française se fait l'écho de tous les combats, de toutes les luttes, mais aussi de toutes les frustrations et insatisfactions. Cela suffit-il pour devenir une force de proposition qui aille au-delà d'un catalogue de mesures « révolutionnaires » (par exemple, l'interdiction des licenciements par les entreprises réalisant des bénéfices) qui ne prennent pas en compte la réalité financière et démographique de la société contemporaine ? Après avoir appelé à l'édification d'un nouveau monde, dont le bilan critique n'a été véritablement effectué par aucune organisation révolutionnaire, le passage à la seule défense des acquis sociaux et des services publics est-il à la hauteur des défis qui se posent aux politiques d'aujourd'hui ?

→ Communisme, Gauchisme, Maoïsme, Trotskisme

Temps forts

Les différentes familles qui composent l'extrême gauche ne se donnent pas toutes les mêmes racines historiques, même si elles communient dans la même admiration pour les grands moments de la geste révolutionnaire. Toutefois, il est difficile pour les apprentis révolutionnaires professionnels trotskistes de trouver un modèle dans la Révolution française bourgeoise, même si Gracchus Babeuf et sa « conjuration des Égaux » – le premier parti communiste de l'histoire pour certains – sont moins valorisés qu'au PC ou chez les anarchistes. Si tout le mouvement communiste se réfère au *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels (1848), les anarchistes lui préfèrent Proudhon et son *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840), ainsi que le Bakounine des barricades de Lyon en 1871 et celui des tribunes de la Ire Internationale, la seule organisation qui regroupa durant quelques années les deux courants, communiste et anarchiste. Pour les trotskistes, l'histoire commence véritablement en 1905, mais en Russie, puis en 1929, avec l'expulsion d'URSS du « Vieux » par Staline. Quant aux maoïstes, apparus plus récemment sur le théâtre de l'extrémisme, on se rappellera le rôle joué par la Résistance dans l'imaginaire héroïque des « gardes rouges » français.

Les révolutionnaires de 2007 ont sans doute désormais des racines moins lointaines, puisqu'ils appartiennent aux « nouveaux mouvements sociaux », une expression apparue en 1971. Ce sont des racines de plus en plus « mondialisées », à l'image de la contestation mondiale, mais qui n'ont pas perdu toutes leurs références hexagonales.

Car, pour reprendre une citation de Karl Marx, « la tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants ». Gageons que l'expérience française de la révolution politique (Marx concédait au peuple de France un réel talent pour celle-ci, réservant à l'Angleterre la révolution économique) depuis la fin du XVIIIe siècle explique sans doute le foisonnement actuel des courants et familles politiques d'extrême gauche ainsi que leur importance militante et électorale. La conception de la lutte politique produite dans ce pays depuis la Révolution française comprend probablement, de manière sous-jacente ou subliminale, une propension au mécontentement et une espérance de connaître une autre vie, toutes deux génératrices de rébellion, de révolte et d'alternatives.

Quelques grands moments scandent ainsi l'histoire de la critique en acte de la société bourgeoise par la classe ouvrière et par les mouvements sociaux qui se sont succédé au cours des deux siècles et demi qui nous séparent du surgissement de l'ère des révolutions, précédée en France, ne l'oublions pas, par une riche histoire de révoltes paysannes (frumentaires, fiscales, religieuses), menées contre l'État central.

Cette chronologie sélectionne les grandes confrontations politiques de la Révolution française à Mai 68 – le plus souvent des défaites –, dont les déroulements ont nourri les réflexions de l'extrême gauche sur le point central qui est la dynamique conduisant à la prise du pouvoir, avec comme corollaire la définition la plus précise de l'outil qui pourra l'entreprendre. À partir des années 1970, on notera les grandes dates de l'émergence des différents courants et des grandes mobilisations ouvrières et sociales où l'extrême gauche a joué un rôle significatif.

La Révolution française et ses conséquences

Toutes les familles politiques françaises se réfèrent, peu ou prou, à cet événement crucial. L'extrême gauche y trouve, à sa façon, une source de références, souvent contrastées.

1793. La question de l'égalité. De la Révolution française, l'extrême gauche s'inspire essentiellement de ces voix qui posent dès cette époque la question sociale. C'est le cas de Jacques Roux et de son *Manifeste des enragés*, présenté à la Convention, le 25 juin 1793. Le même qualificatif sera repris en 1968 par des étudiants engagés dans le mouvement de contestation de l'ordre universitaire puis social, fortement influencés par les idées situationnistes. Ils furent si « enragés » qu'ils refuseront les orientations proposées par ceux qu'ils appelaient les « organisés ». Ce manifeste, écrit il y a plus de deux siècles, constate que « les riches seuls, depuis quatre ans [depuis 1789, NDA], ont profité des avantages de la Révolution » et que les législateurs n'ont pas « prononcé la peine de mort contre les agioteurs et les accapareurs ». Pour Jacques Roux, inspirateur de Babeuf et du communisme moderne, « la classe laborieuse » devait agir contre les profiteurs, « la liberté n'[étant] qu'un vain fantôme quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément. L'égalité n'est qu'un vain fantôme quand le riche, par le monopole, exerce le droit de vie ou de mort sur son semblable. La république n'est qu'un vain fantôme quand la contre-révolution s'opère, de jour en jour, par le prix des denrées, auquel les trois quarts des citoyens ne peuvent atteindre sans verser des larmes. »

Pour d'autres organisations d'extrême gauche, la Révolution française doit être lue comme le moment de l'invention de la démocratie politique, qui devient

aujourd'hui un point d'ancrage pour le discours souverainiste et antieuropéen développé par le parti des Travailleurs.

1811-1816. Le mouvement des briseurs de machines en Angleterre. Sous la direction d'un « général » Ludd (d'où le nom de luddites donné à ces ouvriers iconoclastes), anonyme chef de bande (émule peut-être d'un autre chef masqué d'aujourd'hui, le sous-commandant Marcos, chef de file des Indiens du Chiapas, au Mexique), les ouvriers anglais s'attaquèrent aux métiers à tisser pour défendre leur mode de vie contre la dictature du travail salarié et industriel. L'ultragauche, influencée en cela par les situationnistes, affectionne plus particulièrement ces moments de révolte pure, qui marquent une distance avec le travail et la morale du progrès. Une position minoritaire dans l'extrême gauche. Cette expression d'un pouvoir ouvrier immédiat sur les machines ne pouvait qu'attirer les contempteurs du « Capital » et indisposer les réformistes comme les marxistes révolutionnaires qui ne voient là que la manifestation d'un gauchisme infantile.

1830. La révolution de Juillet. Elle remplace un roi de France, le dernier des Bourbons, Charles X, par un roi des Français, le Roi-Citoyen Louis-Philippe Ier, sans que la République pour laquelle ont combattu nombre d'insurgés – étudiants et membres des sociétés secrètes – ait pu voir le jour. Parmi ceux-ci, le jeune Louis Auguste Blanqui, surnommé « l'Enfermé », qui passa plus de trente-cinq ans en prison pour ses activités révolutionnaires, a donné naissance, à partir de 1832, à ce que l'on a appelé le blanquisme, c'est-à-dire la constitution d'une avant-garde autoproclamée qui, en recourant à l'action violente – attentats, complots et insurrections minoritaires –, déclenchera la révolution sociale. Au cours de l'après-Mai 68, certaines tendances du gauchisme français appartenant aux familles maoïstes et terroristes ont répété l'expérience malheureuse de Blanqui, dont le principal défaut politique est de se substituer aux masses ouvrières. Plus tôt, au début du XXe siècle, Rosa Luxemburg, la grande révolutionnaire sociale-démocrate allemande d'origine polonaise, dénonça chez Lénine et ses fidèles quelque propension au blanquisme.

1848. Publication du texte fondateur des courants communistes au sens large du terme. Le *Manifeste du parti communiste* est rédigé par deux révolutionnaires allemands, Karl Marx et Friedrich Engels, à la demande d'une Ligue des communistes, organisation révolutionnaire basée à Londres. Ce texte attribue la mission d'émancipation de l'humanité à la classe ouvrière, dont le mouvement à travers les luttes économiques et sociales aboutira à la révolution. Comme ce texte ne fait pas référence à un parti au sens strict du terme, il est l'objet d'une

exégèse par les différents courants qui s'en réclament – marxistes révolutionnaires, marxistes-léninistes et ultragauches.

1871. La Commune de Paris. Il n'est pas de groupe révolutionnaire qui ne se réclame de la Commune de Paris (du 18 mars au 27 mai), en dépit de son issue tragique. L'héroïsme des Parisiens républicains, internationalistes et « socialistes » – assassinés durant la « semaine sanglante » (21-27 mai) et devenus héros du communisme et de l'anarchisme mondial – n'a donc pas nourri seulement le refrain nostalgique du *Temps des cerises*. On peut compter, depuis, par dizaines le nombre de publications et de groupes qui ont pris de par le monde le nom de Commune, sans oublier les mouvements insurrectionnels qui ont voulu la commémorer – parfois dans le sang, comme la Commune de Canton (1927, voir *la Condition humaine*, d'André Malraux). Quoique critiqué par Marx et Engels pour ses inconséquences programmatiques et la faiblesse de son avant-garde politique, le mouvement insurrectionnel est devenu le symbole de « la conquête du ciel prolétarien par le peuple en armes ».

1892-1894. La vague d'attentats anarchistes contre les institutions. Ces attentats (bombe d'Auguste Vaillant au Palais-Bourbon, assassinat du président Sadi Carnot par l'anarchiste italien Caserio, bombes de Ravachol contre le luxueux restaurant Véry et d'Émile Henry contre le café Terminus de la gare Saint-Lazare) symbolisent la spécificité du mouvement révolutionnaire français plus méditerranéen en cela que nord-européen, avec sa forte composante anarchiste. Un peu tombé dans l'oubli par la suite – en dépit de la mythification de la « bande à Bonnot » (1911-1912) –, le terrorisme anarchiste trouvera tout de même à plusieurs reprises une certaine complaisance chez quelques intellectuels pour qui, comme le proclama le poète Laurent Tailhade, « qu'importe les victimes, si le geste est beau », expression d'une fascination esthétique envers l'exercice de la violence.

La tradition de la révolution d'Octobre

Moment fondateur pour la gauche du XXe siècle, la révolution d'Octobre ne cessera de l'unifier et de la diviser, en France comme dans le reste du monde.

1905. Première révolution en Russie. En janvier 1905, à la suite d'une manifestation contre la faim et la guerre russo-japonaise, violemment réprimée par l'armée tsariste, une grève générale des ouvriers de Saint-Pétersbourg débouche sur la constitution de *soviets*, les premiers conseils ouvriers de l'histoire révo-

lutionnaire. Ce mouvement aboutira à une réforme institutionnelle du régime tsariste, avec la convocation d'une assemblée nationale, la douma. À côté des partis et des syndicats, l'auto-organisation de la classe ouvrière au moment de l'affrontement de classe le plus tendu devient un nouveau thème de réflexion dans le mouvement ouvrier. De plus, à la lumière de ce qui se passera en 1917, toujours en Russie, la révolution de 1905 devient la fameuse répétition générale du « Grand Soir » d'Octobre. Cette image sera reprise à loisir par la presse révolutionnaire contemporaine pour annoncer qu'un événement de grande ampleur (tel Mai 68) porte en lui les germes d'un avenir radieux.

1906. La Charte d'Amiens. En France, la Confédération générale du travail (CGT) adopte la Charte d'Amiens à l'issue de son IXe congrès. L'organisation syndicale, dirigée par des militants anarcho-syndicalistes comme Fernand Pelloutier et Victor Griffuelhes, proclame l'indépendance du syndicat par rapport au parti politique en affirmant que « la CGT regroupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ». Par ailleurs, la CGT affirme à la fois défendre les intérêts immédiats des travailleurs, mais aussi, par la grève générale, militer pour l'émancipation de la classe ouvrière qui aboutira à l'expropriation des capitalistes. Ce positionnement, original par rapport aux partis politiques, marque la singularité du syndicalisme français qui, statutairement, refuse de se laisser dicter ses orientations par un parti politique. Certes, cela restera de l'ordre de la fiction lorsque le Parti communiste imposera la scission de la CGT et la formation d'un syndicat rouge, la CGTU, en 1921, puis quand il contrôlera la réunification de la CGT sous son contrôle en 1936. Aujourd'hui, cette affirmation d'indépendance du syndicat fait partie des fondements culturels du syndicalisme français, qui se trouve un des plus divisés et des plus faibles d'Europe occidentale.

La même année, en mars, la catastrophe minière de Courrières (environ 1200 morts) marque profondément le mouvement ouvrier français, attribuant aux mineurs une place de choix – tragique et héroïque – dans l'imaginaire ouvrier. Courrières devient le symbole du sort terrible réservé au monde du travail.

1915. Conférence de Zimmerwald. En Suisse, à Zimmerwald, au cours de la deuxième année de guerre, une poignée de militants socialistes internationaux, dont le syndicaliste français Alphonse Merrheim et le leader bolchevik russe Lénine, hostiles à la guerre mondiale, se réunissent pour dénoncer la « guerre impérialiste ». Tout en renouant des relations internationales interrompues par le conflit, des syndicalistes et des socialistes de dix pays européens appellent à « réveiller l'esprit révolutionnaire dans les masses du prolétariat international et à les unir

contre la guerre fratricide et contre la société capitaliste ». La dénonciation de la guerre impérialiste et le pacifisme intégral trouvent ici leurs racines historiques. La conférence de Zimmerwald montre également à l'ensemble du mouvement ouvrier qu'une minorité internationale peut avoir raison contre tous et défendre une attitude internationaliste contre le nationalisme et le chauvinisme qui ont déferlé sur l'Europe.

1917. La révolution d'Octobre. En Russie, le déroulement des révolutions de février et d'octobre 1917 structurent, depuis presque un siècle, la pensée des révolutionnaires appartenant aux courants communistes, maoïstes, trotskistes ou marxistes révolutionnaires. Seuls les anarchistes rejettent Octobre comme un putsch réalisé contre les soviets, uniques représentants légitimes des prolétaires. Le mouvement communiste trouvera dans cette expérience matière à gloser pour ériger le marxisme-léninisme en science de la prise du pouvoir. Trotskistes ou maoïstes chercheront dans la stratégie de Lénine une méthode, mais surtout des principes pour construire le vrai parti révolutionnaire.

1918-1923. La révolution avortée en Allemagne. En novembre 1918, en Allemagne, les conseils de marins et de soldats des troupes de la Baltique désarment leurs officiers et précipitent l'effondrement du régime impérial. Durant cinq années, les révolutionnaires attendent de la classe ouvrière allemande qu'elle prenne le relais de son homologue russe pour imposer la révolution mondiale. Les personnalités de Karl Liebknecht et, surtout, de Rosa Luxemburg (assassinés dès janvier 1919) apparaissent également comme les porte-parole d'un socialisme révolutionnaire non bolchevik. L'ultragauche – en particulier les courants dits « communistes de conseil » – s'intéresse plus particulièrement à la Révolution des conseils de Bavière (d'Ernst Toller et d'Erich Mühsam) au printemps 1919. Elle met également en avant l'expérience du KAPD (le Parti communiste ouvrier d'Allemagne), scission de gauche en 1920 du Parti communiste allemand, fondé un an plus tôt par Rosa Luxemburg. Le KAPD refusa la stratégie léniniste, mais ne survécut pas comme parti de masse aux différentes tentatives de putschs commandées depuis Moscou, en mars 1921 et en octobre 1923.

1920. Le congrès de Tours. En France, en décembre 1920, le congrès de Tours de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO, parti socialiste) s'achève par une scission entre les partisans de la révolution d'Octobre, le futur Parti communiste, et ceux qui, comme Léon Blum, veulent garder la « vieille maison » du socialisme démocratique. La scission s'effectue sur la question des 21 conditions d'admission posées par la III[e] Internationale (notamment l'élimination des

réformistes, les épurations périodiques, le noyautage des syndicats, la création de structures clandestines et l'observation d'une discipline de fer). Le jeune Parti communiste suivra les conditions de l'Internationale de Moscou – politique de la bolchevisation en 1924 –, qui lui permettent d'acquérir une véritable base ouvrière. Les 21 conditions sont restées le texte de base de tous les groupes léninistes de l'après-Mai 68 ; seul le parti de Pierre Lambert s'en est écarté sur un point, en pratiquant l'entrisme systématique dans les loges maçonniques.

1929. L'expulsion de Léon Trotski d'Union soviétique. Celle-ci a pour conséquence l'apparition puis le regroupement d'une opposition de gauche au stalinisme dans plusieurs pays d'Europe. En 1937, la fondation à Paris de la IVe Internationale, en l'absence de Trotski, fait de la France le berceau de cette idéologie communiste qui perdure aujourd'hui jusqu'à constituer une majeure partie de l'extrême gauche.

1936-1938. Le Front populaire. Le plus grand mouvement de grève ouvrière qu'a connu la France jusqu'en 1968 s'inscrit après une victoire électorale d'une coalition comprenant les socialistes, les communistes et les radicaux (parti bourgeois et de centre gauche, symbole de la IIIe République). L'expérience du Front populaire, de courte durée, tout au plus deux années, est à l'origine de plusieurs réformes sociales importantes : les conventions collectives, la semaine de 40 heures et les congés payés de deux semaines. Cette période revêt une grande importance chez les révolutionnaires pour estimer ensuite toute participation au pouvoir d'alliance entre partis de gauche (Union de la gauche, Front populaire, Union populaire). Après avoir préconisé l'entrisme dans la gauche de la SFIO dirigée par Marceau Pivert et qui rassemblait la gauche socialiste et non stalinienne, Léon Trotski la dénonce comme « centriste », terme qualifiant une organisation qui ne veut pas accélérer le cours de la révolution et maintient sa collaboration avec les socialistes au pouvoir : ces militants « couvrent toujours leur désaccord avec la politique révolutionnaire en invoquant le "rythme", la "forme" ou le "ton". Vous pouvez retrouver cette manière centriste de jouer à cache-cache avec les faits et les idées dans toute l'histoire du mouvement révolutionnaire » (Lettre de Léon Trotski à Daniel Guérin, du 10 mars 1939).

1936. Le Frente popular espagnol. Tandis qu'en France le Front populaire tente une politique de réforme aiguillonnée par une grève générale, en Espagne, le Frente popular se voit imposer une terrible épreuve par l'armée. En juillet, l'armée espagnole procède à un coup d'État, qui échoue en partie et plonge le pays dans une atroce guerre civile. Elle s'achèvera en 1939 après avoir fait un demi-

million de victimes. Pour le courant anarchiste, la guerre civile d'Espagne revêt une grande importance, puisque les organisations politiques et syndicales libertaires ont joué un rôle majeur dans le déroulement des événements. La mise en pratique de l'autogestion dans quelques régions du pays leur permet de dénoncer la critique des communistes et des trotskistes sur leur incapacité profonde à s'organiser. Mais la guerre civile porte à leur paroxysme les contradictions entre les partis de gauche et d'extrême gauche : les communistes, soutenus par l'URSS de Staline, n'hésitent pas à éliminer des militants du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) d'Andrés Nin, des trotskistes et des anarchistes. Cette division portera le coup de grâce aux espoirs de vaincre la contre-révolution franquiste. Les exploits de la colonne Durruti, ainsi que ceux des Brigades internationales, nourriront cependant l'imagination de nombreux militants. Toutefois, ces récits héroïques ne peuvent occulter l'échec de stratégies politiques tant en Espagne que dans d'autres pays d'Europe (en France, avec la politique de neutralité adoptée par le socialiste Léon Blum), qui n'ont pas réussi à faire face aux diverses formes du fascisme durant les années 1930.

1940-1945. La Résistance. La lutte politique et armée contre l'occupation allemande et le régime collaborationniste de Vichy – et les mesures sociales prises en 1945-1946 en application du programme du Conseil national de la Résistance – a été érigée en mythe refondateur de la France. Une opération menée de manière consensuelle par le général de Gaulle et le Parti communiste, qui, à cette occasion, en tant que « parti des 75 000 fusillés », a acquis une position dominante dans la gauche. Plus tard, après mai 68, la Résistance a fourni au mouvement maoïste – principalement *la Cause du peuple* et la Gauche prolétarienne – un point d'ancrage dans l'histoire récente de la classe ouvrière et du mouvement national, en tentant de dresser un parallèle avec l'histoire chinoise. Des mesures sociales prises en 1945 (nationalisations, création de la Sécurité sociale), d'autres groupes d'extrême gauche tirent la nécessité de défendre ce « formidable sommet de la démocratie sociale » (Daniel Gluckstein, 28 mai 2006, discours tenu à la convention nationale pour la reconquête de la démocratie).

1947. La grève de Renault-Billancourt. Cette grève sert de légitimité historique au courant trotskiste Lutte ouvrière : le conflit a été dirigé par un de ses militants, Pierre Bois, soutenu par son organisation d'alors, l'Union communiste internationaliste (UCI). En effet, à la fin d'avril 1947, des ouvriers mécontents de ne pas recevoir un salaire en proportion de leur participation à la reconstruction de l'usine se mettent en grève. En poussant les ouvriers à continuer le mouvement – souvent contre l'avis des militants du Parti communiste présents qui hésitaient

localement sur la conduite à tenir –, les militants de l'UCI ont pu mesurer l'efficacité de leur propagande. Le 1er mai, une large manifestation de masse de la CGT fustige le gouvernement d'union nationale de Paul Ramadier, qui, à son tour, exige des communistes qu'ils cessent de faire jouer la rue contre le gouvernement. Pour Lutte ouvrière, cette grève passe pour une des causes principales de l'éviction des ministres communistes du gouvernement par Paul Ramadier, qui, le 4 mai, signe les décrets chassant ceux-ci. Le PCF ne reviendra au pouvoir qu'en 1981.

Le temps des remises en cause

Après le trotskisme, d'autres composantes de l'extrême gauche vont rejeter de plus en plus fortement le modèle stalinien.

1947. Création de *Socialisme ou Barbarie*. Une scission du Parti communiste internationaliste, menée par Chaulieu, alias Cornelius Castoriadis, et Montal (Claude Lefort), aboutit à la publication du premier numéro de la revue *Socialisme ou Barbarie*, organe de critique révolutionnaire. Démontant l'analyse trotskiste de l'Union soviétique comme « État ouvrier dégénéré », le nouveau courant s'inscrit dans une tradition marxiste révolutionnaire hors du trotskisme (abandon de la défense automatique de l'URSS en cas de crise mondiale et de la conception léniniste du parti). Le travail politique de cette revue, qui s'arrête en 1962 (rejet définitif du marxisme par Paul Cardan, autre pseudonyme de Castoriadis), sera poursuivi par Pierre Souyri et Alberto Vega dans le cadre de Pouvoir ouvrier, petite organisation qui cessera à son tour toute activité en 1970.

1955. Les premières manifestations d'appelés du contingent contre la guerre en Algérie. Celles-ci marquent le début d'une opposition grandissante à la politique coloniale du gouvernement socialiste de Guy Mollet. Ensuite, le mouvement oppositionnel gagnera le Parti communiste, qui apporte un soutien trop évident aux efforts de guerre en ne s'opposant pas aux crédits spéciaux. Les militants anticolonialistes les plus radicaux jouent le rôle de « porteurs de valise » au profit du Front de libération nationale (FLN) algérien. La guerre d'Algérie aura aussi pour conséquence d'aggraver les dissensions au sein du courant trotskiste, les pablistes soutenant le FLN, et les lambertistes le MNA de Messali Hadj.

1956. En octobre-novembre, le soulèvement antisoviétique de Budapest. Cet événement provoque une intervention militaire de l'Armée rouge, qui réprime dans le sang les insurgés hongrois. Les conseils ouvriers des principales usines de la capi-

tale hongroise ont participé à la révolte contre le Parti communiste et sa dictature. L'intervention de l'URSS en Hongrie – qui s'accompagne d'une mise au pas moins violente de la Pologne – est accueillie avec consternation et révolte en Occident. Le PCF connaît alors la plus importante hémorragie de militants intellectuels de son histoire. L'extrême gauche trotskiste et la Nouvelle Gauche, qui donnera lieu à la naissance du Parti socialiste unifié (PSU), connaissent un afflux de membres.

1958. Publication du premier numéro de *l'Internationale situationniste.* Cette revue critique est fondée par un mouvement international d'artistes plasticiens radicaux. Les situationnistes trouvent en Guy Debord leur théoricien le plus brillant. Analysant la nouvelle phase de développement du capitalisme comme « le royaume de la société spectaculaire et marchande » dans *la Société du spectacle* (1967), celui-ci est rejoint, la même année par Raoul Vaneigem, qui publie *le Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*. Si l'on ajoute le pamphlet *De la misère en milieu étudiant*, ces trois œuvres contribueront à donner une assise théorique au mouvement de contestation de toutes les autorités – qu'elles soient étatiques, réformistes ou même révolutionnaires – qui a marqué Mai 68.

1965. La guerre du Viêt Nam. L'intervention américaine aux côtés du gouvernement du Sud-Viêt Nam en 1964 et, surtout, la décision, l'année suivante, de bombarder le territoire de la république socialiste du Nord-Viêt Nam suscitent un large mouvement de protestations tant aux États-Unis auprès de la jeunesse estudiantine qu'en Europe. Les organisations de jeunesse se développent sur des mots d'ordre de soutien aux révolutions du tiers-monde, en particulier la révolution cubaine.

1966. La révolution culturelle. En mai 1966, des étudiants de l'université Tsinghua de Pékin, inspirés par Mao Zedong, leader historique de la révolution chinoise, alors en minorité au sein du bureau politique du Parti communiste, lancent une campagne contre les professeurs appelant à renverser les forteresses du « savoir bourgeois ». En quelques semaines, la Grande Révolution culturelle prolétarienne (GRCP) déferle sur toute la Chine avec son cortège de violences. Cornaquée par une fraction de l'appareil du Parti communiste chinois et de l'Armée populaire de libération, elle a pour objectif de renverser le président du PCC, Liu Shaoqi, au profit de Mao Zedong et de ses fidèles. Faisant plus de dix millions de morts en trois ans, la GRCP impose au pays la pensée Mao Zedong, qui s'appuie sur l'assimilation mécanique des principes du président Mao, rassemblés dans le *Petit Livre rouge* brandi lors des rassemblements étudiants. La mise au pas de l'ensemble de la société chinoise est perçue par une partie de la jeunesse

occidentale comme un mouvement spontané de libération sociale. Accueilli en France de manière contrastée par les révolutionnaires – hostilité des anarchistes, des marxistes révolutionnaires et des libertaires, intérêt des trotskistes frankistes et exubérance des militants marxistes-léninistes –, le maoïsme n'en est pas moins un élément central du gauchisme post-soixante-huitard.

1967. La mort d'Ernesto « Che » Guevara. L'élimination, en Bolivie, du révolutionnaire cubain d'origine argentine met un terme à une expérience aventureuse d'implantation d'une guérilla parmi les paysans des Andes. Simultanément, elle ouvre la voie à une nouvelle idéologie de soutien à la lutte armée dans les pays d'Amérique latine, le guévarisme, auquel a adhéré durant de longues années le courant trotskiste de la Ligue communiste révolutionnaire. Elle installe également au panthéon des figures révolutionnaires un personnage aux allures romantiques (barbe et cheveux longs) et festives (le cigare à la bouche), devenu une icône de la révolution et de l'opposition à l'« impérialisme américain ».

Le nouveau « printemps des peuples »

« Révolution » de la jeunesse, Mai 68 aura pour conséquence une profonde remise en cause du modèle autoritaire et hiérarchique, dans la société comme dans l'action politique.

1968. Les « événements ». En France, alors que des États-Unis au Japon on assiste à de nombreux soulèvements de la jeunesse, un mouvement, parti d'une contestation estudiantine mineure, apparaît en mars sur le campus de Nanterre. Il se transforme en un mouvement de masse à la puissance inégalée à la suite de plusieurs nuits d'émeute au Quartier latin, soutenu le 13 mai par une manifestation centrale massive à Paris et le 15 mai par des grèves avec occupation d'usine en province, qui appellent à une grève générale. En une semaine, le pays est paralysé et le pouvoir gaulliste chancelant. De Gaulle rétablit la situation à la fin du mois de mai et remporte les élections législatives de juin.

Les animateurs du mouvement de Mai sont pour la plupart de jeunes étudiants qui ont acquis une culture politique dans les organisations de jeunesses communistes avant de les quitter pour des groupuscules trotskistes, maoïstes ou libertaires. L'extrême gauche s'éloigne alors du monde des groupuscules insignifiants pour apparaître au grand jour et s'affirmer au fil des années comme un mouvement très différencié de dénonciation de la société capitaliste.

À partir de mai 1968, les événements nationaux et internationaux se multiplient qui constituent autant d'étapes au développement de l'extrême gauche en France. Ainsi, l'intervention, au cours de l'été de cette année-là, des chars soviétiques en Tchécoslovaquie pour mettre fin au « printemps de Prague », c'est-à-dire au projet de donner au socialisme un « visage humain », semble interdire toute possibilité de transformation du bloc de l'Est et confirme le rôle contre-révolutionnaire de l'Union soviétique.

1970. Premier mouvement homosexuel. Guy Hocquenghem, militant de *Vive la révolution !*, fonde le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), soutenu par le militant et historien anarchiste Daniel Guérin. C'est la première organisation de l'après-1968 à mettre en avant l'identité sexuelle comme principe d'organisation. Une expérience brève et plutôt parisienne qui fut relayée par les Groupes de libération homosexuelle (GLH). Ensuite vinrent la revue *Masques* et le Comité d'urgence antirépression homosexuelle (1979), regroupant des militants de plusieurs courants révolutionnaires (CUARH). L'apparition du sida dans l'Hexagone, à partir de 1978, transformera profondément les conditions d'expression de la révolte homosexuelle. La reconnaissance de la maladie par les autorités politiques et la lutte contre la diffusion du fléau amèneront la création, en 1989, de l'association Act Up, dont les interventions radicales et le discours sans concession ont joué un grand rôle dans la mobilisation autour de ce thème dans la société française. La question homosexuelle reste d'actualité dans l'opinion avec l'application, depuis 1999, du pacte civil de solidarité (pacs) et du débat sur l'homoparentalité.

1970. Le 26 août, des militantes du Mouvement de libération des femmes déposent une gerbe sur la tombe du Soldat inconnu sous l'Arc de triomphe, à Paris. Affirmant sur leur banderole qu'« il y a plus inconnu que le Soldat inconnu, sa femme », ces militantes dénoncent la négation permanente de la moitié de l'espèce humaine. Revendiquant que « le privé est politique », elles appellent à un renversement des pratiques quotidiennes, familiales, sexuelles et professionnelles fondées sur la domination de l'homme sur la femme. Le MLF, expression radicale du féminisme, soutiendra les luttes pour l'avortement et l'égalité de traitement des hommes et des femmes. Si pour la première de ces luttes, la loi Veil en 1975 autorise rapidement l'IVG, obtenue grâce au Manifeste des 343 salopes (1971) publié dans *le Nouvel Observateur* et à la mobilisation lors du procès de Bobigny en 1972 (une adolescente accusée d'avortement clandestin et défendue par l'avocate Gisèle Halimi), la seconde – à travers la loi sur la parité en politique – attendra 2000 pour avoir un début de réponse. L'irruption des revendica-

tions féministes a profondément marqué les organisations révolutionnaires, au fonctionnement particulièrement « machiste ». L'organisation trotskiste Lutte ouvrière a pressenti le poids croissant du « deuxième sexe » dans la vie sociale et politique en présentant la première femme à l'élection présidentielle en 1974.

1972. Les débuts du mouvement écologiste. Le journaliste et militant antinucléaire Pierre Fournier fonde l'hebdomadaire *la Gueule ouverte*, qui marque l'apparition du courant écologiste présent depuis 1971 dans les luttes contre le « tout-automobile » décidé par le président Pompidou pour Paris (voie sur berge, radiale Vercingétorix), l'implantation accélérée de stations de ski dans les Alpes et le choix de la filière nucléaire (début de la deuxième vague de décisions gouvernementales concernant la construction de centrales).

1973. La saga de Lip. En France, les ouvriers de l'usine Lip – fabricant de montres – à Palente, dans la banlieue de Besançon, se mettent en grève sous la direction de Charles Piaget. Chassés par la police, ils utilisent leur « trésor de guerre », un immense stock de montres, pour continuer la grève. Ils développent alors une forme de résistance qui mobilise toute l'extrême gauche. Lip devient un symbole des capacités autogestionnaires de la classe ouvrière en lutte.

1973-2003. Les rassemblements du Larzac. Dans l'Aveyron, près de Millau, une marche rassemble plus de 100 000 jeunes antimilitaristes, écologistes et révolutionnaires contre l'extension du camp militaire sur le plateau du Larzac. Pendant plus de trente ans, le Larzac sera un des thermomètres de la mobilisation de l'extrême gauche (20 000 en 1972, 80 000 en 1973, 100 000 en 1974 et en 2000, 200 000 en 2003). L'abandon par le ministère de la Défense de son projet en 1981 constitue une victoire pour l'ensemble des mouvements politiques. Le terme Larzac, à travers l'association Larzac-Solidarités, devient un synonyme de lutte réussie et, à ce titre, jouit d'un prestige international, qui jouera beaucoup dans la médiatisation du « phénomène José Bové », un des animateurs du mouvement.

1973. Création de *Libération*. L'année 1973 est marquée par l'interdiction de l'organisation trotskiste la Ligue communiste et par l'autodissolution de la Gauche prolétarienne (GP, maoïste), dont la plupart des cadres dirigeants rejettent le recours à la lutte armée. Sous la direction de Serge July et de Benny Lévy, une partie de ces derniers s'implique dans le projet d'un quotidien des luttes, proposé par des militants l'année précédente. Soutenue par Jean-Paul Sartre, la publication du journal *Libération*, à partir du 22 mai, est un événement générationnel qui aura

une grande importance dans la constitution et la permanence d'un milieu d'opinion contestataire. Le premier *Libération* durera jusqu'au début 1981. La victoire de François Mitterrand au mois de mai suivant s'accompagne du relancement du titre sur une perspective plus sociale-démocrate de gauche et plus culturelle. Après le départ de Serge July en 2006, l'avenir du journal, racheté par Édouard de Rothschild, un temps incertain, semble plus assuré avec le « gauchissement » éditorial impulsé par le nouveau directeur de publication, Laurent Joffrin.

1974. Un « écolo » candidat à la présidence. Pour la première fois, les écologistes présentent un candidat à la présidence de la République, le célèbre agronome René Dumont, auteur de *l'Utopie ou la Mort* (1973). Cette initiative pose pour l'avenir la relation entre les luttes des écologistes et les organisations révolutionnaires, qui, tout en partageant les résistances – refus d'implantation d'infrastructures impliquant une atteinte à l'environnement –, n'intègrent pas la dimension pacifiste du mouvement écologiste.

1977. Contre le nucléaire. La manifestation massive et violente contre le surgénérateur Super-Phénix implanté par EDF à Creys-Malville, dans l'Isère, débouche sur un affrontement d'une violence rare, une partie de l'extrême gauche, en particulier les autonomes, ayant décidé d'atteindre le lieu de construction par tous les moyens. Pour la première fois depuis 1968, un affrontement avec la police fait un mort chez les manifestants. Le mouvement écologiste entre provisoirement en crise : il lui faut trouver désormais une forme politique adéquate à son projet. Le processus mettra cinq ans à se concrétiser avec, en 1984, la fondation des Verts.

1979. Vers la fin de la sidérurgie. Manifestation violente des sidérurgistes de Lorraine venus à Paris pour protester contre le démantèlement de l'industrie française. Alors que les directions syndicales nationales acceptent le principe d'une négociation sur la suppression de 22 000 emplois au nom de la rationalité économique et veulent limiter l'action dans l'enceinte des entreprises, des milliers de salariés s'opposent à plusieurs reprises dans la rue au troisième plan acier, tant lors des manifestations parisiennes qu'en Lorraine ou à Denain (Pas-de-Calais). Les ouvriers inventent les premières radios syndicales avec SOS Emploi (CFDT) – sur l'initiative des écologistes alsaciens – et Radio Lorraine Cœur d'acier (CGT). Le mouvement, en dépit de sa ténacité, connaît une défaite politique.

1979. Luttes dans le tiers-monde. La révolution sandiniste au Nicaragua et la chute du chah d'Iran à Téhéran ouvrent des perspectives aux différentes forces politiques tiers-mondistes. La LCR s'engage dans le soutien au mouvement

sandiniste (envoi de brigades, rejouant l'épisode espagnol des années 1930). Quant à la révolution iranienne, applaudie par nombre d'intellectuels, Michel Foucault en tête, elle échappe vite à une lecture progressiste de l'histoire en prenant les traits d'une révolution islamique. La principale force révolutionnaire d'Iran, l'Organisation des Moudjahidin du peuple d'Iran (OMPI), victime de la répression en mai 1981, n'est soutenue que par les organisations maoïstes.

L'après-communisme

La chute du mur de Berlin et du modèle soviétique vont faire émerger, de façon définitive, d'autres thématiques dans les combats de l'extrême gauche.

1980. Le prolétariat contre les communistes au pouvoir. Les ouvriers des chantiers navals de Gdansk, en grève, imposent au gouvernement polonais de signer un accord pour arrêter la lutte. Les opposants polonais forment le syndicat Solidarnosc (Solidarité), qui met en avant la stratégie d'autolimitation des potentialités révolutionnaires par les ouvriers eux-mêmes. Cette stratégie échoue l'année suivante avec la décision du nouveau Premier ministre Wojciech Jaruzelski, soutenu par Moscou, de proclamer l'état de siège. Après une longue lutte clandestine, le syndicat réussit à imposer au pouvoir communiste un processus de démocratisation, qui sera accéléré par la crise définitive du communisme soviétique en 1989. En France, dans un climat morose pour l'extrême gauche, l'affaire polonaise permet, au sein de celle-ci, le développement d'actions de soutien antibureaucratique aux éléments les plus à gauche de Solidarité (le KOR, comité d'autodéfense sociale)

1983. Les enfants de l'immigration font irruption sur la scène politique française. La « Marche des beurs » rassemble à son terme parisien quelque 100 000 personnes. Reçus par le président de la République François Mitterrand, les dirigeants de la marche perdent leur autonomie avec la fondation de SOS Racisme, organisation orientée par le Parti socialiste.

1984. Les Verts en politique. Avec la fondation du parti des Verts, l'extrême gauche et la gauche du mouvement écologiste trouvent enfin un accord politique. Le mouvement écologiste, principal bénéficiaire du reflux des organisations d'extrême gauche jusqu'à sa participation à la gauche plurielle, est d'abord partisan du « ni gauche ni droite », ce qui permettra aux Verts d'obtenir leur meilleur résultat électoral aux élections européennes de 1989 (10,8 % des suffrages exprimés). Il se gauchira à partir de 1991, lorsqu'il décide d'établir des alliances électorales dès le premier tour.

1986. La grande menace nucléaire. La catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Union soviétique (Ukraine), donne du relief aux interrogations et aux luttes menées par le mouvement écologiste.

1986. Un mort au Quartier latin. Lors du mouvement estudiantin de protestation contre la loi du ministre A. Devaquet, la mort d'un manifestant, Malik Oussekine, provoque le retrait du projet de loi. Le mouvement a été dirigé par l'UNEF-ID.

1988. Vers un nouveau syndicalisme. Le mouvement des infirmières, qui a pris la forme de comités de grève regroupant syndiqués et non-syndiqués, souvent dirigés par des militants d'extrême gauche, est l'occasion pour la direction de la CFDT d'exclure plusieurs dizaines de sections syndicales pour « gauchisme ». Ces dernières formeront le nouveau syndicat SUD.

1989. Chute du mur de Berlin. Suivi, deux ans plus tard, par la dislocation de l'Union soviétique, cet événement marque pour beaucoup la fin d'une utopie née en 1917 et la victoire définitive du capitalisme occidental. Il est accueilli avec espoir par toutes les forces qui, à l'extrême gauche, ont fait du combat antistalinien ou antibureaucratique une de leurs priorités (libertaires, trotskistes). Ce mouvement populaire a eu pour effet concomitant d'accélérer la crise des partis communistes. Perdant une partie de leur base électorale et de leur crédibilité, ces partis ont dû retrouver des réflexes unitaires avec les autres forces issues des nouveaux mouvements sociaux, en entamant des stratégies de refondation (comme en Italie, à la suite d'un processus de scission et d'intégration à une large coalition de centre gauche) ou d'aggiornamento (comme en France), en abandonnant certaines références (dictature du prolétariat).

1992. Sommet de la Terre à Rio de Janeiro. Ce sommet est le premier signal d'alarme international sur la situation de la planète. Il valide les hypothèses écologistes.

1994. La question de l'« exclusion ». Premiere marche des chômeurs en France depuis le début de la crise économique des années 1970, avec pour porte-parole Christophe Aguiton. La question posée par les chômeurs et par les précaires aux organisations syndicales n'a été vraiment prise en compte par ces dernières qu'après plus de quinze années d'agitations menées par des comités de chômeurs, autonomes et, le plus souvent, éphémères, construits sur la revendication du droit au salaire indépendamment du poste de travail occupé.

1995. Le mouvement de grève de novembre-décembre dans le secteur public. Ce mouvement de protestation contre le plan Juppé de réformer la Sécurité sociale paraly-

se le pays pendant plusieurs semaines. Après de nombreux mouvements de grèves syndicales avortées contre les réformes gouvernementales, la grève de décembre divise profondément la société française entre garantis et non garantis. Elle divise également le milieu intellectuel entre les partisans de la réforme – les experts – et les opposants, dont la figure de proue est le sociologue Pierre Bourdieu.

1996. L'irruption des «sans-papiers». L'occupation, puis l'expulsion – symboliquement violente –, des immigrés sans papiers de l'église Saint-Bernard, à Paris, scandalise une partie de l'opinion. Déjà présents dans le panorama des luttes sociales depuis le début des années 1970, les combats des travailleurs immigrés pour l'obtention de titres de séjour leur permettant de vivre dignement dans le pays ont changé de nature avec le regroupement familial – institué depuis 1976 par le président Giscard d'Estaing, en réponse à la longue lutte des foyers Sonacotra. En dépit de leur efficacité relative, les mesures de limitation de l'émigration clandestine prises depuis 1974 n'empêchent pas des flux migratoires importants, provenant principalement d'Afrique. Soumis à des enjeux électoraux qui les dépassent, victimes des filières d'immigration de type mafieux, les immigrants trouvent un soutien moral et politique auprès des organisations caritatives laïques ou religieuses ainsi qu'auprès des organisations d'extrême gauche, qui revendiquent le droit aux papiers.

1998. Création de l'association ATTAC (Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens). Elle marque le début d'une mobilisation nationale puis internationale contre le capitalisme financier mondialisé. Afin d'appliquer le mot d'ordre « Désarmer les marchés », affiché par le directeur du *Monde diplomatique*, Ignacio Ramonet, dans un éditorial publié en décembre 1997, de nombreux experts économistes et des militants de plusieurs horizons réformistes ou anciens militants d'extrême gauche se rassemblent dans une structure originale à la base des grandes mobilisations internationales.

1999. Contre la «malbouffe» et la mondialisation. Des membres de la Confédération paysanne – José Bové en tête – démontent à Millau (Aveyron), à la lisière du plateau du Larzac, un restaurant de la chaîne américaine McDonald's. Cet acte devient le symbole de la lutte contre l'industrialisation de l'agriculture et la « malbouffe ». Au-delà de son caractère antiaméricain, il devient un symbole planétaire, mis en avant par le mouvement antimondialisation.

1999. Grande manifestation à Seattle (États-Unis). Cette manifestation, organisée par les altermondialistes contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

annonce une nouvelle période de mobilisation originale qui trouvera son expression dans les forums sociaux internationaux.

2001. Le premier Forum social international organisé à Porto Alegre, au Brésil. Il place le mouvement altermondialiste au centre des mobilisations contre les grandes puissances et les organisations internationales (G8, OMC, ONU).

2002. Un premier tour bénéfique pour les extrêmes. Au premier tour de l'élection présidentielle, alors que Jean-Marie Le Pen arrive en deuxième place, devant Lionel Jospin, les trois listes trotskistes établissent un record en rassemblant plus de 10 % des suffrages exprimés.

2005. « Non » au Traité constitutionnel européen. L'extrême gauche contribue à la victoire du « non » au référendum sur le projet de Constitution européenne. Elle a joué un rôle dans la division du Parti socialiste, dont une partie de l'électorat a suivi Laurent Fabius dans son refus d'appliquer le choix de la majorité du parti.

2005. Mouvement de révolte des banlieues. Né à la suite de la mort accidentelle, le 27 octobre, de deux adolescents poursuivis par la police à Clichy-sous-Bois, ce mouvement s'étend sur tout le territoire. À travers les épaves calcinées de voitures et de bâtiments publics, il marque la situation d'apartheid à la française que ressent une partie de la jeunesse. Le gouvernement est contraint pour ramener le calme de prononcer l'état d'urgence, suspendu en janvier 2006. D'une façon générale, l'extrême gauche, sous toutes ses formes, est apparue très absente de cette révolte de plusieurs semaines.

2006. Rejet du CPE. À l'issue d'un large mouvement estudiantin et lycéen – de janvier à avril –, le contrat première embauche (CPE), une mesure du plan du Premier ministre Dominique de Villepin adoptée en 2005, est suspendu en 2006. Au cours de ce mouvement, l'autre jeunesse, celle largement issue des classes moyennes, reçoit l'appui des syndicats et des organisations d'extrême gauche et impose au gouvernement d'arrêter sa politique de réformes dites « néolibérales ». Certains, notamment à la LCR, y ont vu une « crise de régime ».

Dictionnaire

A

AC! Créée en octobre 1993, à la suite d'un appel de 150 syndicalistes et militants associatifs, AC!, Agir ensemble contre le chômage et la précarité, constituée à l'origine d'une fédération de collectifs (au nombre de 70 environ, de métropole et d'outre-mer), a organisé en 1994 les marches contre le chômage, la misère et les exclusions au niveau national, puis, en 1997, au niveau européen. La première d'entre elles a fait converger sur Amsterdam plus de 50 000 personnes en juin 1997. AC! a participé également au mouvement d'occupation d'ASSEDIC en 1997-1998. Cette organisation se bat pour la garantie d'un revenu individuel au minimum égal au SMIC mensuel, le libre choix de son emploi et de sa formation, la gratuité des services publics et sociaux, la présence des chômeurs et précaires partout où se décide leur sort, la réduction massive du temps de travail jusqu'à disparition du chômage de masse, un autre partage des richesses. Une nouvelle charte mise au point en 2002 règle le fonctionnement du mouvement, qui s'appuie sur un réseau de collectifs reliés horizontalement à travers des coordinations régionales et nationales. Le mouvement organise des commissions nationales thématiques, des assises, le tout chapeauté par un secrétariat national. La gestion administrative et financière est assurée par une association spécifique: Les amis d'AC! Toutefois, une scission importante a eu lieu en 2005 entre, d'un côté, les fondateurs, qui contrôlaient l'organisation depuis le début (LCR, PCF, Fondation Copernic, etc.) et, de l'autre, AC! Air libre, autonome, hostile à l'institutionnalisation du mouvement (emplois aidés, rôle des permanents, participation à des politiques gouvernementales ou municipales d'insertion). De plus, en 2005, une partie des réseaux locaux avait refusé d'appeler à voter « non » au référendum, en affirmant qu'une organisation spécifique n'est pas tenue de jouer un rôle politique.

→ Christophe Aguiton

action directe La notion d'« action directe » est utilisée dans le courant libertaire pour décrire ce que les anarchistes des années 1880-1910 ont théorisé sous l'expression de « propagande par le fait », une action symbolique destinée à la fois éveiller les consciences endormies des prolétaires et à renforcer la confiance des convertis. Cette propagande par le fait recouvrait aussi bien le vol (des riches), ou « reprise individuelle », que les attentats à la bombe ou les assassinats de personnalités, dont plusieurs militants de l'époque, tels qu'Émile Henry ou Ravachol, s'étaient fait une spécialité. Après 1968, l'action directe a pris un aspect plus collectif sous l'influence du mouvement des autoréductions, théorisé et pratiqué à une grande échelle en Italie : pillage de supermarchés ou resquille organisée des titres de transport ou des compteurs électriques. L'action directe comprend également l'emploi de la violence ou de méthodes illégales dans le cadre de conflits sociaux, par exemple, la récupération des stocks de montres par les ouvriers de Lip comme trésor de guerre pour assurer la survie de la collectivité en lutte. D'autres actions directes ou des avertissements d'action directe ont été récemment utilisés par des ouvriers travaillant dans des usines menacées de fermeture ou de délocalisation : ainsi, en 2000, les salariés de Cellatex, dans les Ardennes, ont menacé de polluer une rivière avec les produits toxiques utilisés dans leur entreprise.

En dehors des courants anarchistes, autonomes ou de l'ultragauche, et dans les années 1970 des maoïstes de la Gauche prolétarienne, l'action directe est condamnée par les autres courants de l'extrême gauche pour gauchisme ou aventurisme.

Le terme d'action directe a été repris par l'organisation de lutte armée dirigée par Jean-Marc Rouillan, dans les années 1970-1980.

··· Anarchisme, Action directe (organisation), Gauche prolétarienne, Maoïsme

Action directe (organisation) Issue des mouvements libertaires et autonomes, AD est une organisation terroriste française fondée à la fin des années 1970. Ses principaux militants purgent une peine de détention à perpétuité pour des assassinats perpétrés en 1982 et en 1984 contre des représentants du patronat et de l'État. Action directe appartient à la mouvance libertaire/autonome, comme le confirme l'itinéraire politique d'un de ses animateurs, Jean-Marc Rouillan (né en 1952). Celui-ci, originaire de Toulouse, a participé aux actions armées contre le franquisme au sein du Mouvement ibérique de libération (MIL) puis des Groupes d'ac-

tion révolutionnaire internationaliste (GARI). Formée de militants ayant déjà participé à des actions de sabotage (agences EDF ou de l'ANPE), l'organisation s'affirme comme un bras armé destiné à accompagner l'activité du mouvement autonome par des opérations violentes contre les symboles de l'exploitation capitaliste (mitraillage des façades du CNPF ou du ministère de la Coopération).

En 1980, AD connaît un premier choc en subissant une vague d'arrestations. Avec Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon, ce sont une vingtaine de militants qui sont alors appréhendés. Après la victoire de François Mitterrand en mai 1981, deux grèves de la faim dans les prisons et un mouvement de soutien efficace à l'extérieur aboutissent à une remise en liberté en août. L'organisation reprend vite son activité, commettant un attentat contre le siège du FMI et publiant deux manifestes politiques intitulés *Pour un projet communiste*, d'intentions anarcho-communistes, et *Contre l'impérialisme*, dénonçant tout aussi bien l'URSS que les États-Unis. Ces thèses, au lieu de définir la stratégie du groupe, exacerbent les différences idéologiques en son sein. Quatre tendances se font alors jour : les mouvementistes, les légalistes, L'Affiche rouge et les internationalistes. Si les deux premières abandonnent alors la lutte armée, la troisième conçoit son combat régionalement (autour de Lyon), dans une orientation anticolonialiste et antifasciste, avec comme figure de proue André Ollivier, tandis que la quatrième, autour de Jean-Marc Rouillan, décide de se radicaliser encore davantage. En août 1982, AD est dissoute par le gouvernement. Les clandestins nouent des relations avec les autres organisations terroristes européennes, RAF (Rote Armee Fraktion) allemande, Brigades rouges et Prima Linea italiennes.

En retard sur l'histoire. En janvier 1985, en application d'une déclaration commune AD-RAF intitulée *Pour l'unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest*, AD exécute l'inspecteur général René Audran, responsable des affaires internationales au ministère de la Défense, tandis que L'Affiche rouge multiplie des attentats contre diverses cibles, entreprises françaises, multinationales et médias télévisés. Ce dernier groupe subit plusieurs arrestations décisives dont celle d'André Ollivier (condamné à perpétuité en 1989). Après une pause, et une tentative d'assassinat du vice-président du CNPF Guy Brana en novembre 1986, un « commando Pierre Overney » (du nom d'un militant maoïste tué par un vigile de Renault en 1972) assassine Georges Besse, le président de Renault, devant son domicile. Quelques mois plus tard, les responsables de l'action, Jean-

Marc Rouillan, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron, sont arrêtés. Ils sont jugés à trois reprises en 1988 (janvier et juin) et en 1989. En 1994, la Cour d'assises spéciale confirme leur condamnation à perpétuité. En prison, ils vont mener plusieurs actions de grève de la faim afin de protester contre leurs conditions de détention, puis d'obtenir, pour raisons de santé, leur libération après l'épuisement de la peine de sûreté. Seule Joëlle Aubron (1959-2006) en bénéficie, peu de temps avant de mourir d'un cancer. Ils continuent en outre d'avoir une réflexion politique, certains pour prendre de la distance par rapport à leurs actions passées, d'autres, au contraire, pour persister à les revendiquer. Ils s'expriment aussi sur la politique internationale, fustigeant la conduite sioniste d'Israël, « l'État colon (...) arme de la stratégie impérialiste contre les peuples de la région. »

En faisant, à la fin des années 1970, le choix tardif de s'aligner sur les pratiques terroristes des groupes italiens et allemands, eux-mêmes en phase de disparition, les militants d'Action directe se sont isolés du terreau nourricier que constituait le mouvement autonome. Aujourd'hui, des groupes très divers revendiquent leur héritage idéologique, comme les maoïstes du PCMLM. Par ailleurs, le mouvement de soutien aux prisonniers et réfugiés politiques, Libérez-les, a publié une charte d'accueil et lancé un appel signé par de nombreuses personnalités d'extrême gauche pour l'élargissement de tous les militants d'Action directe encore en prison.

→ Autonome (mouvement)

Christophe Aguiton Militant de la Ligue communiste révolutionnaire, né en 1953, porte-parole des mouvements de chômeurs et membre d'ATTAC, Christophe Aguiton, attiré très jeune par la politique alors qu'il est lycéen à Paris, se plonge dans les luttes lycéennes à travers la mobilisation en faveur du jeune militant Gilles Guiot, en 1971. Abonné au journal trotskiste *Rouge* depuis trois ans déjà, il entre alors à la Ligue communiste et en assure rapidement la responsabilité du secteur lycéen avec Michel Beauchamp (alias Michel Field, futur présentateur d'émissions télévisées). Après ses études supérieures, il est embauché aux PTT en 1978. Syndiqué à la CFDT, il en est exclu en 1988 et participe à la fondation du syndicat SUD, dont il est un des permanents jusqu'en 1995, à SUD-PTT. Au début des années 1990, il est envoyé par la IVe Internationale en Amérique latine pour y aider les sections brésilienne et mexicaine. Pour

son camarade Daniel Bensaïd, il est « la synthèse sportive du professeur Cyclopède et de Géo Trouvetou », référence à deux sympathiques savants fous, tandis que certains de ses détracteurs dénoncent sa facilité à utiliser les médias. Membre en tant qu'élu SUD-PTT du comité d'administration de France Télécom de 1996 à 2000, date à laquelle il abandonne ses mandats syndicaux, il s'investit parallèlement avec efficacité dans le mouvement des chômeurs puis dans celui des altermondialistes. Dans ces deux mouvements, il occupe une place de premier plan : animateur d'AC ! (Agir ensemble contre le chômage et la précarité), il devient un des porte-parole du mouvement des chômeurs au cours du printemps 1999, puis participe à l'organisation des marches européennes contre le chômage. Il développe ses qualités d'intervenant au sein d'ATTAC, dont il est le secrétaire général dès 1998, avant de devenir le responsable des relations extérieures (il est ainsi le cosignataire, avec Bernard Cassen, des lettres envoyées à toutes les organisations de gauche européennes susceptibles de participer à la création de l'association). Toujours adhérent à la LCR, il s'exprime presque exclusivement en tant que membre du mouvement altermondialiste au nom duquel il a coorganisé en 2004 le Forum social européen (FSE) à Saint-Denis. Il témoigne de la réussite de la stratégie d'occupation par l'organisation trotskiste de positions importantes dans les nouveaux mouvements sociaux.

→ ATTAC, Forum social mondial, LCR

altermondialisme

« Un autre monde est possible »

Ce courant politique d'envergure planétaire critiquant le caractère néolibéral du capitalisme mondial est apparu dans les années 1990 et regroupe un vaste éventail de forces politiques et sociales allant des chrétiens de gauche à l'extrême gauche.

Un mouvement diffus

À la fois centralisé – lors de regroupements massifs à l'occasion des réunions des grandes organisations mondiales – et décentralisé, le mouvement altemondialiste laisse toute liberté d'agir à un large éventail d'organisations issues de terrains de lutte les plus divers (lieux de travail, logement, discriminations, etc.). À ce titre, il exprime le refus d'un système économique mondialisé marqué, d'une part, par une recomposition accélérée et planétaire des processus productifs, donc de la classe

ouvrière mondiale, et, d'autre part, par un approfondissement des écarts de revenu entre les différents pays et à l'intérieur de ceux-ci entre les groupes sociaux, et donc d'une paupérisation accrue de fractions croissantes de la société. Il exprime l'espoir d'atténuer les effets d'une croissance non maîtrisée par la multiplication d'initiatives politiques, productives ou commerciales sur un mode alternatif, replaçant l'homme au centre des sociétés. Baptisé par certains, ambitieusement, « mouvement des mouvements » planétaire, l'altermondialisme s'est retrouvé derrière un mot d'ordre positif : « Un autre monde est possible ». Cette possibilité est l'objet de nombreuses initiatives pratiques, autogérées, fondées sur une réappropriation de l'espace local et entrevues comme une alternative immédiate aux politiques menées par les tenants de la globalisation.

D'anti à alter

L'altermondalisme dénonce plusieurs aspects du système économique mondialisé : accentuation des inégalités sociales, mise en péril de l'équilibre écologique de la planète, valorisation des seules activités marchandes et monétaires, marchandisation de l'ensemble des aspects de la vie humaine. Le terme altermondialisme a succédé à celui d'antimondialisation, traduction du concept anglophone de « antiglobalization », qui est toujours utilisé dans les pays anglo-saxons, mais aussi en Allemagne, en Italie ou au Brésil. Considéré comme trop abstrait, le terme d'antiglobalisation a été abandonné pour celui d'antimondialisation – plus concret car revêtant une dimension spatiale – dans les mondes francophone et hispanophone, avant que s'impose celui d'altermondialisme, plus positif et intégrant une voie de sortie, celle de l'alternative. Cette évolution sémantique n'est pas innocente : elle signale un mouvement de réappropriation par la gauche radicale et par l'extrême gauche d'une problématique née aux États-Unis dans les années 1960-1970, qui, sous une critique du progrès scientifique et technique et une défense de l'environnement, développait des accents souvent passéistes et rétrogrades.

Aujourd'hui, l'altermondialisme constitue une nouveauté historique davantage dans ses modalités d'apparition sur la scène publique que dans la nature de sa dénonciation, que l'on peut faire remonter au début des années 1970, quand le discours révolutionnaire a commencé à dénoncer les politiques économiques et stratégiques des firmes multinationales. Mais c'est la dénonciation des politiques des organismes financiers internationaux – mises en place pour « réguler » le système au niveau plané-

taire –, plus particulièrement sur la question de la dette du tiers-monde, qui a servi de base à un renouveau d'une contestation systématique.

Le mouvement est donc une réponse à une accélération des effets destructeurs des politiques libérales menées surtout par les États-Unis, principal accusé des sommets altermondialistes.

Un mouvement qui se cherche

L'histoire très récente du mouvement altermondialiste – un peu plus de dix ans, depuis 1994 – a connu deux périodes distinctes – séparées par le 11 septembre 2001, autre forme de mondialisation – montrant deux facettes d'un mouvement qui connaît un certain essoufflement.

Tout d'abord apparaît une première période de croissance exponentielle, mais relativement traditionnelle, qui semble pouvoir se développer sans limites sur son propre élan. De 1994 à 2001, le mouvement, dont les caractéristiques essentielles sont l'articulation en réseaux de plusieurs niveaux d'organisation (associations de défense, comités de base ou de soutien, syndicats locaux et de branche, groupes de réflexion), sa diversité idéologique et son aspiration à mettre en valeur des formes modernes de démocratie (la « démocratie participative »), se développe largement à l'échelle de la planète et s'agrège au cours de grandes mobilisations. Ce sont les manifestations mondiales contre les sommets du G8 et de l'OMC principalement (voir la liste des vingt grandes mobilisations à l'article « Forum social mondial » durant cette période). Cette dynamique correspond à la phase qualifiée par certains de « préhistorique » – 1994-1999 – et à celle de l'antimondialisation – 1999-2001.

Une deuxième période, cette fois de crise, est ouverte par la décision des États-Unis d'imposer leur guerre au terrorisme en plusieurs points de la planète en réponse aux attentats du 11 septembre 2001. Si, pour le mouvement altermondialiste, cette volonté d'exercer une police mondiale conforte son analyse de l'impérialisme états-unien, elle a également pour effet de lui poser une question politique très simple : faut-il soutenir tout ce qui s'oppose à la politique américaine ? La large mobilisation contre la guerre en Irak a révélé, à partir de 2003, le décalage important existant entre un mouvement social puissant et délocalisé et un mouvement qui a échoué à s'imposer comme mouvement politique. En effet, dans aucun des pays, la mobilisation anti-guerre n'a réussi à infléchir la position des États qui avaient choisi le soutien à Washington. Ainsi, après avoir voulu évacuer le politique au nom de la diversité et du localisme – ce qui a été

la raison de son succès –, le mouvement altermondialiste est rattrapé par celui-ci. Une configuration historique que l'on retrouve en France dans la crise de l'association ATTAC, une des organisations de pointe de ce mouvement.

Durant cette deuxième période – introduite en juillet 2002 après la mort d'un jeune manifestant tué par la police au cours du Forum social de Gênes –, le mouvement altermondialiste se trouve confronté au caractère répétitif des grands forums. Ces derniers ont commencé à épuiser la mission de mise en réseaux des acteurs des luttes sociales et n'ont pas su répondre aux espoirs de transcription politique des radicalités qui s'exprimaient en ces occasions. La Charte des principes du Forum social mondial de 2001 (en particulier dans son article 9, où elle prévoit que « ne pourront participer au forum en tant que tels des représentants des partis, ni les organisations militaires ») ne pouvait constituer, en tant que telle, un véritable programme politique. Si, sur le plan organisationnel, un début de réponse a été apporté par la délocalisation de nouveaux forums sur tous les continents, surtout en Asie, puis plus récemment en Afrique, cela ne s'est pas montré suffisant. Le danger de la répétition risque de gagner également ces nouvelles kermesses de la contestation. Mais c'est surtout la politique américaine en Irak, imposée en 2003 à la planète, qui constitue le défi le plus important au mouvement altermondialiste. Une fissure s'est ouverte entre les manifestations du Nord et celles du Sud, plus vigoureusement anti-impérialistes, moins critiques envers le recours à la violence et qui sympathisent avec les expériences nationales et socialisantes d'Amérique latine, à l'encontre desquelles on se montre plus sceptique au Nord.

Cette période difficile que traverse le mouvement altermondialiste n'est-elle qu'une crise de croissance inévitable ou bien la conséquence d'un essoufflement qui remettrait en cause son existence même ? La limite stratégique du mouvement – mais aussi sa richesse initiale – réside dans la diversité des voies choisies pour affronter la mondialisation. On peut distinguer trois modalités principales, qui se sont exprimées avant et surtout pendant les grandes campagnes internationales.

Il y a la voie de la réforme, qui souhaite développer, d'un côté, un savoir-faire scientifique, technique et économique, qui lui permette de « vendre » son aptitude particulière pour devenir une force de proposition face aux grandes organisations internationales. Se nourrissant des différents comités scientifiques et fondations alternatives, cette politique,

que l'on pourrait qualifier de « sociale-démocrate de gauche », a le plus à perdre d'une dislocation du mouvement altermondialiste, les différentes radicalités lui servant de point d'appui. S'inscrivent dans cette démarche ceux qui appellent à une « gouvernance démocratique mondiale » capable de « fournir un contrepoids à l'économie mondialisée » (voir article « Altermondialisme » in *Abécédaire partiel et partial de la mondialisation*, Ignacio Ramonet, Ramón Chao et Wozniak, 2006).

Il y a celle de la dissociation, qui consiste à créer, à partir d'un terrain de lutte spécifique, des espaces de liberté. Elle se nourrit le plus souvent de micro-utopies ou d'alternatives productives et marchandes (comme la constitution d'un réseau fondé sur le commerce équitable) s'inscrivant dans une pratique par essence non violente posant les bases d'un développement durable et de l'économie solidaire. Au niveau supérieur, on peut y raccrocher l'expérimentation sociale et politique des Indiens du Chiapas et de leur porte-parole, le sous-commandant Marcos.

Enfin, il y a celle de la confrontation directe – traditionnelle –, celle des courants libertaires, autonomes et radicaux – Black Blocks – qui ont poussé à la mise en scène de la violence, à une théâtralisation plus ou moins réussie (efficace à Seattle, mais qui a connu des échecs tragiques à Stockholm et, surtout, à Gênes). Sous une nouvelle forme, ces courants rejouent l'affrontement direct « contre le cœur de l'État », c'est-à-dire l'application d'une théorisation de la pratique terroriste, ou bien mettent en scène des moments de contre-pouvoir en imposant à l'adversaire des « zones libérées » (par exemple lors des grands rassemblements).

Jusqu'à récemment, le mouvement altermondialiste a réussi à faire vivre ensemble ces trois voies politiques plus ou moins dans les mêmes rythmes et dans les mêmes espaces politiques. Aujourd'hui, il est confronté à une situation nouvelle qui exige de lui, du fait de son succès, de faire des choix et de répondre à la question politique par excellence : quel objectif donner au mouvement et quel outil créer pour l'atteindre ? Cette question nécessite une appréciation quasi sociologique du mouvement altermondialiste.

Qui sont les altermondialistes ?

En Europe, la mouvance ne représente manifestement pas les milieux populaires, qui restent très éloignés de ces problématiques. D'autre part, à la suite de la décomposition de la classe ouvrière et à sa recomposition à travers une immigration de confession musulmane, de nombreux al-

termondialistes se posent la question de l'alliance avec la communauté musulmane (comme en Grande-Bretagne) ou même avec les « mouvements arabes » (mouvements antiaméricains et anti-israéliens, comme le Hezbollah libanais ou l'OLP, voie proposée par Walden Bello, altermondialiste philippin). Si en Grande-Bretagne cette perspective est admise, en France ce n'est pas le cas, l'existence d'un État laïque rendant la situation plus complexe : au sein du mouvement altermondialiste, la défense de la laïcité s'oppose aux partisans d'un rapprochement avec des groupes politico-religieux musulmans, qui remettraient en cause celle-ci. Sur les autres continents, où l'altermondialisme gagne du terrain, il est partagé par plusieurs idéologies qui ont disparu partiellement du théâtre politique européen (nationalisme anti-impérialiste, socialisme bureaucratique) ou en sont absentes (islamo-socialisme).

L'attractivité attrape-tout du mouvement altermondialiste trouve également sa limite dans son élargissement trop systématique à l'heure où des débats stratégiques commencent à le traverser sérieusement, comme la définition de la croissance économique, voire de la décroissance (au-delà de la critique du modèle productiviste).

Ce constat est partagé par ATTAC-France, qui, en 2004, évoque la nécessité de « donner un début de traduction politique qui soit à la fois un outil idéologique dans la bataille planétaire des idées, et, à l'intention des opinions publiques, une concrétisation des premiers contours d'un "autre monde possible" ». En janvier 2005, à l'issue du V[e] Forum social mondial tenu à Porto Alegre, dix-neuf personnalités, dont Bernard Cassen, Ignacio Ramonet – et plusieurs figures proches du *Monde diplomatique* –, ont proposé un manifeste contenant douze propositions pour un autre monde possible. Cette initiative a suscité d'importants remous dans le mouvement, de nombreuses associations ne reconnaissant pas aux signataires une quelconque légitimité à s'exprimer dans les termes suivants : « Dans le foisonnement des propositions issues des Forums [...], les signataires du Manifeste de Porto Alegre [...] en ont identifié douze, qui réunies [...], si elles étaient appliquées, permettraient enfin aux citoyens de commencer à se réapproprier ensemble leur avenir... » Ces douze revendications sont l'abolition de la dette publique des pays du Sud, la taxation des transactions financières internationales, le démantèlement des paradis fiscaux, la proclamation du droit de chaque être humain à l'emploi, à la protection sociale et à la retraite, la lutte contre toutes les formes de discrimination et la reconnaissance des droits

politiques, culturels et économiques des peuples indigènes, l'adoption de mesures concrètes et urgentes pour mettre fin au saccage de l'environnement, la promotion des formes de commerce équitable en refusant les règles de libre-échange, la garantie du droit à la souveraineté et à la sécurité alimentaire de tout pays, l'interdiction du brevetage des connaissances et du vivant, la garantie du droit à l'information, le démantèlement des bases militaires et le retrait de toutes les troupes étrangères (sauf mandat exprès de l'ONU), la réforme et la démocratisation en profondeur des organisations internationales. Pour l'extrême gauche qui souhaite accompagner ce mouvement altermondialiste, celui-ci apparaît – tout du moins en Europe – insuffisamment populaire.

Cette manifestation autoproclamée du « portoalegrisme », selon le mot inventé par Ignacio Ramonet, a contribué à susciter une opposition diverse composée, d'un côté, de ceux qui ne souhaitent pas s'engager sur un quelconque débouché politique et, de l'autre, de ceux qui ne se reconnaissent ni dans la méthode ni dans la sélection des objectifs des signataires de l'appel. Certains, les trotskistes, y dénotent l'absence de la dénonciation de la guerre et de l'exigence d'un nouvel internationalisme ; d'autres, libertaires et autonomes, celle d'un débouché politique qu'ils envisagent sous la forme de « zones autonomes temporaires », transcription urbaine du zapatisme.

Dans ces conditions, l'altermondialisme, confronté au dérèglement du monde, sera-t-il capable de continuer à s'enraciner sur ses trois piliers, la réforme, la dissidence et l'affrontement, comme il l'a réussi jusqu'aujourd'hui ? Rien n'est moins sûr. Par son large développement, le mouvement altermondialiste rassemble des radicalités traditionnelles et modernes. Il doit trouver un débouché politique qui puisse dépasser son écartèlement potentiel. C'est à ce titre qu'il montrera sa modernité.

Actuellement, les penseurs de l'altermondialisme, à l'image du mouvement lui-même, n'apportent pas de réponse unique et composent un paysage particulièrement diversifié. Ce courant, qui a pour principal atout de mondialiser la critique sociale, suscite bien des interrogations et des propositions d'intellectuels provenant autant du Nord que du Sud. Dans ce melting-pot, on retrouve, pour ce qui est des pays du Nord, aussi bien des théoriciens marxisants, comme le penseur de l'autonomie Toni Negri ou le philosophe libertaire irlandais John Holloway, un touche-à-tout à la fois génial et crispant comme le sémiologue américain Noam Chomsky, des sociaux-démocrates plus ou moins radicaux comme (feu)

Pierre Bourdieu, Bernard Cassen et Susan George, des économistes qui veulent remettre en selle le keynésianisme, comme le Prix Nobel Joseph Stiglitz ou la journaliste féministe Naomi Klein. Pour les pays du Sud, les courants sont très différents. Ils vont du marxisme, à travers la figure de l'économiste tiers-mondiste Samir Amin, à d'autres traditions comme celles des théologiens de la libération (les prêtres catholiques brésiliens Frei Betto et Leonardo Boff), des tenants de l'indigénisme (l'Indienne Vandana Shiva ou la Malienne Aminata Traoré), du nationalisme social (Hugo Chávez) ou du guévarisme tendance énigmatique et libertaire (sous-commandant Marcos).

→ ATTAC, Black Blocks, Bernard Cassen, Forum social mondial, John Holloway, Naomi Klein, *le Monde diplomatique*, Toni Negri

les Alternatifs Fondés en 1997, les Alternatifs sont une organisation politique représentant le courant autogestionnaire, issue de l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR). Ils se présentent comme une expérience politique novatrice, capable de surmonter les trois contradictions historiques du mouvement ouvrier: « le collectif et l'individu, l'égalité et la liberté, la démocratie et l'efficacité ». Une exigence qui se transcrit par le primat donné à l'autogestion et à « des relations ouvertes » avec les mouvements sociaux, tels l'écologie et le féminisme.

Membres des collectifs du 29 mai pour une candidature unique de la gauche du « non » (au Traité constitutionnel européen) à l'élection présidentielle 2007, les Alternatifs ont signé la charte des collectifs antilibéraux (automne 2006). Ils y ont cependant relevé des insuffisances programmatiques – une conception trop étatiste de la croissance, pas assez antinucléaire (la décision de sortir du nucléaire devant être soumise à référendum) –, mais aussi stratégiques – non-adoption d'une véritable posture autonome par rapport à la « gauche sociale-libérale » (PS). Ils regrettent, en outre, des insuffisances tactiques: en désaccord avec la désignation d'un porte-parole connu d'un parti (Marie-George Buffet ou Olivier Besancenot), les Alternatifs ont soutenu la candidature de José Bové, la « figure populaire du mouvement social et [l'] animateur reconnu de l'altermondialisme ».

Se décrivant comme « rouges, verts, féministes, autogestionnaires », et comme partie du mouvement altermondialiste, les Alternatifs ont fait leur deuil de la révolution, modèle bolchevik. Ils évoquent une « révolution longue » s'imposant à la totalité de la vie sociale et économique

grâce à l'autogestion. Proches des libertaires, les Alternatifs se pensent comme une association d'individus libres dénonçant les organisations hiérarchisées. Leur porte-parole est Jean-Jacques Boislaroussie.

→ Altermondialisme

Alternative libertaire Cette organisation libertaire, fondée en 1991 à Toulouse, met en exergue son combat contre le capitalisme et son attachement à l'autogestion. Elle est issue d'un rapprochement entre des membres de l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL), branche ouvriériste et syndicaliste de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA) formée en 1976, et d'un regroupement de militants – le Collectif jeunes libertaires – constitué après les grèves de l'hiver 1986-1987. Dans la tradition anarchiste, la grève générale est l'horizon de cette organisation, mais dans le cadre d'une « stratégie de contre-pouvoirs » pouvant se fédérer ensuite sur la base d'une démocratie autogestionnaire. L'organisation affirme toutefois que, sous le terme de « révolution », elle n'entend pas des « événements violents et sanglants semblables à ceux du passé ». AL se présente comme une organisation qui ne néglige aucun terrain de lutte dans le cadre des nouveaux mouvements sociaux : agitation pacifiste, lutte antimilitariste, animation dans les universités sur la revendication du salaire social. Elle publie un mensuel intitulé également *Alternative libertaire*.

→ Anarchisme

amnistie Il est de tradition à l'extrême gauche de mobiliser pour obtenir la libération ou, mieux, l'amnistie des prisonniers politiques, au sens large du terme. En décembre 2005, une trentaine de militants et de personnalités des différents courants de la gauche de la gauche et de l'ultra-gauche ont ainsi lancé un appel à signatures pour obtenir l'amnistie des jeunes gens condamnés à l'issue des émeutes de novembre et décembre 2005 dans les cités de banlieue.

anarchisme

Y'en a pas un sur cent / Et pourtant, ils existent...

L'anarchisme est à la fois une doctrine politique prônant la suppression de l'État et de toute entrave à la liberté de la personne (d'où le vocable « libertaire » également utilisé

pour qualifier l'anarchisme) et un mouvement politique révolutionnaire historique développant une critique radicale du système capitaliste et de l'État bourgeois.

D'abord antiautoritaires

Apparu avec le début du mouvement ouvrier, au XIXe siècle, le mouvement anarchiste a connu une histoire très agitée, le plus souvent victime de la concurrence du marxisme, de la social-démocratie puis du stalinisme. Sa faiblesse première réside dans l'amalgame que ses adversaires ont établi entre l'anarchisme individuel, développé par l'anarchiste et essayiste allemand Max Stirner (1806-1856), et l'anarchisme social, ou communisme libertaire, des révolutionnaires russes Mikhaïl Bakounine (1814-1876) et Pierre Kropotkine (1842-1921). L'anarchisme social a fécondé de nombreuses expériences révolutionnaires à travers le monde, dont la plus célèbre a été la participation à la révolution espagnole, de 1936 à 1938, ou d'autres, plus éphémères et encore plus tragiques, comme les luttes antibolcheviques de l'Ukrainien Nestor Makhno et des marins de Cronstadt pendant la révolution russe.

En France, l'anarchisme, sous la forme de l'anarcho-syndicalisme – ou syndicalisme révolutionnaire –, a revêtu une certaine importance au début du XXe siècle, en imposant la séparation du syndical et du politique, séparation inscrite dans le bronze de la Charte d'Amiens, adoptée par la CGT en 1906. La présence de l'anarchisme dans l'histoire de la contestation politique hexagonale se traduit également par un fort courant antiélectoraliste.

À la tradition anarcho-syndicaliste et pacifiste s'ajoute également, à la fin des années 1930, la greffe espagnole sur l'anarchisme français – parfois en contrepoint de la tradition pacifiste. En effet, à partir de 1938, l'exil des anarchistes espagnols a eu pour conséquence l'installation de militants en France, plus particulièrement dans le Sud-Ouest et à Paris. Jusqu'au rétablissement de la démocratie en Espagne, nombre d'anarchistes provenaient de ces milieux. L'antifranquisme et l'exigence de la solidarité internationale ont donc fortement influencé plusieurs générations de libertaires, en particulier les tenants de la violence armée (Jean-Marc Rouillan, futur leader d'Action directe, fit ses premières armes au sein des GARI, Groupes d'action révolutionnaire internationaliste, une organisation antifranquiste). De façon anecdotique, la trace anarchiste ibérique se retrouve dans les prénoms donnés aux enfants, Germinal ou Floreal pour les garçons, Libertad pour les filles.

Bien que dénonçant le capitalisme, l'impérialisme et l'exploitation de l'homme par l'homme dans des termes quasiment équivalents à ceux des courants marxistes-léninistes ou même socialistes, l'anarchisme se distingue profondément d'eux par sa critique du rôle politique attribué au parti, dont le fonctionnement s'appuie sur un critère fondamentalement rejeté par les anarchistes : celui de la délégation de pouvoir. De cet absolu démocratique se déduisent plusieurs refus : celui du rôle d'avant-garde que s'attribuent les partis léninistes, celui du système électoral, qui induit immédiatement des compromissions et, enfin, le refus de participer à un quelconque niveau de l'État. Fondamentalement, le courant anarchiste se situe en dehors de la sphère de la délégation de pouvoir et de l'État.

Les autres valeurs dominantes de l'anarchisme, résumées dans le slogan générique « Ni dieu ni maître », sont l'antimilitarisme, le pacifisme, l'anticléricalisme et l'action directe. L'antimilitarisme est un trait qui parcourt toute la littérature anarchiste, dans la mesure où l'armée est l'expression de l'autorité imposée, à laquelle tout anarchiste est rebelle, à l'image d'un Louis Lecoin. Le pacifisme peut se traduire chez certains en non-violence (plus influencée par les idées de Gandhi). L'anticléricalisme s'est manifesté notamment dans le fait que les anarchistes ont longtemps constitué la colonne vertébrale des organisations de libres-penseurs. L'action directe peut aller des manifestations symboliques aux actes les plus violents, l'idée étant que l'exemple frappant est nécessaire pour réveiller la conscience des prolétaires.

Les nouveaux philosophes de la pensée libertaire

Toutefois, les dernières grandes expériences révolutionnaires ont ouvert chez les anarchistes des horizons théoriques nouveaux, qui, d'ailleurs, ne font pas l'unanimité parmi eux. Ce sont notamment les théories sur le pouvoir, que l'on peut exercer sans le prendre, de l'Irlandais John Holloway, inspirées du mouvement zapatiste (mexicain), ou bien les thèses de l'Américain Murray Bookchin, récemment décédé, sur le municipalisme libertaire. Ce dernier a développé l'idée que les libertaires pourraient occuper le terrain des municipalités – l'échelon le plus bas de la hiérarchie étatique – pour y construire une zone de contre-pouvoir édifiée sur la base des principes de l'écologie sociale : non-violence, partage, égalité réelle, etc. Bien que faisant l'objet de débats dans le mouvement libertaire, cette stratégie est le plus souvent rejetée au nom d'une exigence de rupture franche avec les institutions bourgeoises. L'anarchisme classi-

que refuse, en effet, l'idée d'accaparement et de transformation radicale de ce niveau communautaire. Dans les pays anglo-saxons, l'anarchisme produit des expressions plus radicales au sein de familles politiques plus récentes : c'est le cas, aux États-Unis, des tenants d'un écologisme radical comme *Earth First!* (La Terre, d'abord !) ou bien, dans le cadre des grandes manifestations de l'altermondialisme, des Black Blocks, des groupes plus ou moins organisés qui ont décidé d'affronter violemment les forces de l'ordre chargées de protéger les sommets des organisations mondiales, comme le G8 ou le FMI.

Anciens et nouveaux anarchistes

L'organisation historique de l'anarchisme français est la Fédération anarchiste (FA), créée en 1944, véritable matrice de ce courant politique. Les différentes organisations anarcho-communistes ou anarchistes en sont issues. Quelles que soient les époques, celles-ci critiquent cependant l'archaïsme de la vision du monde délivrée par l'organisation mère, qu'elles accusent d'être peu réceptive aux évolutions sociales et culturelles qui se sont accélérées à partir de 1965. Ces différents rejets (ORA, Organisation révolution anarchiste, créée à la fin des années 1960, puis OCL, Organisation communiste libertaire, créée en 1976) s'expliquent non seulement parce que la FA est viscéralement hostile au marxisme, mais surtout parce qu'elle conçoit son rôle comme essentiellement circonscrit à la propagande et à l'éducation politiques. L'activisme, la confrontation avec les groupes gauchistes n'étaient en effet guère prisés par les « papes » du mouvement que furent, jusque dans les années 1980, Maurice Joyeux ou Maurice Laizant. Depuis, une certaine évolution s'est fait jour. La FA compte actuellement quelque 500 membres, autour de l'hebdomadaire *le Monde libertaire* et d'une radio, Radio libertaire. Les autres organisations du courant anarchiste se sont alors largement impliquées dans les différents mouvements contemporains, qu'ils soient antifascistes ou altermondialistes. Cela ne les empêche pas d'y être particulièrement critiques. Ainsi, l'OCL, présente dans les mobilisations du mouvement altermondialiste, ne se gêne pas pour se distinguer d'organisations comme ATTAC, qu'elle stigmatise tant au niveau de son contenu – l'expression d'une « petite bourgeoisie radicalement réformiste » – qu'à celui de ses modalités d'organisation – mise en place d'une hiérarchie des compétences incompatible avec les valeurs anarchistes. Sur le plan des luttes ouvrières, l'expression syndicale du mouvement anarchiste est l'anarcho-

syndicalisme, représenté en France par la Confédération nationale du travail (CNT), créée en 1946, en référence au fameux syndicat anarchiste espagnol CNT.

Aujourd'hui, le mouvement anarchiste comprend beaucoup d'autres organisations et groupes collectifs qui se sont créés au cours des mouvements antifascistes (No Pasaran, Scalp, REFLEXes). Très actif sur le terrain de la culture moderne et de ses nombreuses manifestations musicales ou théâtrales, le courant anarchiste développe une véritable contre-culture, à l'image de plusieurs revues dont la plus aboutie est *Barricata*.

→ Action directe, Alternative libertaire, Antifascisme, Black Blocks, No Pasaran, Organisation communiste libertaire, Scalp

anarcho-syndicalisme L'anarcho-syndicalisme est une tendance historique du mouvement révolutionnaire français qui érige en principe l'autonomie des luttes sur le terrain des entreprises par rapport aux luttes politiques. D'où, plus que dans d'autres pays européens, une coupure franche dans la répartition des rôles entre le syndicat et le parti dans le combat contre le capitalisme. Cette indépendance du syndicat par rapport au parti a été imposée dans les statuts de la CGT en 1906 dans le cadre de la charte d'Amiens. Bien que le mouvement anarcho-syndicaliste ait connu une grave crise après le ralliement de ses cadres à la politique d'union nationale (Union sacrée) durant la Première Guerre mondiale, le mouvement ouvrier français continue à vivre sur cet héritage puisque aucune des cinq organisations syndicales représentatives n'a de relation structurelle avec un parti. Ainsi, même du temps du stalinisme, la CGT, afin de rester conforme à ses statuts, avait maintenu la fiction de son indépendance par rapport au PCF.

Aujourd'hui, l'anarcho-syndicalisme est pratiqué par la Confédération nationale du travail (CNT) ou, dans une certaine mesure, dans le milieu paysan, par la Confédération paysanne.

L'activité anarcho-syndicaliste a pour objectif l'instauration d'une société « communiste-libertaire » qui conjuguerait égalité économique et liberté. Le moyen privilégié est la « grève générale expropriatrice » : les travailleurs s'emparant de l'outil de production et le remettant en marche pour leur propre compte. Au quotidien, les anarcho-syndicalistes pratiquent un syndicalisme dit « d'action directe », qui refuse toute compromission avec les structures de représentation syndicale, telles que les élections prud'homales. Une stratégie qui a connu, à l'issue du mouvement

de novembre-décembre 1995, un aggiornamento relatif. L'anarcho-syndicalisme voit, en effet, une certaine embellie ces dernières années (180 syndicats confédérés, plus particulièrement dans cinq branches, éducation, PTT, BTP, communication, culture et spectacle, santé et social).

→ Action directe

antiaméricanisme Valeur idéologique et posture politique la plus répandue dans l'extrême gauche, l'antiaméricanisme consiste en une condamnation systématique des politiques étrangère et économique mises en œuvre par les États-Unis, présentés comme la forteresse de l'impérialisme. Ce mouvement, porté par le Parti communiste dans les années 1950, est devenu, à partir de l'intervention des Américains au Viêt Nam dans la seconde moitié des années 1960, l'une des valeurs principales de l'extrême gauche. L'antiaméricanisme a été relancé par les politiques de surarmement menées par Washington, comme dans les années 1980 (ce à quoi François Mitterrand avait répondu, en ce qui concernait l'Europe : « Les pacifistes sont à l'ouest, et les missiles, à l'est »), ainsi que par les guerres lancées au Proche-Orient par les Bush père et fils, respectivement en 1991 et en 2003. L'antiaméricanisme se nourrit également des politiques économique (libre-échange à géométrie variable et report de la dette sur les autres pays avec un dollar fort), écologique (refus de signer le protocole de Kyoto), géostratégique (alliance unilatérale avec Israël et installation de bases militaires dans de nombreux pays), qui illustrent à loisir le cavalier seul de la première puissance mondiale. On notera, cependant, que l'opposition interne aux États-Unis a produit nombre des radicalités modernes : défense des droits des femmes, des homosexuels, de l'écologie...

antifascisme L'antifascisme est une attitude politique mettant la lutte contre les organisations d'extrême droite au premier rang des dangers auxquels font face les révolutionnaires. L'antifascisme est un thème idéologique très répandu dans l'extrême gauche, de même qu'à gauche. Son utilisation permet parfois des retrouvailles entre les deux familles contre un ennemi considéré comme commun. À ce titre, l'antifascisme est une des valeurs de base partagée par presque toute l'extrême gauche.

En France, la cible de l'antifascisme est principalement les organisations dites d'extrême droite, dont le Front national de Jean-Marie Le Pen, le Mouvement national révolutionnaire de Bruno Mégret ainsi

que les groupuscules ouvertement fascistes et le courant négationniste de l'holocauste nazi durant la Seconde Guerre mondiale. Depuis 1968, l'antifascisme d'extrême gauche a connu deux phases historiques. La première, de 1968 à la fin des années 1970, avec les affrontements violents contre Ordre Nouveau (c'est à la suite d'une manifestation violente menée contre un meeting tenu par cette organisation que plusieurs organisations d'extrême gauche ont été dissoutes en 1973). La seconde, de 1984 jusqu'aujourd'hui, où le principal adversaire est le Front national. À partir de 2002, l'antifascisme dépasse son cadre initial pour s'attaquer à la politique sécuritaire du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy.

L'antifascisme est une valeur centrale exprimant un dégoût et un mépris unanime pour les idéaux fascistes ou fascisants (racisme, culture du chef, nationalisme, etc). Cependant, il n'est pas vécu politiquement de la même manière par les différents courants d'extrême gauche. On distingue ainsi trois types d'antifascisme. Le premier est électoral (par exemple, le Manifeste contre le FN en 1997-1998) et n'est actif que lors des campagnes électorales au cours desquelles il se fait le propagandiste du « front républicain » (vote pour le candidat le mieux placé au second tour dans le cas d'un duel avec le FN). Le deuxième est frontiste (Ras l'front) : permanent, il se propose de rassembler toutes les bonnes volontés dans un militantisme de terrain et d'alliance avec l'antifascisme électoral en période d'élection. Le troisième est radical (Scalp, REFLEXes), actif voire virulent, il intègre la lutte antifasciste dans un discours anticapitaliste et libertaire.

Durant les années Mitterrand (1981-1995), l'antifascisme a donc été un ressort important de l'activité de la gauche de la gauche à travers des organisations comme le Scalp (Section carrément anti-Le Pen), d'orientation libertaire, créé en 1984 en réponse à la montée en puissance du vote lepéniste, ou Ras l'front, fondé en 1990 en réaction à l'émotion suscitée par la profanation du cimetière juif de Carpentras par des jeunes néonazis. La critique de la stratégie antifasciste est le fait de groupes ne voulant pas faire du fascisme l'épouvantail qui éviterait de poser la responsabilité du capital ou de la bourgeoisie dans les gesticulations nationalistes ou fascistes. Dans les milieux de l'ultragauche, il n'est pas rare d'entendre que le réformisme social-démocrate soit fait le lit de l'extrême droite, soit l'« instrumentalise » et que, à ces titres, aucune action commune avec les réformistes et, a fortiori, avec des personnes de droite ou du centre n'est envisageable contre « la bête infâme ». Une analyse que partagent les mouvements libertaires et certains groupes trotskistes, comme Lutte

ouvrière, très soupçonneux devant ce type d'alliance, dans laquelle le caractère prolétarien ou ouvrier de la problématique tend à se diluer.

Quelle action, pour quel résultat ? Dans la pratique, l'antifascisme, centré uniquement sur la dénonciation de l'extrême droite, tourne très vite à vide. L'itinéraire de Ras l'front en témoigne : tout d'abord axé sur la dénonciation des organisations de cette mouvance, il a élargi son propos à la dénonciation de la politique menée par le gouvernement en matière d'immigration. Cette adaptation du discours a été facilitée par la crise que connut en 1998 le Front national, avec la scission de Bruno Mégret. À cette époque, 45 organisations de gauche comme d'extrême gauche participèrent au Comité national de vigilance contre l'extrême droite, fondé en mai 1997 et qui se mobilisera au niveau européen contre la présence du parti extrémiste de Jörg Haider au gouvernement autrichien. Cette initiative s'achèvera en 2000. Récemment, le niveau électoral de 15 % atteint par l'extrême droite constitue un cinglant désaveu des pratiques militantes antifascistes. En effet, en 1999, l'extrême gauche pensa durant quelques mois que la scission Le Pen-Mégret allait être mortelle pour ce courant politique, le Front national ayant été réduit à 5,9 % aux élections européennes. Mais le réveil fut dur en 2002. En revanche, la riposte lancée au soir du succès électoral du FN au premier tour de l'élection présidentielle, le 21 avril 2002, a donné lieu à un mouvement de masse antifasciste confirmé par les manifestations du 1er mai suivant, qui rassemblèrent plusieurs millions de personnes dans le pays. Toutefois, il est peu probable que ce sursaut enraye une dynamique électorale profonde dans la société française, d'autant que la convergence antieuropéenne de 2005 entre extrême gauche et extrême droite peut accélérer des migrations électorales de certains « nonistes » vers l'extrême droite souverainiste.

Si les luttes politiques antifascistes n'ont pu en aucun cas peser sur le développement du mouvement d'extrême droite, certaines mesures prises dans l'euphorie de la lutte contre le négationnisme, comme la loi Gayssot, commencent à montrer leur faiblesse, en particulier concernant la liberté d'expression des historiens.

→ No Pasaran, Ras l'front, Scalp

anti-impérialisme L'anti-impérialisme constitue l'axe de mobilisation majeur de l'extrême gauche ou de la gauche de la gauche, qui s'est exprimé, dans le passé, par le soutien aux révoltes anticoloniales et aux mou-

vements de libération nationaux, depuis l'Indochine et l'Algérie, dans les années 1950 et 1960, au Viêt Nam, dans les années 1960 et 1970, et, de nos jours, principalement contre la politique américaine aux Proche- et Moyen-Orient. Les mobilisations anti-impérialistes prennent pour cible principale les États-Unis, l'ennemi majeur en tant que gendarme du monde. Elles dénoncent également la France, dont la politique est décrite comme néocolonialiste – envers les « confettis de l'Empire », à savoir les départements et territoires d'outre-mer – ou néo-impérialiste – envers les anciennes colonies devenues des États indépendants et auxquels des accords économiques et surtout militaires lient la métropole. L'anti-impérialisme nourrit aussi bien les fractions les plus violentes de l'extrême gauche que les plus pacifistes. Il s'est manifesté récemment avec vigueur dans le mouvement altermondialiste ainsi que dans les actions contre la guerre en Irak. Derrière les mots d'ordre anti-impérialistes se cachent parfois des politiques de soutien à des politiques nationalistes, plus particulièrement à la Ligue communiste révolutionnaire, avec l'appui militant aux révolutions cubaine et bolivarienne (Hugo Chávez au Venezuela). L'impérialisme, dont la première théorisation a été faite par Lénine en 1916, est défini comme « le stade suprême du capitalisme », par lequel des États assoient leur domination sur le monde à travers la force armée, le marché, le droit, le contrôle social, culturel et politique.

antilibéralisme et anticapitalisme Ce sont là deux marqueurs politiques majeurs à l'extrême gauche, qui ne sont pas pour autant totalement superposables. Si l'antilibéralisme condamne les politiques économiques et sociales des États fondées sur la déréglementation des statuts des salariés, les délocalisations et la libéralisation des transactions financières, l'anticapitalisme se présente comme une critique radicale du système économique dans son essence même. À l'extrême gauche, cette différence sémantique sépare les altermondialistes de type ATTAC de l'ultragauche ou des marxistes révolutionnaires comme Lutte ouvrière. Dans certains discours, l'emploi des deux termes est à géométrie variable. Ainsi, dans la bouche d'Olivier Besancenot, cela dépend de la stratégie politique adoptée par la LCR : quand elle est unitaire (par rapport aux autres organisations de gauche et d'extrême gauche), celui-ci emploie le mot antilibéral ; quand elle est indépendante (en son nom propre), celui d'anticapitaliste. Dans les faits, antilibéraux et anticapitalistes dénoncent les mêmes ressorts des politiques libérales : la flexibilité, la précarisation, la marchandisation de

secteurs de la société jusque-là épargnés par la concurrence, l'abandon par l'État de fonctions de régulation et de répartition. La différence la plus sensible réside dans les modalités d'action et de revendication.

antiracisme L'antiracisme comme axe militant des groupes d'extrême gauche apparaît après Mai 68, lorsque les maoïstes mettent sur pied des comités de soutien aux victimes des crimes racistes qui se multiplient alors contre de jeunes travailleurs immigrés. Le mouvement antiraciste connaît à partir des années 1970 une lente évolution liée aux événements du Proche-Orient. L'attention des militants se porte plus sur les discriminations et agressions dont sont victimes les travailleurs immigrés d'origine arabe que sur celles qui touchent depuis plus longtemps la communauté juive.

En 1983, la lutte contre le racisme est porté par la Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme (« la marche des Beurs »). Face aux organisations traditionnelles qui militent pour faire entrer dans la loi la condamnation des propos racistes (lois de 1972, 1975, 1977, 1983, 1985 et 1987), l'extrême gauche préfère placer la lutte sur des terrains concrets : dénonciation des excès de la police ou manifestations de solidarité avec les immigrés. Sur le premier plan, dès 1994, un Observatoire des libertés publiques se propose de surveiller la police en publiant un bulletin, *Que fait la police ?* Dans l'immigration, ce combat est relayé par des initiatives autonomes comme le MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues, 1995) et, parmi les antiracistes militants, comme la Fabrique de la haine, un réseau fondé en janvier 2002, qui dénonce le laxisme de la justice française dans le cas de morts suspectes de jeunes de banlieue (à la suite de « bavures policières », d'actes de racisme maquillés en mesures d'autodéfense, etc.). Un autre réseau, plus centré sur la dénonciation de la police, s'est créé fin 2002 : il s'agit de Résistons ensemble contre les bavures policières et sécuritaires. On peut citer aussi le Réseau éducation sans frontières (RESF), animé par un ancien militant de Lutte ouvrière, qui s'oppose aux mesures prises contre les enfants d'immigrés clandestins par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy. Sur le plan politique, la mouvance antiraciste adopte de plus en plus le discours selon lequel le racisme structure la société française.

→ Antisémitisme, Antisionisme, Indigènes de la République

antisémitisme Chez les marxistes-léninistes, l'antisémitisme est conçu non seulement comme un courant stigmatisant les Juifs, mais aussi com-

me l'expression politique, à l'instar du nationalisme, d'une petite-bourgeoisie craignant d'être broyée par le capitalisme et joignant dans une même détestation les Rothschild et Lénine.

La lutte contre l'antisémitisme, fondamentale dans la constitution du mouvement antiraciste en France, connaît actuellement une crise profonde avec l'aggravation des relations israélo-palestiniennes. Une crise ouverte depuis la guerre des Six-Jours (1967), qui s'approfondit par la « concurrence victimaire » opposant les partisans de la politique d'Israël, héritière de la Shoah, et ceux du mouvement national palestinien résistant à l'occupation israélienne. L'irruption dans le paysage politique français du conflit proche-oriental s'est accompagnée de violences antijuives, qui tendent à diviser le mouvement antiraciste selon des préférences religieuses ou raciales, alors qu'il se veut, par sa nature même, un mouvement de dénonciation de tous les racismes. L'extrême gauche fait actuellement l'objet d'une campagne médiatique qui tend à assimiler son antisionisme radical à de l'antisémitisme. Quelques excès de petits groupes, notamment maoïstes, dans ce domaine et, plus largement, l'attirance exercée dans certains milieux d'extrême gauche par l'islamisme, ont pu prêter le flanc à ces accusations. Cependant, une telle assimilation peut conduire à des jugements hâtifs, comme ceux qualifiant d'antisémites les propos de José Bové, qui dénonçait l'occupation des territoires palestiniens lors d'une visite à Ramallah, en 2002.

→ Antiracisme, Antisionisme

antisionisme/critique d'Israël L'ensemble de l'extrême gauche critique fondamentalement la politique d'Israël en Palestine et son fondement théorique et idéologique, le sionisme. Celui-ci est l'expression du mouvement national juif, théorisé par Theodor Herzl à la fin du XIXe siècle, et qui a abouti à la fondation d'Israël sous les auspices de l'ONU, en 1948.

Qu'ils soient trotskistes, anarchistes, maoïstes, les révolutionnaires dénoncent tous la formation de l'État d'Israël comme un fait colonial dont sont victimes les Palestiniens, spoliés de leurs terres et niés tout au long de l'édification du nouvel État (un processus analysé par les « nouveaux historiens israéliens », tels Ilan Pappé ou Shlomo Sand, qui ont ébranlé les mythes fondateurs de la présence juive en Palestine). Dans le courant maoïste, certains qualifient même l'État israélien de « nazi-sioniste », comme le Parti communiste de France (maoïste), ou le Parti

communiste maoïste de France (organe *Drapeau rouge*). Pour ces derniers, le sionisme est mis sur le même plan que l'impérialisme, comme une expression particulière – coloniale – du fascisme.

Dans les autres courants, on considère généralement Israël comme un État théocratique et inégalitaire, qui réduit une partie de sa population, les Arabes, musulmans ou chrétiens, à un statut de citoyens de seconde zone. Ils n'en appellent pas toutefois à sa destruction. Jusqu'aux années 1960, au sein de l'extrême gauche, le mot d'ordre majoritaire était la constitution d'un État laïque israélo-palestinien. Ensuite, devant l'aggravation de la crise, cette revendication s'est muée en une cohabitation entre deux États, l'un israélien et l'autre palestinien. De 1962 à 1983, la position des groupes marxistes révolutionnaires s'alignait sur celles de l'organisation socialiste en Israël, connue sous le nom de son journal, *Matzpen*, qui défendait les intérêts des ouvriers juifs et palestiniens, et qui, depuis, s'est fondue dans le Mouvement pour la paix.

De nos jours, l'antisionisme le plus cohérent est celui exprimé en France par Rony Brauman (né en 1950), médecin, fondateur et président de l'organisation non gouvernementale Médecins sans frontières (1982-1994) et ancien militant maoïste, qui, à ce titre, critique radicalement le sionisme, en le replaçant dans le mouvement des nationalités et s'insurge contre l'équation antisionisme égale antisémitisme. Par ailleurs, une organisation juive fondée par des militants d'extrême gauche, ou anciens de cette mouvance, se déclare antisioniste, il s'agit de l'Union juive internationale pour la paix, fondée en 1994. Enfin, l'antisionisme de certains éléments de l'ultragauche les a conduit à adopter à partir du début de l'année 1979 – pour la plupart jusqu'en 1980 seulement – les thèses négationnistes de Robert Faurisson, diffusées par Pierre Guillaume, ancien gérant de La Vieille Taupe, la librairie de l'ultragauche parisienne de 1965 à 1972.

→ Antisémitisme

apartheid La révolte des banlieues en 2005 a révélé la situation d'apartheid social, politique et idéologique dans laquelle se trouve la société française. Qu'il soit qualifié d'« urbain » (Roland Castro, Dominique Vidal) ou, plus fréquemment, de « social », cet apartheid traduit une profonde crise de la société française et de ses institutions : école, partis politiques. Dans ce contexte, la problématique impulsée par les Indigènes de la République sur la situation faite aux populations originaires

des émigrations extra-européennes, qualifiées de « postcoloniales », porte cette notion d'apartheid au-delà de la séparation juridique et sociale telle qu'elle se présentait dans l'Afrique du Sud d'avant Nelson Mandela. Elle ouvre ainsi la voie à une nouvelle dialectique de la radicalité, qui apparaît sous la forme de l'ethnicisation de la question sociale, dont l'extrême gauche n'a pas saisi la grande dangerosité pour sa survivance même. « En l'espace de deux décennies, les quartiers populaires sont passés du statut de "contre-société" à celui de "ghetto" enfermé dans des frontières invisibles mais de plus en plus infranchissables. » (Saïd Bouamama, mai 2005, in *la Construction des « Petits Blancs » et les chemins du politique*, texte sur Internet). Cette notion d'apartheid est également utilisée pour qualifier la situation faite aux sans-papiers et aux clandestins dans l'Union européenne (voir à ce sujet, *Pour une politique de la racaille*, par Sadri Khiari, 2006).

⋯: Banlieues (crise des), Ethnicisation de la question sociale, Europe, Immigration, Indigènes de la République

ATTAC

Déconstruire l'idéologie néolibérale

Organisation antilibérale puis altermondialiste, fondée en France et à l'origine d'un mouvement international, l'idée d'ATTAC (Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens) est née au sein du mensuel politique *le Monde diplomatique*, à partir d'une initiative de son directeur de publication, Ignacio Ramonet.

Dans l'éditorial du numéro de décembre 1997, intitulé « Désarmer les marchés », celui-ci proposait la mise en application de la taxe Tobin, du nom d'un économiste américain libéral, James Tobin, prix Nobel d'économie 1981, qui avait proposé, trois ans auparavant, l'établissement d'une taxe sur les mouvements internationaux de capitaux afin de lutter contre la spéculation. Le produit de cette taxe devait, selon Ramonet, être affecté en priorité à l'aide au tiers-monde.

Recevant un écho positif immédiat, cette initiative déboucha sur une large concertation et sur la constitution d'une association dont l'objectif était d'aspirer à « déconstruire l'idéologie néolibérale, contribuer à élaborer des alternatives, aider à construire des rapports de force pour imposer des politiques nouvelles ». Bernard Cassen, directeur général du

mensuel, chargé de monter le projet, fit le choix stratégique de le bâtir à partir non seulement d'individus mais aussi d'organisations existantes.

Une association d'associations

En quelques mois, l'association compte ainsi près de 4 000 adhérents, personnels ou collectifs. Parmi les fondateurs, on retrouve aussi bien des journaux que des associations qui, tous, ont contribué à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux et des syndicats. Pour les associations : AC ! (Agir ensemble contre le chômage et la précarité), Agir ici pour un monde solidaire, Les Amis de la Terre, Association Gunter-Holzmann (membre de la structure éditrice du *Monde diplomatique*), Association internationale de techniciens, experts et chercheurs (AITEC), Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et précaires (APEIS), Artisans du monde, Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Centre de recherche et d'information sur le développement (CRID), Confédération générale des sociétés coopératives ouvrières de production (SCOP), Confédération nationale des familles laïques (CNAFAL), Droits devant !, Droit au logement (DAL), Économies solidaires et coopératives (ESCOOP), Fédération française des clubs Unesco (FFCU), Fédération française des maisons de jeunes et de la culture (FFMJC), *Golias* (revue de catholiques de gauche), Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme (MRAP), Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), Raisons d'agir (intellectuel collectif autour de Pierre Bourdieu), les Réseaux services publics, Survie (association contre les attitudes postcoloniales de la France en Afrique), Transversales/Science/Culture (groupes de réflexion interdisciplinaire animé par Patrick Viveret), l'Union des familles laïques (UFAL). Pour les syndicats : des fédérations syndicales CGT et CFDT, des syndicats d'enseignants (FSU, SNES, SNESUP) et d'étudiants (UNEF), la Confédération paysanne, des syndicats professionnels comme le Syndicat de la magistrature ou la Confédération nationale des syndicats d'exploitants familiaux (MODEF). Pour la presse : *Charlie Hebdo*, *Alternatives économiques*, *le Monde diplomatique* (qui quitte l'association en septembre 2006), *les Pénélopes*, *Politis*, *la Revue européenne de politique* et *Témoignage chrétien*. Enfin, un certain nombre de personnalités, militants politiques et syndicaux : José Bové, de la Confédération paysanne ; Jacques Nikonoff, du PCF ; Jacques Robin, médecin, initiateur de l'écologie politique ;

Pierre Tartakowsky, de la Ligue des droits de l'homme ; des intellectuels (René Dumont, Viviane Forrester, Susan George, Gisèle Halimi et René Passet) ; des artistes et des journalistes (Manu Chao, Bernard Langlois, Daniel Mermet, Ignacio Ramonet et Philippe Val).

Pour assurer son fonctionnement, ATTAC se dote d'un conseil scientifique, afin d'acquérir une légitimité et d'être reconnue en matière de contre-expertise, et aussi de nombreuses commissions, des comités locaux (CL), regroupés dans une Conférence nationale des conseils locaux (CNCL) auxquels adhèrent les individus ainsi qu'un conseil d'administration représentant toutes les sensibilités. Les fondateurs, et en particulier les associations, y ont un poids important.

S'appuyant sur des économistes, des juristes et des sociologues convaincus de la nocivité des politiques impérialistes, ATTAC anime des milliers de réunions-débats qui permettent de populariser les idées antilibérales. En 2007, l'organisation altermondialiste compte environ 22 000, membres regroupés dans plus de 200 groupes locaux. Présentée par Bernard Cassen comme un « mouvement d'éducation populaire », s'inscrivant dans une tradition remontant à la fin du XIXe siècle, ATTAC compte à ce titre environ un cinquième de ses membres parmi les enseignants et les universitaires. La plupart des adhérents individuels sont d'anciens militants – la moyenne d'âge est élevée, autour de la cinquantaine –, organisés ou non. L'expérience historique d'ATTAC peut être également analysée comme le retour sur le terrain de générations d'intellectuels qui réinvestissent l'exercice public de la pensée critique, après le long silence dans lequel ils s'étaient complu dans les années 1980. Mais aux grands intellectuels d'antan, aux vertus charismatiques et aux intuitions plus ou moins fulgurantes, ont succédé des experts – économistes et sociologues principalement – rompus à la constitution de dossiers et de contre-propositions. En effet, ATTAC ne veut occuper la rue qu'après avoir « formé des militants bien informés et intellectuellement équipés pour l'action ».

ATTAC a rapidement dépassé les frontières hexagonales. Dès décembre 1998 était fondée l'organisation ATTAC-Mouvement international pour le contrôle démocratique des marchés financiers et de leurs institutions. Huit ans plus tard, le mouvement est présent dans 38 pays des cinq continents, mais plus particulièrement en Europe (21). L'Amérique latine est aussi un des continents où les idées défendues par ATTAC sont le plus présentes (10 associations nationales). Hors de ces deux mondes, le nombre limité des pays représentés en Afrique (cinq membres : Ca-

meroun, Côte d'Ivoire, Maroc, Sénégal et Tunisie), en Asie (Japon), en Amérique du Nord (Québec) et en Océanie (Australie) montre que le discours altermondialiste de ce type est surtout d'essence européenne et latino-américaine. Les différentes organisations nationales partagent la même base de travail, nommée « Plate-forme du mouvement international ATTAC » et adoptée en décembre 1998. Ses trois objectifs principaux sont : « reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière ; s'opposer à tout nouvel abandon de souveraineté des États au nom du prétendu "droit" des investisseurs et des marchands, et créer, au niveau mondial, un espace démocratique ».

Le succès et les déchirements

La jeune histoire d'ATTAC traverse deux phases très différentes mais indissolublement liées : d'abord une *success story* de gauche, puis, retrouvant hélas les vieux démons du monde des associations : la personnalisation des conflits et la « magouille ».

ATTAC connaît d'abord une phase ascendante très rapide sous la direction de Bernard Cassen (1998-2002). Sa première campagne porte évidemment sur la taxe Tobin, objectif prioritaire de l'association. Elle lance également des campagnes de protestation visant à réformer le capitalisme financier dominant : contrôler les marchés financiers, annuler la dette des pays en développement, défendre les services publics, dénoncer l'appropriation privée des grands biens communs, l'utilisation des OGM et le rôle des grandes institutions commerciales et financières internationales. ATTAC révèle ses qualités organisationnelles et mobilisatrices dans la dénonciation des grandes institutions en se mettant à leur niveau. Elle est ainsi à l'origine des importantes manifestations qui ont interpellé les sommets du G8 et les grands rendez-vous de l'OMC, du FMI ou du Forum de Davos. D'essence non violente et ouverte au dialogue institutionnel, ATTAC s'est vue parfois débordée lors de certaines manifestations (Seattle, Stockholm, Gênes) par des éléments radicaux et violents de ces mobilisations. Mais rien ne semble alors devoir arrêter la marche en avant de l'association, qui gagne en crédibilité, sinon son propre succès.

La crise de la direction remonte à 2003 lorsque le nouveau président Jacques Nikonoff, soutenu par Bernard Cassen, devenu président d'honneur, se trouve face à un dilemme : quel avenir donner à ATTAC, qui ne peut plus être un simple mouvement d'éducation populaire, mais qui n'a pas vocation à être un parti ? À plusieurs reprises, des lignes de

fracture opposent la nouvelle direction à certains des membres fondateurs au cours des années 2004-2006 : la contestation des actions de la Confédération paysanne, la participation au mouvement contre la guerre en Irak, la constitution de listes dites « Listes 100 % alter » aux élections européennes sont autant de décisions le plus souvent annoncées sans consultation du collège des fondateurs, qui en prend ombrage. Ces lignes de fracture s'effacent en 2005 dans le cadre de la campagne référendaire pour le « non » au Traité constitutionnel européen. Mais le succès du 29 mai devient lui-même source de confusion puisque ATTAC se transforme à son corps défendant en une force politique reconnue : de nombreuses voix se font alors entendre pour faire de José Bové le futur candidat des altermondialistes, une perspective qui est loin d'être partagée par la direction.

À la fin de l'année 2005, une proposition de réformes des statuts déchire le conseil d'administration entre d'un côté Jacques Nikonoff et Michèle Dessenne (du collectif féministe Les Pénélopes), soutenus par Bernard Cassen, et de l'autre les fondateurs Susan George, Gustave Massiah et Pierre Khalfa. Ceux-ci mettent en minorité la direction, qui proposait un projet de réforme du conseil d'administration prévoyant de diminuer l'importance du collège des fondateurs afin de renforcer le poids des adhérents directs. Repoussées à juin 2006, les élections donnèrent lieu à une fraude perpétrée au profit de la liste dirigée par Jacques Nikonoff. L'organisation « pas comme les autres » se mettait à fonctionner pis que les autres, transparence – maladroite – en plus ; à la crise politique s'ajoute une crise morale, qui peut balayer en quelques mois le travail de plusieurs années. Au-delà des personnes et des accusations portées contre le style autoritaire de Jacques Nikonoff, deux lignes politiques s'affrontent : l'une, qui est celle de la direction Nikonoff-Cassen, voudrait faire évoluer ATTAC vers une sorte d'organisation politique, dont la forme n'est pas explicitée ; l'autre, défendue par des membres fondateurs conduits par Susan George, souhaiterait conserver à l'association sa spécificité originelle, un espace de débats libre et ouvert et une force de proposition que les membres – tant à titre individuel que collectif – pourraient transcrire dans leurs activités partidaires ou syndicales de leur choix. Deux ambitions fort différentes qui révèlent la position difficile d'ATTAC, à la croisée des chemins avant l'élection de 2007. D'autant que d'autres faiblesses organisationnelles sont apparues. De 2002 à 2006, ATTAC, qui s'est beaucoup investie dans l'organisation du Forum social de Seine-

Saint-Denis en 2004 puis dans la campagne du « non » au référendum européen, connaît à la fois des problèmes financiers et politiques, qui se manifestent par un tassement des militants à partir de 2002.

En septembre 2006, afin de remédier de manière transitoire à la crise organisationnelle, l'opposition formée par quatre élus du conseil d'administration – Susan George, Pierre Khalfa, Geneviève Azam et Jean-Marie Harribey – suggère dans un premier temps d'abandonner les méthodes autoritaires en proposant une coprésidence (proposition devenue sans objet après la démission de Jacques Nikonoff en octobre), puis de « développer un mode de décision collégiale à tous les niveaux », donnant plus de responsabilité aux comités locaux et aux adhérents dans la définition des orientations. C'est une manière de traduire dans les faits la volonté de rassembler dans l'association des cultures et pratiques militantes diverses, à l'encontre d'une dérive présidentialiste et de tous les risques d'autoritarisme que celle-ci comporte. Parallèlement, l'organisation discute d'un manifeste dont plusieurs ébauches successives sont présentées par un collectif de quatre membres (Geneviève Azam, Bernard Cassen, Gérard Duménil, Pierre Khalfa). Ce document comprenant quatre chapitres (« Scier les piliers du néolibéralisme », « Rendre la république au citoyen », « Construire un monde écologique et solidaire », « Si l'Europe voulait... ») est accompagné de diverses mesures « destinées à rompre avec la logique néolibérale ».

L'assemblée générale de décembre 2006 a élu à sa présidence Jean-Marie Harribey et Aurélie Trouvé. La crise interne d'ATTAC ne lui a pas permis de prendre toute sa place dans le débat politique à gauche de la gauche. Elle a fortement affaibli son aura et sans doute cassé définitivement sa dynamique. Le manifeste d'ATTAC a cependant été publié en janvier 2007 afin d'orienter les militants dans la perspective de l'élection présidentielle du printemps.

→ Altermondialisme, Bernard Cassen, *le Monde diplomatique*

Clémentine Autain Militante féministe (née en 1973), conseillère de Paris depuis 2001, apparentée communiste, a été candidate à la désignation du candidat de la gauche antilibérale pour l'élection présidentielle de 2007. Fille d'un couple d'artistes politisés – une mère comédienne (Dominique Laffin), décédée en 1985, et un père chanteur populaire (Yvan Dautin) –, Clémentine Autain poursuit des études d'histoire et obtient un DEA sur le Mouvement de libération des femmes (MLF). Militante

à l'UNEF, féministe et communiste (elle adhère à l'Union des étudiants communistes), elle participe à la création de Mix-Cité en 1997, une association mixte promouvant l'égalité entre les sexes, qu'elle préside avec Thomas Lancelot. Dans ce cadre, elle intervient énergiquement contre l'exposition de mannequins vivants dans plusieurs vitrines de magasins des Galeries Lafayette, puis signe le manifeste des Chiennes de garde intitulé Manifeste et Halte à la violence sexiste (publié le 8 mars 1999, à l'occasion de la Journée internationale des femmes). Parallèlement, elle avait occupé successivement une fonction d'assistante parlementaire du sénateur socialiste du Tarn, Georges Mazars, puis d'une élue du Conseil de Paris.

Activiste ambitieuse, elle n'hésita pas à se présenter dès 1997 aux élections législatives à Paris, sur une liste investie par les Verts. Après ce rapide passage à proximité de la galaxie écologiste, elle fait de même dans le sillage de la gauche socialiste. En 1999, elle est chargée de mission au Groupe d'études sur les discriminations, qui fait suite au rapport Belorgey sur le même sujet, rédigé à la demande de Martine Aubry. Dans le cadre de sa coprésidence de Mix-Cité, elle participe aux travaux de la fondation Copernic tout en tenant une rubrique dans le journal communiste *l'Humanité*, une sorte de retour au point de départ de son engagement politique. Souhaitant ouvrir ses listes à des personnalités non encartées, le PC lui propose pour les élections de 2001 de prendre la tête de liste dans le XVIIe arrondissement de Paris – où elle vit depuis son enfance –, dans le cadre de l'union guidée par le socialiste Bertrand Delanoë. Devancée par la candidate UMP Françoise de Panafieu, elle est toutefois nommée adjointe au maire, chargée de la jeunesse. Journaliste – directrice de *Regards*, revue culturelle et politique faisant une large place à l'image et à l'esthétique –, « compagnonne de route » du Parti communiste, Clémentine Autain participe activement aux collectifs du 29 mai créés en opposition au Traité constitutionnel européen, tout en menant une politique municipale en complicité avec le maire PS. Bien qu'elle n'ait pas fait ses preuves d'autonomie par rapport au « social libéralisme » de Bertrand Delanoë, elle se déclare disponible le 10 septembre 2006 pour représenter la gauche antilibérale à l'élection présidentielle par ces mots : « Je mesure mes handicaps : je suis jeune, je suis femme et, en plus, je suis blonde !... Un profil comme le mien peut nous sortir de l'impasse. » Si ses rivaux que sont les 3 B (Besancenot, Bové, Buffet) ont la faiblesse d'être chefs de clan, elle n'a pu mettre à son actif que sa

force de conviction et son expérience des milieux médiatiques. Clémentine Autain, impérieuse et mordante, passe bien l'écran et développe sans complexe une thématique altermondialiste mâtinée d'une argumentation féministe, constitutive de sa révolte contre la société machiste et de sa volonté de la transformer.

→ Collectifs antilbéraux, Élection, Féminisme

mouvement autonome

Au cœur du mouvement révolutionnaire

Si le mouvement autonome est apparu en tant que tel au cours des années 1970, le concept d'autonomie lui est antérieur. Il émerge très tôt dans le mouvement révolutionnaire dès la fin du XIXe siècle avec la revue anarchiste *l'Autonomie*, avant de s'effacer temporairement du fait de la double injonction de l'Union sacrée patriotique, scellée entre la droite et la gauche françaises à l'occasion de la Première Guerre mondiale, puis de la glaciation stalinienne à partir de 1925. Il est surtout présent dès le *Manifeste communiste* (1848), au cœur même de la définition des luttes ouvrières, qui sont « le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité ».

À gauche de l'extrême gauche

Le concept d'autonomie fait donc sa réapparition au début des années 1970 à mesure que les luttes ouvrières et sociales dans les pays occidentaux se heurtent aussi bien à l'État qu'aux appareils syndicaux et politiques du mouvement ouvrier traditionnel. En France, il surgit comme une réponse potentielle à la crise que connaît le gauchisme après 1973 (autodissolution de la Gauche prolétarienne). Sous le terme d'autonomes se rassemblent plusieurs expériences militantes qui ont pour point commun de se situer dans une critique des organisations dominantes du milieu révolutionnaire, qu'elles soient trotskistes ou maoïstes. Il s'agit le plus souvent d'individus ou de groupes qui s'agrègent en deux lieux du gauchisme parisien. Tout d'abord, l'université de Vincennes, où se réunissent des enseignants et des élèves, tels que le psychologue Jacques Lesage de La Haye, avant d'être rejoints par de véritables marginaux, qui publient en 1974 une revue intitulée *Marge*, le « journal qui serait celui de tous les nomades ». Le second lieu est l'École normale supérieure de la rue d'Ulm – ancien lieu de naissance de l'althussérisme, du nom de Louis Althusser, « caïman » de philosophie, relecteur de Marx dans les années 1960 –, où Yann Moulier-Boutang regroupe des militants provenant d'organi-

sations maoïstes, libertaires ou marxistes révolutionnaires autour d'un projet de revue théorique, fortement influencé par les auteurs principaux de l'opéraïsme (ouvriérisme) italien (Mario Tronti, Antonio Negri, Sergio Bologna). Le projet se concrétise dans une publication intitulée *les Ouvriers contre l'État : refus du travail* (Matériaux pour l'intervention). L'influence italienne sera permanente et l'est toujours trente ans plus tard à travers la production théorique de Negri et de ses nombreux élèves passés dans ses séminaires. Elle se traduit par un rassemblement des différentes composantes de l'autonomie : *Marge*, déjà citée, organisations autonomes de l'émigration, plus particulièrement le Mouvement des travailleurs mauriciens (MTM), collectifs étudiants comme celui de la faculté de Tolbiac, ou de salariés, comme le collectif BNP, etc. Cette mouvance se retrouve dans les thèses exaltant les radicalités d'une nouvelle figure historique, l'« ouvrier social », expression des révoltes modernes. La revue *Camarades* cristallise, de 1974 à 1978, le pôle dit « de l'autonomie organisée ». Toutefois, le mouvement autonome ne se réduit pas à cette branche. Au fur et à mesure que le mouvement gagne en présence politique, il se diversifie. L'autonomie apparaît alors comme un mouvement « immédiatiste » qui prône l'illégalisme de masse : autoréductions (non-paiements), squatts, etc. Parallèlement, les autonomes pratiquent une forme de violence urbaine, comme lors des grandes mobilisations antinucléaires (Creys-Malville, juillet 1977), estudiantines, politiques (soutien aux leaders de la Fraction armée rouge allemande), sociales (manifestation-pillage à Saint-Lazare contre la vie chère) ou ouvrières (manifestations des sidérurgistes lorrains à Paris, en mars 1979).

Divisé en plusieurs aires concurrentes, le mouvement n'a réussi qu'en une seule occasion à se présenter de manière unitaire, lors de l'Assemblée parisienne des groupes autonomes, qui fit paraître, en novembre 1977, *l'Officiel de l'autonomie*. Signe de la méfiance et des origines différentes, la publication, qui restera unique, n'a pas d'éditorial et ne consiste donc qu'en une juxtaposition symbolique des discours. L'autonomie se construit également dans l'affrontement avec les autres organisations gauchistes jugées autoritaires (contre le service d'ordre de la Ligue communiste révolutionnaire et contre les lambertistes de l'AJS). Elle contribue à libérer des subjectivités « désirantes » (le désir individuel comme véritable ressort révolutionnaire), que le spécialiste en arts martiaux Bob Nadoulek transcrit dans son livre, *l'Iceberg des autonomes* (1979). Devenus la terreur des médias, les autonomes représentent l'irruption d'une nouvelle

forme de révolte sociale charriant par son mode de comportement les graines de sa propre autodestruction (machisme principalement).

En tant qu'expression politique significative, l'autonomie ne durera pas plus de deux ans, pour se déliter ensuite. Plusieurs événements ont contribué à cette crise du mouvement autonome. Ce fut tout d'abord la formation de l'organisation Action directe, qui prône la lutte armée. Ce fut ensuite la déliquescence rapide de la plupart des squats, effet d'une désocialisation progressive (drogue, violence) de leurs membres, qui ne parviennent pas à constituer de véritables communautés militantes. Des recentrages s'opèrent alors : départ de l'Organisation communiste libertaire, autodissolution de *Camarades* (1979), reprise de *la Gueule ouverte* rebaptisée *Gueule Hebdo* (1980-1981), intervention dans le mouvement des radios libres avec Radio Tomate.

La première phase de l'histoire du mouvement autonome s'achève avec l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981. Au cours de cette première période, en plus de *Camarades* et de *Marge*, d'autres revues politiques ont animé les discussions au sein de l'autonomie, plus particulièrement *Autonomie prolétaire*, d'origine maoïste, les contributions des Fossoyeurs du vieux monde, de provenance ultragauche. Les autonomes ont également joué un rôle de soutien à l'égard d'autres mouvements, plus particulièrement dans l'immigration : Mouvement des travailleurs arabes (MTA) ou Mouvement des travailleurs mauriciens (MTM), très actifs dans la dénonciation des marchands de sommeil ou des patrons abritant des travailleurs clandestins, ou dans les luttes des sans-papiers. On retrouve aussi l'influence autonome dans l'action de l'agence de presse IM'Média.

Entre l'altermondialisme et la lutte contre la précarité

En 1982, après que l'état de grâce de la gauche au pouvoir se fut achevé, la mouvance autonome s'investit dans les luttes antinucléaires, en particulier dans les Ardennes, jouant à la guérilla urbaine autour des centrales de Chooz et de Vireux, et toujours dans les squats, dont les plus actifs ne disparaîtront qu'à la fin des années 1980. L'expression politique du mouvement se concrétise alors à travers des collectifs à durée très réduite et quelques publications à la longévité encore plus aléatoire. Parallèlement, à partir de 1983-1984, débute une phase marquée par des convergences politiques avec le psychanalyste Félix Guattari, dans le cadre du Centre d'initiatives pour de nouveaux espaces de libertés (CINEL), destiné à ac-

célérer un rassemblement des « Rouges » et des « Verts » plus large que ce qui avait été esquissé jusqu'alors et qui, pour certains, aboutira à la formation du mouvement alternatif. Ensuite, alors que le reflux marque la fin des années 1980, la nécessité d'une redéfinition des enjeux s'amorce et trouve son expression dans une revue plurielle, où l'autonomie est représentée plus particulièrement par Antonio Negri : *Futur antérieur* (1990-1998). Sous l'impulsion de Yann Moulier-Boutang, celle-ci donne lieu, après son autodissolution, à une autre revue, *Multitudes*, en mars 2000. L'intervalle entre les deux revues a été occupé par *Alice, revue critique du temps*. Au milieu des années 1990, le renouveau des luttes de masse (par exemple, mouvement contre le CIP) produit une nouvelle génération de collectifs s'opposant à la précarité croissante des emplois (Travailleurs, chômeurs et précaires en colère, TCP), pour la défense des sans-papiers (1996) ou pour le soutien aux prisonniers politiques. Certains autonomes développent également des interventions destinées à transformer les mouvements de chômeurs, puis des précaires, en véritable force politique autour d'une revendication de salaire garanti à travers plusieurs organisations comme le Comité d'agitation pour un revenu minimal garanti optimal (Cargo), fondé en 1994 et animé par Laurent Guilloteau, qui, déjà dans les années 1980, avait animé la revue *Cash* (organe de l'Association des chômeurs et des précaires, 1987).

Dans le cadre du mouvement altermondialiste, les autonomes ont été nombreux à participer aux Black Blocks. Au cours des luttes récentes – mouvements lycéens contre la loi Fillon en 2003, mouvement contre le CPE en 2006 –, les collectifs autonomes, aux appellations dans la tradition situationniste, comme les Enragé-e-s ouvrent le bal de Grenoble, publient des textes de facture post-situationniste *(le CPE, une goutte d'eau dans un lac de rage)*. La mouvance autonome est formée désormais de groupes affinitaires et se confond le plus souvent avec la mouvance libertaire. Quant au projet d'une véritable structure autonome, il est plutôt porté aujourd'hui par une organisation des cités de banlieue comme le MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues), qui veut représenter la jeunesse « postcoloniale ».

⇢ Action directe, Toni Negri, Précarité, Violence

avant-garde Ayant, pour la plupart d'entre eux, abandonné la vulgate léniniste – le parti d'avant-garde formé de militants professionnels ayant pour vocation de diriger le processus révolutionnaire –, les groupes et

organisations d'extrême gauche font face à un problème de fond : si la plupart ne se considèrent pas comme l'embryon du parti révolutionnaire à venir, ils souhaitent participer à sa construction tout en affirmant être l'avant-garde politique des mouvements sociaux anticapitalistes ou antigouvernementaux. La quadrature du cercle. L'occasion d'exégèses passionnantes et ardues.

B

Étienne Balibar Professeur émérite de philosophie à l'université de Paris-X-Nanterre et militant au sein du mouvement de solidarité pour les sans-papiers, ce philosophe (né en 1942) a suivi une formation marxiste approfondie dans le cadre du séminaire de Louis Althusser à l'École normale supérieure au début des années 1960. Membre du Parti communiste, il en est exclu en 1980 après avoir publié un article intitulé « De Charonne à Vitry », dans lequel il dénonçait le cours « social-chauvin » de la direction de Georges Marchais, symbolisée par plusieurs actions menées par des maires communistes contre des immigrés.

Étienne Balibar s'est plus particulièrement intéressé aux notions d'État, de race et de classe, à la fois dans le cadre de l'État-nation français, qualifié d'« État national-social », et dans celui en train de se construire au niveau européen. En liaison avec ces interrogations, il a concentré son activité politique dans la défense des droits des immigrés et des sans-papiers (*Sans-papiers: l'archaïsme fatal*, en coll. avec Monique Chemillier-Gendreau, Jacqueline Costa-Lascoux et Emmanuel Terray, 2001). Sa réflexion a très tôt anticipé la révolution interne qu'a connue la composition de la classe ouvrière et qui s'est accélérée depuis les années 1980. Travaillant sur le racisme et les migrations, il estime que l'Europe se trouve aujourd'hui dans une situation nouvelle qui pose le problème de son identité. En effet, avec les indépendances des pays colonisés, l'Europe avait cru circonscrire la question coloniale à une césure historique et administrative; or aujourd'hui elle se retrouve désormais avec un resurgissement de la question en son propre sein. Balibar souligne également le caractère central de la question du Proche-Orient, où le combat du peuple palestinien a acquis désormais une valeur universelle (*l'Europe, l'Amérique, la Guerre. Réflexions sur la médiation européenne*, 2003). En dépit de son analyse du racisme en Europe, le philosophe

votera « non » au TCE en 2005, après avoir hésité du fait des arguments souverainistes dans la campagne.

Étienne Balibar est membre du comité de rédaction de la revue *Trans-européennes*, créée en 1993.

crise des banlieues En novembre-décembre 2005, à la suite de la mort accidentelle, à Clichy-sous-Bois, de deux mineurs victimes d'une électrocution après s'être réfugiés dans un transformateur pour fuir la police, une vague d'émeutes sans précédent enflamme la majorité des cités des grandes agglomérations de France. Le gouvernement répond en instaurant l'état d'urgence durant trois mois, qui est levé en janvier 2006.

Ayant donné lieu à des incendies volontaires de véhicules et à des affrontements avec les forces de police et les sapeurs-pompiers, mais aussi à de nombreux incendies de bâtiments publics ou d'équipements collectifs sans revendication politique particulière, ces émeutes de la jeunesse (dont de nombreux mineurs) ont profondément divisé l'extrême gauche. Cette dernière, généralement unanime pour soutenir les manifestations de révolte, a montré cette fois un large éventail de positions. Si l'ultragauche et les libertaires – *l'Échappée*, le Mouvement des immigrés des banlieues (MIB), la CNT-AIT (Confédération nationale du travail-Association internationale des travailleurs), des groupes et collectifs divers – ont vu dans ces événements l'expression d'une lutte du « nouveau prolétariat », il n'en est pas de même des organisations trotskistes qui ont été très lentes à la riposte, la première manifestation centrale contre l'état d'urgence ayant eu lieu le 18 novembre, soit près de trois semaines après le déclenchement des troubles. Les regroupements de militants comme les collectifs du 29 mai ont hésité entre la dénonciation d'un mouvement de délinquants ou le soutien à une révolte légitime. Lutte ouvrière s'est plainte de l'absence de police de proximité et la Ligue communiste révolutionnaire ne s'est pas adressée directement aux jeunes. Dans le discours de ces deux organisations, les incantations dénonciatrices de la politique gouvernementale ne cachent pas leur impuissance comme leur non-implantation dans les cités. Elles n'ont pas su offrir une issue politique au problème social et se sont alignées sur le discours réformiste dominant : plus d'écoles, plus d'animateurs sociaux, de bus et de police de proximité.

L'apartheid social qui divise la société française aux limites de certaines cités populaires est aussi un apartheid politique. Fondamentalement, pour les militants politiques ou syndicaux, « il y aurait beaucoup à dire

sur les méthodes employées par ces jeunes révoltés. Ils se trompent de cibles en détruisant écoles, centres sociaux, bureaux de poste ou même des voitures » (LCR, Béarn). Une position partagée par la majorité de Lutte ouvrière.

Le seul relais politique proposé aux jeunes révoltés par l'extrême gauche émane, de façon indirecte, du collectif Devoirs de mémoire, animé par le chanteur de rap Joey Starr (alias Didier Morville) et par le candidat de la LCR à l'élection présidentielle, Olivier Besancenot. Il a consisté en un appel à l'inscription sur les listes électorales (appel du 8 décembre 2005), sur le thème « le meilleur cocktail Molotov est le bulletin de vote ».

L'« en dedans » et l'« en-dehors ». L'extrême gauche a également montré sa capacité à pratiquer le « substitutisme ». Ainsi, la Ligue communiste révolutionnaire, dans son style propre, a instrumentalisé la révolte en lui indiquant comme horizon la démission du ministre de l'Intérieur et celle du président de la République. Plus d'un an après les événements, la révolte des banlieues est devenue une « insurrection », mise sur le même plan que l'« insurrection démocratique du 29 mai 2005 » ou la mobilisation contre le CPE. La différence entre ces trois dates est pourtant de taille : si dans les deux dernières, l'extrême gauche est présente, dans la première – la plus importante – elle est absente.

Reste à comprendre dans quel cadre s'insère cette révolte : est-elle l'expression d'une radicalité nouvelle très politique, ou bien une radicalité française classique antiétatique aux aspirations égalitaristes (comme le défend le sociologue Emmanuel Todd) ? Ou bien est-ce l'expression d'un « en-dehors » réduit aux marges de la société et n'ayant plus que la révolte et la rébellion pour répondre à l'« en dedans », c'est-à-dire les salariés aussi bien que les précaires du monde « blanc » ? Ou bien encore, faut-il se pencher sur un roman policier, celui de Thierry Jonquet, *Ils sont votre épouvante et vous êtes leur crainte*, pour comprendre que cette révolte, par son anonymat massif, se situe au-delà de la politique, car ceux qui y ont participé « ont décidé qu'il n'y avait pas de places pour eux dans la société. Ils sont en guerre, pas contre le capital, contre nous » (Thierry Jonquet, in *l'Humanité*, 30 octobre 2006).

Le mouvement des banlieues, et celui qui lui a succédé dans les lycées et les universités contre le CPE, au-delà de leurs formes et de leur public fondamentalement différents, ont pour trait commun, outre de rassembler autour d'eux quasiment toute la jeunesse du pays, de révéler

que le système a repoussé l'affrontement social en-dehors du monde de la production pour le cantonner à celui de la formation et du social. Un tel phénomène pose à l'extrême gauche le problème de la place que doivent occuper l'« en-dehors » et les exclus dans les discours révolutionnaires qui voudront lire et exprimer les radicalités futures.

→ Apartheid, MIB

Robert Barcia dit Hardy, dit Roger Girardot. Né en 1928 à Paris dans une famille de militants communistes d'origine espagnole, dirigeant de l'Union communiste internationaliste (membre du comité central et du comité exécutif), organisation trotskiste dont l'organe est le journal *Lutte ouvrière*, il s'engage très jeune dans la Résistance. Arrêté par la police allemande, il est emprisonné plusieurs mois. À la Libération, après avoir dû soigner une attaque de tuberculose, il entre en contact avec le petit groupe de Pierre Bois fondé en 1950 sous le nom de Groupe révolutionnaire communiste, qui s'est séparé de l'Union communiste la même année. Sous les pseudonymes de Hardy puis de Roger Girardot, Robert Barcia – dans le civil administrateur de sociétés assurant la formation des représentants de commerce pour les grands groupes pharmaceutiques – poursuit le travail de l'Union communiste tant au niveau de l'organisation que de sa ligne politique : construire une structure prolétarienne, fondée sur l'intervention exclusive dans les usines. À cette fin, il fonde en 1956 (24 novembre) Voix Ouvrière/Union communiste, qui devient en 1961 Voix ouvrière/Union communiste internationaliste. En décembre 1962, VO publie *Voix ouvrière*, un mensuel qui est dissous le 12 juin 1968 par le ministère de l'Intérieur en même temps que d'autres publications ou organisations révolutionnaires. Mettant à profit les structures clandestines et séparées de VO et de l'UCI, Hardy fait reparaître la presse du groupe sous un nouveau nom, celui de *Lutte ouvrière*, dès le 26 juin 1968. Membre du bureau national de l'UCI, Robert Barcia fait son « coming out » à la suite de plusieurs enquêtes journalistiques qui ont tenté de « percer les mystères de Lutte ouvrière » en 2003 à l'occasion de la publication d'un livre d'entretiens avec Christophe Bourseiller, *la Véritable Histoire de Lutte ouvrière*.

Plusieurs polémiques à l'intérieur de l'Union communiste internationaliste ont contribué à s'interroger sur la nature du pouvoir exercé par Robert Barcia au sein d'une organisation qui prône le secret, la rigueur et des vertus morales qualifiées de prolétariennes. Elles concernent tout

d'abord les relations entre le fondateur du courant, David Korner, dit Barta, Barcia et le militant emblématique de Lutte ouvrière, Pierre Bois (mort en 2002), l'ouvrier de Renault qui, en 1947, a dirigé, soutenu par l'Union communiste, une grève dans l'usine de Boulogne-Billancourt. Celle-ci, selon la légende de l'UCI, avait conduit au départ forcé des communistes du gouvernement Ramadier (en réalité, ce départ, en mai 1947, avait été causé par le refus du PC de voter les crédits pour la guerre en Indochine). Dans cette affaire, les opposants ont dénoncé la captation d'héritage politique effectuée par Barcia et Bois aux dépens de Barta. Ensuite, plus récemment, les conditions de l'éviction en 1997 de la tendance Voix des travailleurs ont donné lieu à une controverse qui s'est exprimée sur la place publique. Les opposants et les exclus ont critiqué à cette occasion l'omnipotence d'un dirigeant qui a également été à l'origine du « phénomène médiatique Arlette Laguiller ».

Lors du dernier congrès de l'Union communiste en décembre 2005, sous son pseudonyme de Roger Girardot, celui qui est toujours l'un des dirigeants de l'organisation trotskiste a prononcé le rapport politique pour la majorité de l'UCI, dans lequel il a renouvelé le credo collectif avec l'humilité habituelle dont s'enorgueillissent les militants de ce mouvement. Il a également officialisé la décision de Lutte ouvrière de présenter une candidature à l'élection présidentielle de 2007.

→ Barta, Arlette Laguiller, Lutte ouvrière, UCI

Barta pseudonyme de David Korner, dit Albert, dit Albert Mathieu. Ce militant révolutionnaire (1914-1976) est le fondateur du courant d'où est issue Lutte ouvrière et dont il est devenu une figure mythique. Né en Roumanie, Barta fonde un groupe bolchevik-léniniste à Bucarest après avoir pris contact lors d'un premier voyage à Paris avec des sympathisants trotskistes (Ligue communiste internationaliste). En 1936, en compagnie de trois camarades dont sa compagne Louise (pseudonyme Irène), il décide de se rendre en Espagne pour prendre part à la lutte contre les franquistes. Contraint de rester à Paris, il entre au Parti ouvrier internationaliste (POI) puis adhère, en 1939, avec la fraction trotskiste menée par Yvan Craipeau au Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) de Marceau Pivert. Au début de la guerre, il rompt avec les partisans de la IVe Internationale – qui ont pris position en faveur d'un « front commun avec tous les éléments pensant français » et fonde avec sa compagne, en 1940, un petit groupe qui édite d'abord un journal, *l'Ouvrier* (3 numéros) puis

la Lutte de classes (34 numéros) sur une ligne stricte de défaitisme révolutionnaire. Dans les conditions de militantisme propre à l'Occupation et à la guerre, Barta écrit, en 1943, un *Rapport sur l'organisation* qui propose un modèle de parti – et de militant révolutionnaire – qui inspirera toute son activité au sein du Groupe communiste (IVe Internationale), qui prit ensuite les noms d'Union communiste (IVe Internationale) puis d'Union communiste (trotskiste). La division du travail entre sympathisants et militants y est ainsi décrite: « À part une petite minorité sélectionnée sûre, qui, sous le contrôle du parti, accomplit des tâches permanentes (politiques ou techniques), le parti doit être lié à l'ensemble de la vie sociale. Le professionnalisme implique que chaque militant est à l'entière disposition du parti qui l'utilise comme il l'entend au mieux des intérêts de la classe, dans ou hors la production. »

De 1940 à sa démission en 1951, il assura la plupart de la production intellectuelle de ce courant. Entre-temps, il participa, de l'extérieur, à la grève de Renault en 1947 dirigée par Pierre Bois, militant ouvrier de l'UC, puis à la fondation du SDR (Syndicat démocratique Renault). Il insistait – quelques mois avant sa mort en 1976 – pour considérer ce conflit comme « l'œuvre d'un groupe révolutionnaire de composition sociale hétérogène (mais surtout "intellectuelle") qui non seulement lui a fourni les moyens techniques mais l'a orienté à chaque pas aussi bien sur le plan tactique (dans l'usine) que sur le plan stratégique (efforts de généralisation) » *(Lettre à J.-P. B., 30 juin 1975)*. Il maintint l'activité de l'organe de l'Union communiste-Lutte de classe jusqu'en 1951, mais, avec le départ des derniers ouvriers de Renault de son organisation, il décida de ne pas continuer à faire vivre un groupe révolutionnaire sans ouvrier. Lorsque Robert Barcia, sous le pseudonyme de Hardy, décide de relancer l'Union communiste en 1956, Barta y contribue avec plusieurs articles publiés dans les onze premiers numéros de la revue théorique *la Lutte de classes* (avril 1957), avant de couper tout lien, refusant de s'engager plus avant.

Bien que se réclamant de l'action de Barta (« [...] nous lui devons tout ce qui fait l'originalité de notre tendance par rapport à la IVe Internationale d'une part et des groupes capitalistes d'État d'autre part » (extrait de l'annonce de son décès parue dans *Lutte ouvrière)*, l'Union communiste internationaliste-Lutte ouvrière connaît, semble-t-il, des difficultés à faire la lumière sur le renoncement à toute activité politique

de son maître à penser, une situation sans doute née de l'hostilité entre Barta et Hardy.

⟶ Lutte ouvrière, Trotskisme, UCI

affaire Battisti Ce qu'on a appelé en France l'« affaire Battisti » est une campagne de soutien, menée par des intellectuels, qui a agité l'extrême gauche de 1991 à 2004 et qui concerne les conditions d'accueil en France de militants révolutionnaires italiens des années 1970-1980. Cesare Battisti (né en 1954), membre des Proletari armati per il comunismo (Prolétaires armés pour le communisme), avait été condamné par contumace, en 1996, par la justice italienne à la perpétuité pour meurtre lors d'une attaque de bijouterie. Entre-temps réfugié en France, devenu auteur de romans policiers à succès, il était protégé par l'onction mitterrandienne (un accord verbal du 21 avril 1985 autorisant le séjour sur le territoire français de 200 à 300 réfugiés italiens non responsables de crimes de sang, confirmé en 1998 par le président Chirac). À ce titre, Battisti bénéficia, dès 1991, d'un premier refus d'extradition. Profitant de son retour au pouvoir en 2001, le gouvernement Berlusconi redemande l'extradition de Battisti, sans toutefois fournir d'éléments nouveaux. Arrêté en février 2004, puis libéré en mars, ce dernier entre en clandestinité fin août après que la Cour d'appel de Paris a approuvé son extradition.

L'affaire Battisti pose le problème de la fragilité des garanties juridiques offertes aux exilés politiques italiens qui ont refait leur vie en France depuis plus de vingt ans et qui pourraient dépendre des aléas de la politique intérieure. Elle illustre également la manière dont les militants italiens de cette époque ont assumé sans se renier leur participation aux « années de plomb » (agitation violente des années 1970-1980) : soit par une défense individuelle, assortie de déclarations d'innocence sur les faits reprochés, soit par une revendication politique et collective de l'esprit de révolte. En bénéficiant du soutien de ses pairs du milieu du polar – grâce à l'activisme éditorial de sa célèbre consœur Fred Vargas – ainsi que de ses amis politiques, Cesare Battisti est devenu le symbole de ceux qui n'ont pas voulu devenir repentis ou dissociés.

L'affaire a provoqué une fracture profonde entre les gauches française et italienne. Cette dernière prit parti pour son système judiciaire en dressant un portrait à charge de l'auteur de *Dernières Cartouches* (1998) et de *Jamais plus sans fusil* (2000). Depuis la fuite de Battisti, l'affaire est souvent évoquée pour dénoncer les contradictions de l'extrême gauche,

comme c'est le cas dans l'ouvrage de Guillaume Perrault, *Génération Battisti*, un pamphlet contre un milieu intellectuel coupable de complaisance envers des criminels.

Francine Bavay Cette responsable du parti des Verts (née en 1952), vice-présidente du conseil régional d'Île-de-France, est l'un des chefs de file de la gauche du parti écologiste. Après des études d'ingénieur en télécommunications, Francine Bavay se lance dans l'activité syndicale au sein de la CFDT puis de SUD-PTT, qu'elle représente au conseil d'administration de France Télécom jusqu'en 1998. Parallèlement, elle milite au sein de la LCR avant de passer chez les Verts en 1993. Élue au collège exécutif du parti écologiste, elle devient conseillère régionale d'Île-de-France dès 1998. Réélue en 2004 à la tête de la liste de la gauche plurielle dans le département des Hauts-de-Seine, elle devient vice-présidente du conseil régional, en charge du développement social, de l'économie sociale et solidaire, de la santé et du handicap.

Parallèlement à ses fonctions électives, Francine Bavay occupe au sein de la direction nationale des Verts le poste de secrétaire nationale adjointe à la communication. Elle participe également à la création d'associations féministes (en 2003, à celle d'Élu-e-s contre les violences faites aux femmes, ECVF) ou de groupes de réflexion. Membre d'ATTAC – elle est présente à Seattle, en 1999 –, elle participe à la revue *Mouvements*, qui se propose d'être un lieu de jonction des intellectuels et des acteurs des mouvements sociaux, et à la Fondation Copernic. En 2003, elle adhère au projet de l'association Respire, proche de Laurent Fabius, qui a pour objectif de proposer des politiques publiques de développement durable de gauche.

Ayant pris position pour le « non » au Traité constitutionnel européen, Francine Bavay milite au sein des Verts pour la désignation de José Bové comme candidat du parti à l'élection présidentielle de 2007. Avec ses camarades de parti, Patrick Farbiaz et Sergio Coronado, elle est membre du courant des Verts intitulé Alter Ekolo, créé après la victoire du « non », en mai 2005. À ce titre, elle participe aux débats du Collectif national d'initiatives pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes pour les élections de 2007. Elle y défend l'idée d'un programme s'appuyant sur les principes de l'écologie politique (remise en cause de la croissance et de l'idéologie productiviste).

→ Écologie, Élections, Fondation Copernic, Nonisme

Olivier Besancenot Né en 1974, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, le « facteur de Neuilly », candidat aux élections présidentielles de 2002 et 2007, est devenu un des personnages incontournables des médias en période d'élection. Le candidat « jeune » de la Ligue communiste révolutionnaire – il avait 27 ans lors de sa première grande expérience électorale en 2002 – est le symbole du dernier aggiornamento de l'organisation trotskiste.

Fils d'un enseignant et d'une psychologue scolaire, Olivier Besancenot s'engage dès l'âge de 14 ans dans l'activité militante, tout d'abord dans le cadre de SOS Racisme, au lycée, à Vernon (Eure), où ses parents sont installés. Il entre en contact avec la LCR au cours des mouvements lycéens de la fin des années 1980 par l'intermédiaire des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), dont il intègre le bureau national en 1988. À 17 ans, il adhère à la Ligue communiste révolutionnaire. Le baccalauréat en poche, il s'inscrit à l'université de Paris-X-Nanterre où il poursuit des études d'histoire, qu'il achève par une licence. Pendant ses études, il effectue les « petits boulots » si habituels à sa génération, s'investit dans l'action syndicale et fonde une section CGT sur son lieu de travail. Remarqué par la direction de la Ligue pour ses qualités de débatteur, son « parler vrai » et son culot, il est choisi pour personnifier le nouveau cours politique de la Ligue défini pour relancer l'organisation dans les années 1995-2000. Cornaqué par François Sabado et Alain Krivine, dont il devient l'attaché parlementaire au Parlement européen pendant un an (1999-2000), le jeune facteur – il a intégré La Poste et le syndicat SUD-PTT en 1997 – est à l'image d'une bonne partie de la génération des trentenaires (diplômés ne trouvant pas de débouchés professionnels correspondant à leur formation).

Le rap et l'indépendance d'esprit. En 2001, Alain Krivine, conscient de ne plus être en phase avec la réalité militante de son organisation, recommande au bureau politique de se chercher un nouveau candidat à la présidentielle et propose Olivier Besancenot : un porte-parole de 27 ans qui donne un coup de jeune à son organisation. Avec ce militant ne se réclamant pas du trotskisme historique – et qui, de plus, se déclare hostile à l'image du révolutionnaire professionnel –, plutôt guévariste et passionné de rap, la LCR donne une autre image d'elle-même, plus en rapport avec son aspiration d'accompagner la mobilisation de tous les mouvements sociaux. Le pari est gagné en 2002, puisque le facteur « perce » au-delà

des espérances en atteignant un score de 4,27 % au premier tour de la présidentielle. Son intervention au soir du premier tour et son appel à la mobilisation contre Le Pen au second tour, ainsi que sa décision – contre l'avis de la LCR – de rendre publique sa décision de voter Chirac, ont montré son indépendance d'esprit. Après l'échec des élections régionales et européennes en 2004, Olivier Besancenot est un des orateurs de la campagne pour le « non » à la Constitution européenne. Depuis 2005, il anime avec le rappeur Joey Starr – rencontré en 2003 – une association, Devoirs de mémoire, qui critique le traitement postcolonial infligé aux minorités noires et immigrées. Orateur de talent, Olivier Besancenot, au débit assuré et que rien n'intimide, n'est pas avare de formules comme celle qui est devenue la devise de la LCR : « Nos vies valent plus que leurs profits ».

En 2007, Olivier Besancenot est devenu une personnalité populaire auprès des Français, bien au-delà de l'aire électorale de l'extrême gauche. Si sa popularité a atteint des sommets en mai 2005 (30 % au baromètre TNS Sofres-*Figaro Magazine*), elle tend certes à diminuer, mais demeure à hauteur de 23 %. Un niveau qu'Arlette Laguiller pourrait envier. Son pic n'était en 2005 qu'à 23 % et elle est descendue à 18 %. Un exploit en seulement six années de présence dans les médias.

→ Alain Krivine, LCR

Black Blocks Les Black Blocks sont des groupes de militants radicaux, anarchistes ou autonomes, organisés pour soutenir l'affrontement avec la police. Ils tirent leur nom de leur aspect compact lors de leurs déplacements – un bloc – et de leur choix vestimentaire – vêtus de noir des pieds à la tête et le visage recouvert d'une cagoule ou d'un masque. Généralement très critiques vis-à-vis du mouvement altermondialiste, jugé trop réformiste, ils sont apparus au sein du mouvement anarchiste britannique en juin 1999, puis américain, à Seattle, en novembre de la même année, lors du Forum social organisé dans cette ville à l'occasion d'une réunion de l'OMC. Très actifs à Gênes, en 2001, et à Annemasse, en 2003, à l'occasion de sommets du G8, ils mènent des actions symboliques (destructions de devantures de banques et de multinationales) et spectaculaires. Adeptes de l'exercice de la violence en groupe, ils affirment qu'ils n'exercent qu'une contre-violence épisodique en réponse à celle, permanente, de l'État et de la domination capitalistes.

→ Action directe, Anarchisme, Autonome (mouvement), Violence

José Bové Militant syndical paysan et antimilitariste né en 1953, secrétaire national de la Confédération paysanne (1987-1997), porte-parole de La Via Campesina, l'Internationale paysanne, il est la figure de proue du mouvement altermondialiste. Élevé dans un milieu scientifique et ayant passé une partie de son enfance aux États-Unis, Joseph (dit José) Bové découvre la politique en 1968 en participant au mouvement libertaire. Pacifiste et antimilitariste, il milite contre la guerre du Viêt Nam et effectue un voyage en Inde qui le conforte dans ses convictions non violentes, cultivées par la fréquentation de la communauté pacifiste de Lanza del Vasto. Étudiant en philosophie à Bordeaux, il est attiré par la pensée iconoclaste d'un Jacques Ellul comme par la vieille tradition anarcho-syndicaliste ou le christianisme de gauche. Influencé également par l'écrivain américain du XIXe siècle, Henry Thoreau, il retire de celui-ci le concept de désobéissance civique et non violente. Le jeune homme abandonne bientôt ses études pour se lancer dans l'activité antimilitariste et, au sein des comités Larzac, dans les actions de soutien contre l'extension du camp militaire sur ce plateau situé au sud du Massif central. En 1974, il met en pointillé son engagement, car, réfractaire au service militaire et recherché par les autorités militaires, il plonge dans la clandestinité, se transformant en ouvrier agricole dans les Landes. Au bout de quelques mois, il retourne au Larzac et décide de s'installer sur le causse à Montredon, en 1976, avec sa première épouse, Alice Monier, rencontrée en 1971 et avec qui il aura deux filles. Devenu éleveur de brebis, il devient l'un des activistes les plus efficaces du mouvement. Adepte des actions symboliques non violentes, qui s'attaquent aux biens et non aux personnes, méfiant envers les stratégies de prise de pouvoir auxquelles il oppose des tactiques de contre-pouvoir, José Bové prône l'auto-organisation sur le plan local, un comportement qu'il applique aussi bien dans l'exercice de son métier d'éleveur que dans celui de militant syndical et politique.

Il participe dès 1976 à une action d'investissement du camp militaire et s'empare de documents officiels prouvant la politique d'achat de terres effectuée par l'armée. Cette action lui vaut son premier emprisonnement (trois séjours en prison suivront en 2002 [dont un de deux jours dans une prison israélienne] et en 2003). En 1978, pour résister aux acquisitions de l'État, il fonde un Centre cantonal des jeunes agriculteurs (CCJA) puis, en 1981, après que François Mitterrand a mis fin au projet de l'armée, rejoint la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSTP), ralliant le combat de Bernard Lambert, qu'il avait

rencontré en 1973. Éleveur de brebis dont le lait sert à la fabrication de fromage de Roquefort, José Bové se fait désormais le promoteur d'« une autre agriculture », respectueuse de l'environnement et à la mesure de l'homme. À ce titre, il s'oppose aux principes de l'agriculture extensive et subventionnée qui est défendue par les grands exploitants, le ministère de l'Agriculture et les grandes banques. En 1987, il participe à la fondation de la Confédération paysanne, qui succède aux travailleurs-paysans de Lambert (PSU) en les fusionnant avec des dissidents de gauche de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Tous partagent le combat pour la petite agriculture familiale soucieuse de son respect de l'environnement. Élu secrétaire national, il mène l'agitation contre le GATT et la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne. Sur le plateau du Larzac, il contribue à l'organisation des producteurs de roquefort, fondant et dirigeant le Comité roquefort, qui réussit à se faire admettre dans l'interprofession seulement en 1993.

De l'activisme à la politique. Mais c'est en 1995, par ses positions antimilitaristes, que sa silhouette robuste et sa paire de moustaches « gauloises » (tendance Astérix) s'imposent à la France puis au monde. Sympathisant de l'organisation écologiste internationale Greenpeace depuis 1974, il prend place à bord du navire *Rainbow Warrior* pour protester en plein Pacifique contre la reprise des essais nucléaires décidée par Jacques Chirac nouvellement élu – une amitié profonde le lie par ailleurs depuis les années 1980 aux militants indépendantistes kanak. De retour en France, José Bové se lance, dès 1997, dans la lutte contre les essais d'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM), mettant en pratique ses idées d'action directe non violente et de désobéissance civile, à travers lesquelles se révèle l'influence d'un Gandhi. Une activité qui lui vaut une condamnation à dix mois de prison ferme et à quatre mois de sursis.

En 1999, José Bové est à l'origine du « démontage » d'un McDonald's à Millau, dans le cadre d'une action de protestation contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui avait décidé de valider les sanctions américaines contre certains produits d'origine européenne après la notification du refus par l'Union européenne d'importer du bœuf aux hormones en provenance des États-Unis. Cette action lui vaut également une condamnation à trois mois de prison ferme, qu'il purgera en 2002.

Orfèvre dans la mise en scène de ses incarcérations et de ses actions non violentes, José Bové acquiert une image nationale et internationale

particulièrement positive, symbolisant la lutte du faible contre le puissant. Armé d'une solide conviction, d'abord simple et sympathique, le membre fondateur d'ATTAC (1998) s'impose petit à petit comme un leader de la contestation sociale. Après avoir repoussé fermement durant plusieurs années l'idée de se présenter à l'élection présidentielle – en 2002, par exemple – et de devenir ainsi une personnalité politique d'envergure nationale, José Bové, sollicité par des fractions du mouvement, fait évoluer sa position. La victoire du « non » au référendum sur la Constitution européenne le fait définitivement basculer. Artisan très actif de la mobilisation des électeurs de gauche et d'extrême gauche, il se déclare disponible le 13 juin 2006, dans un entretien publié le lendemain par *Libération*, pour se porter candidat, en 2007, à la présidence de la République afin de représenter la gauche de la gauche. Toutefois, sa candidature *via* les Collectifs du 29 mai est remise en question par l'investissement important de cette structure par les militants du PCF, qui vont se porter sur le nom de Marie-George Buffet, proposée officiellement en octobre par le Parti communiste. Depuis mai 2006, José Bové a le soutien de plusieurs appels qui circulent dans les milieux alternatifs et d'extrême gauche : en juillet, une pétition pour « une candidature antilibérale, antiproductiviste et, par conséquent, écologiste aux élections présidentielles de 2007 » et un appel des « Verts et des ouverts avec José Bové ». Le 9 octobre 2006, celui-ci propose aux collectifs d'inviter « toutes celles et tous ceux qui s'engageraient à soutenir politiquement notre programme et à soutenir financièrement, dans la mesure de leurs moyens, notre campagne, de participer au choix du nom qui incarnerait le mieux notre unité sur le bulletin de vote ». En affirmant qu'il ne se présenterait pas s'il n'avait pas le soutien de la LCR et du PCF, José Bové reste une alternative pour ceux qu'ont déçu l'OPA du PCF sur les collectifs antilibéraux. Mais le 1er février 2007, il décide de passer en force en se déclarant le «vrai» candidat antilibéral.

En 2004, après avoir abandonné ses fonctions au sein de la Confédération paysanne, il se consacre à l'activité internationale. Porte-parole de La Via Campesina, mouvement international paysan, il est chargé de faire reconnaître par l'ONU le principe de la souveraineté alimentaire comme un des droits de l'homme.

→ Altermondialisme, Confédération paysanne

C

Bernard Cassen Universitaire né en 1937, journaliste et initiateur de l'association ATTAC (Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens) et du mouvement altermondialiste,

Bernard Cassen n'appréciera sans doute pas qu'un article lui soit consacré dans un dictionnaire sur l'extrême gauche, tant il n'en partage ni les valeurs ni les objectifs. Cependant, l'importance de son rôle dans l'émergence du mouvement altermondialiste et, par conséquent, dans la résurgence de l'extrême gauche, même si elle est bien involontaire, explique qu'on lui ait consacré une notice spécifique. Universitaire – agrégé d'anglais – et journaliste, d'inspiration souverainiste de gauche, Bernard Cassen est d'origine modeste. Nommé par Jean-Pierre Chevènement à la tête de la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique (1981-1985), il accompagnera durant quelques années le député de Belfort dans sa longue marche en dehors du Parti socialiste. Parallèlement, il participe au développement du *Monde diplomatique*, qu'il a rejoint en 1973 et dont il devient, en 1996, le directeur général. En compagnie d'Ignacio Ramonet, il y multiplie les critiques acérées à l'encontre de la politique « impérialiste » américaine et de l'industrie des médias qui lui est inféodée. Il défend également les expériences socialistes ou socialisantes (Fidel Castro à Cuba, puis Hugo Chávez au Venezuela) d'Amérique latine dont il est depuis longtemps un spécialiste. Plus antilibéral que véritablement anticapitaliste, Bernard Cassen est un défenseur de la nation comme antidote à la mondialisation. En conséquence, l'initiateur d'ATTAC (président fondateur de 1998 à 2002 et président d'honneur depuis) défend le cadre étatique, pourfend le relativisme culturel – il est profondément attaché à la laïcité – et craint le dévoiement gauchisant du mouvement qu'il a contribué à organiser. À cet égard, il ne fait pas mystère de sa grande méfiance envers l'extrême gauche et affirme avoir bloqué les statuts d'ATTAC pour prévenir toute tentative d'entrisme de

la part de courants trotskisants. En 2000, sur le plan international, avec l'appui de responsables politiques et religieux de la gauche chrétienne brésilienne, il est à l'origine de l'organisation des forums sociaux mondiaux. Depuis 2003, Bernard Cassen est confronté à la crise de croissance d'un mouvement altermondialiste en quête de transcription politique, que ce soit en France ou sur le plan mondial. En France, il a fait du mouvement d'« éducation populaire tourné vers l'action » qu'est ATTAC un des acteurs de la mobilisation pour le « non » à la Constitution européenne en 2005. Au niveau mondial, à l'issue du cinquième Forum social mondial de Porto Alegre, en janvier 2005, il est à l'origine avec dix-huit autres signataires d'un appel dit « de Porto Alegre », qui recentre la portée du mouvement sur douze propositions (abolition de la dette des pays du tiers-monde, mise en place de la taxe Tobin, démocratisation de la politique et du commerce international, etc.). Ce texte est conçu comme le programme sur lequel ses initiateurs veulent fonder une stratégie de contre-pouvoir politique.

En France, en laissant en 2002 la direction d'ATTAC à Jacques Nikonoff, Bernard Cassen espérait que son mouvement traduirait l'expertise accumulée dans la critique de l'économie néolibérale en termes politiques lors des échéances électorales. Mais cette stratégie a suscité de fortes réserves parmi les adhérents, plus particulièrement chez les membres fondateurs. La dernière tentative de Bernard Cassen de sauver « le soldat Nikonoff » dans l'affaire de la fraude électorale de juin 2006 n'a pas ajouté à son crédit. En septembre, après la démission de Jacques Nikonoff, Bernard Cassen décide de retirer *le Monde diplomatique* du collège des fondateurs. Une mesure qui ne l'empêche pas de jouer un rôle majeur dans la définition du mouvement en participant à l'élaboration du manifeste publié en janvier 2007.

→ Altermondialisme, ATTAC, Forum social mondial, *le Monde diplomatique*, Jacques Nikonoff

casseurs Terme générique désignant des groupes de manifestants plus ou moins organisés qui se livrent à des destructions de « symboles du capitalisme » lors de manifestations. « Lumpenprolétaires » (prolétaires en haillons) ou provocateurs pour les militants organisés, ils sont désignés, à partir des années 1970, comme « autonomes », du nom de la mouvance qui tentait de « radicaliser » les manifestations auxquelles ils se raccrochaient. Récemment, en mars 2006, lors de manifestations contre le CPE (contrat première embauche), des bandes de jeunes de banlieue ont atta-

qué des lycéens et des étudiants. Ces actes ont jeté le trouble au sein du mouvement et certains étudiants ont regretté « n'avoir pas su prendre la mesure du mouvement des banlieues: [...] Il n'a pas été entendu par le gouvernement et [...] nous-mêmes avons été incapables de [le] prendre en compte » (Comité Sorbonne).

⇢ Autonome (mouvement), Violence

Casseurs de pub Cette association, fondée en 1999, fait partie de la mouvance de l'écologie politique. Elle allie une réflexion critique sur la société de consommation et des actions directes non violentes ou de détournement de la publicité, considérée comme le vecteur principal de l'aliénation des êtres humains. Animée par Vincent Cheynet et Bruno Clémentin, cette association a choisi de s'appeler Casseurs de pub pour dénoncer dans la publicité une machine à casser l'emploi (instrument des grandes entreprises, elle favorise la concentration capitalistique), la démocratie (elle investit le discours politique en le dénaturant), les cultures (elle impose une image de la vie mondialisée et standardisée), la vie en société (elle met en valeur la richesse, la concurrence individuelle et collective, la propriété) et, enfin, la personne humaine (elle met au centre de l'existence l'achat, la possession et la consommation). L'association mène depuis 2001 plusieurs combats parallèles: contre le symbole de l'automobile, la formule 1, contre les marques, mettant en pratique le discours de Naomi Klein (la Journée sans achat, la Rentrée sans marque, avec le mot d'ordre « Debout les marqués de la terre », en direction plus particulièrement des banlieues).

Dénonçant le pillage de la planète et la réduction de l'humain à un simple agent économique, les Casseurs de pub s'attaquent à l'uniformisation des besoins, désirs et mentalités dont la publicité se fait le vecteur principal de la mondialisation aux dépens de la diversité humaine. Mouvement humaniste, ils disqualifient le discours publicitaire matérialiste, prometteur de liberté contre la possession d'objets, et prônent les véritables valeurs humaines immatérielles. Adeptes de la décroissance comme principe de sortie du capitalisme mondialisé, ils militent depuis 1999 pour la Journée sans achat (la dernière en date a été organisée le 25 novembre 2006). Retrouvant les accents de la révolution sociale du début du XXe siècle, le mouvement appelle à une grève générale de la consommation (cf. le Manifeste pour la grève générale de la consom-

mation, in *No Conso : vers la grève générale de la consommation*, Paul Ariès, 2006).

⇢ Décroissance, Naomi Klein, *No Logo*

Charlie Hebdo Cet organe satirique a contribué à nourrir la contre-culture d'extrême gauche dans une tonalité libertaire et ludique. Métamorphose plus politique que son lointain prédécesseur *Hara-Kiri*, le célèbre journal mensuel « bête et méchant », *Charlie Hebdo* deuxième génération renaît en 1992 après un long silence de onze ans. En effet, comme les mouvements militants, l'hebdomadaire satirique, fondé en 1960 par François Cavanna et Georges Bernier (alias Professeur Choron) sous le nom de *Hara-Kiri*, puis de *Hara-Kiri Hebdo*, et rebaptisé *Charlie Hebdo* en 1970 à la suite d'une interdiction administrative pour une couverture irrévérencieuse envers le général de Gaulle tout juste décédé (« Bal tragique à Colombey – un mort », par allusion à l'incendie meurtrier d'un dancing dans l'Isère, quelques jours plus tôt), connaît en décembre 1981 son chant du cygne plusieurs mois après la victoire de la gauche, faute de lecteurs.

En juillet 1992, Philippe Val, humoriste et touche-à-tout (musique, chant, écriture), Gébé et Cabu, deux des dessinateurs les plus talentueux de l'ancienne équipe de *Charlie* et qui symbolisent la contre-culture post-Mai 1968, relancent le titre *Charlie Hebdo*. La nouvelle formule s'inscrit résolument à l'extrême gauche, tendance écolo-satirique et laïque, sans oublier le fonds de commerce marxisant, plutôt Groucho que Karl. Le surgissement de l'islamisme radical ouvre une nouvelle période à partir de 2001. *Charlie Hebdo*, sous la plume de Philippe Val, ne ménage pas l'extrême gauche qui serait tentée de trouver des oripeaux révolutionnaires dans la prose islamiste et dénonce l'antisémitisme qui régnerait dans certains milieux militants. Il reproche également à ceux-ci de reprendre les théories du complot (affaire Thierry Meyssan, auteur du livre *l'Effroyable Complot*, remettant en cause la véracité des attentats du 11 septembre 2001) et a polémiqué en 2002 avec le linguiste américain Noam Chomsky, auquel il reproche de considérer que « la démocratie signifie le totalitarisme plus les médias ». Val craint à la même époque que le discours antimondialisation n'engendre une médiocrité qui ne soit que le miroir de celle produite par la mondialisation elle-même (haine des « élites » et exaltation démagogique de la « France d'en bas »). Auparavant, il avait soutenu l'intervention militaire au Kosovo, comme il soutiendra

le « oui » lors du référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen. L'autre éditorialiste influent de *Charlie Hebdo* est l'économiste Vert et keynésien Bernard Maris.

Depuis 2000, un certain nombre de collaborateurs ont quitté le journal à la suite de désaccords politiques avec la direction, parmi lesquels le sociologue Philippe Corcuff, par ailleurs militant à la LCR, ainsi que les fondateurs de *CQFD* (*Ce qu'il faut détruire*, journal satirique marseillais dont plusieurs dessinateurs collaboraient également à *Charlie*). Sur décision de son directeur, *Charlie Hebdo* est quasiment le seul titre de presse qui refuse d'occuper un espace sur l'Internet. Avec 140 000 exemplaires diffusés, l'hebdomadaire du mercredi est lu par un public bien plus large que celui des titres ressortissant directement à l'extrême gauche.

→ Culture, Presse

chômage, chômeurs La première organisation autonome de chômeurs, le Syndicat des chômeurs, fondée par Maurice Pagat, date de 1982. À mesure que le chômage de masse s'installe, des organisations locales se multiplient et recourent à des actions parfois spectaculaires, comme des occupations d'agences de l'ANPE. À partir de 1985, les choses s'accélèrent : le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) est créé en 1985 ; l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité (APEIS), en 1987 ; AC ! Agir ensemble contre le chômage et la précarité, en 1993, alors que des organisations autonomes et locales rencontrent de plus en plus d'écho. Le mouvement atteint son zénith lors des actions de décembre 1997-janvier 1998 qui imposent le paiement de la « prime de Noël » aux sans-travail. Depuis, ces différents acteurs sociaux s'opposent sur la revendication du salaire minimal : doit-il être calculé par rapport au SMIC (position syndicale), ou bien consister en un salaire universel (position politique des Verts) ou en un revenu garanti universel et inconditionnel (position des autonomes) ?

→ AC !, Autonome (mouvement), Précarité

Daniel Cohn-Bendit Militant libertaire puis écologiste (né en 1945), animateur de Mai 68 et député européen, Daniel Cohn-Bendit symbolise à plusieurs titres l'évolution d'une partie de l'extrême gauche française, allemande et européenne durant quarante ans. Second fils d'un couple d'Allemands antinazis réfugiés en France, le jeune Daniel choisit de faire ses études secondaires en Allemagne, puis il revient en France, où il

s'inscrit à l'université en sociologie. Introduit dans les milieux libertaires parisiens par son frère aîné Jean-Gabriel (dit Gaby, né en 1936, militant libertaire, puis ultragauche, propagandiste d'une éducation alternative), qui lui sert de mentor politique, il mène l'agitation politique sur le campus de Nanterre avec son camarade de faculté Jean-Pierre Duteuil, et, à la veille de l'explosion du printemps de 1968, fonde le Mouvement du 22 mars, une structure souple de mobilisation fonctionnant sous la forme d'une assemblée générale ouverte et quasi permanente. Instigateur du mouvement de la révolte estudiantine puis porté par lui, Daniel Cohn-Bendit, devenu Dany le Rouge (autant pour sa chevelure rousse que pour ses idées), s'impose comme le porte-parole provocateur, enthousiaste et sans compromission de la jeunesse contre le gaullisme. Avant les événements de Mai, il défend la libéralisation des règlements intérieurs des foyers universitaires (pour la mixité) et la liberté d'expression politique sur les campus, puis se retrouve en tête de ceux qui cherchent à obtenir la libération des militants arrêtés après une première occupation de la Sorbonne. Membre du « triumvirat révolutionnaire » avec Jacques Sauvageot (UNEF) et Alain Geismar (SNESUP), il s'affirme comme l'animateur le plus en phase avec un mouvement qui découvre chaque jour ses potentialités. Cible privilégiée du Parti communiste français, l'« anarchiste allemand » dénoncé par Georges Marchais devient le symbole de Mai 68 à travers le slogan « Nous sommes tous des Juifs allemands ». Expulsé de France le 21 mai par décision du ministère de l'Intérieur du fait de sa nationalité allemande, Dany le Rouge assiste à l'échec d'un mouvement qu'il a largement contribué à populariser. Durant l'été 1968, après avoir participé à un congrès international anarchiste à Carrare (Italie), il s'installe à Francfort, où il devient un des chefs de file du mouvement antiautoritaire : éducateur pour jeunes enfants dans une crèche parentale, libraire, fondateur du groupe d'extrême gauche spontanéiste Revolutionärer Kampf (Combat révolutionnaire), puis du magazine alternatif *Pflastertrand (Sous les pavés, la plage)*, il adhère en 1984 au tout nouveau parti écologiste Die Grünen (les Verts).

Les relations avec la France ne sont pas distendues, même s'il a décidé de rester en Allemagne après avoir obtenu l'invalidation de son interdiction de séjour en 1978. Membre de la tendance « réaliste » (Realo) des Grünen, qui préconise l'acceptation des responsabilités électorales, il tente également de peser sur l'extrême gauche française alternative pour qu'elle forme un pôle écologiste à gauche. Fort de son expérience mu-

nicipale à Francfort (où il s'est occupé des relations entre les différentes communautés de la population) depuis 1989, puis européenne comme député depuis 1994, il se présente en France, en 1999, comme tête de liste des Verts. Il obtient à cette occasion le deuxième meilleur score électoral des écologistes de leur histoire en tutoyant les 10 % (9,72 %) des voix. Reconduit comme député européen en 2004, cette fois pour l'Allemagne, il copréside le groupe des Verts/Alliance libre européenne au Parlement européen et occupe des fonctions dans plusieurs commissions.

Le parcours politique de Daniel Cohn-Bendit illustre la permanence d'une pensée politique antiautoritaire qui s'inscrit dans une pratique démocratique et européenne (défense des Bosniaques, puis des Kosovars) voulant se donner les moyens de ses choix politiques (pour l'engagement militaire contre la Serbie en 1998-1999, pour le « oui » au référendum contre le TCE en 2005).

Un pragmatique « libéral-libertaire ». Le résultat obtenu aux élections européennes de 1999 avait constitué pour le parti des Verts une véritable chance de s'imposer comme force de rassemblement politique, que l'irruption du mouvement altermondialiste a cependant balayée. La même année, aux Journées d'été de Lorient des Verts, Cohn-Bendit échoue dans sa tentative de fonder une « troisième gauche » verte et « libérale-libertaire », comme il se caractérise lui-même, un programme politique d'approfondissement des libertés individuelles – le droit à la différence – face aux raisons d'État et de partis. Une voie qui l'engage à jouer un rôle d'empêcheur de militer en rond. La polémique engagée en 2002 contre Lutte ouvrière, accusée d'être une secte dans une lettre ouverte signée avec son frère Gaby, éclaire la permanence des idées antiautoritaires dans ses choix. En 2005, partisan du « oui » lors du référendum sur le TCE, il doit affronter les sarcasmes et les horions de l'extrême gauche « noniste » lors de ses interventions publiques. Également condamné pour sa « dérive libérale » par le courant antilibéral, Daniel Cohn-Bendit représente toujours en partie les idées antiautoritaires de Mai 68 et une certaine utopie libératrice. À ce titre, il est de manière récurrente la cible de la pensée anti-Mai 1968 (polémiques en 2001 à propos de ses supposées pratiques pédophiles dans les crèches alternatives au cours des années 1970-1980). En 2006, il se déclare favorable à la constitution d'un « véritable espace commun » comprenant aussi bien Dominique Voynet, Nicolas Hulot et Corinne Lepage. Soutien de Dominique Voynet lors de la campagne 2007, il pense toutefois que Ségolène Royal est la seule candidate à gau-

che capable de battre la droite lors de l'élection présidentielle en 2007. Une voie sur laquelle son frère aîné l'a déjà devancé puisqu'il a adhéré au Parti socialiste.

Personnification minoritaire du couple franco-allemand, Daniel Cohn-Bendit est l'expression d'une histoire aujourd'hui dépassée par l'effondrement du communisme stalinien. Attentif aux évolutions du monde, il a toujours pris parti contre les totalitarismes, jeunesse libertaire non dogmatique oblige. Avec son goût plus affirmé pour le concret que pour les théories, il a voulu montrer qu'il ne servait à rien de ne pas s'engager. Refusant les responsabilités déléguées – il parle et agit en tant que personne –, Cohn-Bendit n'a jamais refusé les responsabilités sur le terrain, d'où son positionnement dans les derniers débats sur l'Europe : pour le « oui » en mémoire du passé et en promesse pour l'avenir. Son image de libertaire intégré ou de notable iconoclaste reste un sujet d'irritation pour l'extrême gauche. Sa voix continuera à porter au-delà de la rive gauche du Rhin dans le débat politique hexagonal comme dans les discussions sur la valeur des Bleus, dont il est un fervent supporter. La politique est un sport individuel autant que collectif.

→ Élections, Mai 1968

collectifs Nom générique désignant des regroupements de militants politiques de base chargés de se mobiliser sur un terrain de lutte spécifique. Ces organisations ad hoc rassemblent des organisés et des non-organisés et proposent une réponse collective à un problème social (expulsions de logement), de répression (contre une bavure policière), juridique (collectif national unitaire contre la délation) ou politique (élection présidentielle de 2007).

collectifs antilibéraux Après avoir organisé la campagne unitaire de la gauche de la gauche pour le « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen, les collectifs du 29 mai ont depuis maintenu leur activité sous le terme de Collectifs pour des candidatures unitaires antilibérales en 2007. Ils rassemblent des militants du Parti communiste (organisation la plus représentée parmi les signataires de l'appel à une candidature unique de la « gauche antilibérale »), des minoritaires de la Ligue communiste révolutionnaire, des alternatifs, des écologistes (collectif pour l'éco-développement), des militants de Convergence citoyenne, de la Gauche républicaine, du Mouvement pour une alternative

républicaine et sociale (MARS), de Pour une république sociale (PRS), de la gauche des Verts et des syndicalistes. Ces collectifs sont plus particulièrement implantés dans certains départements : Rhône, Puy-de-Dôme, Isère, Yonne, Vendée, Alpes-Maritimes, Dordogne et Bouches-du-Rhône, ainsi qu'à Paris. Au nombre de 600 en septembre 2006, puis de 800 en octobre, ils sont de plus en plus monocolores, du fait de l'activisme du Parti communiste.

À défaut de désigner rapidement un candidat commun à l'élection présidentielle, les comités ont défini, dès septembre, leur stratégie en quatre points : « proposer un projet alternatif contre le libéralisme autoritaire, qui ouvre la voie à une transformation profonde de la société s'appuyant sur les mouvements sociaux ; battre la droite et l'extrême droite ; changer radicalement les rapports de force à gauche en faveur d'une gauche de la gauche, et enfin refuser de participer à un gouvernement sous hégémonie sociale-libérale, l'orientation dominante au sein du Parti socialiste ». En octobre, ils ont adopté ensuite une charte intitulée « Ambition-stratégie-candidatures », contenant les 125 propositions du futur candidat commun. Sur cette candidature, l'unanimité ne s'est pas faite au bout de quatre mois de discussions. Début décembre, l'élue des collectifs – la communiste Marie-George Buffet, avec 186 voix sur 333 choix émis – n'a pas reçu l'aval des autres candidats potentiels, José Bové (qui s'était retiré en novembre), Olivier Besancenot (déjà désigné par son parti, la LCR, en février), Clémentine Autain (apparentée PCF), Jean-Claude Braouezec (PCF) et Yves Salesse (Fondation Copernic, LCR), et, surtout, celui des organisations participantes. Celles-ci refusent toute désignation qui transformerait les collectifs en machine électorale pour un parti. Le double consensus exigé depuis septembre (accord des collectifs et des organisations participantes) n'a pas été obtenu. En dépit d'initiatives diverses appelant à une candidature Bové, le mouvement antilibéral n'a pas réussi à contrer la manœuvre du PCF en faveur de Marie-George Buffet.

Confédération paysanne Cette organisation syndicale et de lutte représentant les petits producteurs est fondée en avril 1987. Sur la lancée des Assises paysannes réunies à la fin de l'année 1986, la Confédération paysanne est issue d'un processus de fusion entre la Fédération nationale des syndicats paysans (FNSP) et la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSTP, de Bernard Lambert), auxquelles s'ajoutent deux syndicats départementaux – Seine-Maritime et Finistère –, dis-

sidents de la puissante Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). La nouvelle organisation s'inscrit dans le refus de l'agriculture productiviste des gros propriétaires et défend une agriculture paysanne « liée au sol, respectueuse de l'environnement pour une production de qualité et la rémunération du travail paysan ». Présente dans tous les départements de France et d'outre-mer, elle rassemble 12 000 adhérents et obtient 28 % des voix aux dernières élections aux Chambres d'agriculture (2001). Membre fondatrice de l'Internationale paysanne, La Via Campesina, la Confédération paysanne a eu pendant dix ans pour secrétaire national José Bové, qui a contribué à la faire connaître hors des campagnes. Aujourd'hui, l'organisation est animée par une génération plus jeune. Le secrétariat national, l'instance dirigeante élue en 2005, compte huit membres dont deux porte-parole, Gérard Durand et Régis Hochart.

L'organisation condamne ce qu'elle considère comme les dysfonctionnements de l'agriculture moderne (pollutions diverses, OGM) et refuse de participer aux instances de cogestion. Elle développe nombre d'actions directes spectaculaires sans caractère corporatiste et s'inscrit dans le combat altermondialiste. Hostile à la pression exercée par les autorités pour obtenir une baisse des prix de production, la Confédération paysanne milite pour la défense du droit au revenu des paysans.

→ ATTAC, José Bové

contre-pouvoir La puissance du mouvement altermondialiste comme la crise de l'idée de révolution ont conduit des militants à approfondir la notion de contre-pouvoir. Dans deux ouvrages, *Du contre-pouvoir* (avec le philosophe Diego Sztulwark) et *Résister, c'est créer* (avec la journaliste Florence Aubenas), le philosophe et psychanalyse d'origine argentine Miguel Benasayag définit les nouveaux mouvements sociaux comme une exigence de contre-pouvoir, qui met au second plan la prise de pouvoir. Une conception des mouvements de contestation et des motivations de ses acteurs qui se voudrait dynamique, mais qui fait toutefois l'impasse sur les résistances du pouvoir lui-même. De son côté, le « municipalisme libertaire », mis en avant par Murray Bookchin, induit l'établissement de contre-institutions à la base de la société (municipalités), capables d'assurer l'éducation politique et la participation sous la forme d'« assemblées populaires élisant des délégués pourvus d'un mandat impératif, soumis à rotation et révocables à tout moment ».

culture

La culture militante d'extrême gauche se nourrit de toutes les œuvres littéraires, graphiques, musicales, qui ont sublimé, dessiné ou chanté l'esprit de révolte à travers l'histoire du mouvement révolutionnaire – on remonte même à Spartacus, le premier leader de la multitude esclave sous l'Empire romain. Chez les trotskistes, la culture conjugue les œuvres des théoriciens révolutionnaires et des romanciers tenants de la littérature prolétarienne des années 1930 (Ernst Gläser, B. Traven). Chez les maoïstes, la référence est plus exotique et teintée d'Orient rouge. Chez les anarchistes, elle s'inscrit dans une tradition qui remonte à la Belle Époque (Octave Mirbeau, Georges Darien, etc.). Leur point commun réside dans la mise en scène positive du prolétariat et des révoltés.

De l'agit-prop au hip-hop

Mais la culture d'extrême gauche ne consiste pas seulement en une consommation individuelle d'œuvres inscrites au patrimoine de l'art prolétarien. Elle comprend depuis quarante ans une riche pratique artistique, qui tire ses racines de l'agit-prop russe, des expériences de théâtre ouvrier sous le Front populaire, et qui a éclos dans les années 1960: c'est aussi bien le Living Theatre des Américains Julian Beck et Judith Malina, un théâtre se voulant total, que le Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine à la Cartoucherie de Vincennes. C'est aussi bien au cinéma, dans le droit-fil de Mai 68, l'utopie libératrice et grinçante de *Themroc* (1973), de Claude Faraldo, que la geste ouvrière féministe dans *Coup pour coup* (1972), de Marin Karmitz, ou l'urgence écologique et critique du travail de *l'An 01* (1972), de Jacques Doillon et Gébé. Quant à l'hommage militant, il est au cœur de *Mourir à 30 ans* (1982), de Romain Goupil, œuvre dédiée à Michel Recanati, un des principaux animateurs de la Ligue communiste, anonyme révolté de Mai 68 et suicidé dans la fleur de l'âge.

Les valeurs fondamentales de l'extrême gauche (anticapitalisme, antimilitarisme, anticléricalisme, antiautoritarisme, etc.) ont également nourri l'explosion créative de la jeunesse à partir des années 1960 dans le domaine musical. Devenu très rapidement le langage dominant de la majorité des jeunes, le rock'n'roll a connu ses flambées militantes, que ce soit à travers les Beatles, sous l'influence de John Lennon, ou à travers la saga provocatrice (mais très contrôlée) d'un Mick Jagger, emblème des Rolling Stones (la chanson « Street Fighting Man »). En France, la proximité politique du rock et de l'extrême gauche s'est manifestée à travers le groupe Trust (la chanson « Antisocial »), puis, dans les années 1980, avec les Bérurier Noir et Noir Désir, rockers libertaires, et, dans les années 1990, avec les Toulousains Zebda,

futurs alternatifs Motivé-es. Tour à tour, le mouvement punk (No Future) des marginaux, puis les tendances de gauche des skinheads (Redskins) ont exprimé dans leurs chansons le rejet radical de la société. C'est une attitude voisine qu'adoptent le rap et le hip-hop, expressions de la jeunesse mâle (mais, progressivement aussi, féminine) des cités de banlieue. Ce mouvement musical et social – du moins, une partie de ce mouvement, à qui l'on reproche parfois un machisme et un matérialisme prononcés – dénonce la stigmatisation raciale et morale que subit la jeunesse des banlieues et défoule sa colère, essentiellement contre la police. Certains groupes se font les militants de la cause antiraciste (IAM de Marseille, Assassin de la banlieue parisienne ou La Rumeur), tandis que Joey Starr, ex-leader de NTM (Nique ta mère), conseille désormais à la jeunesse déshéritée, avec l'appui d'Olivier Besancenot, de s'inscrire sur les listes électorales. Par ailleurs, dans la tradition de la chanson anarchisante des années 1950 et 1960, Renaud livre au grand public une critique de la société néolibérale. En tant que domaine culturel dominant, la musique permet à l'extrême gauche libertaire de mener une critique concrète du show-business en développant son propre réseau de distribution. De nombreux groupes ont, de plus, une approche en premier lieu militante de leur activité musicale en participant gratuitement aux concerts de soutien des luttes, comme l'avait initié Rock Against Police à la fin des années 1970 dans les cités de banlieue.

En littérature, les sensibilités révolutionnaires se sont surtout exprimées dans le roman policier, dans le sillage de Jean-Patrick Manchette *(Nada)*, ses héritiers, Jean-Bernard Pouy, Jean-François Vilar et Serge Quadruppani, donnant naissance à un vrai projet littéraire d'extrême gauche : un héros commun, un « personnage libre », Gabriel Lecouvreur, dit « le Poulpe », qui sera décliné par autant d'écrivains cooptés (plus de 130 titres à ce jour). Thierry Jonquet file également des intrigues puissantes et efficaces sur la veine sociale et militante. Avant que la banlieue n'apparaisse comme le nouveau lieu de radicalité politique, certaines œuvres contemporaines avaient mis le doigt sur les enjeux militants avec style. Ce fut le cas d'Aurélie Filippetti, du temps de son engagement au sein des Verts, avec *les Derniers Jours de la classe ouvrière*, et de Lola Lafon, qui aborde, de manière romancée, dans *Une fièvre impossible à négocier*, l'histoire de la mouvance autonome parisienne –, romans parus en 2003.

Les rites et la dérision

Au cinéma, Yves Boisset (*R.A.S.*, 1973 ; *Dupont-Lajoie*, 1975 ; *Radio-Corbeau*, 1988) évoque de front les problèmes politiques posés par le

racisme, la puissance du lepénisme, les séquelles de la guerre d'Algérie, tandis que les plus jeunes projettent la violence des banlieues sur le grand écran : *la Haine* (1995) de Mathieu Kassowitz, puis *Ma 6-T va crack-er* (1997) de Jean-François Richet, faisant suite à *État des lieux* (1995), sur le même thème. À côté du réalisme narratif, il y a aussi le réalisme brut des œuvres d'un Jean-Pierre Thorn (*On n'est pas des marques de vélo*, 2003), sur le hip-hop.

En philosophie, aux philosophes spécialistes des sciences politiques, qui inspirent, voire influencent le monde militant (Alain Badiou, Étienne Balibar, Gilles Deleuze, Félix Guattari, Toni Negri, Jacques Rancière), il faut ajouter Michel Onfray, « noniste » (au TCE) et athée, qui conçoit un usage social de sa discipline en organisant sa diffusion populaire à travers une université libre à Caen.

Depuis près de quarante ans, la culture de masse radicale a trouvé dans la presse son vecteur privilégié d'expression. Depuis le journal *Action*, issu directement du mouvement de Mai 1968, puis *Actuel*, branché fumette, BD, rock et Peace and Love (contre-culture américaine), aux *Inrockuptibles* (fondé en 1986 et tournant culturel en 1995) et autres *Technikart* (fondé en 1996), sans oublier les innombrables revues politico-culturelles, dont on peut dégager *Chimères* (fondée par Félix Guattari en 1987), *Vacarme* (fondée en 1997) ou *Oiseau-tempête* (fondée en 1997). Le principal vecteur restant tout de même, en dépit de ses fluctuations politiques, le quotidien *Libération*.

Mais il ne faut pas oublier que la culture d'extrême gauche exprime également toute une ritualisation militante (la manifestation, le meeting, l'assemblée générale) liée à la pratique politique, avec ses symboles (le drapeau, le ou les chants), ses signes de reconnaissance, sa civilité (le tutoiement), l'adresse « camarade » et, par capillarité tiers-mondiste, celle de « frère » ou « sœur », et ses incivilités (insultes et procès en diabolisation). Elle comprend également, sur le plan de la rhétorique, la dénonciation univoque du système et de ses affidés (les traîtres ou les révisionnistes), la méfiance face aux alliances politiques avec les forces les plus proches.

Et pourtant, on ne pourrait terminer sans associer à son impact culturel l'esprit de la dérision, qui s'est imposée dans le sillage de *Hara-Kiri* puis de *CharlieHebdo* et qui a trouvé son expression la plus achevée dans les *Guignols de l'info*, sur Canal +.

D

DAL Créée à Paris en 1990, à la suite d'une lutte de longue durée (plus de trois ans) de 48 ménages expulsés de deux immeubles dans le XX[e] arrondissement de Paris, l'association Droit au logement a depuis pris en charge le soutien de centaines d'autres actions en faveur des mal-logés et des sans-logis. Elle regroupe, derrière son animateur Jean-Baptiste Eyraud, une des tendances qui s'étaient affirmées au sein du Comité des mal-logés (1987-1990, qui perdurera jusqu'en 1993), celle qui insistait sur le possible plus que sur la confrontation. Les formes d'intervention sont diverses : campements en plein air (ceux du quai de la Gare, dans le XIII[e] arrondissement de Paris en 1991 et de l'esplanade de Vincennes, en 1992) et marches, puis réquisitions sauvages d'immeubles abandonnés (squats – comme celles de la rue du Dragon en 1994, dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés à Paris, ou d'immeubles en cours de rénovation ou encore de HLM vides, sur la base de la loi de réquisition datant de 1945. Droit au logement participe de plus à la fondation de deux associations spécifiques, une pour les célibataires, le Comité des sans-logis (CDSL), et l'association Droits devant !, chargée de lutter contre tous les aspects de l'exclusion.

La plupart des militants politiques investis dans ces comités de soutien sont d'anciens membres d'organisations d'extrême gauche, plutôt maoïstes ou libertaires, qui ont maintenu une présence politique au niveau local. La trentaine de comités existant en France sont regroupés dans une coordination puis en une fédération, la Fédération des comités Droit au logement, qui a adopté une charte en 1998.

Parmi ses principes fondateurs figurent l'indépendance par rapport aux partis politiques, la non-violence affichée lors des interventions et le refus de « mettre en danger les familles de l'association ». Le DAL – composé d'adhérents, ceux qui recherchent un logement, de militants, ceux qui soutiennent activement la revendication, et de soutiens – bénéficie de

l'engagement de nombreuses autres organisations caritatives ou militantes (Emmaüs, Ligue des droits de l'homme, le syndicat SUD, etc.) et de personnalités publiques (l'abbé Pierre, le professeur Léon Schwartzenberg décédé en 2005, l'écrivain et généticien Albert Jacquard). Le DAL participe par ailleurs au mouvement altermondialiste et, plus particulièrement depuis 2003, au réseau international No Vox, qui regroupe les organisations des Sans.

L'action du DAL s'inscrit dans l'application immédiate et générale de lois non mises en pratique comme la loi de réquisition sur les immeubles vacants quel que soit leur propriétaire. L'association revendique également l'adoption d'une couverture logement universelle, comme c'est le cas pour la santé, ainsi que le droit au logement opposable (qui autorise le recours devant les autorités pour obtenir son application). Pour l'élection présidentielle, elle demande l'engagement des candidats de construire 200 000 logements par an, soit un million sur l'ensemble de la mandature. En décembre 2006, elle soutient l'initiative des Enfants de Don Quichotte en faveur des SDF.

→ Jean-Baptiste Eyraud

décroissance Ce concept a été défini en 1979 par l'économiste américain d'origine roumaine Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994). Il postule une diminution de la production, indispensable pour éloigner les menaces mortelles pesant sur l'environnement. Né au sein du courant écologiste, ce concept commence à être adopté par le mouvement altermondialiste où il fait l'objet d'un débat. À la décroissance – qui contient en elle-même sa propre contradiction, l'arrêt de toute production –, ATTAC oppose un « développement radicalement requalifié » autour de la satisfaction des besoins essentiels, une « décélération progressive et maîtrisée de la croissance matérielle » et l'élaboration d'une nouvelle conception de la richesse.

→ Écologie

démocratie D'une façon générale, l'extrême gauche formule une critique radicale de la démocratie représentative, dite bourgeoise, lui préférant la démocratie directe, sous le contrôle permanent des électeurs (Jean-Jacques Rousseau), même si certaines forces jouent son jeu en participant aux échéances électorales. Certains opposent à celle-ci la démocratie ouvrière. La fraction la plus stalinienne de l'extrême gauche lui préfère la démocra-

tie populaire, exercée par le parti révolutionnaire, tandis que d'autres donneraient plutôt le pouvoir à des assemblées organisées sur le lieu de travail (conseil ouvrier) ou d'habitation et reliées selon une hiérarchie territoriale par des délégués, ces derniers étant porteurs d'un mandat impératif.

Pour un marxiste révolutionnaire comme Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis), la démocratie représentative est une pseudo démocratie car « ses représentants se représentent eux-mêmes ou [...] des intérêts particuliers, les lobbies », et l'abandon par les citoyens de leur souveraineté pendant la durée du mandat est problématique. Pour le linguiste libertaire américain Noam Chomsky, il n'y a de démocratie que lorsque « l'ensemble des citoyens dispose des moyens de participer efficacement à la gestion des affaires qui les concernent » et où les « moyens d'information sont accessibles et indépendants ». Récemment, le philosophe Jacques Rancière, auteur de *la Haine de la démocratie*, a proposé plusieurs mesures pour la revivifier: le non-cumul et limitation des mandats électifs, l'interdiction aux (hauts) fonctionnaires d'être candidats, sauf à démissionner évidemment.

droits de l'homme Issus de la Révolution française et réactivés, en 1948, par la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU, ceux-ci ont été remis en avant dans les années 1980 par les intellectuels socialistes pour remplacer les idéologies révolutionnaires mises en sommeil après la victoire de François Mitterrand et la période dite « du silence des intellectuels » (1977-1985).

Devenus une idéologie, les droits de l'homme ont alors pour effet, selon l'extrême gauche, de réduire la fonction de la critique sociale à la « lutte contre les exclusions », le racisme, la nouvelle pauvreté, sans tenir compte de leur substrat social et politique. Les principaux vecteurs de cette forme d'idéologie ont été Harlem Désir avec SOS Racisme, Coluche avec son initiative caritative des Restos du cœur et, plus largement, les ONG, représentées notamment par Bernard Kouchner. Une telle stratégie fonde le nouveau réformisme du Parti socialiste et, à ce titre, n'est pas partagée par l'extrême gauche. Pour cette dernière, il ne s'agit que de rustines appliquées au capitalisme, qu'il faut abattre. Ce point de vue n'est partagé ni par les Alternatifs ni par les Verts. À la LCR, le terme « défense » ou l'expression « approfondissement des droits de l'homme » ne font pas partie du discours politique officiel de l'organisation, même si celle-ci intervient par l'intermédiaire de ses porte-parole pour leur respect universel en toute occasion.

E

écologie Si la science étudiant les relations et les interactions entre êtres vivants et milieu naturel apparaît au XIX[e] siècle sous la plume du biologiste allemand Ernst Haeckel (1834-1919), l'écologie n'est reconnue internationalement qu'en 1971, lors du lancement du premier programme d'études par l'ONU, intitulé *Man and Biosphere*. En ce début des années 1970, la thématique antiproductiviste de l'écologie – qui est autant une critique du capitalisme occidental que du socialisme soviétique – permet la confluence de plusieurs formes de la radicalité post-soixante-huitarde, qui s'investit dans la lutte antinucléaire (dès 1971, à Fessenheim). Parmi celles-ci, on trouve le refus du productivisme comme l'antiétatisme par rejet du contrôle social induit par la société nucléarisée.

À la fin des années 1970, l'écologie commence à atteindre – en France comme dans d'autres pays européens – des scores électoraux significatifs dans les localités où les problèmes d'environnement sont particulièrement sensibles. Aux élections municipales de 1978, Didier Anger atteint ainsi 12,8 % des suffrages à Flamanville, une commune de la Manche ayant une centrale nucléaire. Mais il faut attendre les années 1980 pour que le mouvement écologiste – présent à l'élection présidentielle depuis 1974 avec la candidature de René Dumont, puis la personnalisation du mouvement autour de Brice Lalonde – dépasse le local et le conjoncturel pour se doter enfin d'un parti reconnu nationalement, les Verts. Les débuts de ceux-ci sont marqués par un consensus autour du « ninisme » (ni gauche, ni droite) cher à Antoine Waechter, et impliquant la stricte autonomie de l'écologie par rapport au politique. La phase suivante, ouverte formellement en 1994 avec la mise en minorité de Waechter par les tenants de l'ancrage social des luttes environnementalistes, signifie l'abandon définitif de l'écologie « profonde » (c'est-à-dire strictement circonscrite à la défense de la nature et prônant la suprématie de l'environnement sur l'humain). Le choix d'appartenir à la gauche plurielle et d'entrer en 1997

dans les ministères Jospin (1997-2002) donnent davantage d'audience aux Verts, sans que pour autant leur efficacité soit réellement reconnue par l'opinion.

Plus riche d'espoirs que de succès. Si les Verts sont présents sur bien des terrains de luttes sociales – soutien aux sans-papiers, aux précaires – et politiques – adhésion à ATTAC –, la variété des points de vue et des perspectives militantes au sein du parti a produit de nombreux psychodrames tout au long de sa jeune histoire (notamment pour les choix de candidature à l'élection présidentielle). Le référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen (TCE) a également divisé le parti, avec une gauche « noniste » derrière Francine Bavay et Jean Desessart, qui participera ensuite à la palinodie des collectifs antilibéraux de l'automne 2006 (pour la désignation, ratée, d'un candidat commun de la gauche antilibérale à l'élection présidentielle de 2007). Alors qu'il dispose d'un large capital de sympathie chez les électeurs, de plusieurs têtes d'affiche (Alain Lipietz, Noël Mamère, Dominique Voynet, Yves Cochet – ce dernier livrant une réflexion de fond sur l'avenir à travers ses deux derniers ouvrages *Sauver la Terre* (2003) et *Pétrole Apocalypse* (2005) –, le parti des Verts semble en phase de stagnation. Les scrutins de 2007 risquent de confirmer cette situation. Le parti n'a pas réussi à faire passer dans l'opinion sa spécificité écologiste – fin 2006, l'Alliance pour la planète ne lui accorde que 11/20 sur sa gestion des problèmes d'environnement –, et encore moins son mode de fonctionnement politique, jugé largement chaotique. Les Verts n'ont pas su non plus éviter la fracture en leur sein entre partisans de la réforme et partisans de la révolte – révolte que représente, par exemple, un José Bové.

Plus de trente ans après son apparition, le mouvement écologiste reste pourtant celui qui dispose le plus de potentialités électorales, mais il demeure encore incapable de se doter des outils politiques nécessaires à son succès, laissant ainsi à la parole d'un Nicolas Hulot l'espace pour le représenter, ou, au moins, pour l'exprimer au plus grand nombre. Reste à espérer pour lui que les défaites politiques successives ne signifient pas toujours la perte de la guerre.

⇢ Alternatifs, Francine Bavay, Décroissance, Élections, Alain Lipietz

effectifs Les effectifs militants des organisations d'extrême gauche sont pour la plupart d'entre elles un secret bien gardé. Les trois principales organisations trotskistes rassemblent plus de 10 000 militants encartés

(la Ligue en revendique 2 800, Lutte ouvrière un peu plus, le Parti des travailleurs plus de 6 000). Leur poids électoral (du moins à l'élection présidentielle) est donc sans commune mesure avec leurs forces militantes. Il en est de même de leur capacité de mobilisation dans les grandes occasions (manifestations). Les autres courants ne regroupent au mieux, sauf les mouvements libertaire, altermondialiste et écologiste, que quelques petites centaines de membres chacun.

élections

La farce ou la force des scrutins

La participation aux élections est un des critères majeurs permettant de distinguer les différents courants politiques d'extrême gauche. Il y a ceux qui rejettent par principe la « farce électorale » (les libertaires, les autonomes et l'ultragauche). Il y a ceux qui pensent que, selon la situation politique, il peut être utile de participer aux scrutins soit de manière autonome, soit en soutenant une force politique particulière, ou bien ceux qui considèrent, comme les trotskistes, que la participation aux élections fait partie d'une stratégie permanente destinée à améliorer la visibilité politique de leur organisation par une candidature de témoignage. Enfin, il y a ceux pour qui la participation aux élections est une stratégie en soi, notamment les écologistes, de quelque nuance qu'ils soient.

Au second tour des élections organisées au scrutin majoritaire à deux tours (présidentielle, législatives, cantonales) se pose le problème de savoir si l'on appelle ou non au report des voix sur un candidat qualifié pour le tour suivant. Depuis l'expérience du premier septennat Mitterrand, Lutte ouvrière appelle à l'abstention systématique, considérant que les travailleurs n'ont rien à attendre d'un gouvernement de gauche réformiste comme de droite, tandis que la LCR défend une position moins dogmatique. En application des principes défendus par Lénine dans *la Maladie infantile du communisme*, elle appelle à voter « pour » la gauche tout en dénonçant énergiquement le réformisme et en conseillant aux électeurs d'éviter toute illusion.

Résultats des différentes forces d'extrême gauche aux différents scrutins (en % des voix)

Élections européennes. Ce sont les plus favorables aux petits partis : organisées au scrutin proportionnel, au niveau national puis régional, elles tournent autour de thématiques générales, réclamant moins d'expertises spéciali-

sées et moins d'investissement de terrain. Les premières élections européennes ont été organisées en 1979. Le mouvement écologiste était alors représenté par Solange Ferneix, future militante Verte. Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire faisaient liste commune.

– 1979 Écologistes (4,39 %) ; LO-LCR (3,08 %).

– 1984 Écologistes (3,37 %) ; LO (2,09 %)

– 1989 Verts (10,59 %, 9 députés) ; LO (1,44 %) ; MPTT (0,60 %).

– 1994 Verts (2,95 %) ; LO (2,27 %) ; PT (0,43 %)

– 1999 Verts (9,72 %, 9 députés) ; LO-LCR (5,18 %, 5 députés : 3 LO et 2 LCR)

– 2004 Verts (7,40 %, 6 députés) ; LO-LCR (2,56 %)

Élections législatives. Il faut attendre les législatives de 2002 pour qu'une organisation trotskiste puisse présenter des candidats dans la totalité des circonscriptions de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer. Avant cette date, le nombre de voix obtenues à ce niveau n'est donc pas significatif de l'importance nationale. C'est en 1973 que Lutte ouvrière commence à présenter des candidats aux élections générales, mais dès septembre 1970, LO et la LC ont mis sur les rangs à Bordeaux un candidat LO et un suppléant LC lors d'une élection partielle.

– 1973 PSU (3,5 %) ; LO-LC (2,1 %) ; Écologistes et régionalistes (0,32 %) ; OCI (0,17 %)

– 1978 Écologistes (2,3 %) ; LO (1,70 %)

– 1981 Écologistes (1,1 %) ; LO (1,11 %)

– 1986 Verts (2,44 %) ; LO (1,21 %)

– 1993 Entente Verts-Génération Écologie (7,9 %) ; LO (2,15 %)

– 1997 Verts (5,12 %) ; LO (3,06 %)

– 2002 Verts (4,51 %, 3 députés) ; LCR (1,27 %) ; LO (1,20 %)

Élections municipales. Les listes écologistes obtiennent quelque 300 sièges aux élections de 1983, 600 à celles de 1989, 650 à celles de 1995 et plus de 1 000 à celles de 2001. Les organisations trotskistes obtiennent 3,78 % des voix dans les 56 communes où elles se sont présentées en 1977, 2,8 % dans 52 communes et 6 élus en 1995. Aux élections de 2001, LO aura 34 élus dans 22 villes. Lors de ces élections, l'extrême gauche s'exprime également à travers des listes originales comme celle des Motivé-e-s, lancée à l'initiative du groupe musical Zebda. À Toulouse, lieu de naissance du mouvement, la liste rassemble 12,3 % des suffrages exprimés. Sa présence réduit l'impact des organisations trotskistes, qui recueillent à elles

trois 4,48 % des suffrages. Ce mouvement n'hésite pas à fusionner avec la liste de la gauche plurielle.

Profitant de la déconfiture du PCF, l'extrême gauche s'installe dans les quartiers les plus populaires et ouvriers (ainsi à Colomiers, la plus grande banlieue de Toulouse, LO a fait 10,46 % des suffrages).

Élections régionales. Les premières élections régionales sont organisées en 1986, après l'adoption de la loi sur la décentralisation préparée par le ministre socialiste Gaston Defferre.

– 1986 Verts (3,38 %) ; LO (1,59 %) ; LCR et Alternatifs (1,30 %)

– 1992 Verts (6,68 %, 100 élus) ; LO (1,84 %)

– 1998 Verts (5,73 % , 74 élus) ; LO (4,50 %, 20 élus) ; LCR (2,70 %, 3 élus) ; PT (- de 1 %)

– 2004 Verts (entre 5,6 % et 10,1 % dans les régions où ils étaient représentés, 168 élus) ; LO-LCR (4,58 %)

LO et la LCR ont décidé d'affronter ensemble le corps électoral. Une déferlante rose sans précédent (toutes les régions passent au Parti socialiste, sauf l'Alsace) a rendu les résultats décevants pour les trotskistes par rapport aux espérances soulevées en 2002. Les deux organisations perdent leurs mandats. Toutefois, elles confirment leur implantation dans le Limousin (6,61 % de moyenne, surtout en Haute-Vienne avec 7,40 %), en Picardie (6,57 % de moyenne, surtout dans l'Aisne avec 6,98%), dans les Pays de Loire (6,07 % de moyenne, surtout dans la Sarthe avec 7,49%), en Haute-Normandie (5,63 % de moyenne, surtout en Seine-Maritime avec 5,81 %), dans le Centre (5,61 % de moyenne, surtout en Indre-et-Loire avec 6,49 %), en Champagne-Ardenne (5 % de moyenne, surtout dans les Ardennes avec 5,63 %) et en Bretagne (4,78 % de moyenne, surtout en Ille-et-Vilaine avec 5,44 %). En Basse-Normandie et en Midi-Pyrénées – les deux points forts des deux organisations –, celles-ci ont préféré présenter chacune leur liste.

Élection présidentielle. Sous la Ve République, l'élection du président de la République au suffrage universel est le rendez-vous majeur de la vie politique française. À ce titre, elle a pu révéler au-devant de la scène politique et médiatique plusieurs personnalités appartenant à l'extrême gauche, principalement trotskistes, les trois grandes organisations de ce courant présentant de manière plus ou moins suivie un ou une candidate. Arlette Laguiller, de Lutte ouvrière, est devenue en trois décennies (et six scrutins) le porte-voix des ouvriers, gagnant une popularité qui s'étend bien

au-delà des électeurs partageant ses idées et ses valeurs. Il en est de même de l'« invention médiatique », par la Ligue communiste révolutionnaire, d'Olivier Besancenot. C'est sur cette capacité à fidéliser un électorat sur une personnalité que les Verts ont lamentablement échoué depuis vingt ans. Ne pouvant, dans ce type d'élection, disposer des qualités de rassembleur et de débatteur d'un Daniel Cohn-Bendit, ils en sont réduits à hésiter de manière récurrente sur le nom de leur candidat : Lipietz puis Mamère en 2002 et Voynet ou Cochet en 2007, après avoir éliminé le niniste Waechter.

– 1969 PSU Michel Rocard (4,08 %) ; LC Alain Krivine (1,01 %)

– 1974 LO Arlette Laguiller (2,33 %) ; Écologistes René Dumont (1,32 %) ; LC Alain Krivine (0,36 %)

– 1981 Écologistes Brice Lalonde (3,88 %) ; LO Arlette Laguiller (2,30 %) ; PSU Huguette Bouchardeau (1,11 %)

– 1988 Verts Antoine Waechter (3,7 %) ; PC réformateurs, LCR et Alternatifs Pierre Juquin (2,1 %) ; LO Arlette Laguiller (2,1 %) ; MPPT Pierre Boussel (0,4 %)

– 1995 LO Arlette Laguiller (5,30 %) ; Verts Dominique Voynet (3,32 %)

Le résultat d'Arlette Laguiller symbolise le passage d'une extrême gauche de témoignage à une extrême gauche souhaitant prendre place sur l'échiquier politique. Rompant avec la stratégie de dénonciation, la candidate de LO s'est inscrite – quoiqu'elle s'en défende – dans une politique de proposition, à travers la publication d'un « plan d'urgence pour les chômeurs et les travailleurs », qui consiste en un catalogue de mesures, toutes ou presque ayant un caractère économique.

Le scrutin de 2002. L'élection présidentielle de 2002, marquée par le coup de semonce du 21 avril – absence du candidat socialiste au second tour au profit du candidat du Front national –, a occulté la déferlante « extrême rouge » qui dépasse les 10 % des suffrages exprimés. Autre aspect de ce résultat historique à ne pas négliger : pour la première fois dans l'histoire du mouvement communiste, le PC a été devancé par deux candidats trotskistes, ne recueillant que 3,37 % des suffrages, le résultat le plus bas de son histoire.

– LO Arlette Laguiller (5,72 %) ; Verts Noël Mamère (5,25 %) ; LCR Olivier Besancenot (4,25 %) ; PT Daniel Gluckstein (0, 47 %)

Pour la première fois, une candidature trotskiste, celle d'Arlette Laguiller, dépasse la barre des 5 % – ce qui permettra à Lutte ouvrière de

se faire rembourser ses frais de campagne et de recevoir de l'État le paiement d'indemnités au titre du financement des partis. LO atteint même le quatrième rang dans les régions industrielles : le Nord, la Picardie, la Lorraine et des départements plus isolés de la France du Centre, comme la Nièvre et le Cher. Elle dépasse les 8 % des suffrages exprimés dans le Pas-de-Calais (8,35 %), l'Aisne (8,10 %) et les 7 % dans la Somme (7,99 %), le Puy-de-Dôme (7,70 %), la Meurthe-et-Moselle (7,55 %), le Calvados (7,43 %), la Sarthe (7,36 %), les Ardennes (7,29 %), le Nord (7,24 %), la Vienne (7,15 %) et la Moselle (7,06 %).

Olivier Besancenot, de la LCR, réalise pour sa part ses meilleurs résultats dans le Finistère (5,91 %), le Puy-de-Dôme (5,83 %), les Côtes d'Armor (5,72 %), l'Ariège (5,58 %) et le Jura (5,54 %).

Le caractère exceptionnel du scrutin de 2002 apparaît aussi quand on compare l'ensemble des quatre candidats de l'extrême gauche aux quatre de la gauche de gouvernement (Lionel Jospin, Robert Hue, Christine Taubira et Jean-Pierre Chevènement). Si l'avantage est assuré à cette dernière dans tous les départements, en revanche dans 53 d'entre eux, les candidats de l'extrême gauche font mieux que le seul Lionel Jospin. Il s'agit principalement du Grand Ouest, de l'Est et du Sud-Est. Dans quatre départements bretons, ils dépassent les 19 % des voix : 19,68 % en Ille-et-Vilaine, 19,42 % en Loire-Atlantique, 19,34 % dans le Finistère et 19,07 % dans les Côtes d'Armor. Les résultats les plus bas sont obtenus en Corse et dans le Cantal (13,19 %).

Un regard porté sur les grandes villes confirme l'importance du vote écologiste. Dans les douze villes suivantes : Paris, Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Strasbourg, Montpellier, Rouen, Reims et Amiens, Arlette Laguiller n'a devancé Noël Mamère qu'à Reims et à Amiens.

Qui vote LO ? Qui vote LCR ?

Les études faites par l'institut CSA pour la LCR permettent de dessiner les contours différenciés des électeurs de Lutte ouvrière et de la Ligue communiste révolutionnaire, sans oublier cependant qu'il s'agit avant tout d'un vote de protestation plutôt que d'adhésion.

L'âge. Sans surprise, les électeurs ne sont pas très différents de l'image de chacun des deux candidats : plus âgés (dans les catégories 35-44 ans, 45-64 ans et 65 ans et +) et plus ouvriers pour Arlette Laguiller ; plus jeunes (18-24 ans) et plus salariés qu'ouvriers pour Olivier Besancenot.

Toutefois, pour chacun d'eux, la tranche d'âge qui vote le plus en leur faveur est la même, celle des 45-65 ans (à titre comparatif, chez les Verts, c'est celle des 25-34 ans). Une étude évolutive du vote trotskiste depuis les élections européennes de 1999 montre un fort vieillissement de cet électorat : une augmentation 8 à 20 % des plus de 65 ans et un tassement, voire une baisse chez les jeunes (de 12 à 10 %). De 1999 à 2004, ce vieillissement se confirme avec le remplacement à la première place de la génération des 35-44 ans (34 %) par celle des 45-64 ans (33 %), la première tranche chutant brusquement (plus de 10 points). En conclusion, le vote trotskiste est très générationnel, moins jeune qu'on le pense par rapport aux écologistes et plus vieux que l'on pourrait s'y attendre.

La catégorie socioprofessionnelle. C'est à ce niveau que les différences sont les plus sensibles. L'électorat d'Arlette Laguiller est principalement composé d'employés et d'ouvriers (51 %), celui d'Olivier Besancenot, d'inactifs, de cadres et professions intellectuelles supérieures (41 %), très proche de celui de Noël Mamère. Le poids des chômeurs est quasiment égal dans ces trois électorats.

Les motivations. Les thèmes qui mobilisent les électeurs d'extrême gauche sont principalement la critique de la mondialisation (sondage de novembre 2003), devant la lutte contre les patrons et la défense des sans-papiers.

L'élection présidentielle de 2007

La palinodie dans laquelle s'est fourvoyé le débat politique au sein du clan des « nonistes » (opposés au Traité constitutionnel européen de 2005) et des antilibéraux pour désigner un candidat commun à l'élection présidentielle de 2007, a finalement abouti à la sélection de plusieurs candidats : les trotskistes Arlette Laguiller, Olivier Besancenot et Gérard Schivardi, la communiste Marie-George Buffet et, à la charnière des familles de gauche et d'extrême gauche, l'écologiste Dominique Voynet. La candidature dite « de mouvement » de José Bové, qui, lui, ne disposait pas d'un appareil constitué pour le soutenir, a été broyée au profit des intérêts d'organisation. Le manque d'allant de l'extrême gauche alternative s'est avéré rédhibitoire, d'autant que la crise interne d'ATTAC a affaibli, par ailleurs, l'attraction altermondialiste.

électoralisme

Dans l'extrême gauche, l'électoralisme est une valeur négative puisque les différentes organisations ne reconnaissent pas le prin-

cipe de la délégation de pouvoir et ne croient pas à l'instauration d'un régime révolutionnaire par la voie des urnes. Cette notion est donc considérée comme un clivage entre réformistes et révolutionnaires. Les trotskistes justifient toutefois leur participation aux élections par des objectifs de propagande, affirmant qu'ils n'entreraient ni dans des coalitions électorales ayant vocation d'exercer le pouvoir, ni dans des arrangements politiciens au cas où leurs militants seraient élus. Seuls les écologistes ont fait de la stratégie électorale une dimension importante de leur action politique, arguant que la nature des problèmes écologiques à résoudre implique leur présence partout où des décisions mettant en jeu l'environnement se prennent. D'où leur choix en 1997 d'entrer dans les gouvernements de la gauche plurielle présidés par Lionel Jospin.

Les anarchistes, pour leur part, dénoncent la « farce électorale » et prônent l'abstention. Toutefois, dans le mouvement libertaire, la tentation électoraliste existe toujours, mais elle se limite aux élections locales, à travers l'idée de « municipalisme libertaire », dont le théoricien moderne est l'anarchiste américain Murray Bookchin (1921-2006).

entartage Cette action d'inspiration situationniste consiste à illustrer la stratégie du « pouvoir est au bout de la tarte à la crème », pouvoir médiatique s'entend, étant donné que l'action – toujours menée dans un endroit public – est destinée à être diffusée le plus largement dans les médias. L'entartage a également une visée psychologique et éducative puisqu'il est destiné à tester les capacités d'humour et de gestion de l'ego des personnalités qui en sont la victime. Cette pratique a été popularisée par le crypto-situationniste belge Noël Godin, dit Georges Le Gloupier (né en 1945), principal animateur de l'Internationale pâtissière, qui opère depuis 1995. Elle a eu pour principale cible Bernard-Henri Lévy (sept entartages, dont le dernier en 2006), mais aussi Bill Gates. Plusieurs personnalités politiques victimes d'entartages ont réagi en portant plainte, tels Philippe Douste-Blazy et Jean-Pierre Chevènement. En général, l'entarteur accompagne son geste d'un slogan plus ou moins audible scandé par ses accompagnateurs. Ainsi Nicolas Sarkozy a été entarté au son d'un « Entartons, entartons les cracks nauséabonds ». En juin 2006, ce type d'intervention a été repris par Jonathan Joly, un jeune Rochelais d'extrême gauche qui, sur un mouvement impulsif, a acheté un fraisier et entarté Ségolène Royal, éclaboussant au passage le maire de La Rochelle, Maxime Bono. La candidate du Parti socialiste à la présidence

de la République a porté plainte. En première instance, l'entarteur a été condamné à 150 euros d'amende avec sursis.

→ Situationnisme

entrisme Cette pratique politique a été théorisée et mise en œuvre par les mouvements trotskistes.

Dans les années 1930, pour compenser la faiblesse organisationnelle de son courant, Trotski a conseillé à ses partisans d'adhérer aux organisations ouvrières, partis ou syndicats, socialistes ou communistes. Selon les statuts de ces organisations, les trotskistes y ont adhéré collectivement ou individuellement. L'objectif est, dans le premier cas, de participer au débat interne afin de peser sur les orientations prises par les dirigeants, ou de s'emparer de l'organisation en organisant une fraction. Dans le second cas, il s'agit d'entrer en contact avec les militants ouvriers, de les influencer, voire de les représenter au sein de l'organisation tout en se référant aux orientations de l'organisation trotskiste. Certains courants pratiquent également un entrisme digne de l'infiltration opérée par les services de renseignement. Comme cela a pu être le cas, dans les années 1970-1980, de Lionel Jospin, cornaqué par Pierre Lambert, leader de l'OCI (Organisation communiste internationaliste) et Boris Frankel pour monter dans la hiérarchie du Parti socialiste.

On notera que, en 1952, Michel Pablo promouvra l'« entrisme *sui generis* », qui consiste pour le militant trotskiste à « mettre tout à fait à l'arrière-plan sa qualité de trotskiste si les directions bureaucratiques l'exigent », l'essentiel étant d'être implanté dans le mouvement ouvrier.

À l'heure actuelle où les organisations trotskistes ont le vent en poupe, les pratiques entristes dans les partis politiques sembleraient avoir cessé – ce qui n'est pas le cas dans le mouvement syndical (traditionnellement à FO et, plus récemment, dans certaines structures de la CGT). Toutefois, il n'est pas inconcevable, encore aujourd'hui, qu'une organisation n'infiltre un groupe rival afin de l'affaiblir en y faisant fleurir une tendance qui, ensuite, quitte celui-ci pour revenir à l'organisation mère. Rien n'indique ainsi que le départ en 1979 de la tendance dirigée par Daniel Gluckstein de la LCR vers l'OCI ne soit pas de ce registre.

→ Pierre Lambert, LCR, Trotskisme

État La notion d'État bourgeois, « État des flics et des patrons » selon l'expression consacrée dans la plupart des courants d'extrême gauche,

s'inscrit dans une vulgate marxiste mal digérée. L'État, comme la sphère du politique en général, possède, en effet, une autonomie par rapport à l'économie. C'est sur ce terrain que le courant altermondialiste tente d'intervenir en exerçant sur lui des pressions afin de modifier les lois économiques imposées par le marché. En s'attaquant au libéralisme et au néolibéralisme plus qu'au capitalisme lui-même, les dirigeants du mouvement altermondialiste laissent accroire que la réforme du système par une autre politique suffirait à réduire les contradictions sociales au sein des pays développés et entre pays développés et pays en voie de développement. Ils sont amenés à défendre l'État actuel que le néolibéralisme voudrait déposséder de ses attributs sociaux pour ne laisser que son rôle de « gendarme » social. D'où l'attention portée par cette mouvance à la « citoyenneté » et à la reconquête de la démocratie.

État-nation Pour l'extrême gauche, l'État-nation est un concept historique devenu une « forme de fétichisme de l'identité collective » (in *le Crépuscule des États-nations : transnationalisation et crispations nationalistes*, 2000, Alain Bihr) et destiné à disparaître dans le processus révolutionnaire mondial. Toutefois, les marxistes-léninistes intègrent encore l'aspect national dans leur conception du processus révolutionnaire, à condition que celui-ci soit dirigé par le parti révolutionnaire. Les marxistes révolutionnaires, pour qui la tâche de construction de l'État-nation est dévolue à la bourgeoisie, s'interrogent sur le soutien aux expériences actuelles de Chávez, au Venezuela, ou de Morales, en Bolivie. Si la LCR croit à leur possible transcroissance en un État ouvrier, Lutte ouvrière en repousse l'idée.

Récemment, en 2005, le débat sur l'adoption du Traité constitutionnel européen (TCE) a opposé les partisans du « non », qui ont joué *nolens volens* sur le terrain de la défense de l'État-nation, aux partisans du « oui », tels Daniel Cohn-Bendit ou Toni Negri, qui ont justifié leur position en condamnant une forme d'État devenue obsolète, incapable de répondre aux questions vitales qui se posent aux sociétés, comme les crises climatique, sanitaire et démographique.

ethnicisation de la question sociale Le processus d'ethnicisation, tendant à faire disparaître les raisons des tensions sociales sous des arguments à caractère ethnique, s'accélère depuis quelques années. Il renvoie à la modification de la composition du prolétariat dans les grandes

puissances économiques occidentales. Le premier symptôme d'ethnicisation de la question sociale en France remonte à 1983 quand, lors de la Marche pour l'égalité et contre le racisme – entamée par des jeunes de seconde génération immigrée comme réponse politique aux affrontements des Minguettes (Vénissieux) en 1981 –, les médias et l'opinion ont repris le terme de « Marche des Beurs ». Vingt-quatre ans plus tard, la diffusion de la pauvreté et la ghettoïsation de certaines cités aboutissent à une ethnicisation de la crise sociale, ravivée par la propagande d'extrême droite et la mise au premier plan de la question de l'immigration par plusieurs mouvements politiques lors des élections. Les conditions de vie difficiles que subissent les immigrés et leurs descendants nés en France ont conduit des militants français d'origine immigrée à lancer un Appel des Indigènes de la République en janvier 2005.

→ Apartheid, Immigration, Indigènes de la République

Europe L'extrême gauche a développé une attitude ambivalente face à la construction européenne. Si les valeurs internationalistes se satisfont d'un processus capable d'éloigner la guerre du Vieux Continent, la constitution d'une Europe économique, « l'Europe du capital », se voit opposée son contraire, l'Europe des luttes ou des travailleurs. C'est avec l'harmonisation par la Communauté européenne puis l'Union européenne des politiques en matière d'ordre (accords de Schengen) et en matière économique (traités de Maastricht et d'Amsterdam) que la contestation du projet européen s'impose depuis la fin des années 1970. L'extrême gauche s'oppose à l'Europe libérale, qui « met les peuples en concurrence » et qui ainsi « suscite [...] les rejets et les tentations de repli nationaliste ». Ainsi, en 2006, la Fondation Copernic, laboratoire d'idées de la gauche antilibérale et anticapitaliste, s'est chargée de prolonger son appel au « non » au TCE (Traité constitutionnel européen) de l'année précédente en présentant une « politique alternative » sur l'Europe. Elle y définit à la fois des priorités d'intervention politique – un programme d'urgence démocratique et sociale – et un processus constituant impulsé par un « mouvement populaire européen ». Elle insiste sur l'urgence d'une politique de l'emploi au niveau continental, qui s'appuierait sur une maximisation des droits des salariés et leur respect par tous les pays. Ensuite, elle propose de se doter des instruments pour mener une politique économique volontariste, afin de défendre et d'étendre les services publics et de promouvoir un nouveau modèle de développement (inversion des

tendances dans l'agriculture, respect et accélération des mesures inscrites dans l'appel de Kyoto et invention de nouveaux rapports avec le Sud). À cela s'ajoutent la définition d'un processus de refondation de l'Union, sur la base d'une nouvelle charte des droits fondamentaux, et l'application du principe de subsidiarité et de celui de la souveraineté populaire. Au même moment, la charte pour une alternative au libéralisme, adoptée par les collectifs antilibéraux en 2006, appelle à l'abrogation des traités actuels et à la mise en œuvre d'un « processus démocratique et populaire » afin de pourvoir à leur remplacement.

→ État-nation, Nonisme

Jean-Baptiste Eyraud Animateur de l'association Droit au logement (né en 1954), fils d'un couple d'artistes, Jean-Baptiste Eyraud a la révolte juvénile. Attiré, dans les années 1970, par l'activisme de la Gauche prolétarienne (maoïste), il milite au Secours rouge, l'organisation de soutien aux prisonniers politiques en France et à l'étranger. Après son baccalauréat professionnel obtenu en 1973, il mène une existence ponctuée par les activités militantes et par les petits boulots en province, plus particulièrement dans les Alpes. En 1979, doté d'un CAP de charpentier, il monte à Paris. Travaillant dans la construction de décors, il rejoint les luttes sur le front du logement. De squat en squat parisien, il s'investit dans le mouvement des « occupants-rénovateurs » dès 1982. Après une pause militante, il reprend du service en 1988 à travers le mouvement du Comité des mal-logés de la place de la Réunion, dans le XXe arrondissement. Fort de son expérience antérieure, qui n'avait conduit qu'à des échecs, il milite pour un front de soutien le plus large possible rassemblant les associations humanitaires et caritatives, les associations de locataires et de mal-logés, les syndicats et les organisations politiques et des personnalités médiatiques. Rejetant la ligne dite « d'autonomie de la lutte » (stratégie d'affrontement sans compromis) prônée par les militants autonomes et libertaires, il fonde, en 1990, Droit au logement (DAL), dont il devient le porte-parole attitré, capable de mettre en scène à la fois des initiatives spectaculaires et de mener des négociations patientes avec les autorités : pour son 10e anniversaire, en 2000, le DAL avait réussi à obtenir le relogement de 5 000 familles.

En posant le problème du logement social, Jean-Baptiste Eyraud pointe du doigt le caractère scandaleux des inégalités croissantes. À cette fin, en collaboration avec le journaliste Denis Robert, il est à l'origine, en

1999, dans le cadre du Réseau d'alerte sur les inégalités (RAI), du baromètre des inégalités et de la pauvreté, le BIP 40, un indice mesurant les inégalités sociales et économiques à un moment précis. Confectionné par des sociologues et des économistes, cet indice, destiné à être confronté au fameux CAC 40 de la Bourse de Paris, lui sert à argumenter dans la lutte contre l'exclusion.

En 2006, lors de l'affaire du squat de Cachan, Jean-Baptiste Eyraud a renouvelé le diagnostic fait sur l'état croissant de la précarité dans le pays. Désormais enseignant dans les universités d'architecture, il symbolise le type de militant associatif porté plus sur l'action concrète et immédiate que sur le militantisme de parti.

→ DAL, Précarité

F

Fédération anarchiste (FA) Cette organisation historique du mouvement anarchiste a été fondée après la libération de Paris, en octobre 1944, lors de son congrès inaugural d'Agen. Sous la houlette de Maurice Joyeux (1910-1991), la FA se développe jusqu'au milieu des années 1950, quand Georges Fontenis rompt pour former la Fédération communiste libertaire (FCL), première manifestation de l'attrait des noirs pour le rouge. Ensuite, le mouvement périclite un temps pour reprendre des couleurs lors des événements de Mai 68, lorsque le drapeau noir réapparaît au cours des manifestations.

Depuis, la Fédération anarchiste, organisée sous la forme d'une fédération de groupes locaux (69 groupes et liaisons en 2006), est la principale force militante anarchiste, conservant la mémoire du courant libertaire et transmettant la culture anarchiste au travers de nombreuses associations et manifestations culturelles. Depuis la fin des années 1960, son militantisme traditionnel et son antimarxisme viscéral lui ont aliéné des générations militantes successives, qui ont voulu concurrencer les organisations maoïstes et marxistes révolutionnaires dans les différents mouvements sociaux et ont créé des groupes dissidents. Ce fut, en 1967, l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA), ancêtre de l'OCL-1 et ensuite de l'OCL-2, puis plus récemment en 2002 et en 2004 une Coordination des groupes anarchistes (CGA), à la suite du départ de plusieurs groupes locaux.

Dans le programme de la FA, rédigé par l'union régionale Rhône-Alpes de la fédération et qui s'intitule *l'Anarchisme aujourd'hui : un projet pour la révolution sociale*, l'organisation anarchiste rappelle ses raisons de lutter (l'égalité économique et sociale, la lutte contre le sexisme et les combats pour la liberté personnelle), ainsi que ses refus (l'État, le capitalisme, le profit, le salariat et la religion). Elle indique également les conditions indispensables requises pour fonder une société anarchiste : la fédération des individus et des collectifs, fondée sur le principe de la

libre association, la mise en place d'un nouveau contrat social entre les personnes, le remplacement de l'échange marchand dans le cadre d'une autogestion généralisée des productions. Un tel programme nécessite le dépassement de l'électoralisme, du réformisme, de l'autoritarisme révolutionnaire (les avant-gardes autoproclamées), sans oublier la professionnalisation de la violence dite révolutionnaire (groupes ou branches armés s'autonomisant). En dépit d'un nombre limité de militants (500 au maximum), la FA reste le pôle le plus important du courant libertaire. Elle s'appuie sur une expérience militante et organisationnelle solide qu'illustrent la diffusion de son hebdomadaire, *le Monde libertaire*, et la notoriété de sa radio, Radio libertaire, fondée en 1981.

⇢ Anarchisme, Mai 1968

féminisme

Prolétaire du prolétaire

Né de la révolte contre le modèle familial dominant – le patriarcat –, le féminisme contemporain s'est exprimé dès 1970 contre le machisme qui existait dans les organisations d'extrême gauche comme dans l'ensemble de la société. Ce mouvement a dû se construire contre les discours « lutte de classe » qui l'enjoignaient de rester au second plan. S'appuyant sur la formule de Flora Tristan selon laquelle la femme est « le prolétaire du prolétaire », le féminisme a réussi à imposer son autonomie.

Les essentialistes et les égalitaires

Lancé par des militantes politiques, le Mouvement de libération des femmes (MLF) va générer des tendances diverses. Il y aura celle de la différence, qui développe une conception « essentialiste » de la femme, mettant l'accent sur l'altérité radicale de celle-ci par rapport à l'homme. Cette tendance sera représentée notamment par Antoinette Fouque et par le mouvement Psy & Po, à l'origine des Éditions des femmes. L'autre grande tendance, dite égalitaire, militera pour la défense de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes et s'appuiera sur la formule synthétisée par Simone de Beauvoir dans *le Deuxième Sexe* : « On ne naît pas femme, on le devient ».

Le mouvement gagne sa première grande bataille sur une revendication gérée de manière autonome : la libre disposition par la femme de son corps à travers le droit à l'avortement, obtenu en 1975, à la suite des mobilisations de l'association Choisir (1971) et du Mouvement pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception (MLAC), fondé en 1973.

Plus tard, plusieurs revendications égalitaristes du mouvement vont être prises en charge à partir de 1981 par le Parti socialiste sous l'égide d'Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, dont l'action va s'exercer jusqu'en 1985 dans les domaines de l'égalité professionnelle et identitaire (usage patronymique du nom de la mère reconnu en 1985).

Après avoir subi une crise de perspectives à la fin des années 1980, le féminisme égalitaire rebondit à partir de 1990 face aux remises en cause des acquis par les mouvements antiavortement. C'est tout d'abord la création de la Coordination des associations pour la défense de l'avortement et de la contraception (CADAC), qui regroupe les organisations locales du Mouvement pour le planning familial, ainsi que des syndicats, des partis d'extrême gauche (trotskistes et libertaires) et les Verts, dont Maya Surduts est la figure de proue. C'est ensuite, en 1997, la fondation de Prochoix, animé par Caroline Fourest, association plus jeune et mixte qui défend les droits des femmes et des homosexuel(le)s avant de faire de la lutte contre l'islamisme (voile, mariage forcé, etc.) son objectif prioritaire, à partir de 2003.

Dans la période récente, le mouvement féministe combat pour obtenir l'application concrète des lois votées et contre l'opinion diffusée par les médias de l'« égalité-déjà-là ». Les combats féministes d'aujourd'hui sont divers (pour une extension du droit à l'avortement, pour les droits des lesbiennes, contre les violences conjugales et extra-conjugales, etc.), effectués à travers des formes d'organisation différentes (groupes locaux, fédérations nationales comme Solidarité-femmes, coalitions comme le Collectif national pour le droit des femmes [CNDF], commissions dans des ligues ou des organisations non gouvernementales internationales).

Ces combats sont portés par des groupes mixtes (Mix-Cité, fondé par Clémentine Autain en 1997), le Collectif contre le publisexisme (dans la publicité), la Meute. Sur ce point, on notera les regrets de Christine Delphy pour qui « la pratique non mixte [...] se révèle nécessaire parce que les hommes n'ont pas le même intérêt – ni objectif ni subjectif – à lutter pour la libération des femmes. Mais surtout parce que les opprimé-e-s doivent définir leur oppression, et donc leur libération, elles-/eux-mêmes, sous peine de voir d'autres les définir à leur place » (in *l'Ennemi principal*, tome I, *Économie politique du patriarcat*, 1998).

Sur le front des médias, depuis 1999, les Chiennes de garde stigmatisent avec constance les dérapages sexistes des élites et défendent les femmes médiatisées insultées en tant que femmes.

Le voile, les questions et les remises en question

Récemment, ce sont les incidents suscités par le port du voile par de jeunes musulmanes qui ont divisé le mouvement féministe. Les « historiques » ont dénoncé ce nouvel avatar de l'oppression des femmes que l'islam justifie sous toutes les latitudes où il domine, un discours relayé par Prochoix en mars 2006 dans son manifeste « Ensemble contre le nouveau totalitarisme ». D'autres adoptent une position plus nuancée, à l'instar de Danielle Riva, militante féministe et alternative (elle participe à la revue *Utopie critique*) qui estime que « Non, le port du voile n'est pas anecdotique », mais qu'il « doit être apprécié comme le rejet nihiliste d'un monde en mouvement ».

Le dernier combat en date, celui de la parité instituée depuis l'adoption de la loi de juin 2000, notamment dans les partis politiques, a été repris par les organisations d'extrême gauche et les Verts. À Lutte ouvrière, l'avenir est également au féminin, puisque le premier mouvement à présenter une femme à l'élection présidentielle prévoit que son prochain candidat en 2012 sera une candidate.

Le renouvellement des savoirs sur la base de la division sociale des sexes et des stratégies de libération constitue un autre enjeu majeur du mouvement féministe ces dernières années. Dénonçant le système dominant comme fondée sur une idéologie sexuée, les intellectuelles féministes ont multiplié les initiatives pour faire apparaître combien le savoir – notamment la science historique – peut ignorer le point de vue de la moitié de l'humanité. Au cœur de cette réflexion, on retrouve, entre autres, la philosophe Geneviève Fraisse. De son côté, le féminisme radical envisage un tel renouvellement du savoir par une scission complète avec les hommes, notamment à travers le lesbianisme. Une posture qui, selon l'auteur de *la Différence des sexes* (1996), ne répond pas au quotidien des femmes « tiraillées entre l'assimilation à l'autre sexe et la surdétermination de la différence » (Francine Descarries, *le Projet féministe à l'aube du XX*e *siècle*, 1998).

Le travail théorique des militantes du mouvement des femmes devenues chercheuses s'exprime dans de nombreux groupes ou collectifs universitaires qui publient des revues. Parmi celles-ci, on citera *les Nouvelles Questions féministes* (fondée en 1981 et faisant suite à *Questions féministes*, créée en 1977), une publication antiessentialiste, matérialiste et radicale, *Travail, genre et sociétés* (ex-*les Cahiers du MAGE*), une revue de sociologues travaillant depuis 1999 sur les inégalités entre hom-

mes et femmes au travail, ou *Clio, Histoire, femmes et société*, une revue d'histoire des femmes publiée depuis 1995. Imitant ce qui se fait dans les pays anglo-saxons, les *Gender Studies* francophones sont assurées par des groupes comme Femmes en migrations, qui publient *les Cahiers du CEDREF* (1989-2000), de l'université Paris-VII, *les Cahiers du genre*, revue également pluridisciplinaire depuis 1991, les *Cahiers genre et développement*, une publication axée sur le rôle des femmes dans les économies des pays en voie de développement. Il existe également *Chronique féministe* de l'université des femmes de Belgique, publiée depuis 1982, et *Recherches féministes*, éditée par l'université Laval, au Canada, depuis 1988. Quant à la revue *Cahiers du féminisme*, elle est éditée par la Ligue communiste révolutionnaire.

fête L'extrême gauche aime la fête. Lutte ouvrière l'organise sous une forme annuelle (la première en 1971), professionnelle et lucrative (un des buts est de faire jouer la solidarité financière) ; les comités et associations, sous une forme locale et gratuite. La fête a joué le rôle de mode revendicatif rassembleur, qui s'est imposé dans les mouvements contestataires à partir des années 1970, sous la forme de concerts (Larzac), puis, plus tard, sous la forme de marches, comme la marche des Fiertés gay et lesbienne, ou Gay Pride (en France, premier cortège homosexuel en 1971 et première Gay Pride en 1981), ou même de « Karnavals » alternatifs (comme à Nice).

fondation Copernic Principal lieu de réflexion de la gauche de la gauche, cette structure est particulièrement active dans la dénonciation du libéralisme économique et dans la campagne pour le « non » au Traité constitutionnel européen. Créée en octobre 1998, la fondation doit beaucoup à Jacques Kergoat (1939-1999), sociologue et historien du mouvement ouvrier, qu'il a quittée quelques mois après son lancement. Ancien militant du courant marxiste révolutionnaire du Parti socialiste unifié (PSU), Jacques Kergoat avait rejoint la Ligue communiste en 1972 avant d'accéder au bureau politique de la LCR à la fin des années 1980. Il avait ensuite été à l'initiative de deux regroupements d'intellectuels et de syndicalistes militants appartenant aux différents courants de la gauche critique (LCR, Verts, Alternatifs, communistes rénovateurs et syndicalistes, plus particulièrement SUD). Ce fut tout d'abord, en 1992, la revue *Politique*, puis, un an plus tard, le Ressy (Recherche, société, syndicalisme), un

lieu d'échanges permanents entre mouvement social, partis politiques et monde universitaire. Se proposant de donner des instruments d'analyse aux militants, le Ressy s'était fait remarquer par un ouvrage collectif, *le Monde du travail*, réunissant des syndicalistes, des chercheurs en sciences sociales et des spécialistes des processus de production. Plus de deux ans après les grèves de novembre et décembre 1995, Kergoat, de plus en plus conscient de la puissance des thèses libérales qui gagnent la gauche, ranime son réseau et crée la Fondation Copernic, au mois d'octobre 1998.

Comme ATTAC, la Fondation Copernic choisit la contre-expertise, mais dans une perspective plus hexagonale. Dès avril 1999, elle intervient sur le thème des retraites avec un rapport critiquant celui qui inspirait la politique gouvernementale d'alors (rapport Charpin), *les Retraites au péril du libéralisme*. À la suite de la brusque disparition de son fondateur, l'universitaire et économiste Yves Salesse (depuis toujours à la LCR et actuellement membre du Conseil d'État) et la magistrate et membre du Syndicat de la magistrature (SM) Évelyne Sire-Marin en assurent la coprésidence. Après 2002, la fondation lutte contre le courant réformiste dominant à gauche, qu'elle baptise « social-libéralisme », soutient le mouvement altermondialiste et s'impose comme un lieu de réflexion à la gauche de la gauche, qui a pour tâche de « remettre à l'endroit ce que le libéralisme fait tourner à l'envers », comme l'avait proclamé Jacques Kergoat. La fondation publie des *Notes* rédigées par ses groupes de travail, aux thématiques les plus diverses : pauvreté, immigration, propriété et appropriation sociale, politique de l'emploi, problème de l'eau, santé, sécurité, etc. Elle intervient également dans les débats économiques, en étant à l'origine d'un appel contre la privatisation d'EDF (juin 2004). Sur le plan politique, la fondation intervient dans la campagne contre le Traité constitutionnel européen en étant, dès octobre 2004, à l'initiative de l'Appel des 200, regroupant des personnalités de gauche hostiles au traité, qu'elle prolonge en juin 2006 par un document-manifeste intitulé « Une autre Europe ! ». Également sur la base du succès du « non » au référendum du 29 mai, elle s'inscrit dans le processus de désignation d'un candidat unique antilibéral de la gauche dite radicale, en tentant, en novembre 2005, d'obtenir de tous les leaders de la gauche de la gauche qu'ils ne prennent pas de décision prématurée en se portant candidat de manière isolée. Une perspective mise à mal par la décision d'Olivier Besancenot de se présenter dès juin 2006. En septembre, lors des assemblées des collectifs du 29 mai, le nom d'Yves Salesse est alors évoqué pour représenter la coalition antilibérale

à l'élection présidentielle. Il a été en effet la cheville ouvrière et la plume des collectifs pour « un non de gauche au TCE ». Auparavant il avait conçu l'Appel du 11 mai pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes, et contribua à rédiger la charte antilibérale adoptée par les collectifs. Le 18 septembre 2006, Yves Salesse se met en congé de la Fondation Copernic et fait officiellement acte de candidature. Une démarche qui n'aboutira pas en décembre.

→ ATTAC

forum social mondial

Altermondialistes de tous les pays…

Ce rassemblement militant d'envergure mondiale, d'une durée variable, est organisé pour que les associations de lutte contre la mondialisation venues de tous les pays procèdent entre elles à un échange d'expériences.

Surveiller les décideurs

Ces forums ont été mis sur pied à la suite de nombreuses manifestations de militants altermondialistes exprimant, entre 1999 (Seattle, États-Unis) et 2001 (Laecken, Belgique), leur opposition lors des réunions des grandes organisations mondiales et européennes (G8, FMI, OMC, Banque mondiale, UE). Leur objectif est de « surveiller de près les décideurs », selon Ignacio Ramonet, l'un de leurs initiateurs. Il s'agit donc d'exercer, en reprenant la formule du forum mise sur pied à Davos, en Suisse – tribune et lieu de rencontre annuel entre les dirigeants politiques et économiques du monde entier depuis 1971 –, un contre-pouvoir sur le plan médiatique autant que politique.

Les forums sociaux mondiaux sont organisés sur la base d'une charte des principes du Forum social mondial adoptée en avril 2001 à l'issue du premier Forum de Porto Alegre (Brésil). Ce document décrit en 14 points les modes de fonctionnement et d'organisation des forums qui se veulent « un espace pluriel et diversifié, non confessionnel, non gouvernemental et non partisan, qui articule de façon décentralisée, en réseau, des instances et mouvements engagés dans des actions concrètes, au niveau local ou international, visant à bâtir un autre monde » (article 8). Interdit aux partis et aux groupes armés, le forum réunit des forces qui « s'opposent au néolibéralisme et à la domination du monde par le capital et toute forme d'impérialisme, et qui s'emploient à bâtir une société planétaire

axée sur l'être humain» (article 1). Espace libre, mondial et hostile à toutes les discriminations, le Forum social mondial se conçoit comme « un processus qui stimule les instances et mouvements qui y participent à situer, au niveau local ou national, leurs actions, comme les questions de citoyenneté planétaire, en cherchant à prendre une part active dans les instances internationales, introduisant dans l'agenda mondial les pratiques transformatrices qu'ils expérimentent dans la construction d'un monde nouveau» (article 14).

Le premier Forum social mondial a été organisé en 2001, à Porto Alegre, la ville étant alors dirigée par une municipalité de gauche qui avait mis en pratique l'idée de « démocratie participative ». Un choix proposé à Bernard Cassen sur les conseils de militants chrétiens de la gauche brésilienne, proches du parti des Travailleurs (PT) du futur président Lula. Après plusieurs rendez-vous brésiliens de 2001 à 2005, le VIe Forum social mondial 2006 s'est décentralisé en quatre endroits sur trois continents : en Afrique, à Bamako (Mali), en Amérique du Sud, à Caracas (Venezuela), et en Asie, à Karachi (Pakistan) et à Bangkok (Thaïlande). Chaque année, le nombre des participants avoisine désormais 200 000 personnes. Il est prévu que cette initiative se déplace davantage dans l'avenir, puisqu'en janvier 2007, c'est au tour de Nairobi (Kenya) d'accueillir la kermesse alternative. Une première tentative de délocalisation avait eu lieu en 2004, à Mumbai (Inde), après les trois premières sessions brésiliennes. Si le succès médiatique et militant de ces grands-messes altermondialistes est important, leur succès politique est de plus en plus réduit. Le conseil international du mouvement altermondialiste réfléchit à allonger le cycle des grands rendez-vous en les organisant désormais tous les deux ans, d'autant que la municipalité de Porto Alegre n'est plus dirigée par le parti des Travailleurs, ce qui d'ailleurs n'a pas peu contribué à l'organisation défectueuse de l'édition 2005.

Le monde des forums mondiaux

Les forums sociaux mondiaux rassemblent des masses grandissantes de participants : 15 000 personnes en 2001, 50 000 en 2002, 120 000 en 2003, 150 000 en 2004 et 120 000 en 2005, qui assistent à des centaines d'ateliers et de cercles de discussions rassemblant militants syndicalistes, associatifs et de partis (à titre individuel). Chaque débat structuré adopte en fin de rassemblement une synthèse, avant de se joindre à une manifestation finale de grande envergure.

Des forums sociaux continentaux ont vu le jour dans la foulée du Forum mondial de 2001, en Europe tout d'abord, à Florence (2002), puis à Paris (2003), à Londres (2004) et en Asie, dès 2003 à Mumbai. Des forums à l'échelle nationale ont été également organisés, comme en Belgique en 2002, ou même à l'échelle régionale, comme au Pays basque en 2006.

De 1999 à Seattle, aux États-Unis, à 2001 à Laeken, en Belgique, en deux ans, une vingtaine de rassemblements mondiaux ont été ainsi mis sur pied, envoyant le mouvement altermondialiste sous le feu des projecteurs.

– Seattle (États-Unis), en décembre 1999, contre la conférence de l'OMC qui s'y déroule (50000 manifestants, violents affrontements, couvre-feu instauré par le maire). La conférence de l'OMC est un échec politique et médiatique.

– Davos (Suisse), en janvier 2000, contre le Forum économique mondial (10 000 manifestants).

– Bangkok (Thaïlande), en février 2000, à l'occasion de la 10e conférence de la CNUCED.

– Washington (États-Unis), en avril 2000, contre les réunions ministérielles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (30000 manifestants et 800 arrestations).

– Genève (Suisse), en juin 2000, contre le sommet de l'ONU sur les dérives de la mondialisation (10000 manifestants).

– Millau (France), en juin 2000, en solidarité avec José Bové, jugé pour le « démontage » d'un restaurant McDo l'année précédente (50000 manifestants).

– Okinawa (Japon), en juillet 2000, contre le G8 (1000 manifestants, début de l'activité de lobbying).

– Philadelphie (États-Unis), en juillet 2000, contre la convention du Parti républicain (400 manifestants arrêtés).

– Melbourne (Australie), en septembre 2000, contre le Forum économique Asie-Pacifique affilié au Forum économique mondial (10000 manifestants).

– Prague (République tchèque), en septembre 2000, contre la 55e réunion du FMI et de la Banque mondiale (15000 manifestants, apparition des Black Blocs, 600 arrestations).

– Nice (France), en décembre 2000, contre le sommet de l'Union européenne (60000 manifestants).

– Dakar (Sénégal), en décembre 2000. C'est le premier sommet des associations militant pour l'annulation de la dette du tiers-monde.

– Porto Alegre (Brésil), en janvier 2000. C'est le premier Forum social mondial (15 000 participants).

– Davos (Suisse), en janvier 2001 (violents affrontements qui pousseront les organisateurs à tenir le forum 2002 à New York).

– Québec (Canada), en avril 2001, contre le Sommet des Amériques (30 000 manifestants, 400 arrestations, 19 policiers blessés).

– Göteborg (Suède), en juin 2001, contre le sommet de l'Union européenne (15 000 manifestants, violents affrontements, un militant blessé par balles, 400 policiers blessés).

– Barcelone (Espagne), en juin 2001, contre la Banque mondiale, qui avait annulé auparavant sa réunion prévue en Catalogne (20 000 manifestants).

– Gênes (Italie), en juillet 2001, contre la tenue du G8 (200 000 manifestants, violents affrontements, entraînant la mort par balle du jeune Carlo Giuliani, 500 blessés, 126 arrestations et 2 000 expulsions).

– Doha (Qatar), en novembre 2001, contre le nouveau cycle de négociations de l'OMC (350 représentants d'ONG et de mouvements).

– Laeken (Belgique), en décembre 2001, contre la réunion du Conseil européen (100 000 manifestants, dont 80 000 syndicalistes et 20 000 militants d'extrême gauche).

Depuis, plus de cent forums thématiques ont été organisés à travers le monde. En 2007, une dizaine sont déjà prévus et en cours d'organisation.

→ Altermondialisme

Front unique Cette tactique politique communiste est reprise de manière récurrente par le courant trotskiste « lambertiste ». Il s'agit pour un mouvement minoritaire d'enjoindre, à partir d'une collaboration unitaire dans des comités de base, la direction d'une ou de plusieurs organisations à venir sur ses positions pour renforcer un mouvement politique ou social.

Le front unique est une revendication souvent mise en avant par les trotskistes pour exiger que les partis ouvriers, ou considérés comme tels (les partis socialistes et communistes), réalisent une alliance contre des « mesures réactionnaires » ou cessent de participer à des gouvernements comprenant des partis considérés comme bourgeois. Ainsi, en 1947, le PCI (Parti communiste internationaliste), animé par Pierre Lambert, appela-t-il de ses vœux un gouvernement PC-PS-CGT, à l'exclusion des démocrates-chrétiens du MRP, en proposant le mot d'ordre de front uni-

que. Il s'agit d'une tactique lancée par les communistes en 1921 sous l'expression « front unique de la base au sommet », qui consistait à exiger des militants socialistes qu'ils s'engagent dans des actions concrètes au niveau local avec les communistes et qu'ils militent auprès de leur hiérarchie pour que l'action commune puisse prendre de l'ampleur. Les refus opposés par les niveaux intermédiaires (sections départementales) ou dirigeants sont alors dénoncés par les communistes comme une preuve de la trahison des directions.

→ Trotskisme

G

Gauche prolétarienne (GP) Cette organisation maoïste a été fondée en juin 1968 pour succéder à l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (UJCM-L, fondée en 1966 et dissoute en juin 1968). Alors que l'UJCM-L était passée à côté des premières journées insurrectionnelles de Mai 68, les maoïstes se lancent dès juin dans une agitation tous azimuts dans le cadre d'une nouvelle organisation, la Gauche prolétarienne, dont les principaux animateurs sont des étudiants tels que Pierre Victor (pseudonyme de Benny Lévy, 1945-2003) ou des chercheurs comme André Glucksmann (né en 1937). À l'instar de Serge July et d'Alain Geismar, ils analysent la période ouverte après la grève générale comme celle qui annonce la « guerre civile » (*Vers la guerre civile* est précisément le titre d'un livre rédigé à ce moment-là par Alain Geismar et Serge July). Interdite par le ministère de l'Intérieur dès 1970, l'organisation entre dans la clandestinité, promouvant comme façade légale son journal, *la Cause du peuple*, dont les directeurs de publication successifs sont arrêtés, jugés et condamnés, jusqu'à ce que Jean-Paul Sartre, par solidarité, accepte d'en prendre la direction. Les dirigeants de la GP montent également diverses organisations de résistance à la répression, comme le Secours rouge, ou de mobilisation sur des secteurs sensibles comme les prisons, en participant au Groupe d'information sur les prisons (GIP), avec Michel Foucault. L'organisation mène aussi diverses campagnes destinées à être relayées par les médias, comme « l'été chaud » de 1970. Rapidement, l'organisation, qui a mis sur pied un petit appareil « militaire », envisage de passer à des actions plus dures (recherche de Paul Touvier, collaborateur notoire, pour le faire juger par un « tribunal populaire », enlèvement de patrons et de responsables politiques, etc.). Début 1972, ce groupe clandestin séquestre Robert Nogrette, cadre de Renault, en solidarité avec Pierre Overney, militant de la GP, tué quelques jours auparavant par un vigile de la Régie.

La Gauche prolétarienne, qualifiée par ses adversaires de « spontanéiste » – apologie de la révolte immédiate, sabotage, actions directes –, devient donc le fer de lance des mao-spontex. André Glucksmann a récemment dénoncé dans *Une rage d'enfant* (2006) cette forme de spontanéisme comme la manifestation d'« ambition initiale de concilier les inconciliables et le côté mort-né de ce surréalisme triste ». Développant un mélange de marxisme parfois sommaire, d'anarchisme vitaliste et, sur sa fin, d'une forme de poujadisme (soutien ponctuel aux petits commerçants du CID-UNATI), la Gauche prolétarienne tient son succès de l'enthousiasme de ses militants qui ont développé une stratégie volontariste : établissement (c'est-à-dire embauche de militants) dans les entreprises, activisme forcené et volonté permanente d'affrontement avec les appareils syndicaux ou étatiques. Rapidement, la Gauche prolétarienne se distingue du reste des organisations gauchistes de l'époque par ses actions spectaculaires et à caractère populiste, dont certaines ont été accueillies avec sympathie par l'opinion (envahissement du magasin de luxe Fauchon pour redistribuer la nourriture aux immigrés du bidonville de Nanterre) et d'autres avec inquiétude (telle l'accusation à tort d'un notaire pour le meurtre d'une jeune fille à Bruay-en-Artois). Spontanéiste dans son mode d'action, stalinien dans sa philosophie politique, potentiellement dictatorial dans son mode d'organisation (absence de démocratie interne), absolutiste dans ses motivations, ce cocktail militant explose au bout de quatre années fertiles en incidents de parcours et choisit la voie de la dissolution en 1973.

Cette explosion s'explique par la prise de conscience de certains militants, qui se posent la question de la violence politique en des termes très simples : la violence doit-elle accompagner la lutte politique ou bien doit-elle diriger les échéances politiques ? Répondre oui à la première proposition de l'alternative leur semblait impossible à pratiquer, et répondre oui à la seconde les conduisait à suivre le chemin des Brigades rouges italiennes ou celui de la Fraction armée rouge allemande. La majorité d'entre eux s'y refusa, influencée à cet égard par l'assassinat, quelques mois auparavant, des athlètes israéliens durant les jeux Olympiques de Munich par un commando palestinien. Après les accords de Paris (1973) sur la paix au Viêt Nam, le foyer de la révolution pour les militants tiers-mondistes devenait la Palestine. Or les événements de Munich (1972) avaient porté à un point d'incandescence l'équation « antisionisme égale antisémitisme ». Les cadres de la Gauche prolétarienne jetèrent alors l'éponge, refusant à la fois la violence et l'antisémitisme.

Après 1974, le maoïsme spontanéiste a donc vécu. D'anciens militants de la Gauche prolétarienne ou de publications comme *l'Encrier* se rapprochent du mouvement autonome. C'est le cas du groupe Autonomie prolétaire, entré en 1977 dans la nébuleuse, qui s'exprime principalement dans la revue *Camarades !*. D'autres, avec Serge July, Philippe Gavi ou Jean-Claude Vernier, sous le patronage de Jean-Paul Sartre, créent en 1973 le quotidien *Libération*, qui se voudra l'expression des luttes populaires, de l'esprit de révolte de Mai 68 et un outil de contre-culture.

Les intellectuels et la Gauche prolétarienne. La Gauche prolétarienne a réussi à impliquer dans ses actions politiques une partie notable de l'intelligentsia parisienne, qui a participé activement à la défense de ceux qui s'appelaient eux-mêmes les « nouveaux partisans » : parmi bien d'autres, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Jean Genet et Michel Foucault. Cette convergence tient dans le fait que la Gauche prolétarienne a symbolisé, au-delà de ses aspects parfois rebutants – le simplisme de l'argumentation, le despotisme des petits chefs de l'organisation, le mensonge érigé en ligne politique –, un moment antiautoritaire, la révolte à l'état brut, la non-idéologie politique, où ils retrouvaient l'énergie vitaliste de leur critique de la société bourgeoise, créatrice de conformisme et de mépris pour les classes subalternes. Une manière de se mettre au service d'un nouveau combat pour l'égalité.

→ Maoïsme, Vive la révolution !

gauchisme Cette appellation tirée du vocabulaire léniniste a servi, de 1968 à aujourd'hui, à qualifier tous les mouvements d'extrême gauche d'obédience marxiste. En 1920, dans *le Gauchisme, maladie infantile du communisme*, Lénine dénonça les oppositions de gauche antiélectoralistes, antisyndicales, qui faisaient florès en Allemagne et aux Pays-Bas, sous le nom de « communistes de gauche ». Un demi-siècle plus tard, le mot est utilisé par le PCF et par la presse pour qualifier l'extrême gauche puis tout comportement extrémiste, actif ou verbal. Il est encore employé aujourd'hui par les tenants du mouvement altermondialiste, qui rejettent le radicalisme ou le jusqu'au-boutisme des organisations révolutionnaires.

génération L'extrême gauche contemporaine est le produit de générations qui ont modelé l'histoire des mouvements contestataires depuis les années 1960. À la génération très marginale des porteurs de valise

et des objecteurs de conscience de la guerre d'Algérie ont succédé les « générations 68 », nombreuses et éclatées en divers courants, qui, de 1967 à 1974, ont partagé le rêve d'un grand soir prochain ou d'un Eden communautaire avant de déchanter. Leur succèdent la génération autonome (1977-1981) puis celles des luttes lycéennes (1986), des marches des « Beurs » contre le racisme et pour l'égalité. Sous la présidence Mitterrand, l'extrême gauche est anesthésiée par le « sphinx », qui se joue des chants du cygne de la résistance ouvrière (sidérurgistes de Longwy) et du mouvement pacifiste (1991-1992). Retrouvant la voie du syndicalisme, la génération 1995-1996 ferme le cycle des luttes de salariés. À partir de 2000, la génération altermondialiste présente la caractéristique d'être formée par une sédimentation des éléments contestataires des différentes classes d'âge précédentes à travers les grandes messes que sont les forums tiers-mondistes et le travail d'anciens gauchistes devenus experts, notamment en matière économique, et nourrissant la réflexion d'une organisation comme ATTAC. Frappée de plein fouet par le terrorisme planétaire d'après 2001, elle se montre impuissante face à la génération 2005 des cités de banlieue, insaisissable et bruyante. Que fera la génération 2006 anti-CPE ? Nouvelle expérience de mouvement de masse de la jeunesse scolarisée, elle a fait ses premiers travaux pratiques de désobéissance sociale. L'expression électorale de ces deux tranches d'âge seront importantes dans les élections de 2007.

Si la notion de génération fait l'objet d'une critique serrée dans un ouvrage récent de l'historien François Cusset, *la Décennie, le grand cauchemar des années 1980*, elle n'en a pas moins marqué les militants et leur entourage et constitué le socle idéologique sur lequel reposent les comportements récents de résistance sociale et de rejet des politiques réformistes.

→ Mai 1968

Daniel Gluckstein Né en 1953, secrétaire national du parti des Travailleurs (PT) depuis 1991, coordonnateur de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (2004-2005), il est le directeur politique et éditorialiste de l'hebdomadaire du PT, *Informations ouvrières*. Étudiant en histoire, Daniel Gluckstein milite (sous le pseudonyme de Seldjouk) tout d'abord à la Ligue communiste révolutionnaire, dont il devient membre du comité central. Il quitte la Ligue lors de son IV[e] congrès extraordinaire en novembre 1979, en emmenant avec lui les deux tendances minoritai-

res, qui forment, pendant environ six mois, une nouvelle organisation, la Ligue communiste internationaliste (LCI), avant de rejoindre l'OCI, dès 1980. Le déroulement de cette scission laisse à penser qu'elle est la manifestation d'une volonté explicite du courant lambertiste de porter un coup à la Ligue communiste révolutionnaire. Devenu militant du Mouvement pour un parti des Travailleurs (MPPT), Daniel Gluckstein devient un des fidèles collaborateurs de Pierre Lambert, qui, en 1991, lui laisse la direction officielle du parti des Travailleurs, nouvellement formé. Dans ce cadre, il se présente à plusieurs reprises devant le corps électoral : tête de liste aux élections européennes en 1994, il ne recueille que 0,43 % des suffrages exprimés, et, en 1997, aux élections législatives en Seine-Saint-Denis, loin derrière ses rivaux d'extrême gauche, il n'obtient que 0,87 %. En 2002, il est candidat à l'élection présidentielle et ne fait pas beaucoup mieux que son prédécesseur du courant lambertiste (0,47 %).

Avant de devenir un permanent de l'organisation, Daniel Gluckstein a été professeur d'histoire dans l'enseignement public. Il est l'auteur d'un ouvrage intitulé *Lutte des classes et mondialisation*, qui a provoqué une scission en 2000 au sein du Courant communiste internationaliste (CCI), le courant trotskiste du parti des Travailleurs.

→ Élections, Entrisme, Pierre Lambert, Parti des Travailleurs

H

John Holloway Ce philosophe irlandais d'inspiration libertaire, né en 1947, installé au Mexique, a théorisé l'action des Indiens révoltés du Chiapas qui, sous l'autorité du sous-commandant Marcos, ont développé une pratique de contre-pouvoir pendant leur lutte contre le pouvoir central mexicain. Ce mouvement a pris le nom de « zapatisme ». Dans son livre *Changer le monde sans prendre le pouvoir : la signification de la révolution aujourd'hui* (2002), Holloway reprend la thématique centrale de l'anarchisme, le refus de l'État, quelle qu'en soit la forme. Rejetant l'usage de la violence, il fonde son espoir sur un mouvement capable de détruire le pouvoir sans s'en emparer.

Auteur de nombreux ouvrages sur le marxisme et les luttes de classes contemporaines, dont *Post-Fordism and Social Form : A Marxist Debate on the Post-Fordist State* (1992), Holloway inspire le courant libertaire, mais plus encore le courant altermondialiste. Faisant le constat que les voies proposées pour révolutionner le monde se sont fourvoyées dans leur prétention à conquérir l'État, tant par la voie du scrutin que par la lutte extraparlementaire, Holloway affirme que la « seule façon de concevoir un changement radical aujourd'hui ne relève pas de la conquête du pouvoir mais de la dissolution du pouvoir ». Auteur de *Douze Thèses sur l'anti-pouvoir*, il note que le « pouvoir de faire » – l'action révolutionnaire – se transforme en « pouvoir de domination » – la mise en place d'un État s'appropriant la révolution –, quand justement le premier s'arrête et laisse apparaître en son sein le second. En supposant que le principal moteur de la révolte soit la capacité de crier « non » à la réalité sociale, c'est dans la pratique de cette négation que le mouvement révolutionnaire trouvera sa voie. L'autoémancipation des exploités et des opprimés dissoudra alors le pouvoir, objectif suprême, car, comme l'indique l'intitulé de sa douzième thèse, « La possibilité de changer radicalement la société dépend de la force matérielle de ce qui existe sous la forme de sa

négation ». Si pour une partie du mouvement altermondialiste, ces thèses confortent l'ambition de participer à un mouvement mondial de révolte qui s'imposerait à tous, pour d'autres, en particulier les membres des organisations politiques révolutionnaires, elles relèvent de l'utopie ou, pis, de l'angélisme.

→ Anarchisme, État, Antonio Negri, Violence

mouvement des homosexuels et lesbiennes Le mouvement homosexuel moderne est né au début des années 1970, en dénonçant la répression sociale, politique et juridique à laquelle étaient alors soumis les homosexuels. Né à la suite de Mai 68 avec la publication du manifeste des homosexualités, dans le journal de l'organisation mao-spontex VLR, *Tout!* du 23 avril 1971, et dans le sillage du mouvement féministe (Françoise d'Eaubonne, animatrice de la tendance lesbienne, participe à la fondation du Mouvement de libération de la femme), le Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) est la première organisation de lutte homosexuelle gauchiste. D'emblée, le mouvement abandonne la discrétion qui était de mise dans les cercles traditionnels de défense des homosexuels comme Arcadie, une association fondée dans les années 1950. Cependant, le FHAR disparaîtra en 1974, comme beaucoup d'organisations gauchistes. Son principal porte-parole, l'écrivain Guy Hocquenghem, est un ancien « mao-spontex », un intellectuel brillant, qui n'hésitera pas à s'afficher avec les « Gazolines », un groupe de travestis et de transsexuels, où l'on retrouvait notamment la chanteuse transsexuelle Marie-France et Hélène Hazéra, journaliste à *Libération*. Volontiers provocateur, le FHAR va conditionner, en dépit de sa courte existence, les modes d'apparition futurs du mouvement homosexuel – en particulier au cours de la lutte contre le sida –, le recours à des mises en scène spectaculaires pour dénoncer toutes les hypocrisies, celles de l'État et des partis, de droite comme de gauche ou d'extrême gauche. À partir de 1974, des Groupes de libération homosexuelle font de l'agitation culturelle et de la diffusion d'écrits. Ils rassemblent des gauchistes aspirant à lier la lutte sexuelle à la lutte des classes (notamment dans la revue *Masques*, proche de la LCR), tandis que d'autres, plus réformistes, revendiquent l'égalité des droits entre homosexuels et hétérosexuels. Au début non mixtes, certains groupes lancent le mouvement en intégrant des lesbiennes. En 1979 est fondée la première université d'été homosexuelle.

Au-delà de l'égalité des droits. Trente ans plus tard, la revendication homosexuelle s'est diversifiée puisque l'on ne parle plus seulement de gays et de lesbiennes, mais aussi de bisexuels, de transsexuel-le-s/transgenres rassemblés dans l'acronyme LGBT (lesbiennes, gays, bi- et transsexuels). Cette multiplication témoigne de deux réalités : d'une part, la révolte homosexuelle a obtenu la décriminalisation des pratiques homosexuelles, et, plus récemment, leur reconnaissance partielle par l'État à travers le pacs ; d'autre part, la socialisation homosexuelle a produit une véritable contre-culture gay. Aujourd'hui, les revendications portent sur le mariage et l'adoption d'enfants par les couples homosexuels, qu'ils soient gays ou lesbiens. Il semble que, à l'issue de l'élection 2007, une de ces mesures verra le jour, sachant que plusieurs pays européens ont déjà franchi le pas.

La lutte des homosexuels a été l'une des plus efficaces des dernières décennies. Elle a connu deux périodes bien distinctes séparées par la prise en compte, notamment par le PS, de ses revendications juridiques et nosologiques (démédicalisation de l'homosexualité), et par la diffusion du sida, deux événements concomitants en 1981. Le milieu « homo » mettra plusieurs années à accepter le discours médical le mettant en garde sur la dangerosité du virus HIV, considérant ces avertissements comme la manifestation d'une volonté de contrôle social. Mais une fois convaincu, le mouvement homosexuel mènera à travers des associations de soutien aux malades (Aides à partir de 1984, fondée par Daniel Defert, puis Act Up, fondée en 1989, plus radical) une intense activité qui contribue à faire de la lutte contre le sida une cause majeure.

De nouvelles générations de militants de l'homosexualité font leur apparition, qui ne se satisfont pas de la simple défense de l'égalité des droits, jugée trop réformiste. Désormais mixtes, ces regroupements, tel celui des Panthères roses, veulent être « un outil de résistance et une composante politique du combat pour une société alternative ». Ils refusent de se laisser circonscrire au seul mouvement homosexuel, le seul qui, paradoxalement, a réussi à gérer son autonomie politique. Un tel succès pourrait être remis en cause par l'éclatement en cours de la mouvance homosexuelle en « tendances » LGBT, théorisées par la *queer theory* (« théorie pédé », principalement représentée en France par Marie-Hélène Bourcier). La recherche sans fin de nouvelles identités sexuelles peut, à terme, menacer les acquis du mouvement obtenus depuis une trentaine d'années.

I

immigration et immigrés Le soutien aux luttes des étrangers pour obtenir des conditions de vie décentes, et principalement des autorisations de séjour, remonte à l'immédiat après-1968. En raison de la croissance de l'économie au cours des années 1960, les industriels avaient massivement fait appel à la main-d'œuvre étrangère selon des modalités différentes suivant la provenance : accords nationaux avec le Maroc, la Tunisie et la Turquie, et filières individuelles à caractère familial pour les émigrations algérienne et malienne. Formant une immigration de travail, ces mouvements de population ne sont pas alors pensés par les autorités françaises comme une immigration d'installation à long terme. Mais les règles de l'économie se heurtent aux volontés des hommes. D'autant que, en 1974, sous la présidence Giscard d'Estaing, la crise économique se profilant, le gouvernement Chirac déclare la « suspension provisoire » de l'immigration organisée. Parallèlement, pour contrer les tensions dans les foyers de travailleurs, il autorise, l'année suivante, le regroupement familial. Deux mesures qui, en fait, viennent confirmer, pour la première, des décisions antérieures de restriction d'entrée des immigrés comme les circulaires Marcellin-Fontanet (1972) et, pour la seconde, le fait que, depuis une décennie déjà, un immigré sur trois avait fait venir sa famille.

Pour l'extrême gauche maoïste puis autonome, le travailleur immigré, non organisé et non syndiqué, représente le profil révolutionnaire parfait du prolétaire : celui qui ne possède que sa force de travail. Dès lors, le soutien aux luttes des immigrés devient central dans leur stratégie. Ces conflits concernent aussi bien des luttes économiques, dans les usines (grève de la Pennaroya, en 1971), des combats juridiques contre les expulsions, des mobilisations citoyennes, contre le racisme et contre l'État, quand il se produit des « bavures policières ». Sans oublier les luttes directement politiques pour certains, contre le franquisme chez les

Espagnols, le salazarisme chez les Portugais, et pour la défense des Palestiniens, chez les travailleurs arabes.

Un combat « oublié ». Depuis près de quarante années, les luttes menées par les immigrés eux-mêmes et leurs organisations autonomes ont été injustement « oubliées », qu'il s'agisse du Mouvement des travailleurs arabes (MTA), animé par Saïd Bouziri en 1972 – qui lance en septembre 1973 la première grève politique dans l'immigration à Marseille et à Paris –, puis du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), issu, en 1995, de la mobilisation contre la double peine, et de comités locaux de riposte aux bavures policières.

Les organes issus de ces luttes se sont souvent heurtés aux syndicats comme la CGT et la CGT-FO, beaucoup moins avec la CFDT, qui a pris rapidement des positions de soutien à leur lutte. Celle-ci a pris la forme de grèves et de campagnes contre les expulsions de travailleurs, de grèves de la faim lors du mouvement contre les circulaires Marcellin-Fontanet (1972-1975), de grèves des foyers Sonacotra (1975-1980). Il y eut aussi les mouvements initiés par la « deuxième génération » – victime des violences policières (affaire Mohammed Diab, en 1972), des crimes racistes (meurtre de Djillali en 1971, à Paris) et des expulsions (depuis la fin des années 1970) –, les marches de la jeunesse pour l'égalité (1983-1985), les luttes contre les lois Pasqua (1986) et contre la double peine (constitution du Comité national contre la double peine en 1990), sans oublier les insurrections des banlieues (depuis 1981, aux Minguettes, à 2005, dans tout le pays), les luttes des sans-papiers (mouvement de Saint-Ambroise, achevé à Saint-Bernard, en 1996) et le récent mouvement de désobéissance civile pour empêcher les enfants d'immigrés sans papiers d'être expulsés.

L'auto-organisation des immigrés, de la jeunesse dite de la « deuxième génération », puis des sans-papiers reste un enjeu politique important, qui, le plus souvent, n'a pas été compris par les groupes d'extrême gauche. Cette auto-organisation qui, par définition, se passait hors d'eux était de plus très déconsidérée, comme l'atteste ce bilan tiré par Mogniss H. Abdallah, fondateur de l'Agence IM'Média : « La plupart des camarades français critiqueront à la fois les formes d'action et les objectifs politiques des immigrés. Ils dénoncent "l'irresponsabilité" face aux risques encourus par l'action radicale (occupations de lieux publics, manifestations spontanées sans service d'ordre, dangers pour les grévistes de la faim…). Les formes spécifiques de popularisation, comme le fait de se donner rendez-vous

à la sortie des mosquées, sont présentées comme une division de la classe ouvrière » (in *les Sans-Papiers, d'hier à aujourd'hui, pour une mémoire collective de l'immigration,* 1997, Mogniss H. Abdallah).

D'abord, le vote. Les organisations de soutien aux émigrés ont été le plus souvent animées depuis les années 1970 par des militants chrétiens ou maoïstes. Il s'agit de la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (Fasti), fondée en 1966, du Comité inter-mouvements auprès des évacués (Cimade), de tradition protestante, fondé en 1939, et des organisations anti-racistes (SOS Racisme).

Du point de vue politique, la reconnaissance des immigrés dans la société française a tourné autour de la question du droit de vote. En 1974, lors de l'élection présidentielle, Djillali Kamel est le premier jeune Arabe à se présenter aux suffrages des Français. Soutenu par le MTA, il se donne pour objectif de faire valoir le droit des immigrés à se représenter eux-mêmes, tout en insistant sur le fait que, puisqu'ils n'ont pas le titre de citoyens, ils voteront par d'autres moyens : « Nous n'irons pas aux bureaux de vote, mais nous voterons à notre manière ». Il renoncera finalement à se présenter.

Huit ans plus tard, à partir de 1981, la revendication du droit de vote semble reprise par le Parti socialiste. Elle est relayée par le Collectif pour les droits civiques, qui trouve dans le journal *Sans Frontière* son expression la plus achevée : « Nous voulons être citoyens là où nous vivons ». Le PS choisit alors de se faire le champion des revendications des jeunes de la deuxième génération et des mouvements de l'immigration, mais il ne remplira pas ses promesses, ni sous Michel Rocard (1988-1991), ni sous Lionel Jospin (1997-2002). Les immigrés obtiennent uniquement le droit d'association. De son côté, le PC adopte le principe du droit de vote pour les étrangers en 1985. À Saint-Denis, en 2006, la municipalité communiste organise ainsi un référendum local afin de démontrer la volonté des étrangers de faire vivre la « citoyenneté de résidence », déjà reconnue dans plusieurs pays d'Europe (Pays-Bas, Belgique). Désormais, cette revendication est partagée par l'ensemble de l'extrême gauche, des Verts aux organisations trotskistes. Toutefois, l'extrême gauche est majoritairement hostile à une expression politique autonome des immigrés, sauf dans la famille alternative. En revanche, elle s'investit sans hésitation dans l'action anti-raciste, censée rassembler jeunesse et immigrés.

Aujourd'hui, les luttes des immigrés prennent la forme de grèves de la faim, de mobilisations autour des sans-papiers et de pratiques de dé-

sobéissance civile pour soutenir les enfants d'immigrés clandestins ou en instance de refoulement (action du Réseau éducation sans frontières, RESF). Bien qu'elle soit la conséquence de la gestion politique et économique de l'immigration, la révolte des banlieues dépasse désormais la « question immigrée ».

→ Antiracisme, Banlieues, MIB, MTA

les Indigènes de la République

L'apparition des Indigènes de la République sur le champ politique date du 17 janvier 2005, avec un appel lancé par 13 associations immigrées laïques et confessionnelles et 32 personnalités intellectuelles et militantes, majoritairement d'origine immigrée ou ayant des liens familiaux avec les territoires d'outre-mer ou les anciennes colonies de l'ancien Empire français. L'appel intitulé « Nous sommes les Indigènes de la République ! » servit d'invitation à la participation à des Assises de l'anticolonialisme postcolonial organisées le mois suivant. Le texte dénonce le statut inférieur que la France assigne dans la réalité sociale aux personnes provenant des anciennes colonies ou de l'étranger. Il proclame que « la France a été et reste un État colonial » qui empêche la pleine intégration des personnes issues de l'« immigration postcoloniale », celles-ci étant confrontées à toutes les discriminations et « reléguées aux marges de la société ». Après les assises, les Indigènes de la République ont organisé une première marche le 8 mai 2005, jour symbolique puisque soixante ans plus tôt, au même instant, le gouvernement provisoire de la République fêtait, d'un côté de la Méditerranée, la Libération et, de l'autre, bombardait les manifestants algériens de Sétif et de Guelma.

Cette initiative succède à la mobilisation des organisations immigrées et des collectifs des « immigrés de cités » contre la loi sur les signes distinctifs religieux – dénoncée comme « la loi sur le voile » –, qui avait déjà donné lieu à un appel en avril 2004, intitulé « Oui à la laïcité, non aux lois d'exception », qui protestait contre « l'exclusion des élèves voilées et pour une véritable politique éducative ».

Les fondements d'une idéologie identitaire. L'appel des Indigènes de la République a suscité de vives oppositions dans les médias et chez nombre d'intellectuels de gauche et d'extrême gauche, qui ont critiqué son confusionnisme sémantique (les immigrés devenus des indigènes) et souvent ses outrances (assimilation de la République à la colonisation, permanence d'une politique coloniale intériorisée après la décolonisation, etc.).

Ce concept d'indigène a été formalisé par Houria Bouteldja, du collectif Une école pour tou-te-s et tous, puis fondatrice du collectif Les Blédardes, fondé en réaction à Ni putes ni soumises (association féministe accusée de faire porter la responsabilité de la dépendance des jeunes filles des cités sur les « grands frères » aux pratiques machistes). Cette problématique est une réponse politique à plusieurs événements de plus ou moins grande ampleur. C'est, en France, l'utilisation de la question de l'immigration comme épouvantail lors des élections, ou bien les présupposés des mesures destinées à contrôler l'immigration (pour des raisons culturalistes, par exemple). C'est, au niveau mondial, la mise en accusation globale de l'islam après les attentats du 11 septembre 2001.

La critique la plus construite de la référence à l'indigène est celle d'Yves Coleman, de Ni patrie ni frontières, qui insiste sur l'implication excluante de l'appel : « [...], ils [les signataires, NDA] ont élargi le pseudo-concept d'Indigènes à tous les habitants des quartiers populaires mais à une condition : tout "Blanc" doit s'identifier à un indigène, un ex-colonisé, un post-colonisé ou un ancien esclave africain. » Les Indigènes voudraient ainsi que tout « prolétaire » s'identifie désormais à la cause anticolonialiste la plus radicale, s'engageant de ce fait dans une voie déjà empruntée – celle de la lutte anticolonialiste. Dans ce projet, les colonisés d'antan sont devenus les immigrés d'hier et les deuxièmes générations d'aujourd'hui.

Si la dénonciation du mythe égalitaire de la République repose sur des évidences (discriminations, violences racistes, précarisation d'une part croissante de la population dont majoritairement la population des cités de banlieue), il n'en va pas de même de la revendication identitaire de l'indigénat, qui voudrait asseoir celle-ci sur la mauvaise conscience des autres couches populaires. Après le succès de la première manifestation en 2005 – 7 000 manifestants revendiqués par les organisateurs –, celle de 2006 n'a rassemblé que 4 000 personnes. Toutefois, l'apparition des Indigènes de la République pose une question qui devient centrale : comment dépasser ce processus de délégitimation de la parole publique (celle de l'État et de ses institutions scolaires, par exemple) qui est induit par cette dénonciation du postcolonialisme ? D'un côté, l'appel des Indigènes pose la question de l'identité française, une identité objectivement fracassée (cf. Houria Bouteldja, in les « Indigènes de la République », *Hérodote*, n° 120, 2006). De l'autre, il exprime dans la langue de l'élite (les initiateurs du mouvement sont des diplômés de l'enseignement supérieur)

la révolte des « groupes sociaux » postcoloniaux (Noirs, Arabes), entrés dans une phase de « déconnexion totale » d'avec la société, à la fois spatialement (la cité), économiquement (la survie aux marges de la légalité) et culturellement.

→ Ethnicisation de la question sociale, Immigration, Islam, Postcolonialisme,

les Inrockuptibles Fondée en 1986 pour traiter de l'information musicale, cette revue culturelle devient hebdomadaire à partir de 1995, avec l'objectif de jouer un rôle croissant dans les débats politiques. Exemple symptomatique d'une publication non militante – financée par des porteurs de parts actifs du monde de l'édition et de la mode, et, à partir de 1996, par des investisseurs institutionnels – , elle est devenue le porte-voix des bobos, une sorte de *Télérama* plus à gauche. Hostile aux vieux habits marxistes, sous la plume d'Arnaud Viviant et de Sylvain Bourmeau (adepte de Bourdieu), elle n'en publie pas moins en février 2004 un Appel contre la guerre à l'intelligence, menée par la droite au pouvoir, qui a reçu un accueil massif.

insulte Ce mode d'expression est particulièrement répandu dans les mouvements d'extrême gauche ainsi que dans les milieux de l'ultragauche. Les champions de l'insulte politique sont assurément les situationnistes, qui, dans les années 1960 et 1970, ont voué un véritable culte à l'outrance et à l'excès. Si l'insulte en tant que stratégie sert à disqualifier le rival ou l'adversaire politique, en tant que langage elle s'inscrit moins dans le registre populaire que dans l'affectation théorique : au grossier slogan communiste dénonçant les trotskistes comme des « hitléro-trotskistes », on préfère à l'extrême gauche utiliser des qualificatifs plus politiques, plus dépréciatifs à l'intérieur d'une logique de positionnement révolutionnaire. Ce sont les termes de « révisionnistes » ou « révisos » (lancés, en Mai 68, par les maoïstes à la tête des membres du Parti communiste), de « staliniens » (utilisés par les marxistes révolutionnaires pour qualifier ces mêmes communistes), de « centristes » (utilisés par les trotskistes contre les socialistes de gauche attirés par la révolution). Évidemment, pour tout militant de l'extrême gauche, le qualificatif de « droitier » est l'insulte la plus difficile à avaler, puisqu'elle le relègue hors de l'échiquier révolutionnaire, dans les bas-fonds du compromis avec le capital, c'est-à-dire dans les poubelles de l'histoire où le prolétariat en armes ne manquera pas les plonger une fois pour toutes. La fréquence des insultes ou des injures est

un signe de sectarisme, une attitude particulièrement courante dans ces milieux. Rappelons toutefois à tous ces manieurs d'anathèmes ce mot de Chamfort, même s'il s'agit manifestement d'un auteur droitier, puisque d'Ancien Régime : « Dans les discussions, les injures sont les raisons de ceux qui ont tort ».

intellectuels Dans les années suivant Mai 1968, à l'extrême gauche, où la radicalité intellectuelle a souvent précédé la radicalité sociale, le grand nombre de militants issus des milieux intellectuels et universitaires avait conduit certaines organisations (la Gauche prolétarienne, puis la Ligue communiste révolutionnaire) à exiger de leurs militants qu'ils abandonnent leurs activités au profit d'un travail en usine ou dans les bureaux. D'autres, comme Lutte ouvrière, tout en maintenant le primat de l'activiste ouvrier, ont imposé à leurs militants, tant ouvriers qu'intellectuels, de suivre une formation révolutionnaire exigeante.

Renouant avec la tradition communiste des années 1930, les maoïstes de la GP avaient, par ailleurs, institué avec les intellectuels dits « démocrates » – non militants mais sensibles aux thèmes de justice sociale – une relation où ces derniers devaient remplir deux fonctions, celle de porte-parole d'une partie du message et celle de protecteur des révolutionnaires victimes de la répression grâce à leur notoriété médiatique. Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Michel Leiris ou Michel Foucault – et des dizaines d'autres moins célèbres – se sont prêtés durant plusieurs années à ces deux rôles. Certains sont allés plus loin en étant eux-mêmes à l'origine de mouvements de contestation radicaux, à l'instar de Michel Foucault avec le Groupe d'information sur les prisons (GIP), qui dénonça les conditions faites alors aux prisonniers. Les années 1970 ont été ainsi riches en interventions au profit des nouveaux mouvements sociaux. On citera notamment le Manifeste des 343 « salopes » – signé par des femmes célèbres, artistes et intellectuelles – pour la revendication de la liberté de l'avortement, qui reprenait une méthode de provocation politique et collective initiée au cours de la guerre d'Algérie (manifeste des 121 intellectuels revendiquant le droit à l'insoumission).

Après la crise du gauchisme et l'arrivée au pouvoir du Parti socialiste en 1981, on constata un certain « silence des intellectuels », dénoncé en 1983 par l'historien et romancier socialiste Max Gallo, qui s'étonnait que la politique mitterrandienne ne reçoive pas l'onction des maîtres à penser. Alors que Sartre était mort depuis peu et que Foucault était mourant, bien

d'autres penseurs majeurs se sentaient plus proches de l'extrême gauche, comme Gilles Deleuze et Félix Guattari (qui sera un des animateurs, de 1981 à 1983, du CINEL, Centre d'initiative pour de nouveaux espaces de liberté), ou de l'ultragauche, comme Jean Baudrillard, et n avaient aucune envie de jouer un rôle de thuriféraire du socialisme gouvernemental.

Le temps des «experts». À partir des années 1990, et plus particulièrement après le mouvement de novembre et décembre 1995, on assista au développement d'une pratique déjà ancrée à l'extrême gauche (comme la présence sur le terrain de l'anti-impérialisme du CEDETIM, depuis 1966), celle de l'expertise et de la contre-expertise (l'analyse des faits plutôt que les proclamations idéologiques ou morales). À côté de la figure devenue traditionnelle de l'intellectuel militant apparaît donc celle du spécialiste mettant son savoir au service de causes concrètes: c'est, en 1993, l'association Pénombre, qui critique la façon des comptables nationaux d'utiliser les statistiques, ou, en 1994, le Réseau alerte inégalités, qui se charge de « débusquer ce qui concourt aux inégalités » dans les politiques publiques. Ces experts et contre-experts affluent à l'association ATTAC, qui, dans une stratégie d'éducation populaire, fait appel aux savants pour étayer l'argumentation économique des militants associatifs.

La période est également marquée par la figure de Pierre Bourdieu (1930-2002), sociologue reconnu des conduites et des modalités de la domination sociale, qui jusqu'alors avait limité ses apparitions publiques. Membre fondateur d'ATTAC, Bourdieu s'engage de façon directe dans le débat public, estimant que les sociologues doivent « avoir un rôle, car s'ils sont chercheurs, ils sont aussi spécialistes du fonctionnement social, de l'organisation sociale. Ils peuvent donc contribuer à organiser un travail de recherche collectif, qui ne laisse pas les chercheurs isolés, et à mettre en recherche tous ceux qui ont des choses à dire, qui peuvent apporter des témoignages, des analyses ». Il prolonge ce besoin collectif par la création, en 1998, du groupe Raisons d'agir, à l'origine d'une maison d'édition (Liber/Raisons d'agir) et de plusieurs best-sellers, d'où se dégagent son livre *Sur la télévision* et celui de Serge Halimi, *les Nouveaux Chiens de garde*, charges impitoyables contre les milieux médiatiques. Cette activité sera poursuivie par l'association Acrimed (Action critique médias) dont l'objectif est de faire entendre les voix des acteurs sociaux étouffées par les grands médias.

D'autres structures se proposent d'être des ateliers de contre-expertise pluridisciplinaire pour le mouvement antilibéral. C'est le cas de la

Fondation Copernic, qui rassemble, sous la direction d'Yves Salesse, des trotskistes de la LCR, des syndicalistes de SUD et des scientifiques indépendants. La fondation jouera un rôle important dans le combat contre l'adoption du Traité constitutionnel européen (TCE) en 2004-2005. Ce *think tank* critique passe au crible les politiques dites néolibérales et prend des initiatives sur le plan politique (pétition pour la défense des services publics, par exemple). Sur un champ plus restreint, mais sans doute plus stratégique encore, celui des sciences, on note la fondation en 2002, par Jacques Testart, de Sciences citoyennes. Cette fondation s'est associée au large mouvement de contestation des chercheurs de 2004, Sauvons la recherche.

Le rôle de plus en plus central de la matière grise dans les économies contemporaines a eu pour effet de rendre caduque l'ancienne conception de l'« intellectuel au service des masses », au profit de celle du travailleur intellectuel, sujet central du nouveau « capitalisme cognitif ».

⇢ ATTAC, Marxisme (en 2007)

intermittents Le mouvement des intermittents du spectacle concerne environ 300 000 personnes, dont quelque 120 000 allocataires des indemnités spéciales de chômage. On notera que le secteur de la culture employait, en 2002, plus de 460 000 travailleurs (2 % de la population active), signe de l'importance des travailleurs intellectuels dans la société postindustrielle. Dirigé par des Coordinations des intermittents et des précaires locales dans tout le pays (celle d'Île-de-France publie le bulletin *Interluttants*), ce mouvement mène depuis 2003 une longue lutte contre les tentatives de réduction des droits sociaux garantis par le statut de 1969. Les manifestations des artistes et techniciens du spectacle, tour à tour violentes, dérisoires ou décapantes, ont réussi à briser en 2003 la machine artistique estivale, avec l'annulation du Festival d'Avignon, ou à gripper tous les hivers celle de la remise des Césars et des Molières. Autonome, le mouvement continue son combat contre le protocole du 18 avril 2006 relatif au régime d'assurance-chômage des intermittents du spectacle, proposé par le gouvernement. Au-delà des problèmes spécifiques à ce secteur (le nombre des personnes indemnisées a doublé en une décennie), les intermittents du spectacle illustrent la précarisation croissante des emplois aujourd'hui.

⇢ Précarité et travailleurs pauvres

Internet De l'aveu des altermondialistes, la mobilisation planétaire des forums n'aurait pas été possible sans l'aide d'Internet, qui a pu être transformé en réseau international d'informations et de mobilisation. Plusieurs réseaux de communication ont joué un rôle crucial comme le nord-américain tao.org. Pour tous les courants d'extrême gauche, Internet est également une aubaine puisqu'il permet à peu de frais d'offrir un espace de visibilité et d'échange à tout individu et collectif, grâce aux blogs. Instrument de mobilisation rapide et efficace grâce au réseau indépendant indymedia, Internet permet également le développement d'un nouveau type d'intervention politique. Le premier des candidats d'extrême gauche à l'élection présidentielle de 2007 à se doter d'un site Internet a été Olivier Besancenot, fin octobre 2006.

islam

La question de l'islam dans les sociétés postindustrielles

La position des courants d'extrême gauche – plus particulièrement trotskistes – face aux mouvements qui se réclament de l'islam, s'appuie peu ou prou sur une analyse effectuée dès 1994 par le théoricien marxiste-révolutionnaire britannique Chris Harman dans un ouvrage intitulé *le Prophète et le Prolétariat*. L'auteur, directeur de la rédaction de la revue mensuelle *International Socialism*, est un des dirigeants du Socialist Worker's Party, d'obédience trotskiste, dont les partisans français les plus proches, ceux de la tendance Socialisme par en bas, ont récemment adhéré à la Ligue communiste révolutionnaire.

Ni fascistes ni progressistes

Harman qualifie l'islamisme radical d'« utopie de la petite-bourgeoise musulmane », qui en tant que telle ne peut être considérée comme l'ennemi principal des révolutionnaires, ce dernier restant l'État bourgeois et l'impérialisme. En effet, en tant qu'expression politique petite-bourgeoise, l'islamisme radical serait par essence « toujours poussé dans deux directions : vers la rébellion radicale contre la société et vers la compromission avec celle-ci ». Aussi, dans le cas où « ils [les révolutionnaires] sont dans le même camp que les islamistes, une [des tâches de ceux-là] est de polémiquer avec fermeté avec eux, de leur opposer notre alternative ». En conclusion, Chris Harman demande à ses camarades de revenir sur les attitudes passées, jugées fausses : « Par le passé, la gauche a commis deux erreurs face aux islamistes. La première a été de les considérer comme des

fascistes, avec lesquels rien de commun n'était possible. La seconde a été de les considérer comme des progressistes qu'il ne fallait pas critiquer. » Cette opinion est également partagée par le mouvement altermondialiste, dont certains leaders comme Ignacio Ramonet considèrent que les islamistes sont « des militants, qui dans le monde musulman, conservent la nostalgie de cette imbrication », à savoir celle de la religion, du droit et de l'État (article Islamisme, *in* Ignacio Ramonet, Ramon Chao et Wozniak, *Abécédaire partiel et partial de la mondialisation*). Une attitude faite de sympathie pour la religion musulmane, une religion en expansion et qui serait celle des nouveaux damnés de la Terre.

Sur le plan concret, la question de la pratique publique des rites islamiques a interpellé l'extrême gauche comme l'ensemble des sociétés occidentales. L'extrême gauche professe majoritairement, tant au niveau de ses militants que de ses discours, un athéisme militant ou, à titre personnel, une attitude agnostique, ce qui a pour conséquence soit une attitude tolérante (la LCR), soit hostile (LO), voire plus encore (le PT).

Depuis 1989, plusieurs affaires ont placé les différentes organisations dans des situations embarrassantes. Le port du voile islamique par des jeunes filles a suscité de nombreuses polémiques (affaires de Creil en 1989, puis d'Aubervilliers en 2004), tout comme ensuite le débat sur la loi sur le voile, adoptée en 2004, et, plus récemment, la polémique sur les caricatures danoises de Mahomet en 2005-2006, sans oublier le problème politique posé au sein du mouvement altermondialiste par la présence de Tariq Ramadan aux forums sociaux européens de Paris et de Seine-Saint-Denis en 2003 et de Londres en 2004.

Les différentes forces d'extrême gauche ont appliqué sur la question du voile leur schéma traditionnel. *Grosso modo*, plus les groupements sont favorables aux mouvements tiers-mondistes, plus ils ont pris position pour le respect du choix des femmes et des jeunes filles. Plus les générations militantes sont jeunes, plus elles acceptent la différentiation. Mais plus les organisations ont un discours ouvriériste, plus elles se montrent hostiles à l'affirmation vestimentaire des jeunes générations ; plus les militants affirment des convictions féministes ou laïques, plus ils s'opposent aux revendications identitaires. Quant aux électeurs d'extrême gauche, si l'on en croit un sondage récent (novembre 2006) réalisé par l'IFOP pour *le Monde* sur l'interdiction du port du voile dans les lieux publics, ils sont plus favorables à l'interdiction que les électeurs écologistes ou socialistes.

Les affaires du voile

Chez les trotskistes de Lutte ouvrière, la revendication du port du voile n'est pas révolutionnaire et participe de la division de la classe ouvrière lorsqu'elle est mise en avant. Cette pratique procède donc d'une « idéologie à combattre » et « il est [...] du devoir des révolutionnaires de tout faire pour gagner aux idées communistes les travailleurs immigrés ou issus de l'immigration. Mais courtiser les leaders islamistes ne constitue pas un raccourci pour y parvenir : on ne se rapproche jamais du but à atteindre en lui tournant le dos ! » (conclusion du texte intitulé « Quand une partie de l'extrême gauche fait la cour aux islamistes », *Lutte de classe*, n° 84, 10 novembre 2004).

Ce n'est pas le cas d'un autre courant trotskiste, certes minoritaire et éphémère, qui, à partir de 1992, a considéré que le port du voile était aussi une réponse « au racisme, au colonialisme, à l'eurocentrisme ». Les Jeunes Révolutionnaires en Europe (JRE), scission des Jeunesses communistes révolutionnaires, l'organisation de jeunesse de la LCR, influencée par l'organisation britannique Militant, ont développé pendant des années une politique d'alliance avec les organisations musulmanes sur des mots d'ordre du mouvement islamique. Puisque l'adhésion à l'islamisme politique peut être une perspective que se donnent les groupes issus de l'immigration, les tenants de ce courant affirment que « les vrais démocrates se tiendront aux côtés des révoltés, sans faire aucun préalable de leurs idées ou de leur conception du monde ». Les révolutionnaires sont toujours du côté des opprimés.

Un révélateur ?

Une autre attitude consiste à faire de la question de l'islam un révélateur de la crise des sociétés occidentales, et de la société française en particulier. Ainsi, deux intellectuels d'extrême gauche, Emmanuel Terray et Alain Bihr, ne veulent pas se laisser prendre dans un débat qui leur paraît, pour le premier, ressortir seulement de l'« hystérie politique » et, pour le second, de la simple « diversion politique ». Dans *la Question du voile. Une hystérie politique*, l'ethnologue Emmanuel Terray – disciple d'Althusser et, depuis quarante ans, soutien indéfectible des luttes immigrées et des sans-papiers – s'inspire d'une théorisation faite par un historien hongrois, Istvan Bibo, pour expliquer l'aveuglement et l'irresponsabilité des opinions publiques des pays d'Europe centrale dans les années 1930, quand une société, qui se sent à la fois menacée et impuissante, se fabrique une image déformée

et fantasmatique de l'étranger, taraudée qu'elle est par la peur de l'Autre. La société française serait donc malade de ce que Terray désigne comme la « panne de l'immigration » et la « stagnation du processus d'égalisation entre les sexes ». Devant ce constat, la classe politique trouverait dans les quelques cas de port du voile islamique un dérivatif plus ou moins habile à la crise sociale. Philosophe libertaire, Alain Bihr, dans *Marianne et le voile*, dénonce lui une manipulation. Il qualifie de faux débat cette « lamentable affaire [...] à laquelle ont eu intérêt aussi bien la vraie droite que la fausse gauche pour faire oublier les véritables enjeux politiques de l'heure ». Elle lui semble inappropriée et fondée sur un fantasme : celui du complot islamiste contre l'école. Fantasme parce que, au niveau objectif, elle ne concerne qu'une minorité d'une minorité, et que, au niveau subjectif, elle dénote un « singulier manque de confiance de "nos" institutions républicaines ». Hostile à l'expulsion des jeunes filles portant le voile, il parie sur la « vertu émancipatrice du savoir » dans la mesure où les raisons du port du voile sont diverses (pas toutes le résultat d'une injonction paternelle ou fraternelle) et que la société occidentale peut, par l'injonction sociale et publicitaire faite aux femmes de se dénuder, générer un mouvement de type puritain – pudeur et raideur – chez les jeunes musulmanes.

L'affaire des caricatures (2006)

La publication des caricatures dites antimusulmanes, publiées en 2005 dans un journal danois, a suscité un débat mondial au début de l'année suivante. En France, si chez les trotskistes de la LCR, ces dessins ont été compris à travers le prisme du « choc des civilisations » comme une nouvelle offensive raciste de la part de l'Occident (en l'occurrence une publication conservatrice danoise), chez une partie des intellectuels de tendance libertaire, le réflexe immédiat a été de défendre la liberté d'expression individuelle contre le fondamentalisme et l'intégrisme, comme ce fut le cas de la journaliste féministe et laïque Caroline Fourest et de Philippe Val, tous deux de *Charlie Hebdo*. Une attitude contre laquelle s'est élevée le MRAP, qui a décidé de porter plainte contre les journaux qui ont publié en France les caricatures, pour « incitation à la haine raciale ».

La minorité la plus « islamophile » de la LCR conclut son argumentation en appelant à ce que « tous les antiracistes conséquents montrent leur solidarité avec la communauté musulmane, contre ceux qui veulent faire des musulmans des boucs émissaires, et qui soutiennent ainsi les massacres en Irak et en Palestine » (site Socialisme international, février

2006). Une position partagée par ceux qui crient à la « provocation planifiée » (groupe La Commune, également trotskiste) ou élargie à laquelle participent autant les réactionnaires danois que les « petits-bourgeois soi-disant "libre penseurs" du genre de *Charlie Hebdo* » (Communistes révolutionnaires internationalistes, CRI).

Contre ces visions peu ou prou tiers-mondistes, *Charlie Hebdo* publie un « Manifeste des Douze » contre l'intégrisme islamiste, le « nouveau totalitarisme qui menace le siècle ». Signé par plusieurs journalistes et écrivains majoritairement originaires de pays musulmans et ayant eu affaire à l'intransigeance islamique, Ayan Hirsi Ali, Chahla Chafiq, Irshad Manji, Mehdi Mozaffari, Maryam Namazie, Taslima Nasreen, Salman Rushdie et Ibn Warraq, ainsi que par trois intellectuels français, Caroline Fourest, Bernard-Henri Lévy, Philippe Val, et français d'origine libanaise, Antoine Sfeir, le Manifeste proclame « refuser de renoncer à l'esprit critique par peur d'encourager l'"islamophobie", concept malheureux qui confond critique de l'islam en tant que religion et stigmatisation des croyants ». Une analyse que partage le courant libertaire militant pour qui « il est important de rappeler que critiquer, brocarder, dénoncer une religion ou une croyance quelle qu'elle soit ne saurait en aucun être assimilé à une attaque raciste. Aucun groupe ethnique, aucune race, aucun peuple, aucun individu ne peut se réduire à une religion » (*Courant alternatif*, mars 2006).

De son côté, Lutte ouvrière ne voit dans cette affaire qu'hypocrisie, tant chez les partisans de la liberté de la presse, choqués par la violence des réactions, que chez les « victimes » musulmanes, surtout quand ce sont des États aux régimes réactionnaires. Quant à certains cercles de l'ultragauche, très perméables aux théories du complot, ils affirment que l'islamisme et l'impérialisme ont partie liée dans le combat contre la révolution des peuples. Pour cette mouvance, les attentats du 11 septembre 2001 auraient été dirigés contre le mouvement altermondialiste, comme, autrefois, le soutien à Khomeiny par la France et son rapatriement en Iran au début de la révolution islamique auraient été organisés pour mettre un frein à la révolution des masses persanes. Une manière comme une autre de renvoyer dos-à-dos tous les pouvoirs, qu'ils soient laïques ou religieux, au nom d'un prolétariat intemporel.

Une fracture idéologique

La question de l'islam peut avoir également pour fonction de délégitimer toute expression autonome – politique, infrapolitique ou éminemment

politique (se rapporter pour cette dernière conception à l'article de Françoise Blum paru dans *le Monde* du 10 novembre 2005 : « Ils sont entrés en politique ») – des jeunes des quartiers de banlieue. Il n'en reste pas moins que l'islam politique, ou islamisme, constitue – depuis longtemps, sous une forme groupusculaire – une valeur refuge pour certains d'entre ceux-ci (même si les jeunes appréhendés lors des émeutes de l'automne 2005 ne répondaient pas à ce profil dans leur grande majorité, et que c'est plutôt lors de leur incarcération qu'ils risquent d'être influencés, si l'on en croit les médias populaires, par « l'islam des prisons »).

La question de l'islam recouvre plusieurs interrogations qui se posent aussi bien à l'extrême gauche qu'à l'ensemble de la société française. Pour les tenants de la gauche de la gauche, le problème est de savoir comment on peut être musulman – c'est-à-dire fidèle d'une religion dans laquelle le politique et le religieux ne semblent pas encore dissociés – et révolutionnaire, sans pour autant abdiquer tout rapport à la modernité et aux libertés individuelles. On peut s'inquiéter, à cet égard, de l'avenir des luttes portées depuis les années 1960 pour l'affirmation des droits des femmes et des homosexuels dans le cadre de mobilisations communes avec des organisations qui se prétendraient révolutionnaires et musulmanes. Comme on peut d'ailleurs s'inquiéter de l'attitude de toutes les religions face à ces revendications. Mais sans doute, le problème le plus important reste l'impact du conflit proche-oriental dans la société française, qui désormais abrite les deux communautés juive et musulmane les plus nombreuses d'Europe. La question palestinienne s'est imposée progressivement dans le processus de maturation de la révolte des jeunes musulmans. Les derniers développements en Palestine comme l'affrontement idéologique très âpre mené en France par certains intellectuels, dont Alain Finkielkraut, laissent augurer de la formation de lignes de fracture profondes. Le rôle de l'extrême gauche dans ce débat n'est pas indifférent, puisqu'on lui assigne de plus en plus un positionnement « rouge-brun » sur cette question, en clair à la limite de l'antisémitisme. Celle-ci aurait beaucoup à perdre à s'aligner sur l'islamisme politique. Sa réponse doit s'inscrire dans une approche non idéologique mais sociale pour sortir d'une névrose idéologique et de l'équation islamisme = intifada = banlieue, dans laquelle on tente souvent de l'enfermer.

⇢ Banlieues, MIB

J

Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) Cette organisation de jeunesse anti-impérialiste est principalement animée par des militants trotskistes du PCI. Fondée le 2 avril 1966 en milieu étudiant à la suite de la dissolution par le PCF du secteur Sorbonne-Lettres de l'Union des étudiants communistes (UEC), organisation étudiante du PCF, la JCR regroupe deux courants :, un courant communiste comprenant des étudiants et des lycéens communistes, et un courant socialiste novateur, celui des jeunes du Parti socialiste unifié, le PSU, les Étudiants socialistes unifiés (ESU). La fondation de la JCR marque ainsi la fin d'un processus de désaffection d'un certain nombre de jeunes militants communistes, internationalistes et activistes, qui reprochaient au PCF son modérantisme. En effet, le soutien de celui-ci à la candidature du socialiste François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965 a provoqué des remous. Les militants de la Sorbonne, ayant adopté les thèses du Parti communiste internationaliste (PCI) et de son animateur Alain Krivine, rejettent alors la décision du bureau politique du PCF de soutenir Mitterrand et vont adhérer à la nouvelle JCR.

En deux ans, celle-ci s'affirme comme l'une des organisations d'extrême gauche les plus dynamiques au Quartier latin et dans une trentaine de villes de province. Instigatrice de la réaction antifasciste contre les activités de l'organisation d'extrême droite Ordre nouveau, des mobilisations de soutien au FNL sud-vietnamien en France comme en Europe (manifestations européennes de Bruxelles en 1967 et de Berlin en 1968) et aux mouvements de guérilla guévaristes en Amérique latine, la JCR se trouve aux premières loges au cours de l'agitation estudiantine du premier trimestre 1968. Des militants JCR (entre autres Xavier Langlade) participent, à Nanterre, à la constitution du Mouvement du 22 mars comme aux mobilisations de soutien aux étudiants arrêtés. Ils participent en banlieue et en province à l'extension du mouvement de solida-

rité étudiants-ouvriers et aux soirées insurrectionnelles de Mai (nuit des barricades du 10 mai). Alain Krivine s'impose comme le porte-parole de son organisation, qui appelle à la grève générale et à la constitution de comités d'action. Le 12 juin, après le début du reflux de la mobilisation antigaulliste, le ministère de l'Intérieur interdit la JCR en même temps que quatre autres organisations d'extrême gauche.

Si l'organisation est dissoute, elle ne réussit pas moins à continuer d'exister à travers la diffusion du journal, parade trouvée pour éviter les poursuites pour reconstitution de ligue dissoute. Le premier numéro du journal bimensuel, « quinzomadaire », intitulé *Rouge*, paraît le 18 septembre 1968. Le journal passera à un rythme hebdomadaire le 1er mai 1969. L'organisation, qui compte alors un millier de militants (350 avant mai), dont la grande majorité de jeunes étudiants et lycéens, adopte une structure souple, celle des Cercles Rouge chargés de diffuser l'organe de presse. Cette situation dure jusqu'en avril 1969, date de la fondation de la Ligue communiste dont le principe a été discuté durant l'automne et l'hiver 1968-1969. Aujourd'hui, le sigle JCR désigne l'organisation de jeunesse de la LCR.

→ Entrisme, LCR, Trotskisme

jeunesse/jeunisme À la fin des années 1960, les sociétés occidentales subissent la révolte de la jeunesse scolarisée, qui trouve une de ses modalités d'expression radicale dans les mouvements d'extrême gauche. D'une certaine façon, ce processus renvoie à ce qui s'était passé en Europe occidentale juste à la fin de la Première Guerre mondiale, où déjà la jeunesse avait fourni les bataillons du mouvement communiste. Plus récemment, la jeunesse scolarisée redécouvre la politique à partir de la moitié des années 1990 et ce, jusqu'à récemment à travers les émeutes des cités de banlieue de 2005 et le mouvement contre le CEP en 2006.

Depuis 1968, la tendance est à l'abaissement de l'âge d'entrée en politique, une orientation lourde qui s'explique par la maturité plus précoce des adolescents, plus informés que leurs aînés, et ayant la possibilité de se mouvoir de manière autonome dans des contre- ou sous-cultures indépendantes du monde adulte. Tendance parallèle, la jeunesse contemporaine semble s'investir moins dans les organisations politiques ou syndicales traditionnelles que dans des regroupements plus informels (bandes, réseaux, coordinations, etc.), aux modalités d'expression multiples (rap, blogs, concerts et raves plus ou moins politisés).

À la différence des générations d'avant le chômage et le sida, la jeunesse actuelle subit les modalités d'adaptation à la précarité et à la mobilité, l'entrée tardive dans une économie salariée, de plus en plus immatérielle et de service, qui n'offre que pour une minorité la perspective rapide de se construire un futur. Dans une étude de 1996, Pierre Bauby et Thierry Gerber affirment que les jeunes expriment une « individualité, autocentrée et solidaire », qu'ils sont pragmatiques et ouverts à la tolérance. Moins motivés idéologiquement et politiquement, ils sont plus exigeants en matière de démocratie, attachés aux coordinations (1987) et aux assemblées générales (2006). Par ailleurs, la jeunesse s'est investie massivement dans le mouvement d'hostilité à Le Pen en 2002 après le premier tour de l'élection présidentielle. À ce titre, son principal marqueur politique reste, globalement, l'hostilité au chef de l'extrême droite. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, les plus jeunes électeurs, ceux nés entre 1978 et 1984, ont voté à 13 % pour le chef du FN, contre 17 % en moyenne nationale. La différence ne paraît pas si forte, mais on remarquera que, quand elle s'oppose à Le Pen, la jeunesse le fait avec plus de détermination encore que les autres générations.

Objet de toutes les sollicitations politiques, elle est aussi la victime d'une société accusée par ailleurs de « jeunisme » en éliminant les cinquantenaires du front du travail. Une contradiction schizophrénique de toutes les sociétés postindustrielles, que la classe politique française, d'un âge moyen élevé, n'a pas été en mesure jusqu'à maintenant de dépasser.

→ Génération

K

Naomi Klein Journaliste canadienne (fille d'opposants américains à la guerre du Viêt Nam) et militante féministe, née en 1970, Naomi Klein s'est fait connaître dans le monde entier par son ouvrage *No Logo*, publié en 1999, qui est le fruit de plusieurs années d'enquêtes journalistiques au *Toronto Star* puis à *Globe and Mail*, autre publication de la grande ville canadienne. Ce livre a joué un rôle important dans la diffusion des thèmes antimondialistes (première phase du mouvement altermondialiste). Devenue ensuite un des principaux porte-parole du mouvement altermondialiste et, à ce titre, appelée à participer à la plupart des grandes mobilisations internationales, Naomi Klein énonce, dans un recueil d'articles et d'interventions publiques publiées trois ans plus tard sous le titre *Journal d'une combattante : nouvelles du front de la mondialisation*, ce qu'elle considère comme une des contradictions principales de l'économie mondialisée actuelle. Bien que prétendant ouvrir le monde, celle-ci contribue à la constitution de multiples clôtures en réponse au mouvement altermondialiste, des clôtures symboliques qui enserrent dorénavant les centres-villes où se déroulent les contre-forums et des clôtures réelles lorsque ses bénéficiaires s'installent eux-mêmes en résidence surveillée, dans des quartiers spécifiques. De son côté, la contestation mondiale établit également des clôtures derrière lesquelles les expérimentations sociales tentent de se développer, aidées par la force du réseau, les « moyeux et les nœuds » du réseau contestataire mondial. Les ouvrages de Naomi Klein permettent d'avoir un aperçu de la richesse inventive du mouvement de contestation nord-américain, plus libertaire que son pendant européen.

→ Altermondialisme, *No Logo*

Alain Krivine Ce dirigeant trotskiste, né en 1941, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, candidat à l'élection

présidentielle en 1969 et en 1974, porte-parole de la LCR est également député européen de 1999 à 2004 et membre du secrétariat unifié de la IVe Internationale. Élevé dans un milieu aisé – son père tient un cabinet de stomatologue et son cousin, Emmanuel, sera un célèbre chef d'orchestre – et de sensibilité de gauche, Alain Krivine est tombé dans la politique dès son plus jeune âge, une passion qu'il partage avec ses quatre frères. Dès l'âge de 14 ans, en 1955, il adhère tout d'abord aux Jeunesses communistes, qui ont alors pour nom Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), partageant en cela l'exemple de ses frères. En 1957, à l'issue d'un voyage à Moscou dans le cadre d'un festival mondial de la jeunesse, il est convaincu que le Parti communiste ne répond pas à ses aspirations révolutionnaires, en particulier sur la question algérienne. Il se rapproche des trotskistes du Parti communiste internationaliste (PCI), dirigé par Pierre Frank, section de la IVe Internationale, où milite déjà secrètement son frère Hubert. En 1958, il adhère à l'Union des étudiants communistes (UEC), dont il devient membre du comité central et secrétaire de la section histoire à la Sorbonne. Parallèlement, admis au sein du PCI à partir de 1960, il participe en 1961 à la création du Front universitaire antifasciste (FUA) afin de lutter contre l'OAS, qui multiplie les attentats, et contre l'extrême droite au Quartier latin. Il mène au sein de l'organisation étudiante du PCF un travail d'opposition, puis de fraction, et subit en 1965 les foudres de la direction pour avoir refusé de suivre la consigne du Parti de soutien à la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle.

Exclu avec une centaine d'autres adhérents, il fonde la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), une des organisations en pointe lors des événements de Mai 1968. Orateur de talent – il est le porte-parole de la JCR lors du grand rassemblement international de Berlin contre la guerre au Viêt Nam en février 1968 –, il sait moduler sa voix de basse pour fustiger le pouvoir, les réformistes et les staliniens ou pour haranguer ses jeunes auditeurs. Titulaire d'une licence et d'un diplôme d'études supérieures (DES) en histoire, il mène une courte carrière dans l'édition de 1966 à 1968 puis devient révolutionnaire professionnel après son service militaire, qu'il termine en 1970.

Un leader et sa « bande ». Entre-temps, il a pu conforter son audience nationale en étant le premier et le plus jeune candidat à la présidence de la République en 1969 : soldat de 2e classe, le leader de la Ligue communiste apparaît à la télévision nationale de l'époque comme le porte-parole des

révolutionnaires et des espoirs de Mai 1968. La « bande à Krivine » est née. Toutefois, en dépit d'une campagne très active et d'un meeting final à Paris tenu devant près de 10 000 sympathisants, la moisson de cette première campagne est mince : seulement 1,1 % des suffrages (soit 236 237 voix), alors que le leader du Parti socialiste unifié, Michel Rocard, en recueille trois fois plus.

Après la dissolution de la Ligue communiste par le gouvernement en 1973, Alain Krivine fonde avec trente et un autres dirigeants de l'ex-organisation le Front communiste révolutionnaire (FCR) pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle de 1974, consécutive au décès de Georges Pompidou. Les résultats sont catastrophiques : Krivine est largement distancé par Arlette Laguiller de Lutte ouvrière, dont c'est la première apparition, et qui recueille six fois plus de suffrages. Avec 0,36 % des voix, le FCR n'est pas grand-chose dans les 4 % qui se portent sur les candidats d'extrême gauche (à LO s'ajoutent les écologistes qui ont présenté René Dumont).

Militant le plus en vue du mouvement trotskiste, Alain Krivine commence une longue carrière à la tête de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire), fondée fin 1974. Avec Henri Weber – depuis passé en 1986 au PS après avoir quitté l'organisation en 1980 – et Daniel Bensaïd, il est l'un des piliers de l'organisation. Tenant d'une ligne internationaliste, qui inclut le soutien à des expériences politiques au destin tragique – la lutte armée en Argentine –, il aide activement de nombreux mouvements de libération nationale, dont, naturellement, celui du peuple vietnamien de 1965 à 1973.

Maintenir la barque à flot. Porte-parole de la LCR, Krivine est reconduit de 1975 à 2006 au bureau politique et accompagne l'évolution de l'organisation trotskiste. Il n'est mis en minorité qu'au cours du III[e] congrès, en 1979, lorsqu'il défend l'idée d'une convergence avec les trotskistes lambertistes de l'OCI. Animateur du mouvement, il est le plus souvent chargé des relations avec l'ensemble des mouvements politiques d'extrême gauche et de gauche. Malgré de multiples crises de croissance de son mouvement (quatre importantes défections collectives toucheront l'organisation), les renversements de l'histoire (la crise du gauchisme après 1973, le succès de la gauche réformiste en 1981, le défi autonome en 1977-1978, la chute du mur de Berlin en 1989) ainsi que les défaites majeures de l'organisation (la dissolution de 1973, la concurrence de LO et d'Arlette

Laguiller), Alain Krivine réussit à maintenir la LCR à flot, en dépit de nombreuses hémorragies de militants.

Attentif à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux, il invite ses militants à participer à toutes les grandes mobilisations antifascistes, antiracistes, antinucléaires, antimilitaristes et à y exercer leur soutien critique. Porte-parole chevronné, il défend partout dans les médias la politique de la Ligue – jusqu'à ce qu'apparaisse Olivier Besancenot, en 2001 – et prend part à nombre d'actions symboliques (occupation de l'église Saint-Bernard en 1996, entre autres). Rien n'arrête « Delphin », « Tinville » ou « Georges Villetin » (ses pseudonymes successifs), le militant, l'agitateur ou l'éditorialiste de *Rouge*, l'organe de la LCR, ni la prison (à deux reprises, en juillet 1968 – pour quarante-neuf jours – et en juin 1973 – pour vingt jours), ni les revers politiques. Débatteur de talent, Krivine se maintient à son poste malgré des prévisions souvent contredites par les faits (par exemple, l'imminence de la révolution en Europe dans les années 1970, après une analyse de Mai 1968 comme répétition générale).

Membre du secrétariat unifié de la IVe Internationale, Alain Krivine, député européen durant une mandature, de 1999 à 2004, a l'intelligence de savoir se départir de son rôle de vitrine de la LCR en méditant à la fois sur l'évolution d'Arlette Laguiller et sur le nécessaire rajeunissement de l'image de son organisation. En 2001, il propulse au premier plan son ancien attaché parlementaire européen Olivier Besancenot, puis, le 1er mars 2006, il quitte le bureau politique de la LCR après fait valoir ses droits à la retraite professionnelle dès fin 2004. Cependant, rien n'arrête le révolutionnaire professionnel qu'il ne cessera sans doute pas d'être : rédacteur à *Rouge*, responsable à la IVe Internationale, les casquettes ne manquent pas à celui qui, durant plus de trente-cinq ans, a personnifié le trotskisme tendance moderne, sachant manier principes fondamentaux et aggiornamentos périodiques. Accusé le plus souvent d'opportunisme par ses détracteurs appartenant aux autres courants de la famille trotskiste, ou de liquidateur – lorsque la LCR se désolidarise de mouvements qui ne lui conviennent plus –, Alain Krivine peut jouer désormais un rôle qu'il n'avait pas encore tenu : celui d'éminence… rouge. Il a publié ses souvenirs en octobre 2006, sous le titre de *Ça te passera avec l'âge*.

→ Olivier Besancenot, JCR, LCR, Mai 1968, PCI

L

Arlette Laguiller Porte-parole et militante de l'UCI-Lutte ouvrière, la première femme candidate à la présidence de la République en 1974 est élue conseillère régionale d'Île-de-France (1998-2004), puis députée européenne (1999-2004). La plus célèbre trotskiste de France de ces trente dernières années (née à Paris en 1940) est issue d'une famille ouvrière de la banlieue rouge parisienne, aux Lilas. Après les années de collège, « Arlette » entre dans la vie active comme mécanographe au Crédit Lyonnais, où elle passera toute sa vie professionnelle. Intéressée très jeune par la politique, elle adhère, en 1960, par anticolonialisme, au PSU, puis devient militante syndicale à la CGT. Entrée en contact avec les trotskistes de Voix ouvrière (future Lutte ouvrière), l'employée de banque devient déléguée en 1962 avant d'être exclue pour trotskisme en 1965. Passée à FO, elle retrouve une fonction de déléguée syndicale au siège central à Paris. Parallèlement admise comme membre de l'Union communiste internationaliste (UCI), elle participe, en juin 1968, à la fondation de Lutte ouvrière, qui a succédé à Voix ouvrière, dissoute par le gouvernement. Elle siège alors au bureau politique de l'UCI et fait partie des militants chargés de représenter l'organisation dans le travail de propagande par élections interposées. En 1971, elle se présente aux élections municipales à Paris. Ayant fait ses preuves au cours de cette première campagne, elle devient deux ans plus tard la porte-parole du mouvement aux élections législatives de 1973. Présentant bien, humble mais déterminée, la parole un peu mécanique et le propos simple, Arlette Laguiller a rencontré son destin, celui d'accompagner durant plus de trente ans les rendez-vous des Français avec toutes les élections possibles, sans oublier les référendums.

Lutte ouvrière devient le « parti d'Arlette » à l'issue de sa candidature à la présidence de la République – la première femme à tenter le pari – en 1974. Un an auparavant, elle avait tenu un rôle important dans

le plus grand mouvement de grève ayant touché le secteur bancaire au printemps 1973. Défendant l'idée d'une grève menée par les salariés eux-mêmes dans le cadre de structures démocratiques, Arlette y gagne encore en popularité.

« Quand Arlette chante c'est du bleu de l'azur... ». En multipliant les meetings tout au long de l'année, en signant un éditorial chaque semaine dans *LO*, en prononçant le discours annuel de l'organisation à la fête de Lutte ouvrière à chaque Pentecôte, en étant la seule militante à passer à la télévision et dans les autres médias, Arlette, la camarade « Travailleuses, travailleurs », est devenue une star. En 1993, Alain Souchon lui consacre une chanson où il déclare : « Quand Arlette chante c'est du bleu de l'azur / Sur les usines et leurs grands murs / Les paroles bien sûr ont beaucoup d'usure / Mais elle chante avec un air pur. » Deux ans plus tard, son apparition aux *Guignols de l'info*, le théâtre satirique de Canal +, confirme son statut de vedette. À deux reprises, Arlette Laguiller a rassemblé plus de 5 % des suffrages exprimés aux élections présidentielles de 1995 (5,3 %) et 2002 (5,7 %). Lors de ce dernier scrutin, elle arrive même au cinquième rang sur les seize candidats en lice, montrant qu'elle avait tissé des liens personnels avec une partie de l'électorat qui dépasse très largement l'implantation de son organisation. Arlette est, plus que son jeune rival de la LCR Olivier Besancenot, perçue comme le candidat des pauvres et des exclus.

Pour ceux qui s'inquiéteraient sur la nature de la participation intellectuelle personnelle d'Arlette Laguiller aux propos qu'elle tient, il suffit de se reporter au *Rapport sur l'organisation* de 1943, fondateur de la pratique politique de Lutte ouvrière. Arlette Laguiller symbolise, dans une certaine mesure, l'idéal militant de l'organisation : « Le militant est le produit à la fois de sa propre activité individuelle et de celle encore plus importante, collective du parti. La subordination de toutes ses ressources morales, intellectuelles et matérielles à cette vie collective du parti est donc le devoir du militant, en premier lieu vis-à-vis de lui-même. » Quand le marketing politique peut s'accommoder de vieilles recettes...

Ces dernières années, l'image à la fois lisse – la militante sans défaut – et rugueuse – le parler-vrai de la révolution – a été écornée par des enquêtes journalistiques (*la Vraie Nature d'Arlette* de François Koch) ou par des attaques *ad hominem* (*Arlette n'est pas une sainte*, tribune libre des frères Daniel et Gabriel Cohn-Bendit dans *Libération*, 5 avril 2002) dénonçant les pratiques sectaires de son organisation.

En décembre 2005, Arlette Laguiller a fait savoir qu'elle se représenterait en 2007 pour la dernière fois, son organisation ayant décidé de préparer une nouvelle militante pour la représenter en 2012.

Arlette Laguiller a publié plusieurs ouvrages qui ont permis à Lutte ouvrière de populariser son personnage : *Moi, une militante* (1974) ; *Une travailleuse révolutionnaire dans la campagne présidentielle* (1974) ; *Il faut changer le monde* (1988) ; *C'est toute ma vie* (1996) ; *Paroles de prolétaires : réponses des travailleurs eux-mêmes à ceux qui prétendent que la classe ouvrière n'existe plus* (1999) ; *Mon communisme* (2002).

→ Barcia, Élections, Lutte ouvrière, Union communiste internationaliste

Pierre Lambert Dirigeant trotskiste du courant dénommé péjorativement de son nom – le courant lambertiste –, né en 1920, à Paris, dans une famille d'émigrants venus de Russie, qui s'est ensuite installée à Montreuil, Pierre Boussel (dit Pierre Lambert) adhère à l'âge de 14 ans aux Jeunesses communistes, puis aux Jeunesses socialistes. En 1938, il rejoint le Parti communiste internationaliste (PCI), fondé trois ans plus tôt, et est chargé alors de faire de l'entrisme dans la fraction gauche du parti socialiste, la Gauche révolutionnaire, puis dans le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) de Marceau Pivert, avant d'en être exclu en 1939. Pendant la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie en juin 1941, Pierre Lambert est membre du groupe qui édite le bulletin *la Commune* et qui s'intitule Comité pour la reconstruction de la IVe Internationale. Un groupe n'en poursuit pas moins ses activités d'entrisme au sein, cette fois, du parti de Marcel Déat – le Rassemblement national populaire (RNP) –, considéré comme « la gauche » des mouvements collaborationnistes. Après 1941, Lambert adhère au Parti ouvrier internationaliste (POI), qui contribue, en 1944, à la reconstruction du Parti communiste internationaliste, organisation trotskiste unifiée. Ouvrier en usine, il est le responsable du rayon nord de la région parisienne, puis monte dans la hiérarchie de la CGT. En 1945, il est nommé au comité central du PCI. Lors de la scission de 1952, il s'oppose à Michel Pablo et à Pierre Frank. Il conserve alors la direction du PCI, mais est exclu de la IVe Internationale. En compagnie de l'Américain James Cannon, dirigeant du Socialist Workers Party (SWP), et de l'Irlandais Gerry Healy, leader de l'organisation britannique Socialist Labour League (SLL), il anime le Comité international pour la reconstruction de

la IVe Internationale, dit le Cirqi. En 1993, il se place à la direction de la « IVe Internationale-reproclamée ».

Le génie de l'entrisme. Depuis les années 1960, il dirige tour à tour les différentes organisations qui ont succédé au PCI majoritaire (1952-1958), à savoir le Groupe La Vérité (1958-1965), l'OCI (1965-1968), l'Organisation trotskiste (1968-1971), de nouveau l'OCI (1971-1981), le PCI (1981-1984), le MPPT (1984-1991) et enfin le PT, dernier avatar de la reconstruction d'un parti « de masse » (par opposition à une organisation d'avant-garde) à la gauche du Parti communiste (depuis 1991).

Mais son grand œuvre de militant politique reste le travail d'entrisme à la CGT-FO, scission de la CGT en 1947 – il est lui-même exclu de la CGT en 1950. Il organise sa propre tendance au sein de la CGT-FO, qu'il a rejointe, au début des années 1950 en faisant alliance avec les anarcho-syndicalistes Maurice Joyeux et Alexandre Hébert (jeune dirigeant des grèves dans la métallurgie de Loire-Atlantique) sur la base de la lutte contre les staliniens (PCF et CGT) et sur la défense de la laïcité. À partir de 1961, il entame une longue carrière à la chambre syndicale de la Sécurité sociale de la région parisienne comme représentant de FO, jusqu'à sa retraite en 1980.

Lambert a développé une conception très personnelle de la direction d'un parti politique, quelle que soit l'étiquette qu'il lui a collée au fil des années. Disposant d'un réseau très large, constitué par la fréquentation des milieux les plus divers, syndicalistes, laïques ou francs-maçons, Pierre Lambert – assisté longtemps par Stéphane Just, rencontré dès 1945 et qu'il exclura en 1984 – dirige son mouvement de manière plus autoritaire que democratique. Un comportement qui s'explique par la place centrale qu'il a acquise au sein d'un groupuscule réduit à une cinquantaine de membres au milieu des années 1950 et qui, dans les années 1980, atteint, selon ses dires, un nombre fluctuant entre 5 000 et 10 000 adhérents, ce qui en fait l'organisation trotskiste hexagonale la plus nombreuse. Il a en effet multiplié autour de lui des cercles plus ou moins larges d'amis, d'affidés et de sympathisants, qu'il coopte parfois personnellement au sein de la direction de l'OCI puis des CCI, comme les anarcho-syndicalistes Alexandre Hébert ou Joachim Salamero.

En dépit d'une analyse politique peu clairvoyante sur le développement du capitalisme et d'un aveuglement volontaire face à l'irruption de nouveaux mouvements politiques et sociaux, qui discréditent son organisation dans les années 1960-1970, Pierre Lambert affiche une posture

politique prolétarienne destinée à impressionner ses interlocuteurs, une prétention qui s'appuie sur un travail politique patient et obstiné dans les structures syndicales. Intelligent et rusé, il développe deux types d'entrisme afin de pénétrer ces organisations. Le premier, que Christophe Nick (dans son ouvrage *les Trotskistes*, 2002) appelle l'« entrisme courtois », consiste à proposer des campagnes d'action communes, privilégiant le dialogue politique au sommet par rapport au travail sur le terrain. Il n'est pas rare que Pierre Lambert mette alors à disposition des organisations « amies » ses organisations spécifiques pour effectuer les tâches ingrates (membres du service d'ordre pour assurer la tenue d'un meeting et militants pour assurer la claque lors de ces réunions publiques). Le second type d'entrisme est l'entrisme individuel, ciblé, destiné à promouvoir à l'intérieur des organisations visées un élément d'avenir qui pourra assumer un rôle soit de simple information, soit de constitution de fraction. C'est ainsi que, dans les années 1970, Lambert lance au sein du Parti socialiste un jeune énarque du nom de Lionel Jospin, le camarade Michel, formé par Boris Frankel (1921-2006) et chargé de faire de l'entrisme à la fois dans la haute administration publique, au ministère des Affaires étrangères et au PS. Bien que ni Pierre Lambert ni Lionel Jospin n'aient encore révélé la date de la rupture de leur relation, on peut penser qu'elle s'est déroulée bien après l'accession au pouvoir de François Mitterrand en 1981. Pierre Lambert se souviendra de son ancien sous-marin en eaux socialistes en ne se présentant pas contre lui aux élections de 1995, alors qu'il l'avait fait en 1988 (ne recueillant que 0,4 % des suffrages) afin de signifier qu'il n'était pas question pour lui de soutenir le candidat François Mitterrand, coupable d'avoir pris le tournant de la rigueur.

Car, en application de ses critères sélectifs inspirés de l'histoire du mouvement ouvrier et républicain, Pierre Lambert divise le monde entre organisations à pénétrer et celles qui ne le méritent pas. Ainsi, au fil des années, il a privilégié l'envoi de militants strictement contrôlés dans les syndicats. En 1996, Force ouvrière (FO) connaît une crise sans précédent à la suite de la conquête de nombreuses fonctions dirigeantes par les lambertistes, qui ont réussi à imposer l'unité d'action avec la CGT au cours du mouvement de décembre 1995. La Fédération de l'Éducation nationale, l'Union nationale des Étudiants de France, certaines organisations franc-maçonnes, telles que le Grand Orient et la Grande Loge de France (une entorse à la condamnation léniniste de ce courant d'idées, mais indispensable au nom de la défense de la laïcité) sont également visées. Cer-

taines organisations politiques, comme la Fédération anarchiste (FA) ou l'Union des anarcho-syndicalistes (UAS), le seront aussi. Plus récemment, il semble que le travail d'entrisme a pris pour cible la CGT.

En dépit de l'importance numérique de son courant, le candidat Lambert-Boussel à l'élection présidentielle de 1988 ne recueille que 115 000 voix (0,4 % des suffrages exprimés), marquant ainsi le manque de visibilité de son organisation, à laquelle s'attache, de plus, une image négative au sein de l'extrême gauche, tant pour ses méthodes de dialogue politique que pour ses manipulations.

En définitive, si sa politique, axée durant plusieurs décennies en direction du Parti socialiste, a connu un certain succès, tout du moins en nombre de militants, plus qu'ailleurs le « turnover » des adhérents est important. Contrôlant d'une main de fer les multiples avatars qu'il a fondés au fil des années et des tournants stratégiques successifs adoptés en matière d'organisation d'avant-garde – l'OCI, puis les CCI –, d'organisation de jeunesse – l'AJS –, ou bien encore de parti « de masse » – le MPPT, puis le PT –, Pierre Lambert a inscrit durablement son courant dans le paysage trotskiste. Il y occupe toutefois, du fait de sa pratique, une place encore plus obscure que celle, si secrète, de l'UCI/Lutte ouvrière. En 1991, à l'âge de 71 ans, Pierre Lambert laisse la direction nominale du nouveau parti qu'il vient de créer, le parti des Travailleurs, à Daniel Gluckstein, pour se consacrer principalement à ses activités internationales.

→ Élections, Entrisme, Daniel Gluckstein, Parti des Travailleurs

léninisme L'extrême gauche se divise en deux grands courants, les léninistes et les non-léninistes. Les premiers, marxistes-léninistes et marxistes révolutionnaires, appliquent les principes théoriques d'intervention militante édictés par le dirigeant révolutionnaire russe Lénine (1870-1924), à savoir principalement le rôle majeur attribué au parti, composé de révolutionnaires professionnels au caractère bien trempé et politiquement formés dans le processus révolutionnaire. Les seconds, libertaires ou altermondialistes, rejettent cette conception d'un parti d'avant-garde, conscience éclairée des besoins des opprimés. Parmi les premiers, entre trotskistes et maoïstes, les divergences tiennent au rôle attribué au parti pendant et après la prise du pouvoir. Si les trotskistes, tirant des enseignements des expériences passées, insistent sur le maintien du pluralisme politique dans le mouvement révolutionnaire et dans la période dite de dictature du prolétariat (concept abandonné par ailleurs par la LCR en

2003), en application du principe de la démocratie ouvrière, les seconds affirment que le parti communiste doit exercer seul cette dictature pour des raisons d'efficacité.

Ligue communiste Cette organisation trotskiste, section de la IVe Internationale, a été fondée en Allemagne, à Mannheim lors de son congrès inaugural organisé du 5 au 8 avril 1969. Dirigée par son porte-parole Alain Krivine, et par Daniel Bensaïd, Charles Michaloux et Henri Weber, la Ligue communiste (LC) a fonctionné jusqu'à sa dissolution le 23 juin 1973. Créée à l'étranger pour échapper à la surveillance policière, la Ligue communiste est l'une des organisations majeures de l'après-Mai 68. Principalement implantée dans la jeunesse grâce à l'apport de l'ex-Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), elle bénéficie de l'appoint des militants du Parti communiste internationaliste (PCI), moins nombreux, mais plus formés politiquement. L'une des premières mesures de la LC est d'adhérer à la IVe Internationale, une idée déjà en germe lors des travaux préparatoires à la formation de la nouvelle organisation. Cette décision n'est pas acceptée par une des tendances qui a participé au débat, la Tendance 3, qui rejoint le maoïsme et fonde l'organisation spontanéiste Vive la révolution ! (VLR), sous la direction de Guy Hocquenghem. Durant les quatre années de travail militant jusqu'à sa dissolution en 1973, la LC défend l'idée que 1968 a été une répétition générale (image reprise de la vulgate bolchevik qui fait de la révolution de 1905 la répétition nécessaire de 1917) et que la tendance est à la révolution. L'organisation ne compte à cette époque qu'un quart de salariés, le plus souvent de la fonction publique. Dirigée par un bureau politique et un comité central, la LC se donne pour objectif de construire une organisation révolutionnaire avec des militants formés et éduqués, d'intervenir sur tous les fronts de lutte qui se développent dans l'après-Mai et de capitaliser les révoltes en concurrence avec les maoïstes. Les nombreuses mobilisations anti-impérialistes (soutien au Viêt-cong sud-vietnamien), antistaliniennes (soutien aux dissidents du goulag ou aux militants polonais Jacek Kuron et Karol Modzelewski), anti-autoritaires et contre la sélection scolaire (soutien aux luttes dans les lycées et les universités), anticapitalistes (soutien aux luttes ouvrières), antifascistes (lutte contre les organisations d'extrême droite) et antimilitaristes (campagne pour les droits des appelés à travers la constitution de comités de soldats) font de la LC l'organisation la plus active de l'extrême gauche non maoïste. La LC se propose de gérer au

mieux la multiplicité des secteurs d'intervention (la fameuse « dialectique des secteurs d'intervention », DSI), d'où se dégagera, dans un avenir proche, le parti d'avant-garde.

Comme la propagande par la presse n'est pas suffisante, la LC décide, en 1969, de profiter de l'occasion de l'élection présidentielle pour élargir son travail propagandiste et « faire parler la voix des luttes ». Elle présente son militant le plus connu, Alain Krivine – elle avait hésité à présenter un ouvrier du PCI – à l'élection présidentielle de 1969. En dépit du soutien de l'un des deux autres courants trotskistes, Lutte ouvrière, le candidat deuxième classe Krivine ne recueille que 1,06 % des voix. Si la nécessaire union des révolutionnaires est souvent mise en avant, elle n'avance pas ; pis, la LC connaît en 1971 une scission importante, avec le départ massif des militants de la tendance minoritaire, qui forme l'organisation Révolution !, dont le but est de créer un nouveau pôle charnière entre trotskistes et maoïstes. Ces militants ne sont pas d'accord sur la nature du travail syndical et sur la pertinence de l'adhésion à la IVe Internationale. En dépit de cette scission, l'organisation compte à cette époque 3 000 militants.

Les vastes perspectives et l'épreuve des faits. En 1972, la Ligue communiste adopte son premier manifeste, qui confirme la vision d'une situation prérévolutionnaire : la France se présente dans une période de « préparation à un affrontement généralisé pour la prise du pouvoir ». La majorité de l'organisation dirigée par Krivine et Bensaïd estime que, après la signature du programme commun de la gauche, la social-démocratie n'ayant plus d'avenir, la LC doit dans un futur proche occuper la place du PCF, à côté du bloc réformiste. Toutefois, dans un climat politique tendu et nourri, d'un côté, par les initiatives spectaculaires de la Gauche prolétarienne (GP, maoïste) et, de l'autre, par des mobilisations massives de la jeunesse (en 1971, affaires des lycéens Guiot contre les excès de la police et de la justice, et Guionnet, puis en 1973, contre la loi Debré, sur les sursis des étudiants), la situation est jugée favorable pour affronter l'extrême droite – et « l'État qui la protège » – qui a décidé de tenir un meeting sur l'immigration le 21 juin 1973 au palais de la Mutualité, en plein Quartier latin. Les affrontements entre la police et le service d'ordre de l'organisation comptent parmi les plus violents depuis Mai 68. Sept jours plus tard, le Conseil des ministres décide la dissolution de la LC et de la Gauche prolétarienne. Leurs dirigeants entrent en clandestinité

durant quelques jours. Alain Krivine, Pierre Rousset et Michel Recanati sont arrêtés en juin, puis relâchés au bout de quelques semaines.

La dissolution est surmontée à la faveur du grand élan de solidarité dont jouit l'organisation. Elle continue à fonctionner une seconde fois grâce à la fiction des Cercles rouges, qui assurent la diffusion du journal, contre lequel aucune interdiction n'a pu être prise. Petit à petit, l'imminence de la révolution n'est plus à l'ordre du jour, tout du moins en France. Le 10 avril 1974, les militants de l'ex-LC forment le Front communiste révolutionnaire (FCR), qui doit assurer le soutien à la deuxième candidature d'Alain Krivine à la présidence de la République à la suite de la mort de Georges Pompidou quinze jours plus tôt. Cette candidature a pour fonction principale de permettre au mouvement de compenser la perte d'audience infligée par la dissolution. Mais le pessimisme ambiant trouve son expression dans les urnes : pour sa seconde campagne présidentielle, Alain Krivine ne recueille que 0,36 % des suffrages au premier tour, le 5 mai 1974. Six mois plus tard, à la veille de Noël 1974, le Front se transforme en Ligue communiste révolutionnaire (LCR), nom actuel de l'organisation d'Olivier Besancenot et d'Alain Krivine.

→ Élections, LCR, PCI, Trotskisme

Ligue communiste révolutionnaire (LCR)

Construire un parti d'avant-garde

Organisation trotskiste fondée lors de son congrès constitutif du 19 au 22 décembre 1974, la Ligue communiste révolutionnaire succède au Front communiste révolutionnaire (fondé le 10 avril 1974), lui-même successeur de la Ligue communiste dissoute par décret ministériel le 28 juin 1973.

Crise de confiance

La création de la nouvelle organisation s'inscrit dans un contexte politique marqué par la progression de l'union de la gauche et le début de la crise du gauchisme. Les conditions de la dissolution, un an plus tôt, ont plongé les militants dans une certaine crise de confiance à l'encontre des dirigeants (dont les chefs du service d'ordre) qui ont lancé l'organisation dans un affrontement sans perspective avec l'État au mois de juin 1973. De nombreuses voix s'élèvent pour une réforme des statuts : Gérard Filoche, principal animateur de la région de Rouen – la deuxième région pour son importance numérique après Paris – exige le droit de tendance

permanent et demande que l'organisation en cours de reconstruction entame un véritable travail d'implantation dans la classe ouvrière. Minoritaire, il réussit à obtenir gain de cause sur le premier point, mais se heurte à Alain Krivine et Daniel Bensaïd, qui maintiennent leur stratégie de construction d'un parti d'« avant-garde large ».

Un vivier de 3 000 militants

Toutefois, en surmontant sa deuxième dissolution en quatre années, le courant majoritaire « frankiste » – de Pierre Frank, mentor d'Alain Krivine et de ses amis – montre la pertinence de ses choix organisationnels. Cela n'empêche pas de connaître la crise du gauchisme, qui s'illustre, d'une part, par un « turnover » important, et négatif, de militants – plus de défections que d'adhésions – et, d'autre part, par son lot de départs groupés et d'adhésions collectives. La plus importante de ces dernières est, en 1976, le retour de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT, ex-Révolution !). En trente ans, de 1975 à 2005, les effectifs militants de la Ligue communiste révolutionnaire oscillent du simple au double et sont compris dans une fourchette de 1 500 à 3 000 membres, la période creuse couvrant plus particulièrement les années 1980.

Issue du mouvement étudiant et de la jeunesse scolarisée au sens large, la Ligue communiste révolutionnaire, en dépit de son ambition d'atteindre le « cœur de la classe ouvrière », accompagne le destin professionnel de son vivier militant recruté dans le monde scolarisé : l'enseignement, les professions de santé, les services publics contribuent pour les trois quarts de ses effectifs. Quant à la classe ouvrière industrielle proprement dite, elle ne compte que pour un quart de l'effectif et encore s'agit-il là de militants travaillant surtout dans des entreprises publiques. Après le « tournant ouvrier » de 1979, auquel appelait Gérard Filoche, la proportion de salariés va passer à 50 % des membres de l'organisation.

L'histoire politique récente de la Ligue communiste révolutionnaire, après qu'elle a proclamé l'inversion de ses priorités avec son « tournant ouvrier » en 1980, contraignant ses militants à travailler en usine ou dans les bureaux et à délaisser le milieu estudiantin, laisse apparaître deux périodes bien distinctes, de 1982 à 1994 et depuis 1995.

Trouver sa voie à gauche du PS

Durant une dizaine d'années, de 1982 à 1994, la LCR subit, à son corps défendant, l'attraction du Parti socialiste sous la forme de plusieurs scissions importantes de militants lassés de la rhétorique révolutionnaire et

du militantisme minoritaire. Vont ainsi adhérer au PS, en 1982, Julien Dray et ses amis de Questions socialistes; en 1986, Paul Alliès à la tête des militants de Montpellier; en 1988, la Tendance 3 (rien à voir avec celle de 1969), qui participe à la création de la tendance Nouvelle Gauche pour le socialisme, l'écologie et l'autogestion; et, en 1994, Gérard Filoche – un des militants historiques du courant depuis les années JCR – et son groupe Démocratie et Révolution. Ces départs provoquent une hémorragie de militants et révèlent une perte de perspectives en dépit du boulevard laissé à gauche par le recentrage du Parti socialiste, qui gère la rigueur, et le suivisme du Parti communiste. La place sur l'échiquier politique évoquée dix ans plus tôt par Krivine est de nouveau à prendre, à condition de trouver un espace, à gauche du PS. Or celui-ci est temporairement occupé par les écologistes du parti des Verts. De plus, il faut digérer l'écroulement des régimes communistes en 1988-1989, qui invalide définitivement, pour beaucoup, l'idée de révolution.

Pourtant, parallèlement, le « tournant ouvrier », même s'il a pu être traumatisant pour les militants issus du mouvement étudiant et de milieux aisés ou petits-bourgeois, se révèle plutôt payant. En effet, cette implication dans le travail syndical – majoritairement à la CFDT – s'effectue dans une phase de redéfinition du rôle de ce syndicat, dont la direction accepte de s'adapter à la logique d'entreprise. L'activisme de la LCR trouve alors un écho très favorable auprès des militants qui, à la base, n'adhèrent pas à ce discours réformiste. De nombreuses sections de base passent alors dans l'opposition. Le renforcement de celle-ci (à l'origine dans les PTT) débouche sur la scission de 1988 et sur la formation progressive du syndicat SUD (Solidaire, Unitaire, Démocratique) à l'initiative des anciens de la CFDT des PTT. Regroupant les militants les plus actifs, cette scission syndicale, à la différence de nombreux autres essais antérieurs de constitution de syndicats rouges, se pérennise et devient une force véritablement nationale. La LCR est présente désormais dans les conflits ouvriers au niveau de leur direction (José Perez, chez les roulants de la SNCF lors des grèves de 1986-1987; Pascal Diaz, dans le mouvement des personnels de santé...).

À partir de 1995 et jusqu'aujourd'hui, la LCR s'implique dans le mouvement altermondialiste naissant – plusieurs membres importants du mouvement ATTAC sont ou ont été militants de la LCR, comme Christophe Aguiton, membre du bureau national. À travers sa présence dans les grands forums sociaux mondiaux (le premier a été organisé, en

janvier 2001, à Porto Alegre, au Brésil, ville dont le maire était membre du parti des Travailleurs, mais aussi sympathisant trotskiste), l'organisation trotskiste s'affirme comme le parti d'extrême gauche le plus dynamique. Il a pu également prendre une place prépondérante dans le mouvement contre la guerre américaine en Irak (2002-2003). Cette image provient d'un aggiornamento profond effectué à partir de l'année 1999. Il s'illustre à travers les succès d'Olivier Besancenot, qui a dépassé Arlette Laguiller dans les intentions de vote. Depuis 2001, la Ligue veut prendre en compte la transformation de son recrutement. La génération des années 1960 est non seulement de plus en plus réduite, mais elle est de plus en plus contestée. Les jeunes générations qui n'ont pas connu le trotskisme à la mode PCI aspirent à une modification de la pratique politique, des objectifs et de la visibilité de l'organisation. Le développement du mouvement altermondialiste, qui s'appuie également sur une critique des appareils traditionnels, tant politiques que syndicaux – et, à ce titre, la LCR fait partie du lot –, fouette les velléités de réforme. Celles-ci ont d'autant plus de facilité à passer que la LCR est habituée aux débats entre tendances. En juin 2001, Olivier Besancenot est désigné comme futur candidat à l'élection présidentielle. Il symbolise le renouveau, qui s'accompagne, en 2003, par l'adoption de nouveaux statuts (en novembre, au XVe congrès) : abandon des qualificatifs « communistes » tels que bureau politique et comité central pour ceux de direction nationale et de conseil national. Plus significatif encore, on délaisse la référence à la notion de dictature du prolétariat comme phase précommuniste au profit de la démocratie sociale, qui s'exprimerait à travers les organisations de base de la société socialiste (conseils ou autres formes).

Désormais, la stratégie mise au point par plusieurs membres de l'ancien comité central, François Sabado et Alain Krivine en tête, est adoptée. Elle consiste à marcher sur deux jambes : en direction du front des luttes, une intervention massive dans les milieux altermondialistes, ATTAC en premier ; en direction de l'opinion publique, en se donnant une nouvelle image politique à travers la personnalité d'Olivier Besancenot, afin de contrer la progression d'Arlette Laguiller.

Sur ces deux points, la Ligue rencontre un réel succès. D'un point de vue comptable, en 2002, l'organisation revient en termes d'effectif à son niveau haut (3 000 militants) et rassemble 4,25 % des voix sur le nom de son jeune candidat à l'élection présidentielle. D'un point de vue de capacité de mobilisation, la LCR montre à deux reprises que son pari de

chevaucher les luttes prend corps. Ainsi, en 2002, dès le soir du premier tour de l'élection présidentielle, la Ligue retrouve ses réflexes antifascistes et occupe la rue pour dénoncer la présence du leader du Front national au second tour. Sans appeler à voter pour Jacques Chirac, ce que se refuse à faire également Lutte ouvrière, elle laisse son électorat « faire tout pour battre l'extrême droite ». Plus clair, Olivier Besancenot déclare aller voter Chirac contre Le Pen, en accord avec l'importante mobilisation du 1er mai 2002. Deuxième succès en 2005, la LCR est en première ligne dans la mobilisation contre le projet de Constitution européenne, qu'elle analyse comme une victoire de gauche – même si au moins la moitié des opposants à la construction européenne sont souverainistes ou d'extrême droite.

L'organisation poursuit sa croissance, ce qui a pour but une redéfinition de son rôle dans le paysage de l'extrême gauche. Adieu aux références explicites au trotskisme et au gauchisme, la LCR adopte désormais une démarche alternative en mettant en avant les nouvelles qualités de la radicalité sociale : oublié le parti révolutionnaire, il s'agit aujourd'hui de construire « un nouveau parti anticapitaliste de masse, féministe, écologiste », combattant pour une société socialiste démocratique, fondée sur le principe de l'autoémancipation des travailleurs. Pour les initiateurs de cette transformation, le parti futur « ne se réduit pas à l'extrême gauche telle qu'elle est actuellement » (déclaration d'Alain Krivine, 2002).

Les tendances

Une des principales originalités de la Ligue depuis sa fondation réside dans l'autorisation de constituer des tendances qui contribuent en permanence au débat politique à l'intérieur de l'organisation, ainsi qu'à l'extérieur par la diffusion d'organes de presse spécifiques.

Cette pratique n'est pas sans risque, puisque à plusieurs reprises des tendances organisées ont pu passer chez un voisin trotskiste. Ce fut le cas en novembre 1979 avec la scission de deux tendances minoritaires, qui quittent la LCR pour former une éphémère Ligue communiste internationaliste (LCI), qui rejoint l'année suivante l'OCI. Parmi les membres de cette scission, on comptera, sous le pseudonyme de Seldjouk, le futur numéro 2 de l'OCI, Daniel Gluckstein. On n'est pas loin, à la Ligue, d'avoir été la victime d'une stratégie d'entrisme destinée à l'affaiblir à un moment crucial de l'organisation, puisque, quelques mois plus tôt en février, *Rouge* avait cessé d'être quotidien, laissant une organisation

exsangue, qui dut alors procéder à des licenciements et des reclassements de ses permanents techniques et éditoriaux.

Actuellement, la Ligue communiste révolutionnaire compte, à côté de la tendance majoritaire, trois tendances minoritaires qui représentent soit des courants anciens, soit, pour deux d'entre elles, des groupes déjà constitués, qui ont rejoint la Ligue communiste révolutionnaire depuis 2000.

– Avanti ! Lancée en novembre à l'occasion d'un *Appel à la formation d'un courant*, cette tendance militant pour la formation d'un parti anticapitaliste de masse s'est constituée en décembre 2002, et publie depuis janvier 2003 un bulletin mensuel diffusé par voie électronique et sur support papier. Ce courant rassemblant 4,28 % des suffrages au XVI[e] congrès de la LCR en 2006 défendait sur le plan électoral la proposition d'« un gouvernement du "non" de gauche 100 % antilibéral », qui selon les animateurs supposait « un programme d'indépendance de classe et de rupture effective avec le néolibéralisme en France et en Europe, impliquant d'assumer un niveau élevé d'affrontement avec la bourgeoisie et l'impérialisme ». Pour les tenants de cette tendance une nouvelle période du capitalisme a commencé depuis 1991, qui n'est plus pour les révolutionnaires celle de la simple résistance, mais celle de la contre-offensive, un optimisme exprimé par deux mots d'ordre emblématiques :

– « Le monde n'est pas une marchandise », qui porte en soi un refus radical du système capitaliste.

– « Un autre monde est possible », qui situe très haut la contestation de l'ordre établi.

– La tendance Voie des travailleurs (VDT), venue de Lutte ouvrière au congrès de juin 2000, a participé à la création de la tendance Démocratie révolutionnaire, qui a publié son premier bulletin *Débat militant* en novembre 2001 (lettre hebdomadaire). Aux deux derniers congrès, cette tendance a obtenu plus de 10 % des suffrages. Elle participe activement au débat qui devrait conduire à la publication d'un nouveau manifeste de la Ligue communiste révolutionnaire actuellement en discussion.

– La tendance Socialisme par en bas, ex-Socialisme international, a adhéré à la Ligue en janvier 2004 et s'est associée en 2006 avec Léonce Aguirre, leader de l'ancienne tendance Révolution !, et a obtenu 8,94 % des voix au dernier congrès. Elle est très proche de la tendance minoritaire la plus puissante, République sociale.

Enfin, dans le débat stratégique concernant la candidature antilibérale à la présidentielle de 2007, la minorité autour de Christian Picquet, théoricien de la « gauche à gauche », prône l'union entre toutes les composantes du mouvement alternatif et altermondialiste derrière un candidat commun pour les élections de 2007 et à venir. Il s'oppose ainsi à la nomination anticipée d'Olivier Besancenot comme candidat de la LCR ainsi qu'à l'alliance privilégiée avec Lutte ouvrière. Observateur de la situation italienne, Christian Picquet voudrait arriver à la formation d'un rassemblement type Rifondazione comunista. Il représentait plus de 20 % au dernier congrès de janvier 2006.

LCR-LO : un cousinage difficile

En dépit de ces modifications statutaires et de ces nouvelles perspectives d'implantation politique et sociale, la Ligue communiste révolutionnaire se retrouve toujours bloquée en termes de croissance électorale par la proximité de Lutte ouvrière. En 2003, la LCR choisit la voie unitaire en votant, en dépit d'une minorité importante qui y est hostile, le principe d'un accord électoral avec l'organisation d'Arlette Laguiller pour les élections de 2004. Celles-ci se révèlent un fiasco avec une importante baisse des suffrages due à la fois au contexte politique (les premières élections après le 21 avril 2002 et, à la gauche de la gauche, la tentation du vote utile au profit exclusif des partis de la gauche plurielle) et à la nouvelle loi électorale qui élève de 5 à 10 % la barre à franchir pour obtenir des mandats. Un an plus tard, les deux organisations se retrouvent dans le « non » à la Constitution européenne.

En fait, alors que les deux organisations prônaient la formation d'un grand parti ouvrier révolutionnaire et engageaient, à intervalles plus ou moins réguliers, des négociations sur ce terrain, l'unité d'action n'est jamais allée vraiment plus loin que la formation de listes communes dès 1973 aux élections municipales et, plus tard, aux élections régionales puis aux européennes en 2004. Cet état de fait est régulièrement regretté par des militants qui mettent sur pied des tendances pour accélérer un processus unitaire ressenti parfois à la base comme indispensable et « réclamé par les masses ». Cela conduit à des scissions douloureuses ou à des réintégrations contrites, sans compter des transfusions entre les deux organisations, comme quand la fraction Voix des travailleurs, exclue de Lutte ouvrière en 1997, intègre en 2000 la Ligue communiste révolutionnaire. Les modes d'organisation et de militance fort différents entre

la Ligue et LO, ainsi que l'appréciation très opposée par celles-ci des mouvements sociaux laissent présager encore une longue période durant laquelle le rêve d'un seul parti trotskiste continuera à nourrir des illusions unitaires.

Un carrefour de générations

En dépit de tous ses efforts, si la Ligue communiste révolutionnaire n'a pas réussi à devenir une « partie organique du mouvement ouvrier français » – son objectif initial –, comme l'affirme son historien Jean-Paul Salles (*La Ligue communiste révolutionnaire [1968-1981], instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?*, Presses universitaires de Rennes, 2005), elle a, en revanche, pu influencer notablement les différents mouvements sociaux qui ont éclos depuis les années 1970. À ce titre, elle constitue un carrefour entre deux générations des mouvements d'extrême gauche trotskiste, celle qui s'arc-boute sur des certitudes traditionnelles (Lutte ouvrière et le parti des Travailleurs) et celle qui recherche dans la fusion des diverses radicalités un ancrage dans le réel militant.

Cela ne l'empêche pas de savoir défendre son pré carré, à savoir le refus actuel de toute compromission avec la gauche plurielle. À cette fin, en 2006, la Ligue communiste a décidé lors de son XVI[e] congrès de la Plaine-Saint-Denis, non seulement d'adopter un programme d'urgence, mais aussi de présenter Olivier Besancenot à la présidence de la République. Celui-ci a fait savoir qu'il se retirerait de la course pour un autre candidat mieux placé que lui à la condition expresse que cette stratégie soit validée par l'ensemble du mouvement pour une candidature commune de l'extrême gauche. Cette dynamique n'ayant pas abouti, Besancenot apparaît comme un recours pour les antilibéraux refusant la candidature de Marie-George Buffet.

→ Élections, Alain Krivine, LO, Trotskisme, Trotskisme culturel

Alain Lipietz Un des principaux membres du parti écologiste Les Verts, né en 1947, député européen (depuis 1999), ingénieur de formation (École polytechnique et Ponts et Chaussées), économiste de profession (directeur de recherche au CNRS), Alain-Guy Lipiec, dit Alain Lipietz, symbolise l'alliance opérée au début des années 1980 entre une partie de l'extrême gauche, en l'occurrence maoïsante, et le mouvement écologiste. Militant du PSU dès 1968, il accède très vite à des responsabilités, rapportant les travaux de la commission cadre de vie. Jusqu'en 1972,

il anime parallèlement une tendance maoïsante de ce parti, la Gauche ouvrière et paysanne (GOP), où il fait connaissance de Bernard Lambert et de ses ouvriers-paysans. Lorsque la tendance est exclue pour extrémisme en 1972, Lipietz participe – avec Gilles Lemaire, futur porte-parole des Verts en 2004 – à la fusion de la GOP avec la Tendance 3 de la Ligue communiste, Révolution !, dirigée par Henri Maler et Isaac Joshua, pour fonder l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) jusqu'en 1976. La GOP (alors dirigée par Emmanuel Terray, qu'Alain Lipietz considère comme son mentor en politique) se fera le porte-voix des paysans du Larzac en lutte contre l'armée et celui des grands rassemblements de soutien durant les années 1970. Quittant un temps la politique partidaire, de 1978 à 1983, il se rapproche du Parti socialiste tout en participant à diverses revues : *Partis pris, le Monde diplomatique, les Temps modernes.* Reconnu pour ses compétences d'économiste, il participe, de 1981 à 1983, à la cellule économique de l'Élysée dirigée par Jacques Attali. En 1984, après que le PS a choisi la politique économique dite « de la rigueur », il commence un compagnonnage avec le tout nouveau partis des Verts. Tête de liste aux élections législatives de 1986 en Seine-Saint-Denis, il adhère à cette nouvelle formation en 1988 en même temps qu'une génération d'anciens gauchistes déçus par leur ralliement temporaire au Parti socialiste. Il participe activement à la lutte contre le courant « Ni droite ni gauche », animé par Antoine Waechter, et influence largement la rédaction du programme politique sur les questions économiques et sociales, en particulier sur les notions de répartition et de réduction du travail. En 1997, il devient porte-parole national des Verts et s'impose ensuite comme le leader de la gauche du parti dans les débats qui font le bilan critique de l'expérience gouvernementale de Dominique Voynet. Député européen de 1999 à 2004, il est réélu lors du scrutin de 2004. Auparavant, il a subi une cuisante défaite politique à l'intérieur de son parti en 2001 : rejeté par la majorité des militants au profit de Noël Mamère après avoir été investi pour mener la campagne présidentielle de 2002, il a payé sa faiblesse médiatique, faite d'absence de charisme et de naïveté politique, comme l'avait montré sa déclaration sur la nécessaire amnistie des militants nationalistes corses assassins du préfet Érignac. Partisan du vote « oui » au Traité constitutionnel européen, alors qu'il s'était opposé au traité de Maastricht en 1992, il est l'objet de vives attaques du mouvement altermondialiste. Durant la campagne, il a insisté sur la nécessité de construire un nouveau marché continental libre mais non libéral, régi

sur le principe majoritaire et non sur celui du veto national. Il critique les partisans du « non » d'extrême gauche pour leur attachement à un projet entaché de productivisme, incapable de prendre en compte l'urgence écologique.

En 2006, il se fait le partisan de l'autonomie du parti écologiste dans ses débats avec le Parti socialiste et signe avec Noël Mamère et Jean-Luc Benhamias une lettre ouverte à tous les adhérents, dans laquelle les auteurs invitent les militants à « faire comprendre à la société française les enjeux environnementaux, sociaux, sociétaux et économiques liés tant au bouleversement climatique qu'aux désespérances d'une société minée par les discriminations de toutes sortes » (octobre 2006). Auteur de nombreux ouvrages d'analyse économique et sur la fracture Nord-Sud (en particulier *Qu'est-ce que l'écologie politique ? La grande transformation du XXIe siècle*, 2003, et *la Société en sablier : le partage du travail contre la déchirure sociale*, 2005), Alain Lipietz est un des intellectuels les plus marquants des Verts.

→ Écologie

Lutte ouvrière (LO) Lutte ouvrière désigne en principe le journal de l'organisation trotskiste Union communiste, et non, à proprement parler, l'organisation elle-même. Pourtant, le nom de Lutte ouvrière représente aux yeux de l'opinion publique le courant le plus original du trotskisme français. *Lutte ouvrière* paraît pour la première fois le 26 juin 1968, deux semaines juste après la dissolution et l'interdiction de son prédécesseur *Voix ouvrière*.

L'organisation. Le courant Lutte ouvrière est organisé selon des règles très strictes. Les militants de l'Union communiste internationaliste forment le noyau de l'organisation (leur nombre est estimé à 800 personnes). Ils animent autour de « bulletins de boîte » par entreprise, des cellules chargées d'assurer la diffusion des tracts et du journal, aux portes des usines et des bureaux ainsi que sur les marchés. Chaque sympathisant est pris en charge par un militant qui assure sa formation politique (discussions, lectures) et teste la qualité de son engagement. Le passage de sympathisant de Lutte ouvrière à militant de l'Union communiste internationaliste peut prendre plusieurs années. Le militantisme est axé exclusivement en direction des entreprises et, en cas de campagne électorale, sur le terrain de la cité.

Les militants. Ce mode d'organisation, unique dans l'extrême gauche, contribue à forger une identité particulière des militants comme des modalités d'intervention de l'organisation, qui n'ont commencé à évoluer que très récemment, avec l'autorisation donnée à une tendance d'exprimer ses idées dans le cadre des congrès et par ses propres moyens (site Internet et bulletin). Les médias accusent l'organisation d'être une secte. Cependant, les rites de celle-ci – pseudonymes, clandestinité relative, disponibilité importante exigée des militants – ne sauraient conduire à une telle conclusion. À tout le moins, on peut évoquer un fort patriotisme d'organisation.

Lutte ouvrière proclame son caractère exclusivement prolétarien, considérant les autres groupes d'extrême gauche comme l'expression du confusionnisme petit-bourgeois. Partant, LO est le plus souvent absente des luttes sociales, sauf quand elles sont issues du monde ouvrier ou proche, comme lors du mouvement dans les CET au cours des années 1970. En tout cas, son fonctionnement très particulier exclut de fait toute possibilité d'une fusion de LO avec les groupes trotskistes dans un même parti, *a fortiori* avec des mouvements non trotskistes.

Une propagande réussie. Lutte ouvrière est la seule organisation d'extrême gauche à avoir mis au point une fête nationale au cours de laquelle l'organisation peut communiquer avec ses sympathisants. C'est le but de la fête de LO à Presles (dans la région parisienne), dont la première manifestation date de mai 1971 (la LC avait bien organisé une fête Rouge en 1975, mais devant l'échec financier qui s'ensuivit, elle ne renouvela pas l'expérience).

Autre succès propagandiste : le choix d'Arlette Laguiller comme représentante de l'organisation. Recueillant désormais plus de 4 %, voire plus de 5 % des voix sur son nom à l'élection présidentielle de 2002, l'ancienne responsable syndicale au Crédit Lyonnais devrait faire sa dernière campagne en 2007. La capacité de maintenir une forte résonance médiatique grâce à la présence d'une candidate populaire – au charisme ouvriériste – a profondément joué dans les succès de l'organisation.

⇢ Robert Barcia, Barta, Arlette Laguiller, Trotskisme, UCI

M

Mai 1968 Mai 68 est l'un des principaux mouvements sociaux – estudiantin et salarial – ayant marqué l'histoire politique de la France au XXe siècle, avec le Front populaire et la Libération. Il est également le seul des trois mouvements qui soit parti d'une agitation menée par des militants d'extrême gauche, libertaires ou anarcho-communistes, comme Jean-Pierre Duteuil et Daniel Cohn-Bendit, ou trotskistes, comme Xavier Langlade. Portés par une lame de fond sans précédent, ces derniers ont réussi à rester au cours des événements des points de repère politiques.

En quelques semaines, tous les courants gauchistes sont passés du stade de la secte à celui du groupuscule, et, pour quelques-uns d'entre eux, au rassemblement de plusieurs milliers de militants l'année suivante. La plupart des gauchistes de l'époque étaient conscients que la situation n'était pas révolutionnaire ; en avril 1968, le mentor du trotskisme, Ernest Mandel, pouvait ainsi écrire : « Sauf pour les délirants, nous n'avons manifestement pas, dans l'immédiat, une perspective de renversement révolutionnaire de la bourgeoisie en France. » Pourtant, après le printemps de 68, ils ont poursuivi leur rêve de prise de pouvoir, alors que la société se révolutionnait elle-même à travers une remise en question active des institutions, qu'elles fussent syndicales, éducatives, judiciaires, scientifiques ou religieuses.

Un « esprit 1968 » souffla sur la société productiviste, affirmant la légitimité de la révolte face à l'insupportable et le droit individuel à l'insurrection. Antiautoritaire, libératrice des désirs refoulés, sexuels ou ludiques, profondément égalitaire, cette remise à niveau, symbolique et parfois pratique, de la hiérarchie sociale, des savoirs dominants et de l'information de masse, a profondément bouleversé la société française, corsetée alors dans le moule gaulliste, qui avait fait son temps. D'autant que l'économie moderne était en train de passer d'un modèle de type industriel, avec son ordre et sa discipline d'ingénieurs, à un modèle pos-

tindustriel, bien davantage fondé sur l'immatériel, sur les services, ce qui supposait une plus grande créativité, une plus grande réactivité des travailleurs, donc moins de discipline, moins de routine, au profit d'un plus grand esprit d'initiative. Au passage, on notera que le gauchisme de 68, qui se réclamait largement de l'ouvriérisme, signifiait objectivement l'effacement progressif du monde de l'ouvrier d'industrie au sein des sociétés occidentales.

Depuis quarante ans, l'esprit de Mai 68 constitue une ligne de fracture. Dénoncée comme antihumaniste dès 1985 par Luc Ferry et Alain Renaut (in *la Pensée 68 : essai sur l'antihumanisme contemporain*), cette pensée – on dirait aujourd'hui ces « valeurs » – de 1968 est maintenant la cible récurrente d'attaques multiples, certaines à caractère biographique ou policier, d'autres à caractère générationnel. À ceux qui sont nés entre 1940 et 1952, on reproche souvent d'avoir renié leurs combats gauchistes d'antan, pour se retrouver, quinze ans plus tard, sous les ors de la République ou sous les *sunlights* des moyens de communication de masse, comme on a accusé, aux États-Unis, les héritiers déçus du *Flower Power* d'être devenus des penseurs néoconservateurs. On reproche également aux anciens de 68, partisans d'une éducation libérée, d'avoir sapé l'autorité à l'école, au détriment surtout des enfants des milieux populaires. On évoquera aussi les trentenaires remontés contre leurs parents baby-boomers, fustigeant une « génération privilégiée par l'histoire comme aucune avant elle, ni après elle » (Jean-François Sirinelli), trustant les postes enviables et ayant joui de la vie sans penser aux générations suivantes, au nom de cet hédonisme égoïste censé caractériser l'esprit de 68. C'est faire peu de cas, tout de même, de ces milliers de « particules élémentaires » qui ont contribué à transformer la société française et à débarrasser celle-ci de nombre de ses croyances archaïques.

⇢ Daniel Cohn-Bendit, Situationnisme

maoïsme

Né avec la Révolution culturelle

Apparu à partir de 1966 dans le paysage politique de l'extrême gauche française, le maoïsme est un mouvement composite qui a connu plusieurs phases. Né à la suite d'une scission très minoritaire du Parti communiste, divisé entre une branche stalinienne classique (PCMLF) et une branche gauchiste (la Gauche prolétarienne) – qui s'est ré-

vélée comme une des formes les plus significatives de la révolte de la jeunesse dans les années 1970 –, le maoïsme s'est ensuite délité en de multiples organisations pour être réduit à un état groupusculaire au cours des années 1980, après avoir choisi la voie de l'autodissolution (GP) ou de l'aggiornamento (PCMLF, devenu le PAC).

Dans la foulée de Mai 68

Cette première phase a été suivie d'une seconde, inaugurée par une nouvelle scission au sein du mouvement communiste international, survenue en 1977 entre la Chine et l'Albanie. Alors que le PCMLF abandonne peu à peu sa ferveur prochinoise, de petites organisations prochinoises et proalbanaises se disputent les restes du mouvement maoïste. Enfin, avec la plongée à toute vitesse de la Chine dans le capitalisme et la déconfiture de la tyrannie albanaise en 1991, le mouvement maoïste se trouve de nouveaux modèles au Pérou (Sentier lumineux), en Inde (naxalistes) et au Népal (PCN-M). La réduction du mouvement maoïste à des groupuscules peu nombreux tient également à la disparition du soutien financier des Chinois et des Albanais, qui maintenaient sous perfusion les publications maoïstes en achetant des abonnements par milliers.

Plus éphémère que ses rivaux trotskistes ou anarchistes, le courant maoïste – surtout la Gauche prolétarienne – a fortement influencé la formation d'organisations ou de tendances qui ont tenté de faire le lien avec les autres courants politiques de l'extrême gauche. Ce fut, au PSU, la Gauche ouvrière et paysanne (GOP), dont est issu, par exemple, l'un des leaders actuels des Verts, Alain Lipietz, ou bien encore le groupe Révolution !, qui a voulu se placer en 1971 au confluent du trotskisme tiers-mondiste et du maoïsme tendance spontanéiste. Quelques années plus tard, l'influence mao-spontanéiste a également fortement marqué le mouvement autonome. Au début du XXIe siècle, dans la foulée du renouveau de la critique sociale, paradoxalement, le maoïsme continue à influencer de petites organisations qui réapparaissent dans le sillage du Mouvement révolutionnaire internationaliste (MRI). Ce courant, créé en 1984 à l'initiative d'un groupe américain, procède aujourd'hui à une réappropriation politique des expériences de lutte armée en Europe occidentale (comme Action directe ou les Brigades rouges) et à une exaltation des luttes de guérilla au Pérou, en Colombie et au Népal.

Les deux pôles du mouvement marxiste-léniniste en France ont été le courant mao-spontanéiste, représenté plus particulièrement par la Gauche prolétarienne de Benny Lévy, Alain Geismar et Serge July, par le

mouvement Vive la révolution ! de Roland Castro et Guy Hocquenghem, et par le courant stalinien, symbolisé par le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), fondé en 1967, quatre ans après la scission du mouvement communiste international, sous la direction d'anciens cadres importants du PCF, comme André Marty et surtout Jacques Jurquet. Après avoir construit une organisation sur le modèle communiste traditionnel, le parti officiel du maoïsme en France, qui, comme d'autres organisations, a vu passer le mouvement insurrectionnel de mai-juin 1968 sans pouvoir y participer vraiment, traverse les années 1970 dans la dénonciation du révisionnisme des « sociaux-fascistes » du PCF. Réduit à un rôle passif, il abandonne son cours sectaire et se rapproche progressivement des autres organisations d'extrême gauche au début des années 1980. À partir de 1982, tenant compte de l'arrivée de la gauche au pouvoir, le PCMLF se recentre. À l'instigation de Pierre Bauby, en 1985, il se débaptise lors de son VI[e] congrès en Parti pour une alternative communiste (PAC), afin de tenter d'établir un pont avec les autres organisations révolutionnaires non marxistes-léninistes. Ce virage provoque le départ de plusieurs militants historiques, tel Jacques Jurquet, en juin 1986. Le PAC se perdra dans la mouvance alternative après son abandon du maoïsme avant de s'autodissoudre dans la famille alternative. Prônant l'autogestion, il est réduit à 300 membres et abandonne *l'Humanité rouge* (hebdomadaire devenu quotidien à partir de 1975, avant de redevenir hebdo en 1980, puis mensuel en 1982) pour publier une lettre d'informations : *Flash Alternatives*. En 1988, le PAC participe à la Fédération de la gauche alternative (FGA) ainsi qu'à la coordination Arc-en-ciel, qui soutient la candidature de Pierre Juquin à l'élection présidentielle. L'échec relatif de cette expérience pousse le parti à s'autodissoudre à la fin de l'année.

Un héritier du maoïsme, le quotidien *Libération*

Le maoïsme laissa un héritier à l'extrême gauche, *Libération*. Pensé dès l'après-Mai par certains militants, le projet d'« un quotidien du peuple pour le peuple par le peuple » est le rêve de Jean-Claude Vernier, un architecte maoïste ; la direction clandestine de la GP charge Serge July de mettre ce projet sur pied. L'expérience indispensable pour réaliser un journal est acquise à travers l'Agence de presse Libération (APL), qui produit à partir de 1971 des bulletins d'information quotidiens. Le modèle est Liberation News Service, une agence de presse indépendante new-yor-

kaise. L'APL montre son savoir-faire en mars 1972, lorsque les maoïstes, en représailles au meurtre du militant Pierre Overney par un des vigiles de Renault-Billancourt, kidnappent quelques jours Robert Nogrette, un cadre de la direction du personnel, et lui font signer des aveux circonstanciés devant un « tribunal populaire ». Pendant toute la durée de l'affaire, l'APL a l'exclusivité des communiqués des ravisseurs de la NRP (Nouvelle résistance populaire, structure clandestine de la GP). Pendant deux ans, l'APL publie deux bulletins quotidiens ronéotés puis photocopiés, l'un d'informations nationales, l'autre internationales. Le lancement du quotidien donne lieu durant plusieurs années à des débats houleux entre les tenants de la parole au peuple et ceux qui veulent être journalistes-militants avec une liberté de penser et d'apprécier les situations, entre le contrôle politique étroit et la liberté d'écrire. Le journal subit la contestation politique – occupation du siège, alors rue de Lorraine, dans le XIXe arrondissement de Paris, par les autonomes en 1977 – puis la désaffection avec la crise du gauchisme qui s'accentue à la fin des années 1970. Le *Libération* militant première version s'éteint en février 1981.

La rhétorique maoïste

Dans une certaine mesure, le maoïsme a enrichi le corpus théorique du marxisme avec les travaux de Louis Althusser – bien que ce dernier soit resté fidèle au Parti communiste français –, mais surtout de certains de ses disciples, Alain Badiou, Étienne Balibar et, dans une moindre mesure, Emmanuel Terray. Sur le plan politique, la rhétorique des groupes maoïstes, qui s'inspire caricaturalement du *Petit Livre rouge* du président Mao Zedong, s'appuie sur deux référents historiques liés à l'histoire de la révolution chinoise. Le premier est la révolution de 1949, qui marque la victoire du peuple et de la nation, et le second est la Grande Révolution culturelle prolétarienne (la GRCP) de 1966, qui illustre le concept de révolution permanente et le primat de l'égalité – le fondement éthique du communisme international. Dans l'histoire de France, les maoïstes ont mythifié la Résistance (l'action des Francs-tireurs et partisans, les FTP) et les luttes ouvrières violentes, afin de donner une densité historique aux « Nouveaux Partisans » de la « Nouvelle Résistance », fers de lance de la révolution populaire. Le spontanéisme élevé au rang de stratégie d'intervention trouve sa justification dans le mot d'ordre « Osons nous révolter ! » et dans une méthode qui tranche avec les courants prônant, de façon traditionnelle, la constitution d'un parti d'avant-garde ou d'un

parti de masse, comme le pôle classique que constitue le PCMLF ou les autres courants politiques. Le caractère offensif de la GP a été l'un de ses attraits majeurs pour une très jeune génération militante qui découvrait la politique et que les responsables maoïstes ont orientée. Toutefois, ce radicalisme verbal a pu trouver des exutoires dans une dialectique à géométrie variable entre la contradiction principale – qui oppose l'impérialisme au prolétariat – et les contradictions secondaires, qui peuvent amener le parti à nouer des alliances étonnantes. Ce fut le cas, au début des années 1970, quand, au nom de la lutte sociale, des militants de la GP appuyèrent les petits commerçants du CID-UNATI de Gérard Nicoud dans leur lutte contre l'implantation des grandes surfaces.

La rhétorique maoïste a toutefois amené les mao-spontanéistes à jouer un rôle essentiel de décrypteur et de détonateur des nouveaux mouvements sociaux, que ce soit sur la question de l'immigration (les luttes des foyers ont reçu le soutien immédiat des maoïstes, qui ont dénoncé les marchands de sommeil ou les actes racistes), sur la question palestinienne (dans le cadre des Comités Palestine créés à l'automne 1970 et enfin du Secours rouge) ou de l'autorité patronale (actions contre le CNPF au sommet et contre les petits chefs dans les entreprises). Après 1968, les actions menées par les immigrés dans les foyers, les bidonvilles et les entreprises se sont diversifiées, allant des grèves traditionnelles aux grèves de loyer, de la faim, et aux occupations de locaux. À partir de la promulgation, en septembre 1972, d'une nouvelle réglementation de l'immigration (circulaire Marcellin-Fontanet) qui rendait impossibles les régularisations, on a vu apparaître, à côté des revendications ouvrières, des revendications spécifiques aux immigrés. Ainsi, le mao-spontanéisme a été un révélateur des nouvelles contradictions qui touchaient la classe ouvrière en pleine recomposition. Un message qui n'a pas été compris alors par les centrales syndicales comme la CGT et la CFDT.

Les autres organisations marxistes-léninistes

Parallèlement aux deux pôles mentionnés ci-dessus, le mouvement marxiste-léniniste comprenait plusieurs autres organisations qui se distinguaient à des niveaux différents : l'allégeance (chinoise ou albanaise), l'analyse des contradictions (intervention plus ou moins en direction des luttes du tiers-monde), le rôle attribué au parti (parti de masse, d'avant-garde ou autre). Toutes ont eu un rôle beaucoup moins important et des effectifs beaucoup plus réduits, mais leur nombre témoignait de l'extrême

division de ce courant, un phénomène qui perdure encore aujourd'hui.

Le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCR-ML), fondé en 1974, fait suite à la scission de Front rouge du PCMLF, orchestrée par Max Cluzot. Dès l'origine, la publication *Front rouge* se distingue de *l'Humanité rouge* par un certain spontanéisme ainsi que par son refus de s'aligner systématiquement sur les positions des autorités chinoises. Le mouvement privilégie également les luttes ouvrières au détriment de l'unité populaire. Le PCR-ML continue cependant à recevoir des subventions de la part de la Chine. Après la mort du Grand Timonier (Mao) en 1976, le PCR-ML continue à soutenir le gouvernement chinois. Aux élections législatives de 1978, il présente des candidats communs avec le PCMLF, qui recueillent autour de 1 % des suffrages exprimés dans les circonscriptions où ils se présentent. À la présidentielle de 1981, il soutient la candidate du PSU, Huguette Bouchardeau. Cette évolution aboutit la même année à l'abandon de la référence au maoïsme. Le PCR-ML prend alors le nom de Parti communiste révolutionnaire (PCR) avant de s'autodissoudre en 1983.

D'autres organisations ont une implantation locale, comme le Centre marxiste-léniniste de France (CMLF), particulièrement présent dans le Nord. Des expériences sont rapidement mort-nées, comme Ligne rouge en 1969. Un certain nombre d'entre elles ont pris la voie de l'intervention clandestine, comme les Groupes révolutionnaires (GR, 1973) ou les Brigades internationales (BI, 1974-1975), ou encore les Noyaux autonomes pour le communisme (revue *Front social*, 1995-2001), autodissous en 2001.

Aujourd'hui, les différents groupes marxistes-léninistes estiment que la période est favorable à la révolution avec l'« accélération de la crise impérialiste ». Cet optimisme révolutionnaire est symbolisé par le Parti communiste marxiste-léniniste-maoïste (PCMLM). Celui-ci affirme (sans rire) qu'enfin le prolétariat a atteint sa maturité idéologique, telle qu'elle a été exprimée par le « camarade Gonzalo », le chef (incarcéré) de la guerre populaire au Pérou (Sentier lumineux). Sur son site, L'Étoile rouge, le parti se prétend l'avant-garde du mouvement tendant vers le socialisme et met au premier plan la contradiction principale opposant l'impérialisme aux nations opprimées. Il développe comme unique stratégie « la guerre populaire », dans un texte programmatique intitulé « Manuel d'économie politique », expression d'une nébuleuse internationale, le Mouvement révolutionnaire international (MRI), qui comprendrait aussi bien le Sentier

lumineux péruvien que les naxalistes indiens ou les maoïstes népalais. Le PCMLM n'hésite pas à se réapproprier les textes de la Fraction armée rouge ou d'Action directe. Sinon, sur le plan hexagonal, il revendique la filiation « spontex » du maoïsme et de la Gauche prolétarienne.

La disparition du pôle maoïste classique qu'était le PCMLF est compensée par des groupes aux effectifs beaucoup plus réduits. Au cours des années 1990, des initiatives de regroupement des forces marxistes-léninistes dispersées en groupuscules ont lieu à l'initiative des Éditions prolétariennes en 1996, puis, plus récemment, par le bulletin *Militant communiste* en 2002. Dans les années 2000, les organisations et organes de presse marxistes-léninistes dépassent la dizaine. Ce sont des groupes localisés à audience réduite. Parmi les organisations, on peut citer le Parti communiste de France (maoïste), qui édite le journal *Drapeau rouge*, le collectif Militant communiste, le Groupe du 1[er] mai, l'Union des révolutionnaires communistes de France (URCF, ex-Coordination communiste), le Pôle de renaissance communiste en France (PCRF), le Cercle Lénine de culture populaire, le Comité Honecker de solidarité internationaliste (CHSI), Convergence communiste 13, implanté dans les Bouches-du-Rhône, la Fédération nationale des associations pour la renaissance communiste (FNARC). Quant aux organes de presse, on notera *Riposte !, les Questions du stalinisme* (bulletin de l'Association Staline), *la Vérité* (organe central du Comité pour la continuation du communisme), les publications du Cercle Barbusse (culture ouvrière et populaire), *Communistes en lutte* (Pour la construction en France d'un Parti communiste marxiste-léniniste, qui dispose d'une revue théorique, *Cahiers du bolchevisme*), *Ep-Infos* (bulletin de liaison des Éditions prolétariennes) et, pour clore cette liste, *Partisan*, le mensuel de l'Organisation marxiste-léniniste Voie prolétarienne (OCML/VP), d'inspiration « post-maoïste » plus spontanéiste, ouvriériste et hostile à la lutte armée et qui ne refuse pas d'appeler à voter… pour Lutte ouvrière.

Enfin, en dépit de toutes les turpitudes d'Enver Hoxha et de son service secret, la Sigurimi, les attraits du socialisme albanais sont défendus par le Parti communiste des ouvriers de France (PCOF, proalbanais), issu de la section de Strasbourg du PCMLF, et qui édite un bulletin, *la Forge*.

→ Étienne Balibar, Gauche prolétarienne, Immigration, Vive la révolution !

marxisme (en 2007) Dans les années 1990, le marxisme semblait définitivement moribond après l'échec consommé du socialisme réel en URSS. Sa résurgence comme outil d'analyse et de compréhension du monde depuis lors ne saurait toutefois surprendre que ceux qui l'avait assimilé à la dictature bureaucratique stalinienne. D'autres penseurs (Rosa Luxemburg, Karl Korsch, Antonio Gramsci, le groupe Socialisme ou Barbarie, les opéraïstes italiens) avaient pourtant donné tout au long du XXe siècle les preuves du renouvellement de la pensée politique critique à partir de Marx. Ainsi la pensée de Karl Marx n'a pas cessé de nourrir la réflexion des révolutionnaires, qui s'est enrichie, par ailleurs, des analyses des sociologues, des philosophes et des psychiatres sur deux points principaux : la transformation de la classe ouvrière et l'individualisation des aspirations humaines. Sur le premier point, un philosophe comme Antonio Negri a approfondi son commerce intellectuel avec Félix Guattari (souvent associé à Gilles Deleuze) pour développer plus tard son concept de multitude qualifiant le nouveau sujet révolutionnaire, tandis que le libertaire John Holloway a fait des emprunts à l'auteur du *Capital* pour fonder sa théorie du contre-pouvoir. Le second point relatif à l'individualisation de la société a guidé le sociologue Philippe Corcuff dans son effort pour définir une « social-démocratie libertaire », capable de dépasser les dichotomies historiques entre réformisme et révolution, entre marxistes et anarchistes.

Plus généralement, dans un contexte de capitalisme postindustriel, marqué par l'effacement progressif de la classe ouvrière d'industrie et par la précarisation générale des emplois, les émules de Marx doivent répondre à l'exigence énoncée en 1962 par le communiste italien Mario Tronti, qui allait devenir le référent théorique du courant opéraïste (ouvriériste), puis autonome. Dans un article intitulé *Marx hier et aujourd'hui de la manière suivante*, celui-ci écrivait : « Il s'agit peut-être – et je dis cela de façon délibérément provocatrice – de refaire le saut de Marx à Lénine. Partir de l'analyse du capitalisme actuel pour parvenir à élaborer la théorie de la révolution prolétarienne dans le capitalisme moderne. » C'est sans doute au sein de la rédaction de la revue *Multitude*, et plus particulièrement dans *le Capitalisme cognitif* (2007), titre du dernier ouvrage de Yann Moulier-Boutang, que l'on peut entrevoir une analyse à partir de laquelle l'invention d'« une nouvelle grammaire du politique » peut être envisagée.

→ Toni Negri

médias Les médias grand public sont l'objet de nombreuses critiques de la part de l'extrême gauche. Leur mouvement de concentration et leur dépendance accrue envers de grands groupes financiers les décrédibilisent aux yeux des révolutionnaires, qui les analysent comme des instruments idéologiques au service du néolibéralisme ou de l'État. Le seul quotidien d'origine gauchiste, *Libération*, n'est ainsi plus vu comme faisant partie du mouvement de critique sociale et de chambre d'écho des liens qui pouvaient être tissés entre mouvement social et journalistes. En relançant le quotidien – qui avait traversé une grave crise au début de 1981 – après la victoire socialiste du printemps, le « porte-voix des sans-voix » est alors devenu, pour l'extrême gauche, un organe de la gauche réformiste, qui ne se distingue véritablement que par son attention permanente aux innovations culturelles alternatives.

Alors que, à l'origine, les organisations politiques révolutionnaires professaient une attitude d'indifférence ou de boycott vis-à-vis des médias et de la communication, elles s'interrogent depuis les années 1990 sur les moyens nécessaires pour mieux contrôler les informations qu'elles leur fournissent. Comme, par ailleurs, elles cherchent à augmenter leur poids électoral, elles adoptent une véritable politique de communication, dont la première mesure est l'apparition des porte-parole, qui deviennent la vitrine des partis, sans être toujours les véritables dirigeants, à l'instar d'Arlette Laguiller pour Lutte ouvrière ou d'Olivier Besancenot pour la Ligue communiste révolutionnaire. Toutefois, le discours des médias, considéré comme un enjeu de pouvoir déterminant, demeure l'objet d'une surveillance étroite : ainsi, l'association Acrimed (pour Action-Critique-Médias), fondée en 1996 par des universitaires militants comme le philosophe Henri Maler – par ailleurs, ancien dirigeant du groupe Révolution ! –, décrypte les discours de la presse écrite et audiovisuelle, ainsi que les modalités du travail journalistique. Une critique qui remonte, en termes d'organisation, à 1988 quand, dans la foulée du mouvement de 1986 contre la loi Devaquet, l'association Les Pieds dans le PAF, animée par Patrick Farbiaz – un ancien du mouvement des radios libres d'avant 1981, aujourd'hui membre de la gauche « noniste » des Verts –, a milité contre le consumérisme télévisuel et pour une éducation des téléspectateurs à l'image.

La critique des médias se traduit également dans les actes au cours des mouvements sociaux. Lors du mouvement anti-CPE, en janvier-avril 2006, lors de multiples assemblées générales, la présence des journalistes

a été acceptée ou rejetée par vote de tous les étudiants présents, dénotant au minimum un signe profond de défiance face aux médias. Plusieurs actions dirigées contre les médias dominants ont été d'ailleurs organisées durant le dernier mois de la mobilisation : successivement, l'occupation des bureaux de l'AFP à Paris pour protester contre « la désinformation » (29 mars), l'envahissement des locaux du journal économique *la Tribune* (18 avril) et, en province, l'occupation de permanences de France Bleu et de M6 ainsi que du *Dauphiné libéré* (11 avril) à Grenoble. Quant à *Charlie Hebdo*, il a dû faire appel aux vitriers (24 avril) après le passage de casseurs, qui fustigeaient ainsi les propos, jugés néolibéraux, de son éditorialiste Philippe Val.

Pour certains acteurs critiques du monde médiatique, comme le directeur du *Monde diplomatique*, Ignacio Ramonet, les médias ne représentent plus un « quatrième pouvoir » exerçant une fonction de contre-pouvoir, car ils sont désormais intégrés au processus de mondialisation et instrumentalisés par les puissances politiques et économiques.

Ce point de vue pessimiste rejoint les analyses du linguiste et libertaire américain Noam Chomsky dénonçant les médias américains comme un « modèle de propagande » au service du pouvoir. Une description partiellement rejetée par Pierre Bourdieu, qui signalait l'autonomie de divers « champs », en particulier celui du journalisme, et plus encore par Philippe Corcuff. Le concept de « modèle de propagande » est en revanche importé en France par Serge Halimi dans *les Nouveaux Chiens de garde* (1997, puis 2005). Si ce dernier insiste sur la « corruption des personnes », Bourdieu et Corcuff, qui ne veulent pas s'engager sur le terrain des procès personnels, insistent plutôt sur la « corruption structurelle » qui régnerait dans le milieu, aux coutumes spécifiques, une distinction mise en avant par Géraldine Muhlmann dans *Du journalisme en démocratie* (2004). Alors que Serge Halimi affirme l'impossibilité d'utiliser les médias forcément hostiles, Corcuff voit dans la demande de ces derniers en personnalités nouvelles (par exemple, la mise en scène d'un « phénomène Besancenot ») un espace dans lequel peuvent s'engouffrer des outsiders. Les médias ne seraient alors pas la forteresse idéologique dénoncée dans *le Monde diplomatique*, mais toujours un « champ » qui pourrait faire écho à un discours de lutte de classe, même si celui-ci doit passer par plusieurs filtres, comme celui de la personnalisation à outrance des porte-parole et la mise sous le boisseau du discours collectif. Toutefois, à l'analyse par en haut des médias (structure, luttes de pouvoir et po-

litique éditoriale), qui nourrit leur critique radicale, il serait judicieux d'étudier aussi les modalités de la réception des messages médiatiques par le public, ce qui permettrait, sans doute, de constater que le travail de la « propagande » n'est pas aussi efficace que ce que pourrait le penser l'extrême gauche.

Enfin, il convient de signaler les récits à base de conspiration et de corruption qui connaissent un grand succès éditorial (par exemple, le réseau Voltaire, une sorte d'agence de presse d'extrême gauche, fondée en 1994 avec le parrainage de personnalités comme Pierre Bourdieu ou le sénateur Henri Caillavet, mais dont l'image s'est quelque peu brouillée après la parution en 2002 du livre de son président, Thierry Meyssan, *l'Effroyable Imposture*, mettant en doute la véracité des attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington) et qui sont en partie relayés dans la presse d'extrême gauche, souvent fascinée par les « faces cachées de la réalité ».

⇢ *Charlie Hebdo, le Monde diplomatique,* Presse

militantisme Le militantisme peut revêtir des formes très différentes, qui vont de l'engagement associatif dans le cadre de structures de quartier à l'exercice de la violence au sein d'un groupe clandestin. Dans les mouvements de tradition libertaire ou autonome, le militantisme en lui-même fait l'objet d'une critique radicale inspirée des situationnistes. Ces derniers affectaient un mépris profond envers l'activité partisane, que l'on peut retrouver dans un texte diffusé en 1972, *le Militantisme, stade suprême de l'aliénation* (signé par l'Organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires, regroupement relevant de la tradition situationniste). Selon ce texte, le militant organisé ne peut qu'être séparé de la lutte de classe en acte, puisqu'il applique sur la réalité sociale une grille de lecture déterminée avant tout par son appartenance à une organisation. Cette critique resurgit à l'occasion des nombreuses crises militantes qu'ont connues les organisations révolutionnaires après 1975 ou à l'occasion de mouvements de grande ampleur (Mai 1968, Lip, Larzac). Elle est un des facteurs qui clivent les milieux d'extrême gauche, comme l'est par ailleurs le problème posé par l'usage de la violence. À cet égard, le succès de l'altermondialisme tient à ce qu'il a pu offrir un nouveau type d'engagement à de nombreux anciens militants. La crise qu'a connue ATTAC en 2005-2006 a semblé déciller les yeux de nombre d'entre eux.

le Monde diplomatique Ce mensuel français d'analyses internationales, appartenant au groupe d'édition le Monde, est devenu l'un des acteurs majeurs du mouvement altermondialiste. À l'instigation de François Honti, journaliste d'origine hongroise en exil en France, le fondateur du *Monde,* Hubert Beuve-Méry, crée en 1954 *le Monde diplomatique,* un mensuel ayant pour vocation de traiter de l'évolution des relations internationales et destiné aux autorités diplomatiques en poste à Paris et aux spécialistes de politique extérieure. De diffusion modeste (40 000 exemplaires), *le Monde diplomatique* connut une première révolution en 1973 avec la nomination de Claude Julien (1925-2005), un autre journaliste de la maison, d'une grande rigueur morale et professionnelle. Celui-ci instaura une ligne politique dénonçant les activités de l'impérialisme américain, dont il était un connaisseur avisé, et présenta sous un jour favorable les combats contre l'arbitraire et pour les droits de l'homme, ce qui fit rapidement du *Monde diplomatique* une publication de référence pour l'ensemble de la gauche. À son départ à la retraite en 1990, il avait assuré l'autonomie de sa rédaction par rapport à celle du quotidien. Ignacio Ramonet, qui était son assistant depuis plusieurs années, lui succéda et poursuivit le processus de séparation entre le mensuel et le quotidien en formant une entité juridique séparée. Durant toutes les années 1990, *le Monde diplomatique* continua à progresser, atteignant les 100 000 exemplaires de vente mensuelle.

Le périodique traverse une deuxième révolution à partir de 1995, car, tout en continuant l'étude poussée des différents aspects politiques, économiques, sociaux, juridiques et culturels des sociétés contemporaines (dénonciation du rôle des médias, critique des pillages du tiers-monde, etc.), il se transforme en acteur politique majeur de la contestation du capitalisme moderne. À l'origine de l'association ATTAC, le mensuel se place en première ligne dans la dénonciation du néolibéralisme. Par l'intermédiaire de son directeur général, Bernard Cassen, *le Monde diplomatique* est également à l'origine de l'organisation du premier Forum social international de Porto Alegre, en 2001. Qualifié par son éditeur d'« outil intellectuel de masse », *le Monde diplomatique* diffuse 180 000 exemplaires mensuels (après avoir dépassé la barre des 200 000 jusqu'en 2004) et s'appuie sur un réseau de 80 correspondants français et étrangers. Le *« Diplo »* a essaimé à l'étranger, puisqu'il est traduit en 26 langues et donne lieu à 33 éditions imprimées et 32 éditions électroniques

(les dernières éditions en date ont été réalisées en Finlande, en Pologne, en Roumanie et en Corée du Sud).

À la fin de l'année 2005, le quotidien connaît les premiers effets de la crise qui touche le mouvement altermondialiste. Un remaniement a lieu avec l'abandon, en décembre 2005, par Alain Gresh de sa fonction de rédacteur en chef pour prendre en charge l'édition en ligne du mensuel. Spécialiste de la Palestine, Alain Gresh, favorable à l'introduction du très controversé islamologue genevois Tariq Ramadan dans le mouvement altermondialiste, s'opposait à Ignacio Ramonet et à Bernard Cassen sur la question de la place à donner aux organisations issues de l'islam dans le mouvement altermondialiste. D'autre part, à la suite de la démission en octobre de Jacques Nikonoff de la direction d'ATTAC, *le Monde diplomatique* a décidé de se retirer du collège des fondateurs de l'organisation. Il y reste toutefois présent à travers une personne morale, la Fondation Gunter-Holzmann, qui représente le personnel du mensuel.

→ ATTAC, Bernard Cassen, Islam, Presse

mouvement Le terme de mouvement désigne un ensemble de pratiques individuelles et collectives liées par une communauté de projet (revendication sociale ou politique). Pour les organisations structurées d'extrême gauche, le mouvement signifie l'expression momentanée d'une dynamique sociale et politique qu'il faut tenter de récupérer ou, au moins, de transformer en un vivier de nouveaux militants. Selon elles, le mouvement est provisoire et l'organisation représente la permanence du projet révolutionnaire. En général, les organisations d'extrême gauche « poussent » les mouvements à aller le plus loin possible, en termes de mots d'ordre (la généralisation au détriment des revendications ciblées, qualifiées de corporatistes), d'organisation (comités larges regroupant syndiqués et non syndiqués, avec mandats plus ou moins impératifs selon les courants politiques), de méthode (plus ou moins violente physiquement ou symboliquement) et d'objectif final (le plus souvent la grève générale).

L'expression « nouveaux mouvements sociaux », apparue au début des années 1970, est devenue centrale dans les discours d'extrême gauche, la diversité de ces mouvements sociaux étant considérée de manière soit positive (LCR), soit négative (LO, PT). Pour les premiers, ces nouvelles radicalités font partie du processus de construction d'une alternative révolutionnaire ; pour les seconds, elles sont, en définitive, un obstacle à la formation, toujours attendue, du parti de la classe ouvrière.

Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB) Dans la foulée de plusieurs mobilisations et rencontres militantes organisées au début des années 1990, une quarantaine de groupes politiques et d'associations locales issues de l'immigration et de la jeunesse immigrée des cités de banlieue (comme les associations Jeunes arabes de Lyon et de sa banlieue [le JALB], ou Agora de Vaulx-en-Velin, également de la région lyonnaise, ou encore le Comité national contre la double peine [le CNDP], de Paris, créé en 1990, ou des collectifs inter-cités de la région ouest de Paris, comme Résistance des banlieues [RDB]), représentés par 250 personnes, fonde, en mai 1995, après un long processus de discussions et de rapprochements (assises en 1984 puis en 1992, listes autonomes aux municipales pour 1995), le Mouvement de l'immigration et des banlieues. Pour ses initiateurs, il s'agit de « transformer [...] l'exigence de vivre dignement en stratégie d'action politique durable et non plus au coup par coup ». Rassemblant deux générations de militants, ceux des années 1980 – qui ont assisté à l'abandon des promesses du PS qui devaient être relayées par SOS Racisme – et ceux des années 1990 – qui subissent la politique de répression des lois Pasqua et la précarisation –, le MIB concentre son activité contre la double peine (l'exclusion de France après la peine pour tout condamné qui n'est pas français même s'il y a vécu toute sa vie) et les violences policières. L'organisation multiplie les actions d'occupation ou d'intervention auprès des médias pour être entendue. Ses principaux animateurs sont des militants issus de Rock Against Police, un mouvement né dans les cités de la petite ceinture parisienne dans les années 1980, proches de l'agence de presse IM'média. Depuis 2000, tout en insistant sur la nécessaire autonomie d'un mouvement des « jeunes immigrés de cités » – appellation maison –, le MIB participe aux collectifs créés sur ses thèmes de prédilection avec les associations de soutien traditionnelles ou spécifiques (collectif Contre le tout-répressif, créé en 1999, collectif Résistons ensemble, contre la « justice à deux vitesses », collectif Une école pour tou-te-s, contre la loi sur le port de signes religieux distinctifs). En avril 2006, en compagnie de plusieurs organisations telles que la Cimade, le MRAP et Sida Info Service, le MIB participe à la campagne pour l'abrogation de la double peine. À la suite des émeutes de banlieue de novembre-décembre 2005, il a organisé en avril 2006 un Forum pour un mouvement politique autonome des quartiers.

Le MIB est l'expression d'une volonté d'autonomie radicale vis-à-vis des organisations politiques de gauche et d'extrême gauche, ce qui

ne l'empêche pas de pratiquer des alliances ponctuelles avec celles-ci. De fait, ce courant, incarné notamment par Mogniss H. Abdallah, s'est imposé comme un point de référence dans le paysage politique des banlieues.

→ Banlieues, Immigration, Islam

Mouvement des travailleurs arabes (MTA) Organisation autonome, d'inspiration mao-spontanéiste et pro-palestinienne, fondée en 1972 par des travailleurs immigrés et des militants politiques immigrés et français qui provenaient de la Gauche prolétarienne (à l'origine des Comités de soutien à la révolution palestinienne), le Mouvement des travailleurs arabes se propose de soutenir les luttes des immigrés dans les usines, d'agir contre la politique de restriction de l'immigration et de militer pour l'accession aux droits politiques. Sa tonalité panarabe transparaît à travers sa revendication d'un « rôle d'orientation, de direction et d'unification » afin de contribuer à l'émergence d'une « conscience nationale arabe ». Le mouvement est principalement implanté à Paris et à Marseille.

À l'automne 1972, un de ses principaux animateurs, Saïd Bouziri, entame une grève de la faim pour protester contre son expulsion « pour atteinte à la neutralité politique ». Un an plus tard, le MTA manifeste à Marseille en appelant, le 3 septembre 1973, à l'observance d'une « journée de deuil » à la suite du meurtre de quatre immigrés par des personnes voulant venger l'assassinat d'un conducteur de bus par un déséquilibré d'origine algérienne. Onze jours plus tard, le mouvement lance une grève générale, très suivie en région parisienne, pour protester contre l'assassinat de sept travailleurs arabes. En 1974, il soutient la tentative de candidature de Djillali Kamel à la présidence de la République. En 1976, le MTA se désintègre. Une partie de ce courant fondera, en 1979, le journal *Sans Frontière*.

→ Immigration

N-O

Toni Negri Le futur docteur en sciences politiques de l'université de sa ville natale, Padoue, Antonio – dit Toni – Negri (né en 1933) s'est très tôt intéressé à la politique, militant dans les milieux catholiques de gauche avant d'adhérer au Parti socialiste (1956-1963). Au début des années 1960, il rejoint les militants qui publient la revue *Quaderni rossi (Cahiers rouges)*, animée par Mario Tronti, un des théoriciens les plus innovants du marxisme italien, l'opéraïsme, une manière originale de penser l'affrontement capital-travail hors du cadre du marxisme-léninisme soviétisé. Les luttes estudiantines et ouvrières se développent dans la péninsule à partir de 1966-1967; Negri fonde dès 1969 un groupe intitulé Potere Operaio (Pouvoir ouvrier), qui intervient durant l'automne chaud de la même année dans les grandes usines de l'Italie du Nord, lieu d'émergence de l'« ouvrier-masse », en clair l'OS venu du Mezzogiorno. Tout en militant, Toni Negri anime une réflexion complexe qui s'inscrit dans une double direction : tout d'abord, le retour théorique aux premières œuvres de Marx – en s'inspirant des premiers éléments de la critique de l'économie politique du philosophe révolutionnaire, que l'on peut trouver dans les *Grundrisse (Fondements)*, alors récemment publiés, – et, parallèlement, l'étude des modifications sociopolitiques de la classe ouvrière et du travail intellectuel. À mesure que les luttes dépassent l'usine et s'étendent sur l'ensemble du territoire, Negri et ses camarades développent la notion d'autonomie, fondent l'organisation Autonomia Operaia, qui appuie son discours sur l'idée d'ouvrier social, élargissant la notion de prolétariat. Ces luttes s'accompagnent d'une élévation notoire du niveau de violence opposant manifestants et police.

L'ouvrier social, la multitude et l'empire. Du mouvement social émergent alors des organisations plus ou moins clandestines et d'autres qui le sont totalement, comme les Brigades rouges. Le large mouvement de 1977 (événements de Bologne) puis, l'année suivante, l'enlèvement et l'assassinat par les Brigades rouges du leader de la démocratie-chrétienne Aldo Moro

conduisent le gouvernement italien à faire reporter toute la responsabilité de ces violences sur le mauvais maître *(il cattivo maestro)*, le professeur de sciences politiques de l'université de Milan. La figure centrale de l'Autonomie ouvrière, éditrice du journal *Rosso*, est arrêtée le 7 avril 1979. Jugé et condamné à plusieurs années de prison, Negri ne doit sa libération qu'à son élection au Parlement en 1983, sur la liste du leader du Partito radicale, Marco Pannella. Alors que son immunité est remise en cause, il choisit de s'exiler en France, où il obtient un accord tacite d'accueil de la part du gouvernement socialiste, comme plusieurs dizaines de révolutionnaires transalpins. En 1997, il décide de rentrer dans son pays, où il est remis en prison durant plusieurs années. Libéré en 2003, Antonio Negri, qui a joué un rôle essentiel en France dans la constitution d'un pôle théorique autonome, aidé en cela par son traducteur Yann Moulier-Boutang, a contribué aux revues *Futur antérieur*, puis *Multitudes*.

Durant son incarcération, Negri étudie Spinoza et, à partir des œuvres du grand philosophe hollandais, entame une réflexion sur le pouvoir et sur la puissance. Selon lui, le sujet révolutionnaire contemporain (l'ouvrier social, celui qui ne se réduit pas à un statut fixe mais à de multiples statuts précaires, intérimaires, intermittents, temps partiel...) se transforme en multitude (c'est-à-dire intégré à une force révolutionnaire à l'échelle mondiale). Negri analyse alors les conditions dans lesquelles un mouvement peut s'établir en « pouvoir constituant » (en puissance à même de gérer son destin). Indéfectiblement optimiste envers les capacités des classes populaires à mener – en toutes circonstances – un combat contre le capital, Antonio Negri s'affirme dans *Empire* – écrit avec son collègue américain Michael Hardt – comme le théoricien le plus fécond des potentialités révolutionnaires du mouvement altermondialiste. En 2005, il appelle au vote « oui » pour le TCE, en accord avec ses idées proeuropéennes et avec son rejet des États-nations, formes obsolètes, selon lui, dans le combat qu'il théorise entre la multitude et l'Empire (vaste ensemble économico-politique, qui ne se réduit pas à la seule puissance américaine). Cette décision lui vaudra les violentes critiques d'un mouvement autonome qu'il a pourtant contribué à renforcer.

⇢ Altermondialisme, Autonome (mouvement)

Jacques Nikonoff Président d'ATTAC de 2002 à 2006, né en 1952, ancien ouvrier spécialisé dans l'industrie, délégué syndical CGT et membre du Parti communiste, Jacques Nikonoff est le symbole de l'élévation

par le militantisme et le travail intellectuel. Mettant à profit une longue période de chômage, il s'inscrit à l'université, bénéficiant des conditions d'inscription favorables aux non-bacheliers. Après des études en sciences de l'éducation à l'université de Paris-VIII (anciennement Vincennes), il est appelé à préparer de futurs formateurs au Conservatoire national des arts et métiers. Expérimentateur social, il anime un comité local pour l'emploi en Seine-Saint-Denis, tout en continuant son parcours universitaire à l'Institut d'études politiques de Paris puis à l'École nationale d'administration (où il dirigera ensuite des séminaires d'économie). À sa sortie, il est nommé à la Caisse des dépôts, où il fait fonction de représentant de l'organisme financier public aux États-Unis pendant plusieurs années. Fondateur et président du mouvement Un travail pour chacun (il a publié plusieurs ouvrages sur le chômage), il est membre fondateur d'ATTAC, responsable de son conseil scientifique et, par ailleurs, membre fondateur, en 1998, de la fondation Marc-Bloch, devenue en 2000 la fondation du 2-Mars, qui se veut le pendant social et républicain de la fondation Saint-Simon, championne du social-libéralisme. En décembre 2002, Jacques Nikonoff est adoubé par Bernard Cassen à la présidence d'ATTAC. Ses méthodes de direction sont jugées cassantes et peu démocratiques par un certain nombre de membres de la direction. Une fraude électorale lors de l'assemblée générale de juin 2006 plonge l'organisation altermondialiste dans une grave crise. Bien que soutenu par Bernard Cassen, Jacques Nikonoff démissionne en octobre et annonce sa décision de ne pas se représenter aux nouvelles élections du conseil d'administration (CA) en décembre 2006.

→ ATTAC

No Logo Ce livre rédigé par Naomi Klein et publié au moment où se déroulaient les événements de Seattle, lors du sommet de l'OMC, relate, comme l'explicite son sous-titre, « la tyrannie des marques », c'est-à-dire l'évolution, depuis les années 1980, de la politique de marketing (le « branding ») des grandes multinationales américaines principalement dans le secteur de la commercialisation de masse. Ces entreprises sont amenées à délocaliser la production de marchandises – sous-traitées dans les pays du Sud – pour ne s'occuper que de la production d'une image qui doit s'associer à un mode de vie (exemples de Nike ou de Gap). L'auteur montre comment – en Amérique du Nord principalement – la marchandisation de l'espace public a permis aux marques de s'imposer là où elle n'est pas encore présente en

Europe (à l'école ou à l'université, notamment). Attentive aux discours, mais aussi aux réalités conflictuelles qui amènent à cette évolution, Naomi Klein rend compte de la constitution d'une nouvelle opinion publique critique, qui constituera le mouvement antimondialiste puis altermondialiste.

⟶ Altermondialisme, Naomi Klein

nonisme Ce terme est utilisé pour qualifier la gauche hostile au Traité constitutionnel européen du 29 mai 2005. Pour les partisans de cette mouvance, celle-ci regroupe la quasi-totalité de l'extrême gauche (de Lutte ouvrière aux organisations trotskistes, alternatives, marxistes-léninistes, communistes et à la gauche des Verts), ainsi que la gauche du Parti socialiste autour de Laurent Fabius et de la tendance Pour la république sociale du sénateur socialiste Jean-Luc Mélenchon. À travers les collectifs du 29 mai, le « nonisme » s'impose comme le nouvel avatar d'un processus de recomposition de l'extrême gauche dans une perspective électorale.

⟶ Collectifs, Europe

No Pasaran Constitué à partir du groupe parisien de Scalp et d'initiatives libertaires de contre-culture (groupes musicaux ou de théâtre, revues littéraires ou politiques), ce réseau antifasciste, fondé en 1992, est composé de « groupes et collectifs fédérés entre eux [qui] fonctionnent selon un mode libertaire ». No Pasaran (dont le nom rappelle le slogan des républicains espagnols dans leur lutte contre les troupes franquistes), fort d'une trentaine de groupes locaux, édite un bimensuel du même nom et possède une maison d'édition, Réflex. Dans une perspective libertaire, ses membres s'attaquent non seulement à l'extrême droite, mais à tous les aspects sécuritaires et liberticides de la société capitaliste. Le réseau a connu sa première scission en 2003 avec le départ de deux groupes locaux, ceux de Paris et de Marseille, qui ont fondé Offensive libertaire et sociale (OLS), sur les mêmes thèmes, seules des raisons organisationnelles ayant été à l'origine de la rupture.

⟶ Antifascisme, Scalp

Organisation communiste libertaire (OCL) Comme son nom l'indique, ce groupe issu de la tradition anarchiste (Organisation révolutionnaire anarchiste, ORA, fondée en 1967, à la suite du départ de militants de la Fédération anarchiste) se définit comme communiste puis libertaire, signe de l'attraction exercée à l'époque par les groupes marxis-

tes révolutionnaires sur les militants anarchistes. L'OCL actuelle – une première OCL avait représenté le même courant de 1971 à 1974 – est créée au congrès d'Orléans de l'ORA en 1976, au cours duquel l'organisation connaît une grave crise d'identité (l'autre partie de l'organisation se transforme en Union des travailleurs communistes libertaires, UTCL). Durant quatre années, l'OCL a subi l'influence de l'autonomie organisée parisienne, situation qui a abouti à un clivage de l'organisation entre Paris et la province, résolu par une refondation de l'organisation à partir de cette dernière en 1979.

Son discours programmatique – lutte des classes, anti-impérialisme, etc. – intègre désormais les thèmes mis en avant par l'altermondialisme : critique du productivisme et de la croissance. L'OCL se donne pour tâche de s'impliquer « au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et des velléités d'établir des rapports sociaux égalitaires », dans lesquels elle se promet de combattre les tentatives de prise de pouvoir par des minorités. D'inspiration conseilliste – le pouvoir aux assemblées de base de la société – et libertaire – assurer l'émancipation intellectuelle et morale de tous (« Nous voulons vivre librement notre corps et nos désirs ») –, l'OCL tient à fonctionner depuis le début des années 1980 de manière décentralisée. L'expression publique de l'organisation, le journal *Courant alternatif*, héritier de *Front libertaire*, abandonné en 1980, est réalisée successivement par chaque groupe local, selon le principe de la rotation des responsabilités. Depuis 1990, le journal est un des quatre organes d'extrême gauche distribués nationalement en kiosque avec *Lutte ouvrière*, *Rouge* et *Alternative libertaire*.

→ Anarchisme, Autonome (mouvement), Fédération anarchiste

P

Parti communiste internationaliste (PCI) Cette organisation trotskiste affiliée à la IVe Internationale, fondée en mars 1944 par la fusion de plusieurs groupuscules trotskistes, à l'exception du groupe Barta (à l'origine du courant Lutte ouvrière), est dissoute le 12 juin 1968 pour son implication dans les événements de Mai 68.

Alors que se profile au début de l'année 1944 la défaite de l'Allemagne nazie, trois petits groupes, forts de quelques militants – le Parti ouvrier internationaliste, le Comité communiste internationaliste et le groupe Octobre –, forment un nouveau parti. Le Parti communiste internationaliste connaît dès lors une existence très agitée dans la mesure où l'évolution de la politique française est fonction de celle de l'Union soviétique et de son parti en France, le Parti communiste français. Le rôle du nouveau parti après la Libération et la nature de l'URSS sont deux des principaux sujets d'achoppement qui conduisent, dès 1945, au départ de David Rousset (pour fonder l'éphémère Rassemblement démocratique révolutionnaire avec Jean-Paul Sartre) puis, en 1947, à celui de Chaulieu (Cornelius Castoriadis) et de Claude Lefort. Ceux-ci fondent la revue *Socialisme ou Barbarie* en s'appuyant sur une critique radicale des pays communistes, qu'ils analysent comme des pays à capitalisme d'État bureaucratique, ne pouvant plus être qualifiés d'« État ouvrier dégénéré » comme le proclame la vulgate trotskiste. Cette question est d'autant plus stratégique que le Parti communiste français est la principale force politique du pays et qu'une disqualification de son caractère socialiste entraîne une stratégie de rupture et non de conquête, comme le défendent les trotskistes.

En 1952, le PCI, dont le secrétaire général est Marcel Bleibtreu, connaît une nouvelle scission à propos des thèses stratégiques développées par Michel Raptis, dit Pablo : la guerre mondiale entre les impérialismes et l'URSS étant imminente, le rôle des trotskistes est d'intégrer

secrètement les organisations ouvrières, car la victoire de la bureaucratie stalinienne est certaine (pratique de l'« entrisme sui generis »). La majorité autour de Pierre Frank exclut les opposants qui ont pour nom Pierre Boussel, dit Lambert, Marcel Gibelin, Marcel Bleibtreu, Michel Lequenne – qui reviendra plus tard chez les frankistes – et qui vont former l'Organisation communiste internationaliste (OCI).

L'engagement tiers-mondiste. Comptant deux centaines de militants environ, dont la majorité sont des intellectuels, le PCI s'implique dans le soutien aux révolutions dans les colonies françaises, en Indochine (où existe un vivier trotskiste depuis les années 1930) et en Algérie. Des militants anticolonialistes, qui ne se satisfont pas du slogan du PCF « Paix en Algérie » et lui opposent celui d'« Indépendance de l'Algérie », trouvent dans des actions de soutien concret aux révolutionnaires algériens un exutoire à leur révolte (livraisons de fonds et d'armes). Le PCI est rejoint également par des communistes que la publication, en février 1956, du rapport Khrouchtchev, la révolution hongroise, en octobre de la même année, et l'aggravation de la guerre en Algérie éloignent du PCF (militants de la Voie communiste, Denis Berger, Félix Guattari...). Les liens avec le FLN algérien deviennent de plus en plus étroits, tandis que les rivaux de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) ont choisi de soutenir l'autre mouvement de libération algérien, le Mouvement national algérien, le MNA, de Messali Hadj. Lorsque l'Algérie devient indépendante en 1962, nombre de militants derrière Pablo deviennent des « pieds-rouges », c'est-à-dire des Français qui s'installent dans le pays pour accompagner les velléités autogestionnaires des dirigeants algériens, et ce jusqu'en 1965, date du coup d'État de Houari Boumediene, qui met fin à l'expérience socialiste. Le PCI poursuit alors sa politique internationaliste à caractère tiers-mondiste en soutenant la révolution cubaine de Fidel Castro et, surtout, de Che Guevara. Les espoirs mis dans la révolution algérienne se reportent également sur le mouvement de libération du Viêt Nam, dont les militants du PCI se font les propagandistes les plus zélés au cours des années 1966-1970. Les militants du PCI sont également présents au sein de l'organisation estudiantine du PCF, l'Union des étudiants communistes (UEC). Ils profitent de l'agitation en milieu étudiant pour créer au cours du premier trimestre 1966 la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), dont Alain Krivine, membre du PCI depuis 1960, est l'un des animateurs. En mai 1968, le principal dirigeant de l'organisation, Pierre Frank, joue le rôle de conseil en stratégie des militants dans

le mouvement étudiant. L'organisation est dissoute en même temps que la JCR en juin 1968. Dans les mois qui suivent, le PCI participe à la création de la nouvelle organisation, la Ligue communiste, qui adhère à la IVe Internationale. Il n'y a désormais plus de place pour les anciens du PCI, un très petit nombre de militants qui ont rempli leur rôle historique, celui de guider ses jeunes membres vers une organisation plus nombreuse et fidèle aux engagements de ses initiateurs, Pierre Frank en première ligne (mort en 1984). Le sigle disparaîtra définitivement en 1974.

→ Anti-impérialisme, Entrisme, Alain Krivine, Mai 1968, Trotski, Trotskisme

Parti des Travailleurs

Le courant lambertiste

Cette organisation trotskiste fondée en novembre 1991 et issue du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) est la principale structure du courant lambertiste (du nom de son fondateur, Pierre Lambert). Le parti des Travailleurs est dirigé par son secrétaire général, Daniel Gluckstein, candidat à l'élection présidentielle en 2002.

Laïque, social et antieuropéen

Selon sa déclaration d'intention, le parti des Travailleurs « œuvre à la construction d'un authentique parti ouvrier indépendant et combat pour la reconnaissance de la lutte des classes, pour la laïcité de l'école et de l'État, pour l'abrogation des institutions antidémocratiques de la Ve République et pour l'indépendance réciproque des partis et des syndicats ». Ce positionnement le place à la droite du mouvement trotskiste dans la mesure où il inscrit son activité dans le cadre de l'État bourgeois sans affirmer de projet révolutionnaire précis. Il ne fait pas référence explicitement au trotskisme, mais affirme regrouper des militants des grandes tendances du mouvement ouvrier.

L'activité du parti s'inscrit dans une défense opiniâtre des acquis des travailleurs et de la population, en particulier ceux des services publics, où il est plus particulièrement implanté, et de la nature laïque de l'État. À ce titre, il voue aux gémonies tout ce qui a une connotation religieuse, continuant d'interdire à ses militants d'adhérer à la CFDT, du fait de son origine chrétienne. En conséquence, de nombreux militants du PT sont partie prenante du combat rationaliste et de la défense de la laïcité. On retrouve ainsi des membres du PT à la direction de la Libre Pensée et

de l'Union rationaliste, deux groupes laïques que le PT a noyautés puis retournés à son profit.

Le parti accueille quatre tendances constituées qu'il dénomme courants, très politiquement marquées, appartenant aux quatre grands courants historiques de la gauche française, de l'anarchisme au réformisme :

– La présence la plus étonnante est celle du courant anarcho-syndicaliste fondé par Alexandre Hébert et qui édite une revue *l'Anarcho-syndicaliste.* Particulièrement bien implantée dans l'ouest de la France, du fait de la fonction de son fondateur, qui a été secrétaire de l'Union départementale du syndicat Force ouvrière de Loire-Atlantique de 1945 à 1992. Sa présence depuis une trentaine d'année au sein du mouvement lambertiste s'explique davantage par l'amitié historique qui lie Alexandre Hébert à Pierre Lambert et par une véritable complicité en matière de direction personnelle d'organisations minoritaires que par une véritable convergence idéologique, même si les uns et les autres partagent une hostilité viscérale au stalinisme et un attachement tout aussi profond à l'indépendance du syndicat par rapport au parti. La tendance est désormais dirigée par le fils d'Alexandre, Patrick Hébert, qui est à la fois membre de la commission exécutive confédérale de FO et de la direction du PT.

– Le courant communiste, animé par des militants du Parti communiste français et des ex-militants qui se retrouvent au sein de Rencontres communistes et qui éditent la revue *Résistances communistes*, dont le principal responsable est Jean-Charles Marquiset.

– Le courant socialiste regroupe des militants ou d'anciens membres du Parti socialiste ou encore du Mouvement républicain et citoyen (MRC) de Jean-Pierre Chevènement (pour leurs thèses antieuropéennes et souverainistes), des syndicalistes réformistes et des militants laïques. Ces militants se retrouvent au sein de la Convention socialiste, laïque et républicaine qui édite la revue *Réflexions - Pour la défense du socialisme.*

– Le courant trotskiste, dit Courant communiste internationaliste (CCI) qui est de loin le plus influent. Ancien courant dominant du PCI (autrefois OCI) et du MPPT, le CCI s'est constitué en 1992 en courant au sein du nouveau « parti de masse » (par opposition à organisation d'avant-garde), le parti des Travailleurs (PT). Le CCI est la section française de la IVe Internationale. Il publie un bulletin, *la Lettre de la vérité*, et une revue, *la Vérité.*

Contre l'Europe et pour la défense des acquis sociaux

La pratique du parti des Travailleurs est à la fois institutionnelle – il est ainsi à l'initiative du Comité national pour la reconquête de la démocratie politique (CNRDP) destiné à défendre l'organisation territoriale actuelle la République – et « interpellative » – il appelle les partis de gauche à participer à de grandes « manifestations centrales », pour mieux dénoncer, face à leur refus, la pusillanimité de ceux-ci.

La défense des acquis sociaux et de la démocratie est un axe majeur de la politique du PT, qui s'oppose de manière énergique à la construction européenne et dénonce, par exemple, la formation de partis européens comme un « dispositif supranational d'ordre totalitaire ». Dans ce cadre, le parti prend des initiatives en compagnie de certains membres du PS ou du MRC de Jean-Pierre Chevènement. Il invite clairement à la sortie de l'Union européenne et a appelé à voter « non » au référendum de 2005 sur l'Europe. En 2006, son mot d'ordre est : « Rupture avec l'Union européenne ! » Cette défense systématique des acquis sociaux et démocratiques conduit le parti à ne pas se projeter sur l'avenir en termes de revendications capables de rassembler les différentes catégories sociales sur un objectif commun, mais à se contenter de lutter pour la défense d'un passé plus ou moins proche : « Il va falloir se battre pour reconquérir tout ce qui a été perdu. Il va falloir se battre pour reconquérir les droits remis en cause » (Daniel Gluckstein, discours au rassemblement du 21 mai 2005 pour célébrer la Commune de Paris). Cette stratégie s'inscrit dans une conception très étriquée du trotskisme, qui s'appuie sur une vision catastrophiste de l'évolution du capitalisme.

Le PT s'inscrit dans une problématique de conquête des institutions de la gauche « non stalinienne » plus que dans la construction d'une organisation révolutionnaire au sein de la classe ouvrière. Cette pratique découle du constat trotskiste de la crise de la direction révolutionnaire : il en déduit des tactiques différentes des autres courants du trotskisme. Il développe, d'une part, la tactique d'interpellation systématique des directions des organisations dites « ouvrières » (syndicats et partis de gauche) en vue de constituer un « front unique » sur telle ou telle revendication et, d'autre part, des stratégies d'entrisme à la fois collectives et individuelles.

Contre la modernité

Ces caractéristiques contribuent au positionnement très particulier du courant lambertiste dans le champ politique de l'extrême gauche, en-

vers lequel il pratique plutôt une stratégie d'isolement. Hostile à toute irruption de la modernité dans son interprétation du monde, le PT est profondément opposé à l'altermondialisme dont les revendications ne serviraient, selon lui, qu'à « moraliser » le capitalisme. Il est également contre le combat mené par José Bové contre les subventions accordées par l'Union européenne aux agriculteurs européens, au nom de l'aide aux pays du Sud. En 2006, en mobilisant sur la défense des 36 000 communes de France à travers son organisation « cache-sexe », le Comité national pour la reconquête de la démocratie – dont le bureau permanent est formé de socialistes, de communistes, de chevènementistes, de syndicalistes, d'associatifs et de membres du PT –, le secrétaire national du PT, Daniel Gluckstein, sans doute échaudé par les scores très limités de ses apparitions sur le plan électoral (0,47 % des électeurs inscrits à l'élection présidentielle de 2002), a déclaré, en août 2006, que, pour ce qui concerne les élections présidentielle et législatives de 2007, « tout candidat qui s'engagerait à faire ne serait-ce qu'un pas dans cette direction, un pas réel et concret remettant en cause le carcan de l'Union européenne et s'engagerait dans la voie de la restauration de la démocratie, à commencer par la démocratie communale et les services publics, mériterait notre soutien ». N'ayant pas d'audience électorale propre, le PT décide, en novembre 2006, de participer à la prochaine élection présidentielle à travers le CNRDP en présentant son président Gérard Schivardi dans une bataille aux résultats incertains.

En effet, à la différence des deux autres organisations trotskistes qui ont percé sur le plan électoral, le courant lambertiste n'a jamais dépassé le demi-pour cent aux élections présidentielles, quand elle n'intervenait pas pour faire élire le « camarade Jospin », comme en 1995, fleuron de l'entrisme « made in OCI ». Bien qu'affirmant rassembler entre 5 000 et 10 000 militants selon les époques, le ou les partis de Pierre Lambert n'ont jamais privilégié les élections comme tribune prioritaire.

Si toutes les organisations politiques adoptent un mode d'intervention et une rhétorique spécifiques, celle du courant lambertiste, depuis presque un demi-siècle, a résisté à l'épreuve du temps et demeure reconnaissable entre toutes. Teinté de juridisme (l'organisation est toujours mandatée par la classe, par un groupe, etc.), le discours lambertiste emploie des figures récurrentes. L'occasion du discours – une mesure gouvernementale jugée inique, la violence exercée par « l'État bourgeois » – s'inscrit dans une vision catastrophiste de la situation sociale : la coupe

est pleine et c'est la dernière action possible avant le démantèlement total des acquis sociaux. On y répond généralement par une adresse aux organisations ouvrières qui se doivent de répondre à la « juste colère des travailleurs », et on appelle à la mobilisation générale pour abattre enfin la Vᵉ République, ce régime d'exception. Depuis la victoire du « non » au référendum sur la Constitution européenne, le recours à des figures de style juridiques trouve son expression dans la référence au « mandat du 29 mai » que le parti des Travailleurs aurait en charge d'appliquer.

Le PT intervient chaque semaine à travers un tract national diffusé sur tout le territoire accompagné d'articles locaux et édite un hebdomadaire, *Informations ouvrières*. Sur le plan international, le parti des Travailleurs est membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EITP), tandis que le Courant communiste internationaliste (CCI) l'est de l'une des diverses IVᵉs Internationales, celle dite Centre international de reconstruction (CIR).

→ Élections, Entrisme, Front unique, Daniel Gluckstein, Pierre Lambert, OCI, Gérard Schivardi, Léon Trotski, Trotskisme

PCF Les relations entre le Parti communiste et l'extrême gauche ont profondément évolué depuis l'effondrement des pays socialistes au début des années 1990 et la réduction progressive du Parti (qui représenta un temps près d'un tiers de l'électorat français) à un état proche du groupuscule. Auparavant, le PC avait fourni de nombreux militants à l'extrême gauche au fil des crises qui touchèrent le mouvement révolutionnaire (révolution hongroise de 1956 ou scission prochinoise au sein du mouvement stalinien en 1963). Pour les révolutionnaires, la direction du Parti communiste faisait alors figure d'ennemi frontal, quasiment au même titre que les partis « bourgeois » et sociaux-démocrates.

Dès 1988, des dissidents du PCF, comme Pierre Juquin, avaient entamé un processus de retrouvailles avec les révolutionnaires. La LCR participe ainsi à la campagne de Pierre Juquin lors de l'élection présidentielle de 1988 (2,1 % des voix). Depuis 2005, avec la constitution d'une coalition antilibérale, la mutation imposée au PC par Robert Hue puis par Marie-George Buffet n'a pas permis au Parti de freiner son processus de déclin (il enregistre le plus faible résultat électoral de son histoire lors de l'élection présidentielle en 2002, avec 3,37 % des suffrages). Pire encore, le Parti continue de subir la méfiance historique des Alternatifs, comme ce fut le cas tout au long de l'été et de l'automne 2006 lors de la tentative

de désignation par le biais des collectifs antilibéraux d'une candidature commune à l'ensemble de la gauche antilibérale pour la présidentielle de 2007. Au départ, cette candidature devait regrouper aussi bien les communistes que les trotskistes de la LCR et les altermondialistes. Plébiscitée par son propre parti, Marie-George Buffet n'a pu s'imposer aux autres composantes de l'extrême gauche, qui, outre leurs ambitions propres, reprochaient au PC de ne pas rejeter par principe une alliance électorale (vitale pour lui) avec le PS en vue des élections législatives.

L'extrême gauche analyse avec une certaine réserve les potentialités électorales et militantes qu'elle pourrait retirer du recul historique du PC. Ainsi, pour Alain Krivine (LCR), la survivance (ou la disparition) du Parti communiste ou des différents groupes de militants qui s'en sont détachés sur sa gauche – Nouvelle Gauche communiste, Convergence communiste, Abeille rouge, collectif Utopies, Le Manifeste, Rouge vif, Polex [et sa revue *Parlons clair*] et le Cactus/la Gauche ! [*Réchauffer la banquise*, le bulletin pour tropicaliser la gauche !] – est fonction de la capacité de l'extrême gauche à « être une alternative crédible ».

⇢ Élections

postcolonialisme À l'origine, ce concept anglo-saxon (apparu dans les années 1920) s'est imposé pour pallier l'impuissance des théories dites occidentales à rendre compte de la complexité devant laquelle se trouvent confrontées les populations issues des pays colonisés.

Ce concept a été repris par les cercles politiques appartenant aux mouvements de la deuxième génération immigrée et dans la mouvance trotskiste de la Ligue communiste révolutionnaire. Plus concrètement, le concept sert depuis les années 2000 à décrire la filiation historique entre occupation coloniale et immigration moderne, en procédant à une superposition de phénomènes historiques ayant quelque similitude. Ses partisans postulent la reproduction des relations sociales du temps de l'Algérie coloniale à la banlieue d'aujourd'hui. Ainsi, la relégation de la population immigrée dans les cités de banlieue est assimilée aux camps de regroupement durant la guerre contre le FLN. Actuellement, la thématique du postcolonialisme est portée sur le plan politique par les Indigènes de la République. Elle est également reprise dans le débat intellectuel par plusieurs collectifs et revues, tels que le collectif Les mots sont importants ou la revue *Contre-Temps*, dirigée par Daniel Bensaïd, de la LCR.

⇢ Immigration, Indigènes de la République

précarité et travailleurs pauvres La précarité – chômage de masse, développement des CDD, du temps partiel non choisi, de la surqualification – s'est imposée dans la gestion de la main-d'œuvre à partir des années 1980 avec l'abandon des modèles économiques keynésien et fordiste (politique d'emploi et de consommation de masse). Alors que l'existence d'une force de travail qualifiée et surabondante étendait la précarisation aux classes moyennes, la classe ouvrière se délitait progressivement ou se recomposait en « travailleurs pauvres » et en précaires. La précarisation du salariat (la très grande majorité des emplois créés depuis plus d'une décennie se fait en dehors du cadre du CDI) est devenue peu à peu la méthode de gestion des entreprises, la main-d'œuvre étant considérée désormais comme une simple variable d'ajustement aux besoins de la production et de la rentabilité. Si jusque dans les années 1970, la précarité pouvait être, chez certains qui privilégiaient leur temps libre, l'expression de la liberté individuelle, d'autant plus possible que celle-ci s'exerçait dans le cadre d'une économie de plein-emploi, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les travaux successifs du sociologue Patrick Cingolani – de *l'Exil du précaire* (1986) à *la Précarité* (2005) – illustrent bien la profonde modification, réelle et symbolique, de la précarité au cours des vingt dernières années.

Les premières luttes des précaires remontent à la fin des années 1980. Au cours de la décennie suivante, à côté du renouveau des luttes de masse (mouvement contre le CIP ou contre le CPE, 1994 et 2006), apparaissent des collectifs autonomes dédiés à la lutte contre la précarité, comme, par exemple, Travailleurs, chômeurs et précaires en colère (TCP). Pour la plupart, ils cherchent à transformer le phénomène de la précarisation en une véritable force politique autour d'une revendication de revenu garanti (revue *Cash*, organe de l'Association des chômeurs et des précaires, en 1987, puis Comité d'agitation pour un revenu minimal garanti optimal, Cargo, fondé en 1994). Cette agitation a poussé ensuite la gauche syndicale (SUD) à entreprendre également l'organisation des précaires. De cette convergence sont nés AC ! ainsi que le DAL. Par ailleurs, le développement de la précarité a posé aux organisations révolutionnaires le problème de la disparition de la centralité de l'usine et les a poussées à « chercher à réintervenir dans la totalité des champs de l'exploitation capitaliste » (Claire Villiers, 1996).

En septembre 2006, plusieurs organisations de chômeurs et de précaires, dont la Coordination des intermittents et précaires, Génération

précaires, Stop précarité, ont publié une plate-forme revendicative pour exiger une garantie de revenu et la continuité des droits. Elles estiment que, « face à la persistance depuis trois décennies d'un chômage de masse et au développement de la précarité de l'emploi, il est nécessaire de refonder la protection sociale et les droits des personnes sans emploi ou alternant emploi et chômage ».

⇢ Chômage, Intermittents, Revenu garanti

presse La presse d'extrême gauche ne comprend pas exclusivement les journaux partidaires (de partis) hebdomadaires (*Lutte ouvrière*, de l'organisation trotskiste Union communiste internationale, fondé en 1968 ; *Rouge*, de la Ligue communiste révolutionnaire, un temps quotidien de mars 1976 à février 1979 ; *Informations ouvrières*, du parti des Travailleurs, fondé en 1960) ou mensuels (*Alternative libertaire*, de l'organisation arnarchiste du même nom, fondé en 1991), mais aussi des bulletins à périodicités variables, des lettres de liaison exprimant les points de vue de l'organisation sur l'actualité politique nationale et internationale, informant sur les luttes salariales ou sociétales dans lesquelles leurs militants sont impliqués et lançant des campagnes de mobilisation conformes à leur programme politique. Elle inclut également une partie de la presse dite « du tiers secteur », ni privé ni public, à but non lucratif : on peut citer des titres comme *Télé Bocal*, *Ondes sans frontière* ou *la Vache Folle*, qui se définissent comme des médias « démocratiques, alternatifs, participatifs, libres, solidaires et/ou citoyens », selon les termes de l'appel de Marseille (8 mai 2006) du Forum des médias libres, qui a succédé à la Coordination permanente des médias libres, fondée en mai 1999 par des dizaines d'organes de presse papier et audiovisuel et des personnalités. Ce courant milite pour l'adoption d'« une loi contre la concentration financière et industrielle des médias ».

Le principal titre de la mouvance alternative est le journal *Politis*, fondé en 1988 par Bernard Langlois, ancien journaliste et présentateur à la télévision publique, diffusé en kiosque, qui se débat dans d'importantes difficultés financières après plusieurs années de couverture de l'« action politique et citoyenne » et de l'« économie sociale et solidaire » ainsi que d'implication dans la cristallisation d'une « gauche de la gauche » et s'inscrivant clairement dans le mouvement altermondialiste. Membre fondateur d'ATTAC, *Politis* est également soutenu par *le Monde diplomatique*, qui en est actionnaire à 34 %. Placé en redressement judiciaire

en août 2006, le journal, qui diffuse environ 13 000 exemplaires, a été sauvé provisoirement par une campagne d'appel de fonds à hauteur de 1 million d'euros.

Mais la presse d'extrême gauche est également constituée de nombreuses initiatives à la liberté de ton plus provocatrice, dans le sillon tracé depuis 1970 par *Charlie Hebdo,* digne successeur de *Hara-Kiri.* C'est le cas de *PLPL,* fondé en juin 2000 et dont la première parution date d'octobre 2000 sur le net et en kiosque. Ces initiales, signifiant *Pour lire Pas lu,* ont pour sous-titre évocateur « Le journal qui mord et fuit... », édité dans un pays imaginaire, la Sardonie, dont les principales têtes de Turcs, lauréats de la Laisse d'or, un trophée attribué pour des exploits en matière de servitude à l'égard des puissants, sont, entre autres, Edwy Plenel, ancien directeur de la rédaction du *Monde*, sans doute à cause de ses prestations de critique littéraire sur LCI (il est surnommé malignement RTA, le roi du téléachat), et Philippe Corcuff, sociologue et militant de la LCR, coupable d'avoir théorisé la « politique de la caresse » envers les médias. Renouant avec un style renvoyant au *Père Duchesne* (le journal du révolutionnaire Hébert, fondé en 1790), le *foutre* en moins, *PLPL* démonte sur le mode sardonique incohérences, petits mensonges et grands arrangements des milieux médiatique et politique. Au début de l'année 2006, *PLPL* est devenu un bimestriel, dénommé *le Plan B*, critique des médias et enquêtes sociales, référence au débat sur le TCE en 2005, dont un des animateurs est Serge Halimi, par ailleurs journaliste au *Monde diplomatique* et spécialiste de la critique du milieu intellectuel et journalistique.

Plus factuelle, l'association Acrimed (Action-Critique-Médias), fondée en 1996 par le philosophe Henri Maler, décrypte les discours de la presse écrite et audiovisuelle. Il faut également compter sur le mensuel de critique sociale *CQFD, (Ce qu'il faut dire, détruire, développer)*, d'inspiration libertaire-radicale. Ces dissidents de *Charlie Hebdo* ont quitté l'hebdomadaire satirique quand Philippe Val a infléchi le contenu de l'hebdomadaire à partir de 2003.

La diffusion moyenne de l'ensemble de la presse d'extrême gauche est très difficile à estimer. On peut toutefois penser qu'elle se situe, au total, entre 100 000 et 200 000 exemplaires. Bien que restant très minoritaire, cette presse, relancée à partir des années 1980-1990, a donc réinvesti en partie le champ de la critique sous la forme de la dénonciation et de la dérision.

Quant au lectorat d'extrême gauche, il s'informe plus particulièrement chaque jour à la lecture de *Libération*, issu en 1973 de l'expérience politique maoïste de la Gauche prolétarienne, qui tente de surmonter une nouvelle crise financière (diffusion autour de 150 000 exemplaires), et du *Monde*.

⇢ Charlie Hebdo, Internet, Presse

PS L'extrême gauche en général considère que le Parti socialiste, depuis le magistère de Lionel Jospin, apporte un soutien actif à la politique néolibérale. En le qualifiant de « social-libéral », elle estime qu'il n'est pas en mesure de mener une vraie politique de changement social. La désignation de Ségolène Royal comme candidate socialiste à l'élection présidentielle de 2007 a été accueillie par la Ligue communiste révolutionnaire comme un affront fait aux « travailleurs et aux classes populaires, aux jeunes, aux enseignants et aux sans-papiers en particulier ». Seule la gauche du PS, autour de Jean-Luc Mélenchon, trouve grâce aux yeux de l'organisation trotskiste. Également très critique envers les dirigeants du PS, seul le parti des Travailleurs (PT) mène une campagne, à la fois ouverte et clandestine (politique d'entrisme), en direction de ce parti et recherche des points de convergence avec ses élus ou ses responsables locaux.

À l'occasion des rassemblements et des manifestations de gauche, les relations entre militants socialistes et d'extrême gauche sont le plus souvent conflictuelles, comme lors des forums sociaux mondiaux ou pendant le rassemblement du Larzac de 2005.

À ATTAC – où l'on ne se considère pas « de gauche » au sens politicien du terme, car on ne veut pas entrer dans un positionnement hexagonal –, les relations avec le PS sont tout de même marquées du sceau de la méfiance, car on souhaite avant tout que les convergences sur les mesures à prendre et les combats à mener soient véritablement traduites en actes. En 2007, l'échec d'une candidature de consensus au sein de la mouvance antilibérale (PC, trotskistes, gauche des Verts, Alternatifs et altermondialistes) empêche celle-ci de se poser en tant que rivale du PS et ouvre la voie à un « vote utile » en faveur de Ségolène Royal, ou à l'abstention. Quelque 5 % d'intentions de vote ou plus sont en jeu.

⇢ Élections

R

Ras l'front Cette organisation antifasciste a été constituée en mai 1990 à la suite d'un appel, dit des 250, rédigé par les écrivains et essayistes Gilles Perrault et Anne Tristan, invitant tous les antifascistes à « passer à la contre-offensive contre le fascisme et le racisme, contre le Front national ». Les auteurs y constataient que « la montée en puissance d'un parti fascisant et raciste met la France à l'heure de tous les périls ». On retrouve dans leur propos des influences provenant de la Ligue communiste révolutionnaire, bientôt la cheville ouvrière du nouveau mouvement qui se différencie des organisations comme le Scalp par ses accents plus catastrophistes destinés à rassembler largement à gauche. Rencontrant un certain écho auprès d'autres organisations révolutionnaires et parmi des centaines de militants non organisés, Ras l'front entame un travail d'agitation et de réflexion. Ce sont les actions de collectifs locaux, apparus dès l'été 1990, qui interviennent lors des manifestations organisées par les frontistes ; c'est aussi la publication d'enquêtes sur les réseaux d'extrême droite et celle d'un bimensuel homonyme (1er numéro en juillet-septembre 1990). Ces collectifs organisés sous la forme d'associations loi de 1901 sont encore présents dans une cinquantaine de départements.

Au fil des années, Ras l'front a élargi son discours, dénonçant les soubassements racistes et exclusifs de la politique de l'immigration choisie, mise en place par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy. En octobre 2006, Ras l'front a publié un nouvel appel-pétition intitulé « Appel à l'insurrection des consciences – Résistons au contrôle social ». S'adressant désormais à tous les citoyens, l'organisation dépasse son rôle antifasciste, dénonçant un projet de société dans lequel « l'école devient un terrain d'essai sécuritaire ». Le principal animateur de Ras l'front est son secrétaire national, André Déchot.

⇢ Antifascisme, Scalp

retraites Le problème posé par le paiement des retraites par les générations futures, ou celui de la fixation d'un âge réaliste pour la cessation d'activité, fait partie des impensés de l'extrême gauche, qui d'une façon générale évacue le problème, sinon en termes de défense des droits acquis. L'extrême gauche paraît en effet peu encline à mesurer l'incidence qu'ont eue ou qu'auront les évolutions socio-économiques et démographiques telles que l'allongement de la scolarité et de l'espérance de vie, ainsi que le recul du nombre d'enfants par famille. Généralement, elle défend le système par répartition et condamne celui par capitalisation ou l'intervention des fonds de pension. Rappelons que, au début du mouvement ouvrier, les révolutionnaires étaient hostiles au principe d'une retraite versée aux vieux travailleurs, car ils considéraient que celle-ci allait aliéner la liberté des prolétaires.

revenu garanti La revendication du revenu garanti pour tous, dont l'objectif politique est de séparer les notions de ressources et de travail rémunéré, est réapparue à travers le mouvement autonome au cours des années 1970. Cette revendication (défendue sous ce terme par Yves Cochet, des Verts) porte aussi d'autres appellations : « revenu d'existence » dans le mouvement altermondialiste, « allocation universelle » dans le milieu réformiste, « revenu décent » à l'extrême gauche ou « revenu universel et inconditionnel » chez les autonomes. Ces dénominations traduisent en fait des appréciations différentes sur le travail et sur la portée politique assignée au processus revendicatif. Cette revendication repose sur un constat : le capitalisme contemporain, détruisant le travail productif salarié, transforme les conditions d'existence des personnes. Le travail matériel, étant en voie de marginalisation (*la Fin du travail*, de Jeremy Rifkin, ou *la Fin du travail et la Mondialisation. Idéologie et réalité sociale*, de Denis Collin), n'est plus le lieu où se crée de la valeur pour la société. Elle s'inscrit également dans une perspective de développement des activités autonomes hors salariat des individus.

La logique du revenu garanti pourrait remettre en cause les bases mêmes du système de valeurs de la société, constituant, au-delà d'une solution à la précarité, le fondement de nouveaux rapports de production, avec un redéploiement de l'activité économique et une libération du travail autonome. Cependant, cette revendication n'est pas partagée par l'ensemble de l'extrême gauche, dans la mesure où certains craignent que les politiques libérales (car elle est défendue également, dans le sillage

de nombreux économistes néolibéraux, par Christine Boutin, madone sociale de l'UMP) ne se l'approprient pour institutionnaliser un chômage permanent ou pour procéder à des pressions supplémentaires sur les salaires. Les organisations d'extrême gauche préfèrent rester sur la thématique de la réduction du temps de travail, d'où des revendications du type 32 heures (programme d'urgence de la LCR).

En fin de compte, la discussion sur le thème du revenu garanti ouvre une réflexion politique qui ne s'inscrit plus dans le rapport capital-travail, matrice des discours de gauche traditionnels, mais dans le rapport capital-vie, imposant ainsi la recherche d'un nouveau discours révolutionnaire.

→ Précarité

révolution La définition de ce moment indispensable pour entrer dans le processus de construction d'une société socialiste, communiste ou anarchiste, aurait nécessité, il y a quelque vingt ans, un long développement. Depuis, seules les expériences autolimitées du Chiapas, au Mexique, peuvent s'ajouter aux archétypes traditionnels de la Révolution – de la prise de la Bastille à la « révolution des œillets », au Portugal –, car aujourd'hui, sans doute temporairement, les révolutionnaires en Occident sont en panne. Les modifications violentes qu'imposent aux sociétés et aux individus les développements récents du capitalisme laissent présager à certains une résurgence des désirs d'avenirs égalitaires et utopiques.

S

Jean-Paul Sartre Figure majeure de la philosophie française du XXe siècle, incarnation suprême de l'« intellectuel engagé », Jean-Paul Sartre (1905-1980) est passé aussi à la postérité comme le « protecteur des maos » durant les années 1970. Né dans une famille bourgeoise, il est attiré très tôt par les études littéraires, en particulier la philosophie. Reçu premier à l'agrégation de philosophie en 1929, il s'intéresse à la philosophie allemande, en particulier à la phénoménologie d'Edmund Husserl, dont il étudie l'œuvre lors d'un séjour de deux années à Berlin (1933 et 1934). D'esprit anarchisant et de tempérament antiautoritaire, Sartre ne s'intéresse directement à la politique qu'en 1941, en adhérant à un mouvement de résistance « Socialisme et liberté ». Parallèlement au philosophe allemand Heidegger, il développe son système philosophique, l'existentialisme, dans *l'Être et le Néant* (1943). Après la Libération, Sartre précise son engagement politique en fondant tout d'abord une revue politique, *les Temps modernes*, en 1947, puis un parti politique avec Daniel Rousset, auteur du *Système concentrationnaire*, le Rassemblement démocratique révolutionnaire (RDR), dont l'expérience s'achève en 1949. Jusque dans les années 1960, Jean-Paul Sartre fait partie des compagnons de route des expériences révolutionnaires, en soutenant les mouvements de libération nationale dans les colonies françaises (contre la guerre d'Indochine, puis d'Algérie) ainsi que dans les autres parties du monde (soutien à la révolution cubaine). Pacifiste, il milite contre la participation de la France à la guerre de Corée (1953). Jusqu'en 1956, il se montre favorable au Parti communiste français, mais s'en détache à partir de la répression du soulèvement des ouvriers hongrois en octobre 1956. De 1956 à 1962, il s'engage contre la guerre d'Algérie, soutient le FLN et dénonce dans sa revue les exactions de l'armée française, une attitude qui lui vaut d'être la cible d'un attentat à la bombe. Ensuite, après son refus du prix Nobel de littérature que l'Académie suédoise lui avait décerné en 1964, il participe

au mouvement contre la guerre menée par les Américains au Viêt Nam, prenant position en coprésidant, en 1967, le tribunal Russel, qui juge les crimes de guerre américains.

L'intellectuel au service des masses. Si Mai 68 le surprend alors qu'il travaille à *l'Idiot de la famille,* ouvrage monumental consacré à Flaubert, il y participe en se mêlant au mouvement, discutant avec les étudiants et, en juin, il dénonce la « farce électorale » qui clôt la période. En août, il condamne l'intervention de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie, qui met fin à l'expérience politique d'un « socialisme à visage humain » dans ce pays. Dans *les Temps modernes,* il se fait l'écho des revendications du mouvement de Mai 68 en publiant des analyses d'auteurs de différents courants révolutionnaires. C'est à la mi-avril 1970 que Jean-Paul Sartre entre en contact avec la Gauche prolétarienne, en la personne de Pierre Victor (de son vrai nom Benny Lévy) que lui présente Alain Geismar, troisième animateur de la « Commune étudiante de 68 », avec Daniel Cohn-Bendit et Jacques Sauvageot. Comme la répression s'abat sur le journal de l'organisation, *la Cause du peuple*, devenu *J'accuse* à la suite des multiples interdictions et procès intentés aux directeurs successifs de la publication, Jean-Paul Sartre remplace Alain Geismar dans cette fonction (1er mai 1970). Bien qu'en désaccord avec le maoïsme, l'auteur de la *Critique de la raison dialectique* accepte de jouer le porte-voix d'une pensée politique aussi simpliste dans sa pensée que radicale dans sa transcription pratique. Au-delà de la sympathie que pouvait lui inspirer la révolte brute des mao-spontanéistes, Sartre se mit en position de respecter une parole qui est la sienne depuis *L'existentialisme est un humanisme* (1946) : « [...] la seule chose qui permet à l'homme de vivre, c'est l'acte... »

Des actes, le philosophe n'en sera pas avare : juché sur un tonneau, il haranguera les ouvriers de Renault à Billancourt lors du procès d'Alain Geismar, en octobre 1970, ou bien il distribuera dans la rue *la Cause du peuple* interdite, avec Simone de Beauvoir et Michel Foucault. Il intervient aussi à plusieurs reprises dans un comité de soutien contre un crime raciste ou une occupation d'immeuble par des immigrés.

Le rôle politique de Jean-Paul Sartre pendant ces dix années, de 1969 à 1980, date de sa mort, suscite toujours des polémiques. Alors que lui-même estimait que ses interventions militantes et sa production littéraire de cette époque procédaient du même élan, certains – comme l'écrit Michel Contat, le grand témoin de sa mémoire –, font la part du bon grain (la littérature) et de l'ivraie (le militantisme). Son attitude, en effet, a

été fortement critiquée par l'ultragauche et par les anarchistes, qui ne voyaient en lui que le compagnon de route du stalinisme, par les trotskistes, qui méprisaient le soutien financier apporté à un courant rival, le maoïsme, qualifié de populiste. Sa participation au tribunal populaire de Lens, fin 1970, où les Houillères du Pas-de-Calais furent accusées d'être responsables de la mort de 16 mineurs dans l'explosion de Fouquières-lès-Lens, lui valut d'être voué aux gémonies : le philosophe était devenu le « procureur du diable ». Ensuite, Jean-Paul Sartre parrainera la création du quotidien *Libération* en 1973. Après l'autodissolution fin 1973 de la Gauche prolétarienne, l'échange de services entre Jean-Paul Sartre – affaibli par de graves troubles visuels – et les maoïstes (il en sortira en 1974 un ouvrage intitulé *On a raison de se révolter*, dont le titre illustre l'adéquation entre l'exercice sartrien de la liberté humaine et le projet mao-spontanéiste) se transforme en un dialogue philosophico-religieux entre le vieux philosophe et l'ancien chef de la Gauche prolétarienne, Pierre Victor, redevenu Benny Lévy.

→ Gauche prolétarienne, Maoïsme

Scalp (Section carrément anti-Le Pen) Cette organisation antifasciste appartenant à la mouvance libertaire a été créée à Toulouse en 1984, dès l'apparition du phénomène Le Pen au niveau électoral (plus de 10 % aux élections européennes). Très en pointe dans les années 1980, le Scalp, dont l'autonomie des sections est une des marques de fabrique de l'agitation libertaire, a été à l'origine aussi bien d'actions violentes contre les rassemblements frontistes que de rassemblements festifs autour de groupes musicaux impliqués dans la dénonciation des idées racistes et fascistes, tels que Bérurier Noir, le plus célèbre d'entre eux. Grâce à son caractère informel, le Scalp se transforme de fait en mouvement de jeunesse. En 1992, la section parisienne fusionne avec un groupe de Nanterre, qui publie le magazine *RÉFLEXes*, acronyme de Réseau d'étude, de formation et de lutte contre l'extrême droite et la xénophobie, un « magazine antifasciste radical ». Au plus haut de sa réalité militante, le réseau Scalp a été formé d'une quarantaine de groupes locaux, situés principalement au nord de la Loire. Ce réseau comprendra plus tard la nébuleuse No Pasaran (Solidaires, égalitaires, libertaires). Ces groupes se distinguent de Ras l'front, mouvement créé deux ans plus tôt, en estimant que Jean-Marie Le Pen ne constitue pas en soi une menace immédiate, mais qu'il faut s'attaquer à ce que l'on qualifiera plus tard sous le terme

de « lepénisation des esprits », à savoir la mise en cause systématique des étrangers dans l'analyse de la crise économique et sociale. Le Scalp ne limite donc pas son action à la lutte contre Le Pen, il dénonce aussi la politique de Nicolas Sarkozy au même titre que celle de Lionel Jospin avant 2002.

→ Antifascisme, No Pasaran, Ras l'front

Gérard Schivardi Né en 1950, Gérard Schivardi est maire socialiste de Mailhac (Aude) depuis 2001 et candidat du parti des Travailleurs à l'élection présidentielle de 2007. Élu d'une région viticole, le Minervois, hostile à l'Union européenne, il n'a pas repris sa carte du Parti socialiste en 2003, un parti auquel il avait adhéré en 1975. Cela ne l'a pas empêché d'être largement élu conseiller général de Ginestas (au nord-est du département) en se présentant comme dissident PS. Son engagement au service de ses concitoyens lui valut une récompense pour acte de bravoure en 2002. Compagnon de route du parti des Travailleurs, il avait déjà donné, en 2002, son parrainage au candidat Daniel Gluckstein. À la tête de l'organisation des maires contre les réformes imposant l'intercommunalité en France et pour la défense des services publics mise en place par le parti des Travailleurs, il est le défenseur attitré du maintien des 36 000 communes de l'Hexagone. Il avait pris cette responsabilité lors du Serment de la République prêté dans le cadre de la campagne du PT pour le « non » lors du référendum de 2005. Étroitement lié à Daniel Gluckstein, il est membre du bureau permanent du Comité national pour la reconquête de la démocratie politique (CNRDP) et, à ce titre, il a préparé, en 2006, la « Convention nationale pour la défense des services publics et des 36 000 communes, la reconquête de la démocratie politique et la rupture avec l'Union européenne ». En novembre 2006, il se présente à l'élection présidentielle au nom de la CNRDP, soutenu par le parti des Travailleurs.

→ Daniel Gluckstein, Parti des Travailleurs

Secours rouge Organisation d'extrême gauche d'inspiration maoïste mais ouverte aux démocrates, le Secours rouge (SR) est créé en juin 1970 pour lutter contre la répression menée par le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin contre les organisations d'extrême gauche qu'il perçoit comme l'émanation d'un complot international dirigé contre la France. À la suite d'interpellations et d'arrestations de vendeurs de journaux, de distributeurs de tracts et de directeurs de publication (Michel Le Bris

et Jean-Pierre Le Dantec) comme *la Cause du peuple*, les maoïstes de la Gauche prolétarienne et du groupe Vive la révolution! mobilisent un certain nombre d'intellectuels contre la loi anticasseurs adoptée par le Parlement en avril. Jean-Paul Sartre accepte la direction de *J'accuse - la Cause du peuple*, et de leur côté des organisations révolutionnaires, en dépit de leurs divergences, acceptent de mener des actions communes et de constituer un « Front uni contre la répression ».

Le 11 juin 1970, dix-sept personnalités signent un appel en vue de créer le Secours rouge, reprenant une dénomination datant de la III[e] Internationale. Elles forment le Comité d'initiative du SR et représentent différents réseaux et générations: la Résistance (Germaine Tillion), l'opposition à la guerre d'Algérie (Robert Davezies) et à celle du Viêt Nam et de Mai 68 (Bernard Lambert). La nouvelle organisation comprend des militants du PSU, de la Ligue communiste et de la Gauche prolétarienne. Cette dernière va se servir du SR comme « couverture » et organisation de masse. En effet, les adhésions se font à titre individuel, et il est facile de s'emparer d'un ou de plusieurs comités locaux: il s'en formera 300 en province et 80 en région parisienne (1971). Rapidement, le Secours rouge reprend presque exclusivement les initiatives maoïstes qui imposent leur ligne populiste et offensive: campagne de défense des prisonniers dits « politiques », grève de la faim en solidarité des maoïstes emprisonnés, dénonciation de la police et du patronat, qualifiés de racistes et fascistes, et institution de « tribunaux populaires », comme celui de Lens, où les Houillères du Pas-de-Calais sont mises en accusation après un coup de grisou responsable de la mort de 16 mineurs. Cette politique plonge l'organisation dans une crise profonde avec le départ des trotskistes et de certains intellectuels lassés d'être manipulés. Sur le plan international, le SR soutient la résistance palestinienne et les militants basques d'ETA, qui en Espagne sont condamnés à la peine de mort. Les divergences portent également sur le recrutement du mouvement, que certains souhaitent ouvert à la gauche traditionnelle, et que d'autres envisagent de façon plus sectaire. Aux Assises nationales du SR de novembre 1971, le choix de nouveaux axes d'intervention donne lieu à des mobilisations antiracistes, de soutien aux luttes ouvrières et défense des mal-logés. Cette perspective militante et sociale ne sauve pas l'organisation qui s'autodissout durant l'été 1972.

→ Antiracisme, Gauche prolétarienne, Maoïsme, Jean-Paul Sartre

situationnisme

La révolte et le style du cardinal de Retz

Expression limite de la critique de l'art et de la politique, le situationnisme rejette toutes les idéologies défendues par les partis de gauche ou d'extrême gauche, qu'elles soient éloignées, comme le socialisme ou le communisme stalinien, ou bien plus proches, comme l'anarchisme ou ce qu'il est convenu d'appeler l'ultragauche. Le principal théoricien du situationnisme est sans conteste le polyvalent – cinéaste, écrivain – Guy Debord (1931-1994), auteur, au style impeccable inspiré du cardinal de Retz, de plusieurs ouvrages fondamentaux comme *la Société du spectacle*, et dirigeant implacable, sinon caractériel, de l'Internationale situationniste.

Au-delà de l'art, contre le spectaculaire

Le situationnisme se construit dans le dépassement d'une critique essentiellement littéraire proposée par le lettrisme (poésie sonore) d'Isidore Isou. Dès 1952, Guy Debord rompt avec le père du lettrisme, ce dernier ayant critiqué un tract qu'il avait diffusé contre Charlie Chaplin. Debord fonde alors l'Internationale lettriste pour mettre en action « le dépassement des arts ». Il y fait l'apprentissage de la direction d'un mouvement et y met au point des méthodes d'intervention qui seront la marque des situationnistes : tracts dénonciateurs et manifestes écrits avec la volonté d'une totale radicalité, tous agrémentés d'un sens aigu de l'insulte et de la provocation, sans oublier le détournement de citation – véritable « copier-coller » de l'ère pré-traitement de texte. En 1954, la rencontre avec l'artiste plasticien danois Asger Jorn est décisive. Elle aboutit en 1957 à la fondation de l'Internationale situationniste, l'artiste danois devenant le mécène de la revue au titre éponyme. Centrée sur le dépassement de l'art jusqu'en 1962, elle devient à partir de cette date un organe de critique politique et sociale avec les apports d'une nouvelle génération de membres tels que le Belge Raoul Vaneigem ou le Tunisien Mustapha Khayati. De son commerce avec le philosophe marxiste Henri Lefèvre, Guy Debord retire les éléments de sa critique de la vie quotidienne, axée sur la dénonciation de « la société de consommation » et de la société « spectaculaire » (dans laquelle l'image l'emporte sur le vécu). Par ailleurs, il soutient le Manifeste des 121 sur le droit à l'insoumission pendant la guerre d'Algérie et assiste aux réunions de *Pouvoir ouvrier*, un bulletin issu de Socialisme ou Barbarie dont il reprend les analyses sur l'URSS. Selon les termes de l'éditeur de ses œuvres complètes Vincent Kaufman (Gallimard), Guy Debord dénonce son ennemi, « la société du spectacle,

c'est-à-dire la société marchande, la société asservissant l'homme à la marchandise, le coupant de toute possibilité de vécu et de communications authentiques et remplaçant précisément ceux-ci par le spectacle, cocktail d'apparences, de mensonges, d'aliénation et de pseudo-communication, voile de séduction standardisée jeté sur la réalité des rapports sociaux ».

Dans les premiers numéros de la revue *Internationale situationniste*, ou IS, les fondements de la théorie critique sont en place, instrument d'intellectuels révolutionnaires s'attaquant au champ de la vie quotidienne, plus particulièrement par la critique de l'urbanisme dominant, accusé d'exprimer la décomposition de la société bourgeoise. Le situationniste s'autodéfinit comme celui qui crée un « moment de la vie, concrètement et délibérément construit par l'organisation collective d'une ambiance unitaire et d'un peu d'événements » (in « Définitions », *Internationale situationniste* n° 1, juin 1958).

Au cœur de Mai 68

Dix ans plus tard, Guy Debord et ses amis se trouvent sur les barricades du Quartier latin à Paris, occupent la Sorbonne et jouent un rôle important dans le mouvement d'occupation des universités. Rarement un mouvement intellectuel s'est trouvé autant en adéquation avec un mouvement social. Une convergence qui s'était manifestée, dès novembre 1966 à Strasbourg, à travers la publication – détournée – d'un texte prémonitoire par la section locale de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Ce texte, intitulé *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et quelques moyens pour y remédier*, annonçait en effet la révolte estudiantine sur le campus de l'université de Nanterre – partie précisément de la réclamation d'un accès libre et mixte aux chambres du foyer étudiant. Un an plus tard exactement, les deux principales plumes du mouvement, Guy Debord et Raoul Vaneigem (il démissionnera de l'IS en 1970), publient respectivement *la Société du spectacle* et le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*. Ces deux ouvrages exerceront très vite une influence déterminante sur toute une génération.

L'après-Mai 68 confère à l'IS une notoriété indiscutable qui aboutit à une dissémination du discours situationniste, insupportable pour son principal auteur. Sans oublier l'irruption du politique le plus « trivial » – symbolisé par le départ de Mustapha Khayati, attiré par le mouve-

ment de libération arabe à travers le combat palestinien. En 1972, l'IS s'autodissout après un processus de scissions et de démissions à répétition. L'acte de décès du mouvement est la publication de *la Véritable scission dans l'Internationale,* un texte signé par Guy Debord et Gianfranco Sanguinetti. Après l'expérience situationniste, Guy Debord continue sa critique de la société du spectacle en réalisant plusieurs films financés par Gérard Lebovici, l'un des plus importants hommes du cinéma français et fondateur des éditions Champ Libre. Décidé à mener une vie discrète, Guy Debord quitte Paris. Ses œuvres principales sont alors des mémoires en défense dénonçant le traitement des médias qui le soupçonnent à tort d'avoir trempé dans l'assassinat de son producteur et ami Gérard Lebovici en 1984 : *Considérations sur l'assassinat de Gérard Lebovici* (1985) et *Cette mauvaise réputation...* (1993). Atteint de polynévrite alcoolique, Guy Debord se suicide en novembre 1994.

Depuis les années 1970-1980, la thématique situationniste a été poursuivie, de manière isolée, par plusieurs anciens membres de l'IS, comme Jaime Semprun, *(l'Encyclopédie des nuisances)* ou Raoul Vaneigem, dans le cadre de leur œuvre littéraire et historique. Mais l'héritage le plus important se mesure au nombre de textes nourris d'imitations stylistiques dont raffolent crypto- et post- « situs », qui poursuivent la critique radicale de la vie quotidienne initiée par Debord et ses amis. Parmi ces derniers, l'itinéraire le plus singulier reste celui de René Riesel, qui a mis en adéquation sa critique radicale et son engagement politique en participant à la création d'une situation permanente, celle de la révolte contre l'agriculture subventionnée et européanisée en défendant la cause des paysans-travailleurs du Larzac et de la Confédération paysanne.

Parmi les groupes et les revues qui ont assumé en partie l'héritage situationniste, on peut citer *les Fossoyeurs du Vieux Monde* (début des années 1980), aux confins du mouvement autonome et des références situationnistes, *la Bibliothèque des émeutes* (début des années 1990), dans la critique du mouvement de 1995-1996, *le Jeu révolutionnaire* et *l'Achèvement*. Plus récemment (1999-2002), *Tiqqun*, une revue qui se définit comme l'organe conscient du parti « Imaginaire », publication post-situationniste qui en appelle au chaos et à la révolte, avec des emprunts faits à Michel Foucault et à Gilles Deleuze.

⇢ Autonome (mouvement)

slogan Les slogans politiques sont l'expression synthétique d'une stratégie ou d'une tactique. Plusieurs d'entre eux ont marqué l'histoire de l'extrême gauche. Certains ont été empruntés à des expériences révolutionnaires étrangères, par exemple « Le peuple uni ne sera jamais vaincu » (*El pueblo unido jamas sara vencido*, scandé dans le Chili d'Allende). D'autres ont pour fonction de répondre à une situation politique : on pense au « Nous sommes tous des Juifs allemands » crié en Mai 1968 pour dénoncer les propos haineux du secrétaire général du Parti communiste adressés à Daniel Cohn-Bendit. D'autres formules toutes faites sont souvent reprises à l'occasion de conflits : « [X] t'es foutu, le pouvoir est dans la rue ! » ou, plus violent, « [X], salaud, le peuple aura ta peau ! ». D'autres encore montrent que le détournement peut être hissé au niveau des beaux-arts : ce slogan du MLF dans les années 1970, « Viol de nuit, terre des hommes », allusion aux œuvres de Saint-Exupéry, en est une illustration parfaite. Destiné à exprimer une revendication, le slogan fait partie de la guerre idéologique. C'est ainsi que celui choisi par la Ligue communiste révolutionnaire pour son site et son journal, « Nos vies valent mieux que vos profits », a fortement interpellé les responsables du MEDEF alors que ceux-ci procédaient à une modernisation de leur message.

stalinisme Le stalinisme est le régime politique dictatorial mis en place en URSS par le Parti communiste de l'Union soviétique à partir de la fin des années 1920 et symbolisé par Joseph Staline (1879-1953). Il a été marqué par la toute-puissance du Parti, la planification économique, la répression politique et le culte de la personnalité du dirigeant suprême. Si les maoïstes revendiquent l'héritage du stalinisme, les autres courants politiques de l'extrême gauche en ont fait une critique plus ou moins radicale.

→ Léninisme

substitutisme Dans la terminologie trotskiste, ce terme désigne le procédé consistant à trouver un sujet historique autre que la classe ouvrière, donc un « substitut » à celle-ci, pour qualifier les mouvements révolutionnaires contemporains. Ainsi, les lambertistes de l'OCI accusaient la LCR de faire du substitutisme lorsque celle-ci mettait en avant la fonction révolutionnaire de l'avant-garde étudiante en mai 1968, celle des officiers

de gauche durant la « révolution des œillets », au Portugal en 1975, ou du Front de libération sandiniste, au Nicaragua, dans les années 1980.

SUD (syndicats) SUD (Solidaires Unitaires Démocratiques), la dernière-née des confédérations, s'appelle officiellement Union syndicale Groupe des Dix-Solidaires. Elle est issue de la crise de la CFDT qui, à partir de 1988, expulse les militants critiquant la politique cédétiste d'« accompagnement des réformes » lancées sous le gouvernement Rocard (1988-1991). Le noyau, SUD-PTT, est formé en 1989. En 2006, l'union syndicale, dont le premier congrès date de 1998, regroupe plusieurs syndicats SUD, ainsi que le SNUI (Syndicat national unifié des impôts), le SNJ (Syndicat national des journalistes), etc. Elle revendique 80 000 adhérents et regroupe 36 organisations nationales professionnelles. Son originalité réside, au-delà de la défense quotidienne des salariés, dans sa participation très active aux mouvements des associations de chômeurs, d'ATTAC, de Droit au logement (SUD est membre de ces deux structures), ainsi que de la Fondation Copernic. SUD est dirigé par un secrétariat national collectif qui prend ses décisions collégialement.

→ Syndicats

symboles La littérature ou les banderoles brandies dans les manifestations par l'extrême gauche sont reconnaissables aux symboles qu'elle utilise. Se référant le plus souvent à la geste presque bi centenaire des luttes socialistes et communistes, les organisations arborent le drapeau rouge. La faucille et le marteau sont en voie de disparition – sauf évidemment dans chacun des courants pour les gardiens de l'orthodoxie –, sans doute parce qu'ils ne sont plus les outils de l'ouvrier et du paysan d'aujourd'hui. Le compas ajouté par les autorités de l'ex-Allemagne de l'Est dans les années 1950 n'a pas connu le succès de ses devanciers, les ingénieurs et travailleurs intellectuels restant à côté de la route, malgré les efforts de la nouvelle gauche.

Parmi les cercles maoïstes, le drapeau est toujours rouge et souvent agrémenté d'une étoile – jaune quand elle est d'inspiration chinoise. Dans la presse du mouvement, l'étoile sur fond blanc redevient rouge. Quant aux organisations qui revendiquaient la lutte armée comme stratégie (Action directe, RAF), elles apposaient le plus souvent sur l'étoile guidant le peuple leur « outil de travail », la kalachnikov, pour une guerre à l'issue fatale.

Plus pacifiques, les couleurs de l'arc-en-ciel ont fait leur apparition chez les alternatifs pour symboliser la multiplicité des nouveaux mouvements sociaux et les valeurs multiples qui s'y attachent : non-violence, démocratie à la base, soutien aux homosexuels. Pour leur part, les altermondialistes d'ATTAC ont choisi un autre registre, celui des comptables, avec le signe du pourcentage, en référence à la taxe Tobin.

Dans la même tendance moderniste, comme les mains deviennent moins calleuses et que l'époque est au jeu de rôle, la symbolisation animale fait surface. Les trotskistes de la Ligue communiste avaient lancé la taupe, symbole du sapement de la société bourgeoise, dès 1970. Le petit mammifère est même devenu l'emblème des groupes d'intervention en milieu ouvrier ou scolarisé. Plus récemment, les anarchistes de la Fédération anarchiste (FA) et de la Confédération nationale du travail (CNT) lui ont préféré le chat noir au poil hérissé et faisant le gros dos : la rage libertaire, version féline.

syndicats Aux yeux de l'extrême gauche, la bureaucratie syndicale et les directions des grandes confédérations sont les principaux agents du réformisme au sein de la classe ouvrière. Les différents courants de cette mouvance font donc une différence entre les adhérents et les responsables des syndicats, essayant de gagner les premiers et de convertir les seconds. À part les libertaires, qui ont construit leur propre structure syndicale (CNT), les autres courants militent à l'intérieur des trois grandes centrales (CGT, CFDT, FO). Par ailleurs, depuis les années 1990, l'extrême gauche a largement contribué à la création de la nouvelle structure syndicale, SUD.

L'extrême gauche non libertaire privilégie le travail syndical dans la CGT quand cela est possible, mais elle s'en est un temps détournée au profit de la CFDT, qui lui semblait plus accueillante, et vers FO, quand tout autre possibilité était exclue. Seuls les lambertistes (OCI puis le PT) ont fait de FO leur priorité. Cette situation a perduré jusque dans les années 1990. Ensuite, sous le double effet de la chute des effectifs syndicaux et du mouvement communiste, la CGT s'est montrée plus souple et la CFDT a exclu de nombreuses organisations, à l'origine, dès 1989, du mouvement SUD.

Aujourd'hui, l'entrisme de militants politiques d'extrême gauche dans la CGT reste très marginal, non sans inquiéter pourtant la centrale. L'organisation la plus présente au sein de la CGT est Lutte ouvrière, qui

refuse cependant d'y mener un travail de fraction mais uniquement d'organisation et de recrutement. Toutefois, depuis 2005, un certain nombre de syndicalistes liés à l'extrême gauche tentent de développer une action revendicative sans concession. On peut citer ainsi le Comité syndicaliste-révolutionnaire (CSR), la tendance « Front unique » au sein de la FSU, le regroupement Pour un syndicalisme lutte de classe au sein du Syndicat national de l'administration scolaire et universitaire et des bibliothèques (SNASUB-FSU). Par ailleurs, des tendances d'extrême gauche ont toujours existé au sein des organisations syndicales comme l'historique École émancipée (dans l'ancienne FEN), devenue Émancipation (structure intersyndicale du corps enseignant), fidèle à l'indépendance du syndicat face aux partis politiques.

→ SUD

T

tendance La tendance est un regroupement de militants d'un parti qui ne partagent pas toutes les options politiques de leur direction. Le droit de tendance garantit l'existence d'un vrai débat pluraliste au sein de l'organisation. Ce droit dans les partis léninistes (trotskistes et marxistes-léninistes) a fortement évolué au cours des dernières années. Organisées à l'origine sur le modèle du centralisme démocratique – après une période de débat, tous se rallient à la position majoritaire –, les organisations trotskistes ont institué des règles de débat contradictoire permanentes. La plus réticente d'entre elles, l'Union communiste, organisation mère de Lutte ouvrière, n'a admis ce droit que depuis 1998. Dénommée Convergences révolutionnaires, la fraction minoritaire de LO publie depuis janvier 1999 son propre bulletin éponyme. Les deux autres partis trotskistes ont une approche différente. Au parti des Travailleurs, les tendances ont été instituées dès la fondation de l'organisation, pour signaler le saut politique que constituait le changement de sigle, de Mouvement pour un parti de travailleurs (MPTT) en parti des Travailleurs. À la LCR, ce droit est inscrit dans les statuts et la tendance est autorisée à jouer un rôle à l'intérieur et même en dehors du parti, comme en témoigne l'action des minoritaires autour de Christian Picquet au sein des collectifs antilibéraux pour l'élection présidentielle de 2007. Chez les marxistes-léninistes, les tendances sont bannies et leur constitution aboutit à l'exclusion.

travail et durée du travail Au centre de la campagne présidentielle de 2007, les promesses de revalorisation de la valeur travail (notion confuse dont on ne sait pas si elle ressort de l'économie, de la morale ou du contrôle social, ou des trois à la fois pour des raisons électoralistes) par la social-démocratie résonnent à l'extrême gauche comme un défi. Les courants autonomes et de l'ultragauche développent un discours fondé sur le « refus du travail », qui prend en compte la destruction par le

capitalisme lui-même de cette valeur à travers la paupérisation et la précarisation. À l'inverse, les experts du mouvement altermondialiste sont hostiles à toute critique radicale du travail, préférant poser en premier lieu le problème de sa répartition, ce qui explique la sensibilité de cette mouvance à la thématique de la réduction de sa durée.

Alors que la loi sur les 35 heures est au cœur du débat entre la droite et la gauche, l'extrême gauche est non seulement favorable à l'application générale de la loi, mais surtout à une réduction encore plus sensible de la durée de la semaine de travail : 32 heures, un chiffre annoncé par Olivier Besancenot, qui, dès 2002, avait indiqué dans son programme l'objectif de 30 heures par semaine. D'autres formules de réduction de la durée du travail portent sur une redistribution des heures travaillées sur quatre jours. Quelles que soient les modalités envisagées, tous les courants antilibéraux partagent l'idée que la réduction de la semaine de travail va permettre de créer de nombreux emplois. En 1996, Alain Lipietz (Verts) faisait état de calculs économiques selon lesquels la réduction du temps de travail allait pouvoir générer 3 millions d'emplois. Six ans plus tard, Noël Mamère (Verts) reprenait la même antienne. En 2006, dans son programme d'urgence, la Ligue communiste révolutionnaire prend à son compte les mêmes objectifs qu'en 2002, renforcés par l'interdiction des horaires flexibles et des heures supplémentaires, la suppression du temps partiel imposé par le passage à temps plein automatique sur simple demande des salariés.

Les antilibéraux considèrent la réduction du temps de travail comme un pilier de l'action contre le chômage, avec la création d'emplois publics et le développement de l'économie sociale et solidaire. Selon les termes de leur charte, ils sont en faveur de « la réduction du temps de travail à 35 heures pour toutes et tous, sans perte de salaire ni aggravation de la flexibilité ou de l'intensification abusive du travail. Au fur et à mesure des gains de productivité, notre objectif est d'atteindre une semaine de 32 heures ».

Léon Trotski Ce révolutionnaire russe (1879-1940), commandant en chef de l'Armée rouge, est le fondateur de la IVe Internationale. Élevé dans une famille de la petite bourgeoisie rurale, militant politique dès l'adolescence, Lev Davidovitch Bronstein s'initie au marxisme de 1898 à 1900 en prison auprès d'ouvriers révolutionnaires. Membre du Parti ouvrier social-démocrate russe, il s'exile à Londres (où il fait la connais-

sance de Lénine) après son évasion en 1902 d'un camp de déportation. Président du soviet de Saint-Pétersbourg lors de la révolution de 1905, arrêté et déporté, il s'évade une nouvelle fois et s'installe de nouveau à Londres. Déjà célèbre pour sa conception de la révolution permanente (transcroissance [passage] de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne), Léon Trotski adopte une position centriste dans les débats du Parti social-démocrate russe entre bolcheviks et mencheviks. Rentré en Russie en 1917, il adhère en août au parti bolchevik et est immédiatement nommé au comité central de l'organisation. Organisateur du coup d'État d'Octobre, il s'oppose ensuite à Lénine sur la question de la paix, et refuse de signer le traité de Brest-Litovsk mettant fin à la guerre entre l'Allemagne et la Russie.

Nommé commissaire du peuple à l'Armée et à la Marine, il occupe des fonctions militaires : organisation de l'Armée rouge, conduite de la guerre civile contre les Blancs (partisans du tsar) et contre les marins mutins et anarchisants de la base navale de Cronstadt (1921). Membre de l'Internationale communiste, il s'oppose sur de nombreux points à la majorité du parti bolchevik : exigeant tout à la fois des mesures de centralisation accrues et l'organisation de vrais débats à l'intérieur du parti (droit de tendance). À la mort de Lénine, il se heurte à Staline sur le principe de la construction du socialisme dans un seul pays défendu par son rival, lui opposant sa conception de la révolution permanente dans le monde entier. À la tête du Parti communiste de l'URSS, Staline réussit non sans quelques résistances à marginaliser Trotski, qui est contraint à l'exil d'abord à Alma-Ata en 1927, puis à l'étranger, en Turquie, à partir de 1929. Commence alors une nouvelle existence de proscrit, partagée entre l'écriture et l'organisation de petits groupes de militants attirés par le charisme du révolutionnaire. Sur ordre de Staline, il est assassiné en 1940 dans son refuge mexicain.

Le « Vieux » et la France. L'importance de la figure de Trotski pour le mouvement révolutionnaire français tient sans conteste aux voyages qu'il a effectués dans le pays, à sa connaissance de la langue comme de la civilisation françaises. Léon Trotski a ainsi séjourné quatre fois en France, et à deux reprises durant près de deux années. Ces séjours lui ont permis de prendre contact avec deux générations bien distinctes de militants socialistes puis communistes. Après une brève halte à la fin de l'année 1902, il revient en 1903. Son troisième voyage en 1914-1916 est plus important : durant les vingt-cinq mois et demi de présence à Paris ou dans la

banlieue parisienne, il rencontre les militants de l'opposition à la guerre (Alfred Rosmer, Pierre Monatte, Fernand Loriot) dans le cadre du mouvement initié par la conférence internationale socialiste de Zimmerwald, en Suisse en septembre 1915. Cette activité lui vaudra son expulsion le 31 octobre 1916. Un an plus tard, il dirigeait, en Russie, avec Lénine, la prise du pouvoir.

Au début des années 1930, son quatrième séjour est celui d'un opposant, vaincu mais combatif. De juillet 1933 à juin 1935, en divers lieux de France, il mène une grande activité qui lui permet d'établir de nombreux contacts et de convaincre une nouvelle génération de militants: Pierre Naville, David Rousset, Raymond Molinier, Pierre Frank. En contact avec de nombreuses personnalités de gauche et antifascistes, dont les surréalistes André Breton et Benjamin Péret, Trotski pense à fonder un nouveau mouvement. Durant cette période, il a pu approcher certains dirigeants importants du Front populaire en gestation, comme Marceau Pivert, futur leader de la gauche de la SFIO.

En 1938, leader incontesté de la toute jeune IVe Internationale, il rédige le manifeste de la nouvelle organisation, le programme de transition. Entre ces deux séjours, Trotski, dans le cadre de ses activités à la tête de la IIIe Internationale, s'était également occupé de la France, poussant à la création d'un parti communiste radical, antiparlementaire, antilégaliste et antipacifiste.

Aujourd'hui, à l'extrême gauche, le rôle historique du « Vieux » (ou du « Prophète ») fait toujours autant question, même si, depuis la décomposition du bloc de l'Est et du Parti communiste, la référence à l'URSS dans les débats politiques a perdu de sa pertinence. Toutefois, la personnalité du « massacreur de Cronstadt » pose toujours problème dans les relations entre marxistes révolutionnaires et anarchistes. D'autre part, pour les tendances maoïstes qui subsistent encore de nos jours, Trotski est toujours considéré comme un fossoyeur du Parti communiste.

⟶ Trotskisme

trotskisme Ce courant politique s'appuie sur l'expérience révolutionnaire de Léon Trotski et sur les enseignements que celui-ci en a tirés après son élimination politique (exil en 1929) par Joseph Staline. Le trotskisme est une idéologie politique qui se fonde sur la théorie de la prise du pouvoir tirée de l'expérience bolchevik d'Octobre 1917 et sur la conception du parti révolutionnaire comme avant-garde du prolétariat, définie et

mise en pratique par Lénine à partir de 1905. Il prolonge également l'expérience des trois premiers congrès de l'Internationale communiste, qui appellent à l'extension de la révolution en Europe occidentale et à la réalisation de la conception de la révolution permanente. Il prend aussi en compte les critiques formulées à l'encontre de la politique soviétique mise en œuvre après la mort de Lénine (1924) par ce qu'il est convenu d'appeler l'opposition de gauche (née en 1923), qui critique l'étouffement de la démocratie à l'intérieur du parti bolchevik.

La pensée politique trotskiste opère autour de deux concepts principaux, la révolution permanente – avec, en corollaire, la capacité d'une révolution bourgeoise de se transformer en révolution socialiste – et la crise de la direction révolutionnaire. Les divergences apparues depuis 1940 dans leurs interprétations au sein du mouvement trotskiste détermineront les multiples fractions et scissions qui animeront ce courant tant au sein des sections nationales qu'au niveau de la IVe Internationale.

La révolution permanente. Né de l'expérience de la révolution russe, le trotskisme se nourrit de la critique de la bureaucratie stalinienne, qui élimine les tendances oppositionnelles mettant en cause sa politique. Celles-ci défendaient la nécessité de la révolution permanente au niveau mondial, seule capable d'empêcher l'expérience révolutionnaire soviétique de s'ossifier. À cet égard, les expériences révolutionnaires cubaine (le guévarisme et son programme d'exportation de la révolution en Amérique par la lutte armée) et chinoise (la Grande Révolution culturelle prolétarienne déclenchée en 1966) ont été considérées par certains courants trotskistes comme la mise en œuvre de ce concept.

La crise de la direction du prolétariat. Analysant la crise économique mondiale issue du krach de Wall Street en 1929 comme une crise mortelle du capitalisme menaçant la survie de l'humanité, le programme de transition adopté en 1938, lors de la conférence de fondation de la IVe Internationale, stipule que « les forces productives de l'humanité ont cessé de croître » et que si le capitalisme perdure, c'est aux chefs des partis socialistes et communistes qu'il le doit. Les trotskistes dénoncent « la crise historique de la direction du prolétariat ». Une crise qu'ils dénoncent à l'aune des révolutions manquées : l'échec partiel de la révolution d'Octobre, sanctionné par la dégénérescence bureaucratique, mais aussi celui des expériences de Front populaire, qui révèlent, lorsque le mouvement social se développe, l'action pernicieuse de forces qui ne poussent pas

le mouvement, mais le retiennent, en l'occurrence le Parti communiste. D'où la nécessité de créer une force qui ne « trahirait » pas. De plus, les trotskistes n'hésitent pas à critiquer les partis socialistes et communistes pour leur pusillanimité face au fascisme montant. En Europe, à la fin des années 1930, les trotskistes se posent au sein du mouvement communiste comme les principaux opposants à la politique des partisans de Staline. Ces derniers voueront pendant près d'un demi-siècle une haine inexpiable à l'encontre de ces minoritaires imperturbablement critiques.

Face à ce défi se pose alors pour les trotskistes la question de la création d'une alternative organisée au mouvement ouvrier majoritaire, socialiste (ou social-démocrate) ou communiste (qualifié de « stalinien »). Suivant les indications de Trotski lui-même, ils sont tentés de mettre sur pied une stratégie de pression sur les organisations qualifiées d'ouvrières et, du fait de leur faiblesse numérique, en particulier de la présence très réduite d'ouvriers dans leurs rangs, de privilégier l'entrisme à la base ou au sommet de ces organisations.

Le trotskisme et la guerre. Durant la Seconde Guerre mondiale, qualifiée de « guerre entre impérialismes », les trotskistes adoptent la tactique défendue par Lénine à l'aube de la Première Guerre mondiale : le « défaitisme révolutionnaire ». Cette position de principe interdit aux militants de défendre quelque impérialisme que ce soit et leur enjoint l'ordre de contribuer à la défaite de « son propre impérialisme ». Toutefois, si de nombreux militants trotskistes participent aux activités de résistance (notamment certains membres du PCI), d'autres ne s'y résoudront pas (par exemple, le groupe Barta, à l'origine du courant Lutte ouvrière), certains choisissant même de faire de l'entrisme dans des organisations collaborationnistes. La spécificité des trotskistes pendant le second conflit mondial sera donc le travail de propagande en direction des soldats allemands, afin de les gagner à la cause révolutionnaire. Une pratique à l'origine des accusations des communistes qualifiant les trotskistes d'« hitléro-trotskistes » (nombre de militants trotskistes seront assassinés par les maquisards communistes).

Le trotskisme dans l'après-guerre (1945-1990). Le trotskisme traverse toute la période de l'après-guerre, de la guerre froide jusqu'à l'écroulement des régimes communistes, en critiquant (certains courants plus que d'autres) les régimes bureaucratiques et en s'efforçant, avec des résultats très différenciés et le plus souvent limités, de rallier des ouvriers à ses mots d'ordre.

Les divergences entre les différents courants portent sur l'estimation des mouvements de libération nationale. Certains, comme le courant dit pabliste, les soutiennent totalement (par exemple, la révolution cubaine et les conceptions de Che Guevara, auquel est donné un certificat de trotskisme – en particulier son dernier message à la Tricontinentale), leur apportent une aide importante (Michel Pablo et le FLN algérien), tandis que d'autres (le groupe Voie ouvrière) ne voient dans ces mouvements que des révolutions nationales, quand ce n'est pas nationalistes.

Les désaccords portent également sur l'estimation politique de la période et la définition des tâches principales. À cet effet, certains privilégient la constitution d'un parti d'avant-garde fortement structuré ; d'autres, celle d'un parti de masse aux contours plus flous. Certains privilégient le travail propagandiste en direction de la classe ouvrière (Lutte ouvrière) ; d'autres, des actions en direction des différents lieux de mobilisation de la jeunesse ou de milieux non ouvriers (telle la Ligue communiste) ; d'autres encore, le travail syndical et la mobilisation critique auprès des organisations ouvrières (l'OCI).

D'un point de vue théorique, c'est l'économiste et militant de la IV[e] Internationale Ernest Mandel qui poursuit l'œuvre de Trotski en analysant le mode de production capitaliste (*Traité d'économie marxiste*, 1962, *le Troisième Âge du capitalisme*, 1972).

Après mai 1968, le trotskisme connaît une embellie à partir des mouvements de révolte de la jeunesse scolarisée, plus particulièrement en France, où les organisations trotskistes forment un des deux grands rameaux de l'extrême gauche avec le maoïsme. Après la disparition de ce dernier, le trotskisme, qui connaît une crise de recrutement sous les deux septennats de François Mitterrand, s'affirme, malgré les divisions, comme le principal noyau de l'extrême gauche, que seule la gauche écologiste, le parti des Verts, est en mesure de contester à ses marges.

Le trotskisme aujourd'hui (1990-2006). À une époque où les démocraties occidentales affrontent, de façon plus ou moins forte, une crise institutionnelle, politique, sociale et économique, le trotskisme bénéficie de la désaffection de l'électorat du Parti communiste, dont la chute a abouti à la destruction de plus en plus rapide de la contre-société communiste. Bénéficiant de l'image d'Arlette Laguiller, puis surtout de celle d'Olivier Besancenot, « un salarié comme vous », non estampillé professionnel de la politique, le trotskisme, qui a choisi les campagnes électorales comme mode privilégié de propagande, commence à peser dans la société française.

Mais les trotskistes, même s'ils en ont le désir, ne sont pas en mesure d'imiter les communistes des années des Trente Glorieuses (1945-1975). Pour les trois grandes organisations trotskistes – il existe une quinzaine d'autres petites organisations groupusculaires –, les possibilités de croissance dépendent essentiellement de l'échec ou de la réussite du projet mené et assuré par le Parti socialiste et des capacités de rebond du Parti communiste, qui dispose toujours d'une plus grande puissance organisationnelle qu'elles. En cas d'échec du PS, parmi les trotskistes, seule la Ligue communiste révolutionnaire pourrait se renforcer grâce à sa présence dans le mouvement altermondialiste, qu'elle n'a pas condamné comme ses deux rivaux, LO et le PT.

Les trotskistes aujourd'hui. « À l'évidence, les trotskistes recrutent dans des catégories de prédilection : les syndicalistes, les jeunes, les Juifs et les intellectuels » (Marc Lazar, *Trotski, les trotskistes et la France*, 1er décembre 2003, Académie des sciences morales et politiques). À l'origine, au cours des années 1930, les premiers trotskistes étaient de jeunes intellectuels politisés, deux des catégories mentionnées ci-dessus par ce spécialiste du communisme européen. Ensuite, après la Seconde Guerre mondiale et dans les années 1965-1970, les jeunes Juifs ont été surreprésentés dans les organisations trotskistes par rapport à leur poids démographique dans la jeunesse française. Quant aux intellectuels, ils ont trouvé un courant qui ne les a pas rejetés en tant qu'intellectuels, au sein duquel ils ont pu faire véritablement de la politique et s'adresser à la classe ouvrière (au Parti communiste, l'intellectuel est appelé uniquement à être utilisé pour la grandeur du parti en raison de son savoir-faire et de son prestige). L'intellectuel devenu trotskiste n'est pas amené à se remettre en cause existentiellement, à jouer avec sa mauvaise conscience (comme chez les maoïstes et, dans une moindre mesure, chez les libertaires).

Si l'on reprend les modalités de la politique défendue par les trois principales organisations trotskistes, on peut remarquer qu'elles sont apparemment complémentaires : pour la LCR, chevaucher les mouvements sociaux modernes et les fusionner avec une présence syndicale dans un large parti anticapitaliste ; pour Lutte ouvrière, former une organisation de militants ouvriers révolutionnaires implantée exclusivement dans le monde du travail industriel ; pour le parti des Travailleurs, construire un parti de masse à partir des cadres des organisations traditionnelles). Ces organisations s'adressent l'une aux luttes sociales, l'autre aux luttes ouvrières et la troisième aux institutions réformistes. En fait, bien que,

depuis une quarantaine d'années, elles aient cherché les voies de l'union, il s'avère que leurs manières de faire de la politique sont tellement antagonistes que chacune d'elles produit des militants différents et que le parti unifié trotskiste, que souvent des tendances minoritaires appellent de leurs vœux, apparaît comme un objectif impossible à atteindre.

→ LCR, LO, Léon Trotski, Trotskisme culturel

trotskisme culturel Ce terme générique décrit l'importante présence d'ex-trotskistes dans la communication, les médias et la presse. Partant de son expérience personnelle pour en tirer une leçon d'ordre général, Edwy Plenel, ancien militant de la LC puis de la LCR (il fit partie de son comité central durant quatre ans, de 1974 à 1978), journaliste-militant au quotidien *Rouge* de 1976 à 1978, a abandonné un an plus tard son engagement militant pour entrer, en 1980, au *Monde*. Directeur de la rédaction du « Journal officiel de la bourgeoisie », de 1996 à 2004, il invente le terme de « trotskisme culturel » pour désigner la place importante qu'occupent d'anciens trotskistes dans les secteurs de la communication, de l'art (cinéma) et de la télévision.

Une réalité en effet très largement partagée par les courants frankiste et lambertiste. Chez les premiers, on a privilégié le journalisme, à la suite de l'expérience du quotidien *Rouge :* Bernard Guetta (aujourd'hui à *l'Express*), Georges Marion *(le Canard enchaîné)* ou Michel Samson et Dominique Pouchin (*le Monde*, puis *Libération*). Chez les seconds (lambertistes), le « rayon » – équivalent de cellule – du spectacle a vu défiler les cinéastes Alain Corneau et Bertrand Tavernier ainsi que le metteur en scène de théâtre Bernard Murat. Les acteurs, moins prescripteurs de sens que les créateurs, ont cependant contribué eux aussi à un investissement lambertiste dans ce milieu : Pierre Arditi, Juliet Berto, Dominique Labourier, notamment. De leur côté, la troupe du Théâtre du Soleil et Philippe Caubère leur préférèrent la « bande à Krivine ». Quant au scénariste Jacques Kirsner, qui a produit un *Pétain* et réalisé, avec Jacques Rouffio, *la Passante du Sans-Souci*, il a dirigé l'organisation des jeunes lambertistes, l'Alliance des jeunes pour le socialisme (AJS), sous le pseudonyme de Charles Berg, avant d'en être chassé par Pierre Lambert en 1979. La Ligue communiste (frankiste) n'a pas déserté pour autant le cinéma puisque Pascal Bonitzer est devenu un scénariste et un réalisateur talentueux, tandis que les frères Rotman ont plus particulièrement marqué l'art du documentaire télévisé, Michel à la production et Patrick à la réalisation.

Dans l'audiovisuel, on peut également citer les noms de Michel Field, animateur d'émissions culturelles et d'information, ou d'Hervé Chabalier, producteur de documentaires d'actualité.

On ne retrouvera pas sous le nom de Lutte ouvrière beaucoup de militants ayant quitté l'organisation pour les sunlights de la célébrité. Seul l'écrivain Thierry Jonquet, pourfendeur des staliniens dans *Du passé faisons table rase,* a témoigné de son court parcours militant, sans faire mystère de son passage dans cette organisation. Adhérant ensuite à la LCR, dont il vendra la presse à la criée durant de longues années, il en vantera les qualités dans *Rouge c'est la vie.*

Cette intégration des ex-militants dans les médias, le cinéma, sans parler de l'université, aurait-elle contribué à consolider la démocratie française, comme l'affirme Edwy Plenel ? On peut en douter. Plusieurs vagues de militants, déçus de ne pas pouvoir trouver dans leur engagement ce qu'ils étaient venus y chercher, ont préféré prendre des voies plus valorisantes. Ils ont sans aucun doute gardé accroché à la semelle de leurs souliers un peu de « révolution permanente » ou de « Front unique des travailleurs », mais cela ne suffit pas à en faire une force politique. Par comparaison, les ex-communistes – tout du moins avant la chute du mur de Berlin – pouvaient nourrir de la mauvaise conscience. Comme l'observe l'historien franco-polonais Krzysztof Pomian, les ex-trotskistes se distinguent des ex-communistes par le fait qu'« ils n'ont aucun passif, le principe de réalité ne les ayant jamais affectés ; ils n'ont cru qu'à des promesses ». Autre différence, les anciens trotskistes ne sont le plus souvent pas considérés comme des traîtres par leurs anciens camarades – la question peut se poser chez les lambertistes – et ils n'ont nulle honte de leur passé idéologique.

On pourra toutefois – sur le plan des itinéraires personnels – souscrire à ces lignes tirées de *Secrets de jeunesse* (Edwy Plenel, Stock, 2001) : « Le trotskisme fut aussi cela : un passage vers une pensée de la liberté, vers une idée libertaire de la démocratie. »

trotskistes (groupuscules) À côté des trois principaux courants représentés par la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière et le parti des Travailleurs, la famille trotskiste compte plusieurs structures, groupuscules dissidents, revues et collectifs. Parmi ceux-ci, on compte :

– Appel pour le socialisme (APLS) ;

– Combattre pour le socialisme (CPS), sigle arboré par deux structures, l'une à caractère politique, le Cercle pour la construction du parti

ouvrier révolutionnaire, qui publie un bulletin intitulé *CPS*; l'autre, à caractère syndical, le Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, qui anime une tendance au sein de la Fédération syndicale unie (FSU), syndicat unitaire de l'enseignement, dont le nom est « Front unique » ;

– le Comité communiste internationaliste (trotskiste), un temps fraction de CPS. Édite un bulletin, *Combattre pour finir avec le capitalisme;*

– le Groupe bolchevik (et son bulletin *Révolution socialiste*), membre du Collectif Révolution permanente (COREP);

– le Collectif socialiste révolutionnaire (CSR), fondé en 2003;

– le groupe Communiste révolutionnaire internationaliste (CRI, et sa publication *le Cri des travailleurs*);

– le Groupe socialiste international (GSI);

– le groupe La Commune, section française de l'Unité internationale des travailleurs-IV[e] internationale;

– la Fraction révolutionnaire permanente;

– la Gauche révolutionnaire (et sa revue *l'Égalité*), section française du Comité pour une Internationale ouvrière (CIO-CWI), fondée entre 1990 et 1995;

– la Ligue trotskiste de France (LTF, section française de la tendance spartakiste internationale, surtout implantée aux États-Unis);

– le Parti communiste révolutionnaire;

– la Riposte;

– l'Union ouvrière communiste (léniniste-trotskiste).

Un groupe a récemment disparu: Pouvoir ouvrier, adhérent à la LICR.

Par ailleurs, des militants trotskistes de différentes obédiences publient des revues comme *Carré rouge*, dont le principal animateur est l'économiste François Chesnais, ou *Cours nouveau*, *le Marxisme aujourd'hui* ou encore *Utopie critique*.

→ Trotskisme

U

ultragauche

Des groupuscules, des tracts et des revues

L'ultragauche est une mouvance comprenant de nombreux petits groupes qui, de manière circonstanciée et épisodique, publient des tracts manifestes ou, le plus souvent, des revues théoriques à la durée d'existence variable. Celles-ci sont largement inspirées des textes de jeunesse de Karl Marx et des philosophes marxistes critiques tels que l'Allemand Karl Korsch (1886-1961, *Marxisme et Philosophie*, 1923), le communiste hongrois György Lukács (1885-1971, *Histoire et Conscience de classe*, 1923), des théoriciens du communisme de gauche néerlandais comme Anton Pannekoek (1873-1960, *les Conseils ouvriers*, 1946), et Herman Gorter (1864-1927, *Lettre ouverte au camarade Lénine*, 1920), de la révolutionnaire allemande d'origine polonaise Rosa Luxemburg (1871-1919, *Grève de masse, parti et syndicats*, 1906 et *l'Accumulation du capital, contribution à l'explication économique de l'impérialisme*, 1913), ou du communiste italien Amadeo Bordiga (1889-1970), pour n'évoquer que ceux ayant vécu avant 1939. Pour la période de l'après-guerre, les sources d'inspiration sont le marxiste américain Paul Mattick (1904-1981, *Marx et Keynes: les limites de l'économie mixte*, 1969) et les textes édités par la revue *Socialisme ou Barbarie*, de 1947 à 1962, plus particulièrement ceux de Chaulieu (pseudonyme de Cornelius Castoriadis» [1922-1997]) ou de Claude Lefort (né en 1924).

Les courants historiques de l'ultragauche

Trois familles de l'ultragauche ont des racines historiques ancrées dans le mouvement révolutionnaire d'Europe occidentale des années 1917-1923. La première est le courant communiste de conseil, inspiré par les expériences de prise du pouvoir par les conseils ouvriers en Russie, en Hongrie et en Allemagne, en 1918-1919, puis par l'histoire du Parti communiste de gauche allemand (KAPD), qui durant quelques mois a rivalisé avec le Parti communiste d'Allemagne, affilié à la III[e] Internationale moscoutaire. Le fonds théorique de ce courant est assuré par les militants

communistes ou socialistes de gauche dénoncés comme gauchistes par Lénine dans l'ouvrage célèbre intitulé *la maladie infantile du communisme, le « gauchisme » :* l'astronome néerlandais Anton Pannekoek et son compatriote, le poète Herman Gorter, dirigeants du Parti communiste de gauche des Pays-Bas et du KAPD allemand.

La deuxième famille est le courant bordiguiste, qui renvoie à l'histoire du Parti communiste d'Italie entre 1918 et 1925, dont le premier secrétaire a été Amadeo Bordiga. Ce dernier a appliqué avec constance et vigueur une politique léniniste, avant d'être mis en minorité en 1925 puis exclu en 1929 pour avoir mené le combat contre la stalinisation du parti. Fidèle aux principes édictés par les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Bordiga défend l'autonomie de la classe ouvrière et se montre hostile aux alliances de classe. De plus, le courant bordiguiste ne reconnaît pas l'URSS comme un État socialiste, car il est devenu contre-révolutionnaire dès la prise de pouvoir par Staline. Ce jugement explique le fait que cette opposition de gauche n'a pas rejoint le combat de l'opposition trotskiste.

La troisième famille s'inspire des théories économiques de Rosa Luxemburg, qui, lors de sa polémique sur l'impérialisme avec Lénine en 1913, prédit une crise finale catastrophique du capitalisme lorsque ce dernier aura atteint ses limites d'expansion. Toutefois, l'influence de la révolutionnaire allemande ne s'arrête pas là : sa critique du léninisme comme machine à s'emparer du pouvoir… et à le conserver pour lui-même a nourri sa réflexion dès 1906. Une grande partie de l'ultragauche, dans son sillage, célèbre plus les épisodes d'auto-organisation des masses que les prises de palais d'hiver par un parti politique.

Deux autres familles s'inspirent de références directes plus récentes, qui se nourrissent toutefois encore des expériences énumérées ci-dessus. La première comprend la descendance multiple du situationnisme, qui prend plus la forme de manifestes ou de tracts lors d'interventions ponctuelles que de revues. Seule l'Internationale situationniste a duré plus longtemps que tous les regroupements qui s'en inspirent. Les crypto-situationnistes sont les adeptes invariants d'une *doxa* et d'un *logos* conçus par Guy Debord, Raoul Vaneigem et autres Mustapha Khayati dans les années 1960. La seconde famille présente un caractère ouvriériste et démocratique. Elle se propose de faire circuler la parole ouvrière, celle des travailleurs en lutte ou des prolétaires en révolte de manière horizontale sans hiérarchie.

Univers de petits groupes à la plume acérée par le goût du beau style ou de l'invective, l'ultragauche compte des figures militantes hors normes, qui ont su constituer avec patience un large réseau d'informateurs pouvant servir de point de référence pour diffuser une parole ouvrière autonome des organisations. On citera ainsi Henri Simon, l'initiateur, dans les années 1960, d'*Informations, correspondance ouvrières* puis d'Échanges et Mouvement, ou des rédacteurs plus ou moins prolixes, à l'instar de l'auteur de romans policiers et agitateur d'idées Serge Quadruppani, ou bien encore des théoriciens plus discrets comme Jean Barrot (pseudonyme de Gilles Dauvé), auteur du *Mouvement communiste*, ou Karl Nesic *(Un autre regard sur le communisme et son devenir: fragments d'analyse à l'usage des jeunes générations)*.

Aujourd'hui, en France, l'ultragauche est dispersée en une myriade de groupes, dont la plupart comptent de très faibles effectifs qu'ils compensent par un art abouti de la rhétorique révolutionnaire. Pour cette mouvance, Internet est donc un support idéal pour assurer l'échange des opinions, la diffusion des informations sur les différents fronts de lutte, ainsi que pour garantir la mémoire des expériences passées. On trouvera plusieurs sites ou portails comme patlotch.free.fr/text ou mondialisme.org, offrant un large éventail des textes ayant jalonné l'histoire de l'ultragauche, qui à ses débuts s'affirmait – et s'affirme toujours – comme communiste.

La rhétorique ultragauche

De quelque courant qu'ils soient, les différents groupes ou revues de l'ultragauche adoptent une position radicale à propos de tous les aspects de la politique et de la pratique révolutionnaires. Ils rejettent le plus souvent la conception du militantisme tel qu'il est pratiqué dans les organisations, refusant toute délégation de pouvoir à quiconque. Ils condamnent toute politique de conquête des institutions étatiques et repoussent (sauf les bordiguistes) les prétentions de quelque parti que ce soit à diriger le processus insurrectionnel et, a fortiori, à exercer le pouvoir révolutionnaire, qu'ils réservent aux expressions autonomes du mouvement prolétarien (conseils d'ouvriers, assemblées générales reconductibles, etc.). Enfin, ils dénoncent les illusions attachées à la politique antifasciste comme à toute politique d'alliance de classe. Contre la fascisation du pouvoir bourgeois, il n'y a pas de compromis possible, seule la révolution permet d'y échapper. L'anticapitalisme radical conduit ses tenants à assimiler la démocratie bourgeoise, le réformisme social-démocrate ou stalinien et le fascisme

à des formes différentes de la même domination capitaliste, dans le seul but d'empêcher l'émergence et l'affirmation de la radicalité révolutionnaire. Cette attitude empêchera une partie de l'ultragauche de se méfier des thèses négationnistes (de la Shoah) quand elles seront portées par un de ses membres en 1979. En effet, en considérant l'antifascisme (alliance interclassiste pour dénoncer le racisme) uniquement comme une mystification utilisée par les tenants du système capitaliste pour exonérer ce dernier de ses crimes, une partie de l'ultragauche a versé – sans doute temporairement – dans la réécriture de l'histoire.

Les héritiers du situationnisme

On retrouve la trace du situationnisme dans l'ultragauche bien avant que Guy Debord quitte ce « monde spectaculaire et marchand », avec les initiatives d'un groupe anonyme, qui en plein printemps gauchiste, en 1970, publie un manifeste au titre explicite, *le Militantisme, stade suprême de l'aliénation*. Le courant crypto-situationniste affectionne des signatures tout aussi imagées que spectaculaires, comme les Fossoyeurs du vieux monde, dont certains fonderont plus tard *Os Cangaceiros*, qui publient, en 1986, le manifeste *l'Incendie millénariste*. Plusieurs autres initiatives, très abouties éditorialement, comme *l'Encyclopédie des nuisances*, *l'Exagéré* (publié par Les Archives de l'avenir), sans oublier celle de l'Atelier de la catalyse sociale ou celle signée « Les mauvais jours finiront », présentent une critique radicale de la société contemporaine : le dépassement de celle-ci ne peut provenir que d'une insurrection généralisée dont les prolégomènes sont posés par toutes les révoltes à travers lesquelles, dans le monde entier, des hommes et des femmes jouent leur vie.

Une autre tradition dans l'ultragauche est de considérer que le message marxien traduit l'invariance du projet prolétarien dans la société capitaliste, privée ou bureaucratique. Ainsi, Jacques Camatte, animateur depuis 1967 de la revue ronéotée *Invariance*, après être issu de la mouvance bordiguiste, tire sept ans plus tard un bilan catastrophiste de la défaite récente du mouvement révolutionnaire, qui laisse le capital, seul vainqueur, imposer sa loi. Se proposant de dépasser Marx, il théorise non plus une conquête du monde, marqué par « l'indicible horreur actuelle, [...] la dégénérescence et de la démence des hommes et des femmes, [...] la régression de la pensée, [...]une accélération de la destruction de la nature » (in *Invariance*, 1994, *Communautés, naturiens, végétariens, végétaliens et crudivégétaliens dans le mouvement anarchiste français*), mais

de s'en extraire au nom du rejet de la technologie. Une manière de retrouver l'écologie profonde, la *deep ecology.* Le courant invariant a perduré toutefois sous la forme de plusieurs publications, comme le *Mouvement communiste, le Voyou, Négation* ou *le Fléau social.*

La nébuleuse bordiguiste

Depuis 1982, deux publications se disputent l'héritage historique du bordiguisme. Revendiquant chacune le titre de Parti communiste international, organisation fondée en 1962, qui publiait le journal *le Prolétaire* et la revue *Programme communiste,* l'une publie la *Gauche communiste,* et l'autre *les Cahiers internationalistes.* Le bordiguisme a aussi influencé l'organisation Courant communiste international, fondée en 1968, qui en stigmatise son cours erratique depuis quelques années. Elle publie la *Revue internationale* depuis 1975 et un mensuel intitulé *Révolution internationale.* De ce groupe est issue une fraction qui publie *Perspective internationale.* Proche du bordiguisme, on peut noter la revue *Communisme et Civilisation* (en activité jusqu'en 1994) ou bien la revue *le Communiste,* fondée en 1979, devenue *Communisme,* en 1989, organe central du Groupe communiste internationaliste.

La ténacité du courant ouvriériste spontanéiste

Aujourd'hui, plusieurs filiations organisationnelles continuent à exister dans le champ politique. C'est le cas du courant ouvriériste et spontanéiste personnifié par Henri Simon, un ancien de *Socialisme ou Barbarie,* qui depuis 1965, avec *Informations, liaisons ouvrières,* puis, en 1967, *Informations, correspondance ouvrières* (ICO), a développé un réseau international. L'expérience d'ICO s'est achevée par autodissolution en 1973, avant de reprendre dès 1975 sous le nom d'Échanges et Mouvement (qui publie la revue *Échanges*). Ce bulletin, constitué de témoignages de lutte par les protagonistes eux-mêmes et d'analyses, regroupe à l'origine des militants britanniques, belges, néerlandais et français. En 2002, une remise à jour de la plate-forme d'*Échanges* insiste sur la nécessité de rendre compte du mouvement réel des luttes de classes et non du « développement des groupes et des mouvements soi-disant révolutionnaires ». Analysant les syndicats comme des organisations n'ayant qu'« une fonction de régulation du marché de la force de travail », et la période actuelle du capitalisme comme ayant réduit leur capacité de médiation, les militants d'Échanges et Mouvement estiment que tout nouveau projet syndical est « complètement anachronique ».

D'autres bulletins se chargent de diffuser des informations sur les luttes de classes dans le monde entier. C'est le cas de *Dans le monde, une classe en lutte,* qui se donne pour tâche, depuis 2004, de « faire connaître, indépendamment de toute revendication, les luttes telles qu'elles se déroulent dans le monde entier ». Quelques mois plus tôt, en décembre 2003, un Réseau mondialiste révolutionnaire a choisi l'Internet pour développer « la critique de la société existante et le projet d'une société sans exploitation, fondée sur la gratuité, l'activité libre et l'égalité ». Un peu plus ancien, car il remonte à 2002, le bulletin électronique *Ni patrie ni frontières,* animé par Yves Coleman, qui a fait ses classe politiques à Lutte ouvrière, se présente comme un bulletin de traduction et de débats, offrant un éclairage international sur des bases sérieuses et non idéologiques.

Au-delà du conseillisme, le courant programmatiste

Au cours des années 1970 est née, à partir du courant conseilliste, une branche qui s'est autodéfinie comme « programmatiste » (affirmation du prolétariat comme classe révolutionnaire et définition d'une période de transition politique). S'appuyant sur la revue *Théorie communiste,* dont la première publication date de 1977, ce groupe affirme dépasser la vieille ultragauche conseilliste et prendre en compte le nouveau cycle de lutte, qui, à partir de 1995 et de la résurgence des chômeurs et des précaires, est en mesure de montrer « comment une activité de classe peut aller au-delà des classes, poser l'abolition des classes et donc du prolétariat lui-même » (*Théorie communiste*, n°15). Désormais, ce courant s'affirme comme « communisateur », c'est-à-dire pratiquant la communisation des pratiques et de la politique révolutionnaires, les bases du communisme existant dorénavant. Il s'exprime également dans la revue *Meeting* ainsi qu'à travers les publications des éditions Senonevero.

L'apparition d'un conseillisme militant

Toujours dans la mouvance conseilliste s'est créée en décembre 2005 une Ligue des conseillistes de France (sous-titrée Communisme de conseils & Écologie) – revendiquant l'héritage révolutionnaire des années 1920 – qui marque sa différence en étant ouverte à la fois à ceux qui croient à la révolution prochaine et à ceux qui pensent qu'un réformisme est encore possible. Dans la tradition du conseillisme historique elle prône une organisation de type fédéraliste. Au carrefour du situationnisme et du conseillisme, la revue intitulée *la Guerre sociale* (Serge Quadruppani et Jacques Barrot)

se heurte, à la fin des années 1970, au problème de fond qui se pose à l'ultragauche de manière récurrente, à savoir quelles sont les luttes ouvrières et sociales réellement porteuses d'un au-delà révolutionnaire. Mais c'est une autre question inattendue – dans la mesure où elle n'est portée que par une seule personne – qui fait exploser ce petit monde : la naissance du négationnisme, qui surgit sur la base d'un long compagnonnage avec Pierre Guillaume. Le groupe publiant la revue se scinde, et certains de ses membres – Serge Quadruppani en tête –, à travers plusieurs publications successives, *la Banquise* (1983-1986) puis *le Brise-glace*, se démarquent de l'opération négationniste de Guillaume, ancien libraire de la Vieille Taupe (rendez-vous de l'ultragauche dans les années 1965-1973, sise rue des Fossés-Saint-Jacques, dans le V[e] arrondissement de Paris).

L'épine dans le pied de l'ultragauche : l'affaire négationniste

Pierre Guillaume, ancien conseilliste, est devenu le propagandiste zélé des idées du négationniste Robert Faurisson, professeur de littérature d'abord connu par une relecture personnelle des poèmes de Rimbaud. Sur la base d'une brochure attribuée à Amadeo Bordiga, publiée en 1960 en Italie puis en 1978 en France, et intitulée *Auschwitz et le grand alibi*, Pierre Guillaume découvre les idées de Robert Faurisson, qui niait la possibilité par les nazis de procéder dans les camps d'extermination à l'élimination massive des déportés. Il décide alors de prendre contact avec celui-ci et de le soutenir dans son combat. Convaincu de l'existence d'un pacte entre les bourgeoisies occidentales et les staliniens soviétiques pour promouvoir une idéologie antifasciste qui gommerait les contradictions de classes au grand détriment du prolétariat, Pierre Guillaume et quelques amis versent ainsi dans l'antisémitisme. Vers 1996, l'affaire resurgit quand l'auteur de romans policiers Didier Daeninckx se lance dans une campagne calomnieuse contre son nouveau confrère Serge Quadruppani, en lui reprochant quelques connivences avec le négationnisme quinze ans plus tôt. Elle se termine à la confusion de l'auteur de *Meurtres pour Mémoires*, mais l'ultragauche en reste discréditée à la suite des recherches menées par Valérie Higounet et Nadine Fresco, qui ont travaillé sur la personnalité du premier négationniste français, le pacifiste et socialiste antistalinien Paul Rassinier. Pour ces deux auteurs, l'antisionisme radical et le soutien à la cause palestinienne seraient les causes de cette dérive antisémite propre à certains tenants de l'ultragauche.

⇢ Situationnisme

Union communiste internationaliste (trotskiste) Cette organisation trotskiste, fondée par Barta, est plus connue par son organe de presse hebdomadaire *Lutte ouvrière*. Pour des raisons de sécurité et de préservation contre une politique répressive (ce modèle d'organisation a été mis au point sous l'Occupation), ce courant trotskiste, qui, depuis 1944, ne se reconnaît pas dans la IVe Internationale, a décidé de faire assurer la propagande en direction de l'extérieur par son organe de presse à la structure particulièrement discrète. L'UCI est formée des cadres de l'organisation (environ 800 à 1 000 membres). Elle publie tous les mois une revue théorique, intitulée *Lutte de classe*, et organise à Paris une réunion mensuelle, le cercle Léon-Trotski.

Le courant de l'Union communiste internationaliste, né pendant la Seconde Guerre mondiale, sort de l'anonymat à l'occasion de la grève menée par Pierre Bois au printemps 1947. Le groupe, qui a fait du « travail ouvrier » son activité exclusive, avait introduit des militants dans les usines dès 1945. En réussissant à paralyser la production de la compagnie récemment nationalisée et bastion de la CGT, l'UC provoqua une crise politique. Tout d'abord entre les grévistes, la CGT et le PCF, qui dénonça le mouvement, puis à l'intérieur du gouvernement, poussant le président du Conseil, Paul Ramadier, à chasser les ministres communistes (même si le vrai motif de la rupture, en mai 1947, a été le refus du PCF de voter les crédits pour la guerre en Indochine). Après la grève, de nombreux ouvriers s'investirent dans la création d'un syndicat indépendant, mais bien peu adhérèrent à l'Union communiste internationaliste, dont le leader, Barta, cessa ses activités en 1950.

Après quatre années de mise en sommeil, en 1955, ce fut autour de Hardy (Robert Barcia) de rassembler plusieurs militants pour relancer le groupe. Poursuivant l'activité sur les mêmes bases que Barta, l'UCI poursuivit lentement son implantation dans la classe ouvrière (aujourd'hui 300 bulletins de « boîte »).

En dépit de sa dissolution en 1968, l'organisation continua son activité sans discontinuer. En 1973, elle décida de donner une image à son courant en la personne d'Arlette Laguiller, qui resta sa porte-parole quasi exclusive jusqu'en 1995. Ensuite, plusieurs autres visages sont apparus (Armonia Bordes, Chantal Cauquil) lorsque des militants de Lutte ouvrière ont occupé des fonctions électives dans les conseils régionaux et municipaux.

À partir de 1995, l'UCI et Lutte ouvrière ont dû défendre leur mode d'organisation contre les critiques de la presse qui ont décrit une « secte

qui empêchait ses militants de se marier et de procréer ». Cette attaque frontale a abouti à l'*outing* de son dirigeant historique, Hardy : en 2003, à l'occasion de la publication d'un livre d'entretiens avec Christophe Bourseiller, *la Véritable Histoire de Lutte ouvrière*, et participation à un débat télévisé.

Devant la pression de l'extérieur, mais surtout à la suite des contacts suivis entre l'UCI et la LCR, notamment à propos des candidatures communes aux différentes élections, et dans le cadre des discussions entreprises sur la nature du parti révolutionnaire à construire, l'UCI accepta, en 1998, la formation en son sein d'une tendance, qui fut autorisée à publier une revue en collaboration avec Révolution !, la tendance de la Ligue la plus favorable à la collaboration avec Lutte ouvrière. Le premier numéro de la fraction, *Convergences révolutionnaires*, est paru en janvier 1999. Il décrit ainsi le mouvement qui a conduit à cette décision : « Pour que les organisations d'extrême gauche collaborent, première étape nécessaire avant d'aller ensemble vers le parti dont les travailleurs, les exploités et les opprimés ont besoin, deux choses au moins sont indispensables.

D'abord la conviction qu'un fossé infranchissable nous sépare de la gauche institutionnelle. Avec cette gauche l'unité d'action ponctuelle est possible dans les mobilisations, mais en aucun cas une alliance politique, a fortiori quand elle est au gouvernement, c'est-à-dire aux affaires de la classe ennemie. Ensuite la volonté d'explorer systématiquement les possibilités d'alliance ou de collaboration avec les autres composantes du mouvement révolutionnaire. Depuis des années, la première manquait à la LCR, noyée dans la recherche vaine d'alliés se situant dans la gauche institutionnelle. Et la seconde à LO, murée dans ses retranchements, confortée dans son repli sur elle-même par les succès électoraux qu'elle a été capable de remporter toute seule. » (Éditorial, *Convergences révolutionnaires*, n°1, janvier-février 1999). L'expérience commune cessa en 2001, après la décision prise par les deux organisations de présenter des candidatures séparées. La tendance Révolution ! se saborda à l'intérieur de la LCR et abandonna à titre collectif la collaboration à partir du n°18 de la revue, qui, depuis novembre-décembre 2001, est publiée par la seule « Fraction de Lutte ouvrière ».

Cette expérience de fraction organisée, présente dans toutes les instances de l'organisation et qui s'exprime sur tous les sujets tout en partageant les fondamentaux de l'UCI, est assez originale et considérée par le leader Roger Girardot (alias Barcia) comme une présence à but péda-

gogique : « La compétence politique est indispensable et je dirais même que, a contrario, la stimulation que nous offre la minorité, contrairement à ce que pensent certains camarades, nous est utile… elle nous dit ce qu'il ne faut pas faire et nous oblige à lui répondre » (in *Rapport politique de Roger Girardot, pour la majorité*). Une conception organiciste étrange du droit de tendance. Mais qui tranche avec le sort – moins envieux – des tendances qui, au cours du passé, s'étaient constituées dans les années 1960 et 1970 sur la nature de l'URSS.

L'organisation : le rêve du militant exemplaire. Dirigée sur le modèle du centralisme démocratique, l'UCI tient un congrès annuel qui rassemble des délégués des assemblées générales de fédérations et élit un comité exécutif et un comité central. Les positions politiques de l'UCI s'inscrivent dans une conception « internationaliste » du monde. Elles mettent en avant les intérêts exclusifs de la classe ouvrière, qui sont porteurs de l'avenir de l'humanité. L'UCI est qualifiée d'organisation « ouvriériste », dans la mesure où, pour elle, le seul terrain de l'affrontement entre capital et travail reste le monde de la production. À cet égard, ses analyses du capitalisme contemporain se portent plus sur ce terrain que sur les conséquences induites par la financiarisation du système capitaliste et ses conséquences sur la composition de la classe ouvrière. L'UCI insiste sur l'évolution du taux de profit afin de jauger l'importance de la crise du capitalisme, sans oublier de calculer les profits et les dividendes afin de nourrir une rhétorique simple destinée aux éditoriaux de *Lutte ouvrière*.

« Ouvriériste », l'UCI l'est aussi parce qu'elle multiplie les contacts dans la classe ouvrière à travers ses « bulletins de boîte », qui témoignent d'un contact réel avec le terrain. Se refusant à se projeter sur une entreprise sans avoir de relais ou d'informateur, elle a souvent critiqué le gauchisme des autres organisations trotskistes ou maoïstes qui se parachutaient à la porte des usines ou des bureaux sans disposer de contact à l'intérieur. Son travail consiste à la diffusion des échos des petits et grands événements de la vie dans l'entreprise afin d'établir, avec l'ouvrier sympathisant et les ouvriers en général, un rapport de confiance. Celui-ci s'instaure par une attention aux intérêts concrets des ouvriers plus qu'aux discours généraux que les militants de l'UCI laissent aux organisations plus ou moins gauchistes ou ultragauches.

La spécificité du travail d'organisation de l'UCI se retrouve dans la théorisation de la tradition léniniste du parti révolutionnaire d'avant-garde. Si son objectif est de « recréer le Parti communiste des années

1920 » (selon Jean-Pierre Vial, un des dirigeants de LO, en 2004), depuis près d'un demi-siècle, l'UCI a préparé sur le modèle de Barta (*Rapport sur l'organisation* de 1943) plusieurs centaines de militants révolutionnaires. « En résumé, dit ce rapport, nous voulons dégager un type de révolutionnaire opposé au monde bourgeois, et, pour y réussir, une discipline parfaite dans l'organisation est absolument nécessaire. Il faut tendre de plus en plus à organiser le travail d'une façon responsable et établir des liens de travail politiques et organisationnels entre les militants. Tout notre effort dès le début a été dans cette direction, le plus grand danger pour une organisation étant l'habitude de travailler en suivant les liens personnels ("amitié", façon de vivre, etc.) qui donne naissance à de petits groupes ou cliques et non pas à un ensemble de rapports résultant du travail organisationnel pratique et théorique. »

En continuant à appliquer ces principes, l'UCI se démarque sensiblement de toutes les autres organisations d'extrême gauche. Elle s'en dégage également à propos des grandes questions, certaines en apparence du passé comme la nature de l'URSS et des démocraties populaires, et d'autres plus d'actualité, comme la participation aux élections, le jugement des autres composantes de l'extrême gauche, la montée de l'extrême droite ou l'insurrection des banlieues de novembre 2005.

Durant toute la période 1945-1989, l'UCI a défini l'URSS comme un État ouvrier dégénéré par la bureaucratie stalinienne – qualification donnée par Trotski – du fait de son origine révolutionnaire et prolétarienne. Ce qui n'était pas le cas en Europe de l'Est des régimes installés par l'Armée rouge ou en Asie par des révolutions à caractère paysan ou national, ces États n'étaient pas considérés comme socialistes par l'organisation.

« Ne pas accrocher son wagon à tout ce qui bouge. ». La participation aux élections n'est pas, pour l'UCI, synonyme d'électoralisme, ni de volonté d'occuper des fonctions. Elle ne semble pas non plus une occasion pour jouer dans une cour où elle refuse d'évoluer en compagnie des autres forces politiques de gauche. Elle considère plutôt la consultation électorale comme un sismographe destiné à enregistrer les tendances de l'opinion et la diffusion de ses idées. Pour donner plus de poids à son message, l'UCI a donc, dès 1971, mis en avant une jeune employée de banque au Crédit Lyonnais dans le cadre d'une élection municipale dans le XVIIIe arrondissement de Paris. Sans doute convaincue par ses talents d'oratrice et par l'image qu'elle donnait de l'organisation, Lutte ouvrière fait d'elle la première femme candidate à l'élection présidentielle. Un coup médiatique

parfait, surfant sur l'affirmation politique des femmes à travers l'apparition du mouvement féministe. Un discours direct, simple, voire simpliste, identitaire (« travailleuses, travailleurs...) et fédérateur (contre les riches et le profit) permet à la candidate trotskiste de s'imposer. Porte-parole d'une organisation discrète, Arlette Laguiller personnifie dorénavant la pratique propagandiste des élections à des fins propres à l'organisation.

En effet, sauf avec la Ligue à plusieurs reprises, l'UCI n'a vraiment jamais entrepris de discussions constructives avec les différentes forces de l'extrême gauche, se contentant le plus souvent d'enregistrer, sur un mode parfois amusé, souvent déconcerté, les propositions pouvant venir des autres organisations « petites-bourgeoises ». De toute manière, l'UCI ne compte pas, au nom de l'union, transiger sur des principes simples : l'opposition à toute « coopération » électorale avec la gauche de gouvernement, qui est le plus souvent assimilée dans ses discours à la droite. Seule la possibilité d'une accession au pouvoir du Front national pourrait amener l'UCI, et donc LO, à changer de position ! Pourtant, l'UCI – à la différence de la LCR – ne fait pas de la lutte et de la dénonciation de l'extrême droite une de ses priorités. Son interprétation de la montée du phénomène Le Pen consiste à minorer le vote d'une certaine fraction de la classe ouvrière pour l'extrême droite comme un moyen pour elle de « dire m... à la politique ». Plus attachée au comportement concret qu'à la pression idéologique, l'UCI a appelé en 2002 à l'abstention parce que Le Pen ne risquait pas de passer et qu'« il ne fallait pas faire de Chirac un rempart contre le FN ».

Les jugements que portent ces marxistes révolutionnaires sur les différentes composantes de l'extrême gauche sont tranchés : ainsi, les Verts sont « une branche du réformisme » et la Confédération paysanne de José Bové « met le doigt sur de vrais problèmes, mais présente des aspects corporatistes ». Quant à la LCR, dont l'UC se sent « historiquement la plus proche », il est à craindre qu'elle connaisse « une évolution [...] qui tend à se débarrasser de l'emploi de certaines références. [Elle] ne se donne plus les moyens de devenir révolutionnaire. »

En dépit de ses certitudes idéologiques, l'UCI, comme la majeure partie de l'extrême gauche, a été prise de court par la vague de fond qui a touché les agglomérations populaires de la majorité des grandes villes françaises, à savoir l'insurrection des banlieues de l'automne 2005. La Fraction (la seule autorisée au sein de l'UCI) n'a pas manqué de stigmatiser certains passages des explications données par LO qui dénotaient une

certaine distance avec le mouvement des jeunes de banlieue. La direction de l'organisation a été claire sur ce point : « Nous, on refuse de voir là une révolte de la jeunesse prolétarienne [...] Ce n'est pas la violence qui démontre un radicalisme politique [...] La forme qu'ont prise leurs manifestations n'est pas juste. On peut le leur dire et on a le droit et l'obligation de le leur dire. On a le droit d'essayer de leur donner une conscience sociale et politique. C'est cela essayer d'intervenir. »

En conclusion de cette intervention, Roger Girardot (alias Barcia) a réitéré le réflexe politique qui fait l'essence de la stratégie univoque de l'UCI : « Il est faux d'essayer d'accrocher son wagon à tout ce qui bouge », clair message à ceux qui voudraient exercer une pression afin de faire dévier le projet de construire enfin le parti de la classe ouvrière.

→ Barcia, Barta, Élections, Arlette Laguiller, LCR

V-X

violence et terrorisme La violence est conçue, dans une partie de l'extrême gauche, comme un moyen d'action inévitable dans le cours des affrontements de classe, par pendant certaines grèves ou manifestations (occupation des entreprises et affrontements avec la police), certains courants la considérant comme un moyen de pression au cours de la négociation. La violence exercée contre les biens est rarement exclue – elle est parfois exercée durant des luttes syndicales avec occupation des locaux de travail –, en revanche celle contre les personnes donne lieu à des débats très vifs. Exclue par une large partie du mouvement altermondialiste (à l'exception des Black Blocks), marqué par la non-violence, elle peut être justifiée par les autres courants comme « réponse à la violence de l'appareil d'État ». En tout état de cause, la violence n'est mise au centre de la stratégie politique que par des groupes se réclamant de la lutte armée, qualifiée de terrorisme. Pour les trotskistes, en revanche, tout dépend de la nature du régime politique dominant : la violence ciblée est justifiée sous une dictature, elle ne l'est pas dans une démocratie dite « bourgeoise ».

En France, la tentation terroriste, largement mise en pratique dans les années 1970 et 1980 en Allemagne et en Italie, s'est exprimée à la marge, principalement par l'organisation clandestine Action directe.

⇢ Action directe

Vive la révolution ! Organisation de mao-spontex, (spontanéistes), dirigée par les frères Hocquenghem, John Gerassi et Roland Castro. L'activité de Vive la révolution ! est emblématique des ouvertures militantes qui ont fait suite à la révolte antiautoritaire de Mai 68. Rejetée par les autres organisations politiques d'extrême gauche, VLR a traduit en termes d'agitation une partie de la critique situationniste de la vie quotidienne. Sans renoncer complètement à une rhétorique révolutionnaire

plus classique, VLR axa sa critique de la société à la fois sur le machisme et le sexisme quotidiens, ouvrant la voie au féminisme puis à la lutte pour la reconnaissance de l'homosexualité. Le journal *Tout!*, avec comme sous titre *« Ce que nous voulons: tout! »*, illustra l'état d'urgence dans lequel se trouvaient des militants qui faisaient leur deuil du gauchisme dès janvier 1971 dans un article resté célèbre: « Pour faire la révolution: il va bien falloir se débarrasser du gauchisme ». Sous une forme caricaturale et volontiers provocatrice (« Le gauchisme crève d'être gauchiste, c'est-à-dire marginal, simpliste, anachronique... Ne perdez plus votre temps à faire des tracts! »), VLR pose le doigt sur ce qui fait mal, la séparation entre l'investissement militant et l'affirmation de désirs certes personnels, mais qui, se heurtant aux limites imposées par les institutions sociales, deviennent de ce fait même socialisés et révolutionnaires. Selon ce courant de pensée, le gauchisme, à force d'imiter les grands anciens, passe à côté des révoltes vraies, celles des femmes et des homosexuels. Le dernier numéro de *Tout!* annonce la création du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) et du Mouvement de libération des femmes (MLF). L'extrême gauche accouche ainsi des nouveaux mouvements sociaux sur le mode libertaire et désirant. L'expérience du journal cesse en juillet 1971.

⇢ Féminisme, Homosexualité, Maoïsme

xénophobie La xénophobie est un des sentiments les plus partagés dans l'opinion publique puisqu'elle nourrit en partie la présence permanente, depuis les années 1980, d'un fort potentiel électoral à l'extrême droite du paysage électoral français. La gauche et l'extrême gauche se sont senties longtemps peu concernées puisqu'elles professent comme valeur fondamentale l'internationalisme prolétarien, sous la forme de la solidarité entre les peuples et de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Pourtant, le Parti communiste français a développé à plusieurs reprises des thèmes de campagne ambigus. Ce fut tout d'abord le cas dans les années 1970 avec la campagne politique « Produisons français, consommons français », puis, au début des années 1980, des actions qui ont fait scandale: le premier foyer d'immigrés défoncé au bulldozer le fut sur ordre d'un maire communiste à Vitry-sur-Seine, en 1980, et, en 1981, à Montigny-lès-Cormeilles, une action contre un dealer maghrébin fut si mal gérée qu'elle fut interprétée comme une action contre les immigrés.

Jusqu'en 2005, l'extrême gauche semblait complètement exempte de toute critique, telles celles qui avaient épinglé certaines positions du PC. Pourtant, en 2005, au cours du débat à propos du Traité constitutionnel européen, des polémiques ont éclaté entre anciens gauchistes et mouvements d'extrême gauche « nonistes » : les premiers (Daniel Cohn-Bendit, Toni Negri) ont décelé dans l'attitude noniste une composante xénophobe, le refus des autres Européens et un attachement conservateur à l'État-nation, les seconds renvoyant à leurs adversaires l'idée d'une autre Europe, forcément généreuse et sociale. Cette critique a été relayée dans les milieux universitaires par Dominique Reynié, en 2006, dans son ouvrage *le Vertige social nationaliste : la gauche du non et le référendum de 2005*.

La résistance à la mondialisation pose effectivement à l'extrême gauche un problème de repositionnement par rapport à ses valeurs dominantes, qui, s'il était mal géré, pourrait la conduire à adopter des convergences objectives avec les thématiques d'extrême droite. À l'attitude par rapport à l'Europe s'ajoute le problème récent et sensible posé par l'ethnicisation de la question sociale, où les modifications dans la composition de la classe ouvrière font apparaître de nouveaux interlocuteurs (mouvements islamiques ou ethnicistes noirs).

☞ Ethnicisation de la question sociale

Annexes

Bibliographie

Index

Bibliographie indicative

Parmi les ouvrages les plus récents consacrés à l'extrême gauche et quelques incontournables.

ATTAC, *le Petit Alter, dictionnaire altermondialiste,* Mille et une nuits, 2006

BENSAÏD (Daniel), *Une lente impatience,* Stock, 2004.

BERMAN (Paul), *Cours vite camarade ! La génération 68 et le pouvoir,* Denoël, 2006.

BERNSTEIN (Serge), *les Cultures politiques en France,* Le Seuil-Points, 2003.

BIARD (Roland), *Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours,* Belfond, 1978.

BIARD (Roland), *Histoire du mouvement anarchiste 1945-1975,* Galilée, 1976.

BLANCHARD (Pascal), BANCEL (Nicolas) et LEMAIRE (Sandrine), *la Fracture coloniale,* La Découverte, 2005.

BONFIGLIOLI (Chiara) et BUGDEN (Sébastien), *la Planète altermondialiste, guide critique de la pensée de…,* Textuel, 2006.

BOURSEILLER (Christophe), *Histoire générale de l'ultragauche,* Denoël, 2003

BOURSEILLER (Christophe), *Extrêmes gauches : la tentation de la réforme,* Textuel, 2006

CHARPIER (Frédéric), *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours,* Éditions 1, 2002.

CHEVASSUS-AU-LOUIS (Nicolas), *les Briseurs de machines (De Ned Ludd à José Bové),* Le Seuil, 2006.

COLLOVALD (Annie) ET GALLI (Brigitte), *la Démocratie aux extrêmes,* La Dispute, 2006.

CHOMSKY (Noam), *la Doctrine des bonnes intentions,* Fayard, 2006.

CRETTIEZ (Xavier) et SOMMIER (Isabelle) [sous la direction de], *la France rebelle,* Michalon, 2006.

CRETTIEZ (Xavier), *le Terrorisme, violence et politique,* la Documentation française, 2001

DEBORD (Guy), *Œuvres,* Gallimard, 2006.

DISSIDENCES, *Révolution, lutte armée et terrorisme,* col. 1, L'Harmattan, 2005.

FOUGIER (Eddy), *le Mouvement altermondialiste,* La Documentation française, 2004.

JACOB (Jean), *l'Antimondialisation, aspects méconnus d'une nébuleuse,* Berg international éditeurs, 2006.

HALIMI (Serge), *les Nouveaux Chiens de garde,* Raisons d'agir, 2005.

HESS (Rémi), *les Maoïstes français, une dérive institutionnelle,* Anthropos, 1974.

KHIARI (Sadri), *Pour une politique de la racaille,* Textuel, 2006.

KRIVINE (Alain), *Ça te passera avec l'âge,* Flammarion, 2006.

MARIE (Jean-Jacques), *le Trotskisme et les trotskistes,* Armand Colin, 2004.

MARTIN (Jean-Philippe), *Histoire de la Nouvelle Gauche paysanne,* La Découverte, 2005.

MOULIER-BOUTANG (Yann), *le Capitalisme cognitif,* Amsterdam, 2007.

NEGRI (Antonio), *Fabrique de porcelaine,* Stock, 2006.

NICK (Christopher), *les Trotskistes,* Fayard, 2002.

PINA (Christine), *l'Extrême gauche en Europe,* La Documentation française, 2005.

PINA (Christine), *l'Extrême gauche : entre permanence et évolutions, in* Pierre Bréchon (sous la dir.), *les Partis politiques français,* La Documentation française, 2005.

RANCIÈRE (Jacques), *la Haine de la démocratie,* La Fabrique éditions, 2005.

RAYNAUD (Philippe), *l'Extrême gauche plurielle, Entre démocratie radicale et révolution,* Autrement, 2006.

REYNIÉ (Dominique), *le Vertige social nationaliste, la gauche du non,* La Table ronde, 2005.

ROUSSEL (Jacques), *les Enfants du prophète,* Spartacus, 1972.

SALLES (Jean-Paul), *la Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981), instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage ?,* Presses universitaires de Rennes, 2005.

SALMON (Frédéric), *Atlas électoral de la France,* Seuil, 2001.

SAYAD (Abdelmalek), *l'Immigration ou les paradoxes de l'altérité* (2 vol.), Raisons d'agir, 2006.

SOMMIER (Isabelle), *le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation,* Flammarion, 2003.

SOUYRI (Pierre), *le Marxisme après Marx,* Flammarion, 1970.

WARESQUIEL (Emmanuel de) [sous la dir.], *le Siècle rebelle,* Larousse, 1999.

Index

A

B

M

Q

R

S

Achevé d'imprimer en février 2007
par Liberduplex (Espagne)
N° de projet : 110 03 980

Mai 68 est bien loin. Les gauchistes d'autrefois se sont effacés au profit des « alter » et des « anti » d'aujourd'hui, et les sans-logis, les sans-papiers ou les sans-travail sont les nouveaux damnés de la Terre... et de l'utralibéralisme. L'extrême gauche se veut donc la voix des sans-voix. Mais quelle extrême gauche ? Cette nébuleuse forme en effet un ensemble complexe, partagé entre les altermondialistes, les mouvements trotskistes et une infinité de collectifs divers. Cet ouvrage permet de se retrouver dans cette vaste constellation, de comprendre la signification des mots et des slogans, de suivre l'évolution des organisations et des militants. Un mode d'emploi de la gauche à gauche de la gauche, une grande famille très éclatée qui incarne la tradition du refus de l'ordre établi.

à présent

Serge Cosseron, éditeur, spécialiste de l'Allemagne du XX[e] siècle, auteur de plusieurs ouvrages, dont *les Mensonges des nazis* (Perrin, 2007), est né à la politique dans la mouvance issue de Socialisme ou Barbarie.

PRIX FRANCE TTC 18 €

ISBN 978-2-03-582620-6

9 782035 826206

LAROUSSE

www.larousse.fr

5576004

KR-172-836